UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTRE
FOR SOCIAL SCIENCES

SOCIALISM IN YUGOSLAV THEORY AND PRACTICE

— COLLECTION OF CONFERENCES —

BEOGRAD
1971

UNIVERSITE DE BEOGRAD
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVES

— RECUEIL DES CONFERENCES —

3

BEOGRAD
1971

Author BEOGRAD UNIV.

Classification No. A 88 BEO

Accession No.

İŞÇİNİN SESİ KÜTÜPHANESİ
İŞÇİNİN SESİ LIBRARY

29 PARKFIELD ST., N.1
Tel: 01–226 3401
Bu kitap asağıda yazılı tarihte geri verilmelidir.
This book must be returned by the date stamped below

Kitapların üstüne not almamalı, çizmemeli, işaretlememelidir.
Library books may not be annotated,
corrected, or marked in any way.

UNIVERSITY OF BEOGRAD
INTERNATIONAL UNIVERSITY CENTRE
FOR SOCIAL SCIENCES

UNIVERSITE DE BEOGRAD
CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL
DES SCIENCES SOCIALES

SOCIALISM IN YUGOSLAV THEORY AND PRACTICE

— COLLECTION OF CONFERENCES —

LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVES

— RECUEIL DES CONFERENCES —

EMAR - EASOALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITAPLIGI
2815

BEOGRAD
1971

BEOGRAD
1971

Štampa: „Naučno delo“, Beograd

INTRODUCTION

C'est le troisième livre que le Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade fait paraître à l'intention de l'opinion scientifique et autre de l'étranger. Tout comme le précédent, ce livre constitue un recueil des conférences tenues au cours de la session d'automne 1970, la douzième depuis l'existence du Centre. Aussi a-t-on donné ainsi une suite à la pratique qui veut que chaque session soit suivie d'un livre comprenant toutes les conférences présentées à cette session, livre qui n'est pas destiné seulement aux participants du séminaire, mais aussi à un cercle plus large de personnes intéressées. Cette pratique a été introduite il y a deux ans. Le Centre universitaire international s'efforcera de faire paraître ce recueil aussitôt après chaque session. Ceci est justifié notamment par ce que les thèmes et les conférenciers se succèdent dans le cadre du thème général du Séminaire — LE SOCIALISME DANS LA THEORIE ET LA PRATIQUE YOUGOSLAVES. De cette façon, les sessions traitent toujours des questions et problèmes les plus actuels dans le système yougoslave et dans la théorie et la pratique de l'édification de la société socialiste en Yougoslavie. Cette procédure permet aussi de prendre connaissance des diverses façons d'approcher ces thèmes d'actualité. Il ne fait pas de doute, ayant en vue tout ce qui précède, que le présent ouvrage servira utilement à tous ceux qui souhaitent connaître de plus près et de façon compétente les problèmes de la théorie et de la pratique yougoslaves dans l'édification du socialisme.

Ce troisième livre contient dix conférences, tenues au cours de la XIIe session du Centre, en septembre 1970. Outre la conférence d'introduction consacrée à la théorie et à la pratique de l'autogestion en Yougoslavie (La théorie et la pratique de l'autogestion en Yougoslavie — Jovan Đorđević), il y a eu deux conférences du domaine des sciences économiques (The Yugoslav Economic Reform and Problems of Economic Policy — Branislav Šoškić; La formation et la répartition du revenu dans l'organisation de travail — Živko Kostić), deux conférences du domaine de la sociologie et de la philosophie (Between the Present and the Future — Miroslav Pečujlić; L'Humanisme et l'autogestion — Andrija Stojković), quatre conférences du domaine des sciences politiques et du droit (The Policy of Nonalignment and the International Position of Yugoslavia — Leo Mates; La Propriété en Yougoslavie — Radomir Lukić; Federalism and Relations Between Nationalities and National Groups in Yugoslavia's Contemporary Development Period — Najdan Pašić; Le rapport entre la gestion et la direction dans

Dr. Jovan ĐORĐEVIĆ
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Beograd

LA THEORIE ET LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE

1. L'autogestion n'est pas une idée yougoslave, ou plus précisément, ni en tant qu'idée ni en tant que pratique l'autogestion n'a pas été créée pour la première fois sur le sol de la Yougoslavie. Fondamentalement, l'autogestion est l'idée de la liberté et par là même non seulement l'idée de l'émancipation de l'homme, mais aussi une sorte de „restitution" graduelle de la personnalité humaine de l'homme. Disons aussi que, même dans le monde socialiste, l'autogestion n'a pas été proclamée pour la première fois en Yougoslavie. Dans les préparatifs pour la première révolution socialiste et dans les premières années de la réalisation du pouvoir de la république soviétique, l'autogestion, surtout sous forme de gestion ouvrière, enthousiasmait une bonne partie des intellectuels bolcheviks et de la classe ouvrière. A l'époque, elle se réalisa partiellement sous forme d'un soi-disant contrôle ouvrier.

L'attitude de la Yougoslavie vis-à-vis de l'autogestion est une des caractéristiques fondamentales du développement social et politique de ce pays, de sa position dans le système socialiste et dans le monde en général, et même, dans un certain sens, de son existence et développement futurs. La Yougoslavie a été le premier pays à proclamer, après la seconde guerre mondiale, l'autogestion ouvrière comme contrepoids à la gestion étatico-bureaucratique de l'économie et des affaires sociales en général. Cette „renaissance" d'une ancienne idée démocratique et humaniste n'a pas été seulement l'expression de la fidélité à une idéologie ou à une doctrine. Elle reflétait en même temps une des issues possibles du règne bureaucratique bloqué et du moncentrisme et „monolithisme" „socialiste" stalinien. Positivement, l'autogestion était l'expression de la nécessité de transformer la dictature au nom du prolétariat en dictature du prolétariat, et ainsi de la nécessité pour le régime politique et pour l'ensemble du système de recevoir une base populaire plus vaste.

Avant et après cet évènement, il y a eu de pays, de mouvements, de doctrines et de particuliers qui avançaient avec plus de conséquence et d'enthousiasme idéologique les idées de l'autogestion. Or, à la différence de ces déclarations, en Yougoslavie on était passé des déclarations sur l'autogestion à la réalisation de ce principe. Deux décennies

se sont écoulées non seulement depuis sa mise en pratique, mais aussi depuis que l'autogestion existe en tant que base historique, en tant que base transformée et transformante de l'économie, de la politique et de la société en général. Cela ne veut pas dire que cette partique est parfaite et achevée, car la pratique socio-politique parfaite n'existe pas, c'est-à-dire quē „en tant que telle" elle aurait été morte et historiquement condamnée; la pratique socio-politique achevée est une forme d'illusion de perfection et est en même temps anti-historique et inexistante. En outre, vingt ans de réalisation de l'autogestion ont été empreints de processus graduels, de découvertes et d'existence de formes et de phénomènes inconnus et souvent déconcertants, à la fois dans l'essence et dans la pratique de l'autogestion. L'autogestion n'a été ni chose connue, et encore moins donnée. Elle dégage des problèmes en cours de son évolution, tout en résolvant certains d'entre eux. Vingt années de la pratique yougoslave mettent en lumière cette loi.

Aujourd'hui on ne peut pas parler sérieusement, cependant qu'il est injustifiable d'écrire scientifiquement de l'autogestion, sans faire au préalable une étude approfondie de cette pratique de vigt ans, qui est à la fois théorique et pratique. Les côtés faibles dans nombre de travaux sur l'autogestion, même dans ceux dont les auteurs s'inspirent du socialisme et du marxisme, se résument dans leur sens unilatéral qui découle de l'apriorisme et de la confection déductive de constructions et de „modèles" „théoriques".

Nulle part, et surtout dans ce domaine, il ne peut y avoir de constructions sans reconstructions, d'approche déductive sans analyse inductive; et cela veut dire sans connaissance préalable et sans traitement théorique d'un système d'autogestion le plus développé ou du moins le plus longuement appliqué — en attendant qu'ils se fassent plus nombreux, plus variés et plus riches, plus développés.[1]

Jadis, il aurait été paradoxal — et aujourd'hui les gens prennent l'habitude des tons nouveaux — d'envisager que des gens et des mouvements, qui procèdent des mêmes théories et visions politiques du développement de la société, et même vivent en principe dans des conditions identiques du point de vue des structures de propriété, de classe et idéologiques, ne se connaîtraient pas mutuellement et ne s'influenceraient pas mutuellement. Aujourd'hui c'est un fait entre les pays socialistes et entre les orientations socialistes et marxistes. Ce fait est rendu encore plus paradoxal par le phénomène de méconnaissance consciente et affichée et de compréhension insuffisante. Sans comprendre autrui, et surtout son proche, l'homme est incapable de se voir soi-même. Cette loi de la politique et de la psychologie est sous-estimée non seulement par la politique officielle et, d'habitude, par l'opinion publique dans le monde, — mais par la science aussi.

Or, tout ceci ne veut pas dire que la pratique d'autogestion en Yougoslavie est et pourrait être un „modèle" parfait pour les autres,

[1] C'est ce que montrent les deux derniers livres de R. Garaudy: alors que „Pour un modèle français du socialisme" (1968) se situe au niveau d'une construction idéologique et abstraite, le livre „Le Grand tournant du sorialisme" (1970) est plus concret et est fait inductivement et sur la base de la pratique en Yougoslavie.

et surtout pas un modèle théorique. Si elle est un élément de la pensée et de la théorie de l'autogestion, elle présuppose et exige, si elle n'est pas aveugle et périphérique, que les opinions d'autrui se fassent entendre sur cet acte historique, qui est encore une expérience, qu'il soit critiqué et stimulé dans le sens des solutions et orientations possibles et meilleures.

Aussi aboutissons-nous ainsi à une nouvelle relation entre les réalités yougoslaves et l'autogestion, aujourd'hui notamment. Jusqu'à récemment, soit jusqu'à la mise en pratique de la Constitution de 1963, l'autogestion en Yougoslavie a été avant tout un acte socio-politique avec signification, pour l'essentiel, „négative". Elle assurait certaines positions nouvelles et un champ de manoeuvre dans la lutte permanente de la classe ouvrière et de la société progressive contre le feed-back de la bureaucratie, du conservatisme et de la mystification idéologique. Par le truchement de leurs représentants et délégués ou directement, ces forces construisaient dans l'autogestion, et plus particulièremert dans certaines entreprises plus fortes, des tranchées de défense et des réserves pour préserver les éléments particuliers et les meilleurs éléments de la „dictature du prolétariat".

Un jeu de circonstances favorables et défavorables, tant économiques que politiques, intérieures et extérieures, a permis que cette autogestion „négative" se façonne graduellement et devienne une force pour soi, qui se place dans une position concurrentielle ou dans le contexte du rapport de contestation mutuelle et de conflit avec les forces et les institutions de ce feed-back encore important que constituent le bureaucratisme, le conservatisme et les mystifications. Le développement économique, social et culturel du pays, et cela veut dire non seulement dans la sphère de la société „bureaucratisée", mais aussi dans la sphère de la société „autogestionnaire", a provoqué toute une suite de dilemmes, de contradictions, de luttes et de conflits violents dans l'ensemble de la structure sociale. Il est très probable que, sans l'autogestion initiale, ces nouveaux rapports n'auraient pas apparus, mais seraient existants ou se seraient manifestés plus tard; comme il n'est pas exclu que les conflits présents pourraient conduire plus tôt à des coups d'Etat, des heurts contre-révolutionnaires et des incertitudes politiques. Les forces conservatrices et bureaucratiques sont, selon la règle, les protagonistes de la contestation des valeurs de l'autogestion et de la lutte contre son développement et sa consolidation et les tendances socio-politiques qui lui correspondent. Toutefois, l'autogestion a été et est demeurée le cadre qui apparaissait comme l'issue possible et inévitable de cette crise, issue qui, dans d'autres pays et dans des conditions semblables apparaîtra vraisemblablement comme une alternative possible et recherchée, bien que sous des aspects différents.

Quand le „principe formel" du socialisme et de la „dictature du prolétariat" entre en conflit ouvert avec son principe matériel, c'est-à-dire quand la mise en place d'une société socialiste commence à briser les cadres étroits et étouffants de la dictature des couches intermédiaires et privilégiées et à faire craquer leurs „chemises étatistes", — les revendications en vue de la nouvelle société deviennent inséparables de l'autogestion. Par conséquent, personne n'a inventé l'autogestion (comme

se le demandent ses adversaires) elle est là, dans la „nature des choses" du socialisme, dans son sens plus complet.

En Yougoslavie, l'autogestion avait été rendue possible par un développement socio-politique relativement évolutif. Si elle n'avait pas existée, on aurait dû l'„inventer". Or, cette évolution, contraire à l'idéalisation de l'autogestion, n'était ni régulière ni assurée, comme on a l'habitude de le penser dans les milieux des socialistes et des marxistes. Au fond, une telle évolution n'existe pas et n'a jamais existé. Toute évolution englobe également le dénouement des conditions et des rapports virtuellement révolutionnaires, car elle ne contient pas seulement le développement organique, du moins connu et moins développé vers la condition plus connue et plus développée, mais une plus grande critique et négation de ces conditions et une mise au point de conditions radicalement différentes, nouvelles. Ceci devient encore plus évident, car dans le développement jusqu'à présent et l'état de choses actuel en Yougoslavie, nous relevons tant des phénomènes, avancés déjà par Marx, à savoir „que le nouveau est toujours infecté de l'ancien", et „que les morts s'accrochent fiévreusement aux pieds des vivants", que ceux qui sont une aspiration au retour en arrière, un appel au conservativisme, à la bureaucratie et aux mystifications, de même que ceux qui représentent des aliénations nouvelles. Ceci est parfois relevé dans des milieux qui, généralement parlant, tendent à restreindre l'influence des formes et institutions périmées, aliénantes.

En raison de tout ceci, l'autogestion est encore en état de fermentation relative et, parfois, en état d'empirisme aveugle et incertatin. Elle contient encore une suite de points critiques et dépassés, de même qu'elle se voit entourée d'un réseau d'embuscades ouvertes et dissimulées, tissées de manques de compréhension, d'aveuglement et d'arriération. Elles ne se nourrissent pas seulement de structures et de sources étatistes et bureaucratiques, mais également d'une suite d'autres circonstances complexes de caractère économique, politique, psychologique et moral, extérieur et intérieur. Ces deuxièmes circonstances peuvent être trouvées à la fois chez les adversaires et les partisans de l'autogestion, et elles mettent en lumière les différences entre les partisans qui le sont „objectivement" et ceux qui le sont subjectivement, consciemment. Le sous-développement matériel, culturel et spirituel donne lieu non seulement á des apréciations négatives, mais aussi à des doutes vis-à-vis de l'autogestion. La société acquisitive, la lutte pour le „bien-être", divers cadres du marché et stimulants, l'industrialisation et la civilisation technique, font naître leurs propres structures et mentalités anti-autogestionnaires. Le nationalisme, la lutte pour le pouvoir et le comportement à partir des positions de force, de prestige et de monopolisme idéologique et social, représentent encore des rapports d'influence non seulement dans la conscience des gens, mais aussi dans les rapports entre Etats qui tendent à construire une société socialiste nouvelle.

Ceci complique les possibilités d'autogestion et les idées et les appréciations que l'on formule à son égard, et facilite à ses adversaires de confondre les causes et les conséquences et de semer le malentendu en recommandant, comme solution aux faiblesses inévitables, une

thérapie qui est justement à l'origine de la „maladie" de la société — la domination étatiste et la gestion administrative.

Pris fondamentalement, on a déjà déclanché en Yougoslavie le processus de transition radicale et consciente de l'ancien „système" étatico-bureaucratique et mystifié vers un système plus libre et plus ouvert de l'autogestion sociale. L'autogestion sociale ne peut plus être négative et périphérique. Elle peut devenir ce qu'elle signifie si elle s'intègre et forme un système social et politique et si elle assume son rôle de force intégrationniste. Il s'agit là d'une nouvelle „période transitoire" historique, qui est la forme, la plus connue jusqu'à présent, de cette période de transition générale du capitalisme vers le socialisme sur la voie vers la société d'autogestion, c'est-à-dire vers la société autodéterminée et autodéterminante, consciente et spontanée. Comme toute transition, et notamment dans les conditions intérieures et extérieures actuelles dans lesquelles elle commence à s'opérer, cette période aussi est empreinte d'une suite de contradictions, de conflits, d'incertitudes et, par là même, d'éléments et d'aspects inchevés et de crises. A côté des crises de croissance, nous relevons aussi des crises de notions et de terminologie, de sorte que les oeuvres yougoslaves sur complexes. A côté des „maladies infantiles", on doit constater aussi les maladies de transition, de séparation de l'organisme plus mûr et plus évolué que celui qui est rudimentire et plus primitif.

L'intégration de l'autogestion dans une structure socio-politique relativement encore périmée et la prise des centres stratégiques en vue du dépassement de ces structures, pour l'essentiel, étatistes et substantiellement politico-idéologiques, c'est là une phase contemporaine, nouvelle dans l'histoire, de déstructuralisation dans la société. La base et la force motrice de cette phase est l'autogestion. La connaissance de ces processus, la découverte de leur „anatomie" et de leur „physiologie" revêt une importance essentielle pour le développement futur de la société socialiste et démocratique en Yougoslavie, et sa portée dépasse de loin non seulement les frontières de ce pays, mais aussi celles du système socialiste existant dans le monde.

2. L'autogestion a plusieurs significations et plusieurs formes, et surtout en Yougoslavie. Ceci provoque certaines confusions en matière de notions et de terminologie, de sorte que les oevres yougoslaves sur l'autogestion ne sont pas toujours compréhensibles, et non seulement à l'étranger. Cette notion a deux significations fondamentales. La plus connue et la plus répandue concerne les organisations économiques où l'autogestion présuppose la gestion des moyens de travail sociaux sur la base de la participation de tous les travailleurs, les anciens salariés. En Yougoslavie, cette participation couvre une vaste sphère de prise de décision — de la „planification", et les décisions d'affaires de base, jusqu'à l'autodétermination du revenu des travailleurs, la répartition du revenu, y compris, ces temps derniers, l'acquisition déterminée des moyens réalisés à des fins de reproduction et de la libre disposition par l'entreprise. Dans cet ordre d'idées, cette autogestion „ouvrière" est en même temps „sociale" en ce sens que toutes les formes institutionnalisées, dans le cadre desquelles se déploie le travail associé — dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la science, des

assurances sociales, de la culture, etc., se fondent aujourd'hui sur ce principe constitutionnel.

La deuxième signification est plutôt politique et encore plus ancienne que la première. Selon cette signification, le sujet historique —la démocratie formelle doit être l'acteur politique actif et véritable — la démocratie socialiste.

La première est le produit de l'industrialisation et de l'influence de la classe ouvrière et du socialisme; la deuxième est partie intégrante de toutes les théories et luttes pour la participation des hommes dans le règlement des affaires générales et communes. Le „polis" grec (ville, communauté politique) a été la première forme de ce genre d'autogestion politique, qui est le véritable synonyme du terme employé plus tard, celui de démocratie directe. Tous les grands penseurs estimaient que l'autogestion représente l'essence de la démocratie. En Yougoslavie, on a proclamé aussi ce principe politique et démocratique de l'autogestion, non seulement dans la terminologie politique, mais aussi dans le système constitutionel. Son complément ou son deuxième aspect est constitué par le droit à l'autogestion individuelle des citoyens, qui est le pendant des droits électoraux de type classique; pendant dans la même proportion comme c'est le cas avec les notions de démocratie politique et autogestionnaire.

Dans sa signification étymologique, philosophique et „idéale", l'autogestion est l'expression de deux aspirations les plus profondes des luttes de libération et des efforts de l'humanité et de l'homme. Par conséquent, elles existent dès la création de l'état du social dans lequel on est parvenu à la libération du „travail aliéné du producteur", et où les hommes sont devenus des personnalités à la fois individuelles et solidaires, qui „dominent" la nature et tous les autres moyens antérieurs de domination et d'aliénation, notamment de l'aliénation de leur pouvoir personnel. C'est en ceci que résident les idées de Rousseau, Saint-Simon et des autres grands penseurs, exprimées dans la vision de Marx, le plus doué d'entre eux, sur la transformation des structures fondées sur la domination en „structure de l'association", qui est libre et qui englobe enfin tous les producteurs libres et autres.

Cette „structure", qui n'est plus structure mais un état „conscient" et autoréglé de la vie sociale et de mouvements sociaux, qui n'a pas encore été réalisée et qui n'est pas possible dans la société contemporaine la plus développée, représente un postulat théorique qui a la même valeur scientifique que celui qui concerne la liberté de l'homme et la démocratie en tant que „règne sur les choses" par des hommes et peuples libres et solidaires. Ces postulats sont le substrat de la de la notion complète, „idéale" de l'autogestion et de la démocratie. Quand en Yougoslavie on parle aujourd'hui de la „structure d'autogestion" ou de la „démocratie d'autogestion" (ou même „du socialisme d'autogestion") il convient de les comprendre uniquement comme une acceptation de cette revendication historique comme but et expression des aspirations et de la pratique de réaliser, dans les conditions historiques données, le processus de „restitution" du travail aliéné et du pouvoir individuel au travailleur et à l'homme, qui doit devenir le sujet de la prise de décision sur son travail et sur tous les intérêts et institutions communs de la société.

Il convient de souligner en même temps que ce ne serait qu'une illusion et même dangereux de confondre ce concept substantiel et idéal de l'autogestion et ses „structures" existantes, c'est-à-dire ses formes d'expression et de réalisation. Ce genre d'utopisane n.o. de sens que s'il est conçu comme une projection de développement et de progrès, basée sur la science, et comme base de l'engagement social, et non pas comme une „image" de la réalité existante. Comme toute vertu sans réalisme est illusoire et dangereuse pour la réalisation des idéaux, de même tout utopisme politique, c'est-à-dire idéologique aboutit à la déception et à la confusion des moyens et des buts, de l'image réaliste et idéalisée, du promis et du réalisé. Ce genre d'illusionnisme est une nouvelle forme d'aliénation de la vérité et de la conscience de la société et de l'homme, et peut devenir aussi un moyen de manipulation des hommes de la part de ceux exercent encore une action concrète sur la politique dominante dans une société.

Ce genre d "idéalisation" existe aussi en Yougoslavie. Elle va souvent de pair avec la vulgarisation et la déformation de l'idée et de la pratique de l'autogestion. Sous l'autogesion on sous-entend souvent, et avant tout, ses aspects techniques ou particuliers. Dans nombre de cas elle est identifiée à des choses très différentes, telles que: les conseils ouvriers et, en général, la structure de l'autogestion dans l'économie et les autres organisations; la revendication que chacun „participe" à tout sans qualifications nécessaires, sans définition du niveau et de la qualité des problèmes: l'aspiration à ce que tout soit résolu dans les cellules plus petites sans contrôle et responsabilité sociale; le droit absolu à l'acquisition et la répartition des produits ou revenus „réalisés"; le droit aux moyens sociaux selon l'institution et l'hiérarchie et non d'après le travail véritable ou l'intérêt social de l'activité; l'anti-bureaucratisme verbal et l'anti-étatisme qui n'est pas dépourvu d'anarchisme dans ses conséquences et ses intentions; les intérêts de groupe et des particuliers qui sont défendus par l'autonomie et par la dissimulation derrière elle; la conception mécaniste et absolutisée du fédéralisme, de la décentralisation, de l'autonomie et de l'individuel par rapport au général.

Ces conceptions partielles et particularistes indentifient souvent l'autogestion à une suite de ses déformations, de ses abus et de manques de compréhension quant à son importance.

Parfois, de telles conceptions introduisent dans la conception de l'autogestion des anti-thèses voulant ainsi lui faire présupposer, voire imposer la propriété de groupe à la place de la propriété sociale, qui figure à la base da l'autogestion; la pratique de la société d'intérêt à la place de la réalisation des idées de la communauté; la collectivisation et la privatisation des intérêts sociaux à la place de leur intégration dans le contexte du processus de création non seulement de la démocratie socialiste, mais aussi du socialisme démocratique; la territorialisation des intérêts et des droits à la place du système de communautés intégrées et intégrationnistes autogestionnaires; l'idéalisation de l'économie du marché au lieu de l'utilisation du marché pour encourager le travail et l'auto-discipline des communautés de production et de son intégration au développement social, planifié et orienté de façon consciente et démocratique; le pouvoir personnel

arbitraire à la place de la responsabilité; le renforcement de la bureaucratie locale et institutionelle par la critique de la bureaucratie dans la macrosociéte au lieu de la démocratisation véritable et responsable des rapports sociaux et des centres de prises de décisions politiques; l'introduction de conditions et de vastes champs d'action pour des personnalités acquisitives égoïstes et jamais satisfaites au lieu d'encourager et de former des membres libres d'une communauté réponsable, car elle est construite de personnalités intéressées, et en même temps altruistes et actives, qui ne se réalisent pas d'une façon dépassée, conformément à l'idéologie et le moral d'acquisition libérale et petit-bourgeoise, des individus fermés hermétiquement dans leur propre „bonheur", guidées essentiellement par la psychologie du marché et la corruption morale, au lieu d'avoir pour principes ceux de l'éthique humaine et d'affaires socialistes, la mentalité et la pratique *do ut des* à la place du sentiment d'interdépendance. Cette conception „réaliste" de l'autogestion est ce deuxième côté des idées idéales qu'on s'en fait; le tecnicisme et le spiritualisme dans la société et dans l'homme vont toujours de pair, même quand ils sont formellement en conflit.

Tout réalisme dépourvu d'idéalisme devient aussi dangereux que l'utopisme exempt du réalisme. Toute conception particulariste et technique de l'autogestion aboutit non seulement à son contraire, mais aussi à la propagation d'idées et de mentalités déterminées, qui relancent des formes anciennes et développent des formes nouvelles de société de classe et mystifiée, telles que la domination, la lutte pour le pouvoir, la formation de groupes, l'égoïsme de groupe et individuel, le cynisme et la perte de perspectives dans la société. De pareils phénomènes sont particulièrement dangereux, voire assomants, dans une société socialiste qui a déjà eu la force et le courage de ne pas dissimuler ces „phénomènes naturels" dans des structures étatistes et bureaucratiques fermées, mais de les mettre à jour et de les placer sous la critique de la pensée. Cette critique doit se transformer en critique de la réalité et contribuer ainsi à la modification des conditions propices à l'apparition de ce genre de concepts et de formes d' „autogestion".

Ces deux directions principales dans l'idéologie et la pratique de l'autogestion doivent être traitées ouvertement, jugées et dépassées, afin que l'autogestion puisse se développer. L'avantage de la situation actuelle en Yougoslavie se reflète davanage dans leur ouverture, et moins dans leur évaluation, et encore moins dans leur dépassement décisif. Tout ceci exige des efforts et des actions multilatéraux, car les phénomènes mentionnés existent dans les institutions d'autogestion et en dehors d'elles, dans la politique officielle et dans la vie politique. Ils sont le style de vie dans les milieux „supérieurs", bureaucratiques et conservateurs, mais sont aussi une des formes de la vie quotidienne des gens. Par conséquent, de tels états dans la macrosociété et la microsociété sont imposés autant que les conséquences du sous-développement et du retard culturel et d'autres formes de passivités et d'ambiguïtés dans le comportement des gens et dans leurs relations mutuelles.

3. L'institution fondamentale et la forme la plus développée de l'autogestion yougoslave sont retrouvées dans les entreprises économiques et dans d'autres „organisations" de travail, sous lesquelles on sous-entend la forme institutionnelle du „travail associé" avec des moyens de production qui relèvent de la propriété sociale, dans tous les domaines présentant un intérêt public. Dans le cadre de ces institutions, les producteurs jouissant d'une autonomie fonctionnelle, d'affaires et juridique considérable, arrêtent des décisions importantes pour l'organisation des procédés de travail, la planification, le placement des produits, c'est-à-dire pour l'exercice de leur rôle social et de leur rôle en tant que citoyens. D'autre part, la répartition du revenu de l'organisation économique existante, ainsi que l'acquisition associée et individuelle d'une partie du „revenu personnel" représentent, dans l'histoire jusqu'à présent, la forme de démocratie économique et de participation économique dans les conditions de propriété sociale des moyens de production. Depuis récemment, la plus-value du travail destinée à la reproduction appartient, proportionnellement à la participation dans sa réalisation, aux producteurs associés et à leurs organisations.

C'est à la base de cette pratique d'autogestion que se forment diverses formes d'„associations supérieures", sous forme d'associations économiques, de chambres, de communautés et d'entreprises complexes. Ce processus a été dès le début et l'est encore aujourd'hui mécaniste et obligatoire, décrété par des lois. Toutefois, depuis un certain temps, les intérêts économiques, le caractère des fonctions et les motifs d'autogestion font recommander et établir des intégrations plus réalistes et plus motivées.

Toutes ces institutions de l'autogestion n'établissent pas, dans le sens juridique, l'autodécision de tous sur toutes les affaires, bien qu'il y ait certaines questions générales auxquelles on applique le référendum, les réunions des électeurs, etc. Or, tout ceci se trouve encore dans une phase initiale. Ceci dit, il est impossible de s'attendre à ce que l'autoadministration se réduise techniquement à la „démocratie directe" dans son sens traditionnel. L'autoadministration en Yougoslavie est aujourd'hui davantage représentative que démocratie directe, et davantage une forme de participation de certains groupes et personnes dans la prise de décision qu'une autodécision ouvrière dans le sens étymologique. Tout ceci a fait qu'elle est encore davantage politique que sociale. La transition de l'autoadministration du „plan politique", où elle se trouve encore, au „plan social" serait en effet l'acte par lequel devra se créer l'„âme" de la démocratie socialiste, dont parlait Marx. Cette „âme" n'a pas encore été intégralement définie, et encore moins réalisée, quoique les formes initales d'autogestion en Yougoslavie signalent les possibilités et même les voies de sa définition et de sa réalisation graduelle, — à condition évidemment, comme l'a souligné Hegel, que l'histoire se transpose du plan politique, en tant qu'expression des inégalités et des antagonismes, au plan social en tant que celui de la réalisation de l'égalité et de la cohésion sociale plus profonde.

Dans le sens institutionnel, l'autogestion yougoslave comprend aussi ce qui est convenu d'appeler — communautés des organisations

de travail, qui représentent les „chambres" dans la structure des assemblées de toutes les communautés socio-politiques, depuis la commune jusqu'à la fédération. Selon la règle, ces corps représentatifs doivent être des „délégations constituées" des travailleurs travaillant dans divers domaines, depuis l'économie jusqu'à la culture et la science. Ces chambres, dans le cadre de leurs compétences, sont égales en droit avec les chambres politiques. Elles font déjà partie du système parlementaire et représentent des institutions inaliénables non seulement de l'autogestion, mais de l'ensemble du système politique de la Yougoslavie.

A côté du droit collectif à l'autogestion, on a établi aussi le droit individuel, non seulement de chaque citoyen travailleur, mais en système politique, mais aussi la reconstruction du système politique électoraux, mais aussi les droits d'initiative, de critique, de révocation des représentants, de l'ouverture des centres de décision et du pouvoir conformément aux principes de publicité et de contrôle public. Ceci est encore, pour une bonne part, dans le domaine de la théorie politique et du droit constitutionnel, et moins dans la sphère de la conquête, du comportement des citoyens et du pouvoir dans la pratique sociale et politique.

Ce genre de „système" d'autogestion se déploie dans le cadre de la macrosociété politique au sein de laquelle, justement ou injustement, un rôle important incombe encore aux organes du pouvoir politique dans un sens plus étroit, et ainsi aux organisations politiques, et surtout à la Ligue des communistes. Ils limitent l'autogestion et la chargent matériellement (diverses „contributions" et impôts) et par des incertitudes (par une politique changeante et non projetée). Ceci fait que le système politique est mixte et comprend des structures „étatistes" et „autogestionnaires" insuffisamment coordonées et adaptées, c'est-à-dire que le système politique contient à la fois des éléments bureaucratiques et autogestionnaires, le système d'autogestion contient ses propres éléments bureaucratiques, du pouvoir politique et de l'autarcie administrative. Parlant théoriquement, la question socio-politique fondamentale et même historique de ce système est la façon, la forme et le rythme, non seulement de l'intégration de l'autogestion en système politique, mais aussi la reconstruction du système politique pour en faire un système d'autogestion et, par là même, le rendre plus directement démocratique.

Ce processus ne peut pas se réaliser sans obstacles et automatiquement, c'est-à-dire par la „logique" même de l'autogestion. Il exige et comprend le rôle de la politique, à la fois du pouvoir politique, comme garant que ces changements ne seraient pas toujours conflictuels et anarchiques, et comme groupe d'actions et d'influences, qui maintiennent et développent la cohésion sociale, tranchent les inégalités et les conflits des intérêts des groupes et des particuliers, stimulent le développement d'idées nouvelles conformément à la science et la découverte d'intérêts communs, le faisant par la participation aussi large que possible de travailenss, c'est-à-dire par la voie démocratique.

Pour que ces contradictions et dilemmes du système politique complexe, sensiblement nouveau et mixte, puissent être résolus démo-

cratiquement et de plus en plus socialement, et de moins en moins à l'aide du pouvoir et des manipulations, il s'avère nécessaire que l'autogestion sociale, qui est pour l'essentiel une institution politique, devienne de plus en plus sociale et se transforme en système socio-politique. Les obstacles qui empêchent la réalisation avec succès de ceci résident dans l'état social et politique du pays, ainsi que dans le système social et politique „prescrit". L'autogestion est pour l'essentiel institutionnalisée et territorialisée. La „commune", qui a joué un rôle important dans le processus de décentralisation du pouvoir et de l'acceptation de l'idée de l'autogestion, puise encore ses forces du caractère du pouvoir et de l'unité politico-territoriale. Elle n'est pas devenue une communauté socio-politique dans le sens intégral, et ainsi un système d'intégration particulier de toutes les formes d'autogestion et d'intérêts particuliers des citoyens sur le territoire d'une commune donnée. L'intégration dans des communautés socio-politiques de base n'est possible que si elles sont relativement homogènes, dans le sens social et politique, si elles ont leur base dans les mêmes conditions de travail et de vie de la population et si elles sont ouvertes, c'est-à-dire si elles sont les tenants des intégrations, plus larges et supérieures, économiques, socio-politiques, culturelles, morales et spirituelles.

L'essence de l'autogestion réside dans la libération permanente de l'homme et du citoyen dans tous les domaines de la vie, depuis la production jusqu'au pouvoir, libération qui établit les libertés et conduit à la reconciliation de l'homme avec soi. L'autogestion n'est que l'expression extérieure de cette intégration de l'homme, de cette „reconciliation" de l'homme avec sa nature humaine intégrale. Elle est l'humanisation de l'homme ou demeure le mécanisme et la forme possible de nouvelles aliénations et dominations.

Le système politique, qui se déploie surtout autour du pouvoir et qui se forme encore par la voie politique, c'est-à-dire du haut et à l'aide de minorités dirigeantes, notamment dans une communauté multinationale, qui est appelée inévitablement, et parfois pour des raisons politiques, à résoudre constamment les rapports ethniques, exerce une influence negative, dans le sens réversible, sur l'autogestion. Aussi l'autogestion se détermine-t-elle politiquement, ce qui veut dire qu'elle se ferme, se „territorialise", s'institutionnalise. Elle participe dans la lutte pour le pouvoir et la rend parfois plus âpre. Elle s'identifie à la lutte entre les régions développées et les régions sous-développées, de même qu'entre les branches économiques développées et sous-développées, au lieu d'être un facteur de développement solidaire et harmonieux de tous et, par là même, un facteur de redressement économique graduel de tous. Elle introduit des méthodes de concurrence du marché au lieu de développer une compétition entre membres égaux d'une seule et même communauté sociale. Elle oppose résistance à la responsabilité et comprend la propriété sociale comme „générale", c'est-à-dire comme celle de groupe, niant ainsi la solidarité avec les générations actuelles et précédentes qui prennent une part dans la création des valeurs et des moyens mêmes, à l'aide desquels travaillent des collectivités déterminées.

En raison du développement insufflisant de la base matérielle du pays et dans le contexte des structures de propriétés mixtes de la société, et notamment dans l'économie, on relève encore des formes de division technique du travail qui correspondent au type d'économie sous-developpée et de propriété dont le motif principal est le profit. Il en découle une division sociale du travail partiellement de propriété, qui, à son tour, devient un facteur nouveau d'influence, division entre ceux qui donnent des ordres et exercent une influence sur la répartition et l'acquisition de la plus-value et ceux qui exécutent et ne sont pas libérés plus substantiellement de l'état d'exécuteur et de travailleur salarié. La commercialisation de plus en plus large des rapports économiques et autres, ainsi que l'absence de mécanismes de contrôle, dans l'économie et la société, permettent que le marché exerce une influence sur l'apparition de formes nouvelles d'aliénation de l'homme et limitent les champs d'action qui assureraient, de leur côté, que l'autogestion devienne force réelle et responsable de la société et de la politique.

Le rapport entre l'autogestion et la responsabilité partage le sort du rapport entre le pouvoir politique et la responsabilité. Ce rapport n'est pas posé de façon déterminée, ce qui présente des obstacles à la construction d'un système politique conforme à l'autogestion dans sa signification sociale. Il n'y a pas d'autogestion sans responsabilité, de même qu'il n'y a pas de responsabilité et d'autogestion sans une société responsable. La structure d'autogestion présuppose l'autonomie statutaire et fonctionnelle de l'organisation de travail et de la prise de décision, de même qu'elle comprend la responsabilité la démocratie et l'humanisation du milieu social.

L'humanisation du travail, du milieu de travail, des rapports humains et de la personnalité humaine est la condition pour qu'une structure devienne autogestionnaire et qu'elle cesse d'être une structure, pour devenir un état d'autodétermination des hommes et *d'auto-institutionalisation* des rapports sociaux communs. Elle exige l'existence et le développement des intérêts communs, des rapports de solidarité et de coopération entre les hommes et un véritable code d'éthique et de comportement humain de l'homme. Aussi longtemps que l'homme n'aura trouvé sa mesure dans autrui et ne cherchera sa mesure dans le meilleur, il ne pourra y avoir d'humanisation et de solidarité en tant que préconditions du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion ne crée pas automatiquement la démocratie, et encore moins peut-elle s'établir si la démocratie fait défaut. Les points de vue selon lesquels l'autogestion crée de soi-même et par soi-même la démocratie ne sont pas fondés, car l'autogestion ne peut se concilier avec l'étatisme et la bureaucratie, de même qu'il n'est pas exclu qu'elle devienne leur nouvelle forme „de caméléon". De même sont contraires à la vérité certains points de vue qui avancent que l'autogestion en Yugoslavie est exempte de démocratisme. L'erreur est dans ce que l'autogestion n'existe pas sans démocratisme, et que l'autogestion est en principe et „par soi" la source et la forme de démocratisation de la politique et de l'ensemble de la société. L'ensemble du processus d'autogestion et le développement du système politique en Yougoslavie

dépend, dans une mesure considérable, des efforts permanents, des luttes et des sacrifices en vue des formes toujours supérieures de la démocratie économique, sociale et politique.

L'autogestion exige la démocratie politique, car elle présuppose et assure logiquement la participation de plus en plus large des hommes et la création d'une communauté ouverte, transparente que l'homme conquiert sans cesse des mains de divers centres du pouvoir, c'est-à-dire des manipulations, de la domination, de la mystification et du dogmatisme. La société humaine ne se débarrasse pas facilement de tous ces centres, et surtout dans l'état actuel, qui se caractérise par une période *de transition spécifique*, par la période générale „de transition du capitalisme au socialisme". Cette voie ne se prête pas aux mouvements rectilignes et ne connaît pas de buts assurés qui éclaireraient une voie sûre et défrichée vers le socialisme, même quand cette voie est politiquement conquise. Ici, comme dans d'autres cas, l'idée de l'automatisme et du progrès purement évolutif conduit au fatalisme et à l'autocratie. Il n'y a pas de passage de l'ancienne à la nouvelle société sans lutte, sans sacrifices, sans victimes, sans efforts, sans abnégations, sans conflits, sans dépassement du périmé et rétrograde (possible sous divers aspects) et sans changements qualitatifs. Cette période est évolutive et révolutionnaire et n'est pas un système d'„implantation" paisible, et extérieurement télédirigée, de l'ancien dans le nouveau, du présocialisme dans le socialisme et de celui-ci dans le communisme.

Les luttes pour le socialisme, l'autogestion et la démocratie font une entité historique et tout délaissment d'un de ces côtés signifie compromettre les autres. Ceci est prouvé par l'expérience générale du monde et du socialisme, comme par la pratique yougoslave. Toute déformation de cette unité trialiste et n'importe quelle totalité monolithique — même autogestionnaire — est contraire à la création de communautés plus progressistes, plus humaines et plus heureuses. En l'occurrence, l'autogestion ne peut se développer sans l'instauration et l'épanouissement de la démocratie. Lenine l'avait énoncé sans ambiguïté et avec beaucoup de clairvoyance:

„Dans la mesure dans laquelle un pays a plus de liberté et dans laquelle ses institutions sont plus stables et plus démocratiques, c'est dans la même mesure qu'il sera plus facile aux masses de s'orienter dans les luttes de parti et de pénétrer dans la politique, c'est-à-dire de devenir capables de decouvrir les tromperies et de trouver les vérités".

Les vérités apprises, quand elles sont acceptées par les masses, deviennent cette force matérielle nécessaire et l'élément constructif de la transition du système politique actuel mixte au système plus autogestionnaire et plus démocratique. En ce sens, les recherches scientifiques et la pensée théorique sont aujourd'hui indispensables non seulement pour déterminer et juger ce que l'autogestion représente et où elle se trouve aujourd'hui, mais aussi de ce qu'elle est susceptible „de devenir ou de ne pas devenir".

Seuls les adversaires de la liberté et du progrès peuvent souhaiter que cet acte historique audacieux et cette expérience importante ne deviennent de plus en plus une nouvelle institution de la civilisation

et une forme plus humaine de la vie des gens. Le travailleur et l'intelligentsia, les forces qui l'ont créé et qui en assument le fardeau, auront toujours des problèmes et des tâches nouvelles à résoudre. Attendre et tourner en rond est un phènomène aussi dangereux que les „complots" des adversaires. La conscience doit en être de plus en plus générale et doit stimuler à la prise d'actions nouvelles en vue des créations plus courageuses et plus responsables que ce n'est le cas aujourd'hui. La science a une place de plus en plus importante pour le développement et le redressement de cette conscience. La science qui s'unit en soi et qui s'unit avec la démocratie et l'autogestion. La science qui peut être engagée, influente, critique et créatrice seulement si elle est démocratique et autogestionnaire, c'est-à-dire de plus en plus libre et de moins en moins „neutre".

4. La théorie politique du socialisme est une théorie démocratique et une théorie sur la démocratie. Notre propre expérience (et celle à l'étranger) mettent en évidence une suite d'aspects et de problèmes concrets nouveaux du rapport entre le socialisme et la démocratie.

Le socialisme ne peut pas se développer en tant que système social nouveau sans la démocratie et une démocratisation permanente. Le socialisme ne crée ni automatiquement ni inévitablement la démocratie; sur le sol de la société dans laquelle les rapports de propriété et de classe ont été changés, dans des situations historiques déterminées et des contextes socio-politiques déterminés, sont également possibles des formes de systèmes politiques non démocratiques.

Aussi dans le socialisme la démocratie s'établit, s'edifie et se défend; en tant que telle elle n'est ni donnée ni assurée. Elle exige des rapports sociaux correspondants, des rapports des forces sociales, un niveau de civilisation, une atmosphère et une activité spirituelle, un esprit combatif des organisations de la société. Si dans une société, socialiste de par sa base et ses orientations, tout ceci existe, la démocratie devient la forme „naturelle" de son système politique. Cette démocratie doit aussi être nouvelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être un simple prolongement ou une imitation de la démocratie représentative ou libérale, créée par le capitalisme libéral dans des conditions historiques déterminées et dans le but de satisfaire ses besoins déterminés y compris l'influence du rapport objectif des forces de classes. Ce type de démocratie était appelé auparavant démocratie prolétarienne ou sociale, et plus tard socialiste ou directe. Son actuelle appelation en Yougoslavie est „démocratie d'autogestion".

La théorie de cette démocratie dans le socialisme, ou de la démocratie socialiste, est considérablement développée de nos jours (surtout en Yougoslavie). Des malentendus et des imprécisions diverses existent à son sujet et autour d'elle. Pour la situation politique actuelle en Yougoslavie, il importe essentiellement de déterminer en quoi consiste son essence, son concept théorique, et ensuite de savoir si et dans quelles conditions il pourrait être identifié aujourd'hui ou assuré et développé demain.

La démocratie socialiste est une forme particulière de système politique du socialisme. Ce concept général exige des interprétations particulières. Il ne peut être identifié à la conception qu'il est la „meilleure" ou la démocratie la plus „réelle", ou qu'il s'agit d'une

simple „démocratie économique" ou d'un „régime dans l'intérêt des masses" et non du „règne de la majorité". La démocrratie socialiste est en même temps l'existence, le développement et même le dépassement de la démocratie politique dans la mesure dans laquelle le socialisme devient un système moins hétérogène et moins développé, c'est-à-dire un système qui maintient de moins en moins et produit à nouveau des dominations, des hiérarchies et des formes différentes d'assujettissement d'un groupe à l'autre et d'aliénation des instruments généraux du pouvoir dans l'intérêt des particuliers, même lorsque cet intérêt est temporaire.

En ce sens, la démocratie socialiste est, d'après son concept théorique, la combinaison et la synthèse de la démocratie politique, économique et sociale, et elle est encore „quelque chose de plus", c'est-à-dire un état d'identification de la démocratie avec son essence, c'est-à-dire l'autogestion de l'économie et de la société par des citoyens libres et associés.

Compte tenu de l'importance des changements des rapports sociaux de base dans la production et la répartition pour l'ensemble de la question, cette forme de démocratisation du système politique, et relativement de la société elle-même, est appelée „démocratie directe" ou „démocratie d'autogestion". Le rapport entre ce concept et le système politique existant en Yougoslavie est relatif et historique. Sa portée, sa réalisation et sa possibilité de réalisation déterminent la mesure et la structure de la démocratie dans la situation historique contemporaine. La question la plus importante à cet égard concerne l'autogestion et la démocratie politique.

L'autogestion est la pénétration de la démocratie dans l'organisation de l'économie et des autres activités sociales et signifie, de ce fait, son élargissement et sa socialisation relative. Elle ne change pas cependant le caractère politique de la démocratie, et ceci dans la mesure ou en raison du sous-développement socio-économique et politique du pays, de l'autogestion elle-même, ainsi qu'en raison des autres limites et contradictions, le processus de libération ne se trouve qu'à ses débuts.

Toute démocratie est politique („forme d'Etat") aussi longtemps que la société se constitue et se gouverne à l'aide de la politique et dans le cadre du pouvoir politique et d'arrangement politique (système). C'est aussi le cas avec la démocratie d'autogestion. Il n'y a pas de démocratie d'autogestion si elle n'est pas démocratie politique. De nombreux malentendus existent à cet égard. Le problème politique, théorique et concret dans le socialisme exige l'éclaircissement de ces malentendus (qui ne sont pas seulement des malentendus).

Il importe beaucoup pour la démocratie en Yougoslavie que l'on détermine ce qu'elle n'est pas et quelles sont ses fonctions, et de déterminer, avant toute autre chose, quelles sont les préconditions de son existence et de voir ensuite si elles sont réunies en ampleur suffisante.

La démocratie politique n'est pas une simple position anti-étatiste ou pro-autogestionnaire. Elle n'est ni dictature, et de ce fait, ni dictature du prolétariat, sauf si sous cette notion on entende une structure sociale dans laquelle la classe ouvrière a le rôle et l'influence

non seulement d'un „hêgemôn historique" mais de substrat sociologique et de tenant de base (majoritaire) du système politique.

La démocratie politique n'est pas un système fermé que construit ou contrôle une couche politique dirigeante (bureaucratie, parti), même quand elle le fait dans les limites des possibilités logiques et politiques, dans les intérêts historiques du socialisme et de la classe ouvrière. La démocratie politique n'est pas un simple dialogue entre l'Etat et les citoyens, où l'Etat aurait une mission paternaliste, et les citoyens le droit d'élire des représentants selon l'arrangement formulé et assuré par le parti au pouvoir, voire le système du pouvoir.

La démocratie politique n'est pas „notre concession aux masses". Elle n'est pas une épreuve de forces arbitraire de l'appareil politique au pouvoir voire de ses faiblesses véritables par rapport aux citoyens. Elle n'est non plus une démocratie dosée, dépendant du „volontarisme et du subjectivisme", c'est-à-dire du pouvoir plus ou moins illimité d'un groupe ou du pouvoir personnel qui dispose du monopole de régulation.

Le dépassement de ces conceptions et de la pratique qui les nourrit ou qu'elles orientent, est la condition de la découverte à la fois du développement de la démocratie politique, en tant que cadre essentiel, et de la force de la démocratie d'autogestion dans la période historique contemporaine.

La nécessité de la démocratie politique découle de ses fonctions. Les fonctions de la démocratie politique en Yougoslavie sont tout d'abord „classiques", c'est-à-dire égales pour toute démocratie antérieure et existante. Elle doit permettre que la politique soit pratiquée publiquement, avec la participation et sous le contrôle des citoyens. Elle garantit l'égalité politique élémentaire des hommes, des nations et d'autres groupes, découvrant et aspirant ainsi à neutraliser les dangers de monopolisation du pouvoir, des hiérarchies nationales et humaines et d'assujettissement.

Elle est un avertissement constant que la politique doit être une „affaire publique" et la condition de l'existence et du rôle de la société politique. A côté du rôle des particuliers et „des plus irremplaçables", elle doit empêcher que la politique devienne politique privée, un intérêt corporatif ou la profession de certains groupes au pouvoir ou autour du pouvoir, et que l'on mêne à partir de cette base une lutte pour le pouvoir et la „circulation de l'élite".

Elle est la condition du règne des lois et non pas des hommes sur les hommes; que la relève indispensable des générations au pouvoir se maintienne continuellement et par voie constitutionnelle et non pas par des coups d'Etat qui justifient le principe selon lequel „la proie appartient au conquérant", et que les citoyens se sentent sûrs de pouvoir tout dire et tout faire dans la mesure où ils n'attaquent pas et ne violent pas la constitution et les lois, dont personne n'a le monopole d'interprétation.

Les fonctions particulières de la démocratie politique en Yougoslavie la rendent indispensable pour le système social et politique concret du socialisme en Yougoslavie. Elle doit permettre la continuité révolutionnaire, le placement de l'histoire sous le contrôle des travailleurs et la légitimité politique du système; accomplissant tout ceci, de

concert avec la participation des gens et l'existence des règles du jeu politique, en éliminant parallèlement les vestiges du „monarchisme" et de l'autodétermination bureaucratique des structures centrales politiques particulières et des générations antérieures. Elle est la condition du maintien de l'équilibre politique sans secousses et sans actions arbitraires.

Elle est la garantie du fédéralisme et de l'autonomie; la condition que les droits des nations et nationalités ne seront pas usurpés ou que les nations et les nationalités ne deviennent pas des forces centrifuges. Sans démocratie il ne peut y avoir de vrai fédéralisme et de politique marxiste sur les relations nationales.

Elle est le système de contre-poids qui empêche que la politique devienne une force pour soi et que le pouvoir se sépare des buts de la société et du cadre constitutionnel. Le système politique qui n'assure pas ces fonctions de façon spontanée et responsable cesse d'être démocratique, et ses faiblesses, c'est-à-dire son quasidémocratisme, signalent que ces fonctions ne sont pas accomplies ou sont négligées.

La démocratie socialiste d'autogestion n'existe pas ou devient de plus en plus une formalité si elle comprend seulement les institutions et les organisations et n'englobe pas aussi les idées, les forces et les combattants démocratiques conséquents et les démocrates convaincus. Les conditions essentielles de la démocratie sont:

a) L'institutionnalisation des processus et des décisions politiques. L'institutionnalisation présuppose l'existence de rapports et de forces socio-politiques, ainsi que règles écrites et non-écrites. Ils doivent empêcher que les processus politiques se déroulent arbitrairement et par conflits des groupes d'intérêt, et que les décisions ne soient pas arrêtées arbitrairement et sous l'influence égoïste des particuliers.

Ceci revêt une importance vitale pour la société yougoslave, dans laquelle les institutions sont encore relativement jeunes et dépendent pour l'essentiel des individus, et où la politique est encore conçue et pratiquée, pour une bonne part, autour des hommes. Les hommes sont les initiateurs, les protagonistes et les interpètes de la politique; ceci est naturel. Or, s'ils le font sans conditions et en dehors des règles et normes déterminées, ils deviennent les propriétaires de la politique, c'est-à-dire des maîtres, irresponsables et séparés des hommes, de leur travail et de leurs personnalités. La vie politique demeure comprimée entre la pratique, qui veut qu'elle se réduise aux travaux des forums politiques, et l'indifférence de la majorité des citoyens vis-à-vis des idées et des „affaires publiques".

b) La démocratie présuppose, en tant que base, l'existence et le respect des droits fondamentaux de l'homme et des libertés politiques, et avant tout la liberté de l'opinion.

Il n'y a pas de liberté de l'opinion si l'on ne permet pas que soient exprimées les pensées avec lesquelles on n'est pas d'accord. La liberté de la pensée est contraire à toute notion de délit de la pensée; pour la pensée qu'il exprime personne ne peut être poursuivi par des moyens politiques, et encore moins peut-il être châtié. La liberté de la pensée est la défense des libertés élémentaires de l'homme, de la personnalité humaine, car sans personnalités qui pensent il ne peut y avoir d'intérêt

personnel et d'initiative, ni, en conséquence, de la base de la démocratie politique. La liberté de la personnalité humaine et de sa pensée sont plus fortes et plus valables que toute politique de force ou l'administration. La démocratie défend cette liberté contre tout et tous, contre la science, que l'on impose à l'homme au nom de l'omniscience, et contre la politique, qui se justifie par des „objectifs supérieurs" se réduisant toujours à la „raison d'Etat".

c) La démocratie autorise des dialogues politiques, et aussi des idées et des propositions nouvelles. Elle ne partage pas a priori la majorité et la minorité, mais assure les droits de la minorité de se faire entendre et de lutter pour son opinion conformément aux règles démocratiques, de même que l'ultime „raison de la majorité".

Elle présuppose l'existence d'alternatives et l'existence de conditions propices à ce que le plus acceptable soit adopté.

d) La démocratie réclame l'existence et le respect de la responsabilité de tous les protagonistes des fonctions publiques; l'activité de l'opinioin publique objective et culturelle; l'accès aux informations et un réseau de communications développé, notamment de celles allant de l'homme vers les centres de la formulation de la politique; la différenciation entre la démocratie et la démagogie; des lignes de démarcation entre le public et le privé; la protection des droits de l'homme; le système développé de constitutionnalité et de règne du droit, assuré par des cours indépendantes, compétentes et responsables, et notamment par des cours constitutionnelles.

e) Chaque démocratie exprime également la différence entre l'Etat politique et la „société bourgeoise". Dans la démocratie socialiste cette différence change, afin que le système politique immerge dans la société, qui devient de plus libre et indépendante. Parallèlement à ce processus, et plus que dans l'Etat libéral, la société peut être la force fondamentale et décisive, car aussi longtemps que le système politique existe il n'est pas exclu qu'il s'impose à la société, qu'il s'en sépare et qu'il la change, qu'il limite le libre processus de la réalisation de la classe ouvrière. Alors, non seulement la démocratie se déforme, mais le socialisme, de concert avec l'autogestion, se voit empêché dans son développement et, dans ce cas, il est susceptible de diverses déformations.

Il ne peut être question de la réalisation de la démocratie si elle n'a pas, à coté et malgré le système politique de la société, la puissance sociale et la force morale et spirituelle pour se défendre en tant que système de rapports politiques, sans lequel il n'est pas de stabilité et de satisfaction dans la société, c'est-à-dire rien de plus général ou de plus important que les générations existantes et leurs intérêts. Seule une telle société pourra assurer le développement de la démocratie d'autogestion. La communauté de citoyens libres, courageux et de moins en moins inégaux, devient la condition vitale de la démocratie politique et de sa transformation en socialisme.

L'étude de ces conditions et des autres devient le problème fondamental de l'existence de la démocratie et de ses faiblesses en Yougoslavie, et les études critiques et réalistes de tout ceci sont inséparables de la prise de conscience de ces vérités.

5. L'organisation de l'autogestion dans les organisations de travail et les autres institutions d'autogestion se fonde sur la combinaison dudit système direct et représentatif. En effet, l'organe représentatif de base est le conseil; il est la caractéristique essentielle et le pivot de ce système. Cependant, l'autogestion a été et est demeuré, dans la pratique et la pensée contemporaine, surchargée de la théorie classique représentative de la démocratie libérale. Jusqu'ici, cela n'a pas pu être évité. Or, dans la mesure où l'autogestion devient le substrat socio-politique du travail associé et dans la mesure où elle devient complexe, des formes et des instruments purement politiques font apparaître des complications nouvelles et des difficultés dans la conception et la pratique de l'autogestion.

L'ensemble des notions et des instruments politico-organisationnels contemporains témoignent des aspirations d'organiser l'autogestion comme pouvoir, de diviser le pouvoir horizontalement et verticalement, et de conquérir ainsi le pouvoir pour certains organes, c'est-à-dire pour certains groupes et „professions"; de réduire la décision à une simple présence dans les organes collectifs ou à l' „acceptation" de documents souvent techniquement compliqués et incompréhensibles; d'assurer la majorité pour certains groupes et de faire des manipulations dans le style des anciens „modèles" politiques. Tout ceci s'était manifésté lors des premières applications de l'Amandement XV, dont, dans certains cas, on avait profité davantage pour légaliser le feed-back de groupes politico-bureaucratiques et quasi-technocratiques d'élite dans les organisations de travail (et en dehors d'elles) que pour le développement de l'autogestion.

Dans la structure de l'autogestion, les principes de la division du pouvoir deviennent intenables. Tous les organes d'autogestion n'exercent que certaines dimensions de la fonction d'autogestion. Ces dimensions sont, d'un côté, originaires, décisives et de contrôle, de sorte qu'elles incombent à la communauté de travail ou au conseil ouvrier, d'autre part, elles sont préparatoires, d'étude, d'exécution et complémentaires, et relèvent de la compétence des corps plus restreints, et même des organes isolés comme organes dérivés de la „souveraineté ouvrière", c'est-à-dire élus par les collectivités de travail, par le conseil ouvrier dans une certaine mesure, et responsables devant ceux-ci.

La deuxième différenciation dans le cadre de l'autogestion se rapporte à la gestion en tant que processus socio-politique et à l'administration des affaires en tant que processus administrativo-technique. Sous le contrôle et en dépendance de l'organisation de travail et du conseil ouvrier, cette deuxième fonction peut être exercée par certains organes auxiliaires consultatifs et autres organes ou corps, et dans une certaine mesure elle est exercée par le directeur et d'autres fonctionnaires administratifs. Toutefois, leurs affaires ne se situent pas en marge du système de l'autogestion. Tout d'abord, par leur nature, elles ne représentent pas une *sélection*, mais seulement l'application des standards et des normes objectifs, c'est-à-dire de la science et de la technologie. D'autre part, les décisions concernant l'acceptation et le développement des appareils et des solutions scientifiques et techniques sont adoptées par les communautés de travail et, dans une certaine mesure, par les conseils ouvriers. Conformément à ceci, l'extension des

fonctions des conseils de gestion par des droits qui concernent la prise de décision sur les relations et les fonctions les plus importantes de l'organisation de travail, et notamment sur la formation des comités d'affaires, composés de fonctionnaires qui ne doivent pas toujours être des experts, bien qu'ils puissent avoir des „positions et des titres", investis de ce genre de pouvoirs, signifient une contradiction à l'autogestion.

L'état de choses actuel dans une suite d'organisations de travail, depuis l'économie jusqu'à l'Université, exige (et non seulement en raison de l'application de l'Amandement XV) l'établissement d'une série de nouveaux „modèles" d'autogestion. Une structure adéquate, plus démocratique, efficace et de plus en plus nouvelle de l'autogestion doit être recherchée et trouvée pour les entreprises complexes; pour l'organisation des structures d'intégration; pour les communautés; pour lesdits grands systèmes; pour les banques et les organisations analogues; pour diverses institutions dans le domaine des services sociaux. Des solutions nouvelles et meilleures pour l'autogestion dans les organes de l'administration, dans les associations, et d'autres organisations dans lesquelles existent des „communautés de travail" — sont indispensables.

Dans les conditions actuelles, qui sont celles des structures économiques encore sous-développées et retardataires, et du niveau insuffisant de compréhension et d'application de la science et de la technologie moderne, ainsi que dans les conditions d'existence de différenciations non seulement entre le travail intellectuel et le travail manuel, mais aussi entre diverses couches de la classe ouvrière, l'organisation de l'autogestion ne peut être conçue comme participation directe totale et comme acte conscient spontané de la réalisation de divers besoins et autres intérêts et désirs subjectifs des producteurs. Or,aujourd'hui déjà le mécanisme politique représentatif général de gestion présente un obstacle pour son développement et pour l'établissement de rapports sociaux nouveaux. De ce fait il s'avère nécessaire de prévenir que le problème de l'autogestion se voit réduire aux élections, au pouvoir et aux positions des „organes collégiaux et isolés". L'autogestion doit se situer en fonction du processus de travail et de son application et de l'humanisation, mais aussi en fonction de l'efficacité qui découle de la compréhension véritable des intérêts de tous les participants dans le processus de travail.

La „super-supersturcture" représentative doit être subordonnée à la „superstructure" de base et aux rapports sociaux et de travail dans le processus de l'activité, de la pensée et de la décision de travail des hommes. Par conséquent, l'autogestion n'est pas seulement directe si elle est plébiscitaire et publique, mais si à tous les niveaux du processus de travail il existe une communauté de travail qui pense au travail et en cours du travail et qui est capable de concevoir l'entité non seulement à travers ses propres intérêts, mais aussi à travers sa participation et sa conscience humaine. Par conséquent ,il ne peut être question de la démocratie d'autogestion si elle est essentiellement recherchée dans une combinaison de prises de décisions par les organes supérieurs (les conseils) et les référendums en vue de l'acceptation de ces décisions effectivement aliénées.

Enfin, l'autogestion doit, dès aujourd'hui, se rapporcher de son essence, qui consiste dans l'identification humaine intime de l'homme et des conditions de travail; de l'homme et de l'activité qu'il exerce et les produits de cette activité. L'homme est aliéné et l'autogestion réelle fera défaut si ces rapports demeurent extériorisées, comme c'est encore le cas.

Dr Jovan Đorđević, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Beograd et juge à la Cour Constitutionnelle de Yougoslavie, est né le 10 mars 1908 à Beograd. Promu au grade de docteur ès sciences à Paris en 1933, il fut nommé chargé de cours à la Faculté de Droit en 1936. Pendant la guerre, il quitta son service pour prendre part à la lutte de libération. Depuis 1945, il est professeur titulaire à la chaire des sciences politiques et du droit constitutionnel.

Il est membre de plusieurs académies internationales et socitétés scientifiques, vice-président de l'Association internationale pour les sciences politiques et membre de toutes les académies de sciences yougoslaves. Il a fait des conférences à de nombreuses Facultés étrangères. Membre actif de l'Institut international pour la philosophie politique et de l'Académie internationale pour les sciences politiques et le droit constitutionnel, professeur adjoint à la Faculté de Droit de Paris, docteur honoris causa de l'Université de Paris et de l'Université de Strasbourg. De 1961 à 1964, le professeur Đorđević fut vice-président de l'Association internationale pour les sciences politiques.

Dans le domaine des sciences politiques, une haute estime est accordée par les milieux scientifiques et par la critique aux oeuvres capitales suivantes du professeur Đorđević: La Yougoslavie démocratie socialiste (1957), Le droit constitutionnel et le système politique (1961 et 1962), Le socialisme et la démocratie (1961), Le système politique (1967), Le droit constitutionnel (1967).

En soulevant des questions de base relatives à l'édification du socialisme et à ses perspectives en Yougoslavie et dans le monde, le professeur Đorđević a développé et appliqué systématiquement le concept marxiste de la politique dans la conception et l'analyse de la démocratie socialiste dans les conditions actuelles.

L'activité publique actuelle du professeur Đorđević comprend aussi d'autres obligations, parmi lesquelles il y a lieu de mentionner particulièrement sa fonction de rédacteur en chef de la revue »Archives pour la jurisprudence et les sciences sociales« et celle de président de l'Association yougoslave pour les sciences politiques. Le professeur Đorđević s'est distingué également comme participant et organisateur de maintes réunions scientifiques dans le pays et à l'étranger. En 1967, il fut élu juge à la Cour constitutionnelle de Yougoslavie.

Dr Miroslav PEČUJLIĆ,
Professor of the Faculty of Law in Beograd

BETWEEN THE PRESENT AND THE FUTURE

(The Scientific-Technological Revolution and Integral Self-Management)

The issue of the „scientific-technological revolution" and of the transformation of self-management from partial into integral is the central issue of our future. Its true dimensions can be deducted only by means of an uncompromising analysis of our own situation — the state of technology and of social relations but also of the main world trends. Why do we have to view today the work that we have undertaken from a broader perspective?

The world situation today is not a simple continuation of the earlier one; it possesses many new qualities. Mankind has found itself at a decisive turning-point, at the cross-roads of civilisation. We are on the threshold of a new material world, of super-momentous changes which are able to alter radically all the dimensions of human life. New powerful productive forces are being reared in the lap of society and new human needs are asserting themselves. However, a very strong tendency can be observed at the same time to preserve the old productive and social relations and institutions, to maintain a civilisation that has not withstood the onslaught of time. The world we live in is characterized by the simultaneous action of two types of laws governing the trends in the productive forces of labour: the old laws of the class civilisation that we know, and new ones, inherent in the breakthrough of the new productive forces of the scientific-technological revolution, in the new human needs. Those who fail to understand the meaning of the new laws, of the strange changes that are occurring, will be doomed to technological, economic and political inferiority. Only a movement that succeeds in keeping on top of the wave of these new forces and possibilities will remain the master of its destiny. Therefore, the future which has already begun is becoming a parameter of our behaviour today.

PART I

I. THE EMERGENCE OF NEW PRODUCTIVE FORCES

The first group of ideas are related to the *identification of basic productive forces* which are penetrating all aspects of our civilisation

and breaking down the traditional framework of life. For us, this is not a matter for platonic comments but the question of our absorption capacity, the ability to assimilate new achievements. We are confronted with a qualitatively new type, a new structure of productive forces. It synthesizes all the powers, all the elements that were formerly separated (material production, science, education).

First, although not the most important: profound changes are ocurring before our very eyes in the *object of work*, in the raw materials, which are increasingly the products of chemical processes.[1] Man is thus exceeding the narrow confines of the immediate natural environment as the source of raw materials; he is now faced with the infinite possibilities of new combinations. Secondly, we are currently witnessing a major *revolution in communication and transport media, the „space age" is dawning.*[2] Thirdly, a frantic activity is taking place *to develop new sources of energy, especially atomic energy,* with which to drive these gigantic forces. It is believed that by the end of this century 50% of the total energy output will be provided by atomic power stations.

Fourthly, *the backbone of the new productive forces, however, are automation with the cybernetic machine and the transformation of science into a direct productive force.*[3] At the centre of the new productive forces, and revolutionising all factors of production, is the cybernetic machine. *Once again, the degree of mediation* between man and nature, in its capacitiy of object of work, is changing. Between man and the machine, which acts directly on the object of work, *another intermediary link* is inserted, greatly changing the productive power of human activity; it is the *tool of scientific management — the cybernetic machine.* This time the machine is not only a substitute for the human hand but takes over some of the functions of his brain. Whereas the conventional machine processes matter and energy, the cybernetic machine processes information, by means of which it autonomously determines optimum conditions and supervises and controls production processes. The process of the reception and utilisation of data — the core of cybernetics — is the external manifestation of the awareness of the laws prevailing in the world, which we try to influence by our action. Information is only a specific form, a manifestation of the general interconnection of objects in the world that surrounds us, a way of reflecting nature.

---

[1] The world production of new, man-made, plastic materials is doubled every 5—6 years. Such growth might place the production od synthetic materials at the level of steel production by the end of this century.

[2] A hundred years ago the first transatlantic cable was laid between America and Europe, thus bringing closer the two continents; only 15 years ago the first artificial satellite was launched, and today the Moon has been already conquered. At the beginning of the present millenium 8 months were needed for a piece of information to go round the world; today this happens instantaneously.

[3] This trend was assisted by the rapid development of electronics and and by its products — cybernetic machines and fast computers. A struggle is spreading in the world of productive forces for the industries of the future; the battle for the future is to a considerable extent the battle for computers. By 1980, computers will predominate in industry as analytical tools in organization and decision making.

In other words, the cybernetic machine constitutes the material base of scientific management. At the rate in which human labour is eliminated from direct production, a much more powerful energy enters production — *science as a direct productive force and its technical application. It pervades the entire production technique, becoming the mainspring of movement, the crucial factor of the growth of productive forces.* Science is becoming the key to all progress. Society has arrived at a turning-point, when the productive forces of society are created in new spheres. Science has become the decisive parameter of the growth of civilisation. Whereas in earlier ages it followed in the footsteps of industry, it has now a tendency to catch up with it and even take the lead.

The trend is clear: the higher a country's level of industrial development the more will its economic potential and social advancement depend on its scientific potential, *rather than on the quantity of labour input, the simple quantity of means of production.* In other words, it will depend on the abilities of man. As a result of the scientific-technological revolution, man and his ability are becoming the most efficient form of the reproduction of productive forces.

A great change has set in: in the first industrial revolution of materials the means *of production represented the starting point in revolutionising the total productive forces.* These means were developed either by the ruthless wasting of the labour of producers (initial accumulation) or by constraining their abilities and needs. In the new historical type of production material factors, although infinitely greater, depend in a decisive manner on the *development of all people who take part in total production.* Man becomes the chief productive force in society.

II. SOCIAL CONSEQUENCES

1. *Revolutionary action — attack on the traditional division of labour*

The revolutionary action of the new production potentials is infiltrating into all pores of human life, assaulting the classical forms of ownership and the traditional division of labour, effecting profound changes in the structure of qualifications and in the quality of human needs, and accelerating movement through time and space.

The new productive forces are an attack against the *traditional division of labour,* the Taylorian organization of work, against its two cornerstones which are the division into intellectual and physical work and into managerial and mere executive work. The routine, physically exhausting tasks are increasingly taken over by machines, while human activity is shifted in the area of design, control and management of large-scale automated systems. If they are to be optimally utilized, the new productive forces require intiative, creativity, voluntary co-operation, co-determination; without active co-operation, management is helpless. The expansion of the new productive forces and new human needs is less and less compatible with the narrow frame of wage labour, within which they have been moving so far; they cannot be reconciled with this state any longer.

Participation in the control and decision-making on the work situation, co-determination, workers' control — various forms of self-mangament — these are becoming the prevailing slogans of our time, part of the plan for the reorganization of society. This is no longer just an appeal on moral grounds but an economic and technological necessity. The world cannot become different without the assertion of self-management, i. e. without the self-determination and humanity of man.[4]

This process is leading, at the same time, towards the formation of what Marx called the „total, combined worker", the formation of the „collective worker", i. e. the entity of the manual and the intellectual element of productive forces. *The composition of the contemporary working class is changing; new powers, new spiritual forces are accumulating in its midst, turning it into a factor capable of mastering the basis of the system of automation.*[5] By its internal characteristics, a growing portion of works has a technical-engineering nature. Some experiences indicate that in the course of the next twenty years the participation of engineering personnel in the most advanced branches will reach the figure of 50%, and technical-economic personnel 60—70%. An icreasing number of technicians, engineers and research workers are becoming the integral part of the „collective worker"; a new historical bloc of the working class and of intellectuals is emerging, a new social force which will be able to establish a new structure of productive forces, which is the objective tendency of the contemporary scientific-technological revolution.

2. *The cybernetic revolution in the service of domination*

The spreading of the tendency that has been described, the emergence of new productive powers (automation, cybernetics, science) and new social organization (participation in decision-making), however, does not take the form of peaceful maturation, of linear progress and of harmonious development. These changes which have auready shaken the existing material conditions of production, are engaging in a more and more open conflict with the *entire present mode of reproduction of social life and* with obsolete social institutions. These changes are in disagreement with the relations which subject the vital human needs in all areas of civilisation to the requirements of profit and of wage labour.

These needs are not only quantitative in character, they are not exhausted by the satisfaction of elementary requirements of life, which are fulfilled by the „affluent capitalism". They represent the totality of new workers and cultural needs, whose satisfaction is already made

[4] Dr. Jovan Đorđević „Savremenost samoupravljanja — skica za teoriju istraživanja", Beograd, February 1969.

[5] Of course, this refers only to a general tendency and not to an accomplished fact. This is why the working class finds itself in a contradictory position: it simultaneously performs the role of the executor of a partial work function and acts in the capacity of the (technical and organization) self-manager of the entire process.

possible by technological progress of the society but which are denied by the logic of profit. In addition to raising the level of living, technical skills and culture of workers, these needs include the need for relations based on human co-operation, for creative work, education and the integral development of human abilities, for a different status of workers for information, and for participation in decision-making. The radical absence of freedom in labour relations, which is a threat even to public liberties, is becoming an unbearable burden.

Social ownership, control, management are the objective requirements of socialisation; this is in direct contradiction to the private capitalist shell, which is becoming more and more difficult to preserve. The fundamental contradiction in capitalism — the contradiction between the social character of the production process and private appropriation, is coming to a head with the emergence of the productive forces of the scientific-technological revolution.

The decadent ruling forces of the bourgeois society, when their mode of reproduction disintegrates, when they lose direct domination in production relations, have a tendency to resort to peculiar forms of „amortisation", of alleviating crises, by reactionary responses and means, and especially by the reactionary application of modern technology. Thus the *second tendency* is crystallized. *We shall describe it briefly as the reproduction of social relations based on domination and on new forms of coercion, totalitarianism. An antihumanitarian, inhumane form of application of technology becomes a temporary factor of the consolidation of the class structure, of the preservation of the antagonistic division of labour.* Despite its emancipative possibilities, technology is used for the introduction of more effective, invisible forms of social control in order to smother all revolts or alternatives, to stabilize the society on the basis of increased productivity.

The resistance against the changes which are knocking at the door is also expressed in the endeavours to maintain the old division of labour, to preserve social stratification by artificial means even where technological progress has undermined it. The capital is making frenzied efforts to use bureaucratic hierarchy, which it creates artificially, so as to separate sections of the technical and humanistic intellectuals from the workers' movement.[6]

Hence, one of the central issues is how to adjust the vigorous growth of productive forces with the emancipation of labour, democracy, freedom, participation in decision-making, and with social equality. And further, how to establish relations of equality between communities, because without that liberty there can be no free internal development, and conversely. Both of these requirements are outside the scope of the bourgeois society, and bring to the fore the problem of the *revolutionary transformation of capitalism into advanced so-*

[6] The ruling classes are resorting more and more frequently even to the extremely reactionary response — the *militarisation* of the society. Military regimes are becoming a powerful force for the conservation of social transformation. Danger from the enemy is built in the economy and policies; a vast portion of the economic potentials is operated for military needs; the military-industrial complexes emerge.

cialism. But this also imposes the necessity of the further development of socialism into its higher forms. The systems of state-bureaucratic socialism have eradicated certain class-determined categories, such as private property and its family inheritance. But, on the other hand, they contain an ever deeper contradiction between the rule of bureaucratic monopolism and mere execution. The fundamental social brickwork is economic-political monopoly of power structured in large hierarchies of management, of control over labour. The absence of autonomy in the basic cells and their own lack of interest in scientific and technological progress are like a solid wall confronting them.

It follows that modern society feels the urgent need *to start boldly and promptly on the road of evolving an historically new type of social integration which will represent the antithesis both to private monopolistic and bureaucratic-statist tendencies.*

The question of the relationship between the socientific and technical and the total social revolution is looming before us in all its magnitude, or, in other words, the problem how to make the scientific and technical revolution into the driving force of the new social organization, and conversely, how to ensure that the large cybernetic technical systems will be systems with humane human relations, that they will be made to human measure. It is extremely important for us to understand these implications in order to withstand the two extremes between which contemporary thinking is torn. On the one side there blind faith in the infinite power of technology, the conviction that it will automatically resolve all social problems. On the other side we find blind fear of technology, even in a still undeveloped society, the belief that tecnology dehumanizes man, an apocalyptic vision of society.

PART II

OUR SOCIETY WITHIN THE NEW SCOPE

We have arrived at the crucial question: *what is our position, the place of our society within this new scope?* By one of its aspects, its social relations, the general course of the evolution of Yugoslav society is conformant to the world historical trend of the emancipation of labour; it follows the direction of the new wind of history. Moreover, the phenomenon which occurs in other societies in a rudimentary form, as a nuclues enclosed within the walls of factory workshops (first forms of participation, joint consultation, human relations, etc.), manifests itself in our case as an attempt to create an integral self-managing organization of society. With respect to its social relations, Yugoslavia is doing pioneer work: it is evolving the social system of the future, a society based on self-management. *The self-management tendency is in conformity in all essential points with the new objective taws governing the development of productive forces embodied in the scientific-technological revolution.* But this is one aspect of the experience which emanates a strong influence on contemporary world

trends. This „pole of attraction" has its reverse side. Self-management is being developed on a markedly unfavourable material base, in the conditions of relatively undeveloped productive forces and cultural attainments. This represents a powerful restraining factor, the source of numerous contradictions and adverse influences.

This is why the rapid progress of the scientific and technical revolution is a matter of life and death for our society It is the prerequisite of greater material wealth as well as of superior, more viable forms of self-management. We have before us two trends which are, in fact, parts of an organic whole: *the rapid growth of the forces of the scientific-technological revolution, of large-scale technical systems, on the one hand, and the transition from autarchic, partial into integral self-mangament.*

The present paper is a modest attempt to encourage the analysis of our society from such a broader perspective. It is an attempt at determining the main and contradictory results of the age we are leaving behind us, to identify those social and material achievements which can serve as the starting point for further development and for integration with progressive world trends, as well as those forces of inertia which are trying to thwart this.

I. MAIN SOCIAL TRENDS — AN HISTORICAL HYBRID

The first field of analysis consists of the *description of the main social trends, the basic social forces* which have been formed in society as the result of the development up to the present.

1. *The emergent self-management movement*

One aspect of the total production relations, the revolutionary current which is already imbuing all parts of the social body is manifested in the emergence of self-management as a higher and freer life form, in the emergence of *relatively autonomous self-managing organizations* which are gradually winning those vital powers in controlling labour and surplus labour which were the exclusive prerogative of the state in the former period. The mainstay of this autonomy of work organizations is the relatively free action of economic laws. At the present level of development, the production mode based on self-management inevitably evolves in conjunction with commodity production until it exhausts its historical possibilities. Secondly, within self-managing work organizations, in the context of everyday life, a new social position of all their members is being established — the *self-managing position.* The cornerstone of the new social position is the gradual transcendence of the division into intellectual and physical work, into professional managers who hold the monopoly in managing people and resources, on the one hand, and into the masses who do not take part in decision-making, the masses of mere executors, on the other. One of the main causes of the reduction of social differences is the distribution according to the results of work, and the wish to turn it into the sole basis of social status and

prestige. Thirdly, the evolvement of the type of social relation which may be described as the self-managing relation implies also steps in the direction of enabling a decisive influence of producers, associations, of the working class, on all the essential factors of social reproduction. This applies above all to surplus labour, so as to use it in conformance with the goals of the workers and for a fuller satisfaction of present and future needs to which the workers themselves give priority. We are referring to the tendency of making their interests a criterion in the selection of economic goals and in the settlement of relations. Influence and control cover also the other factors of reproduction. Fourthly, the possibility has thus been created for all activities in society to be based on the same principles, on the self-managing position and on distribution according to work. Under the patronage and rule of centralized bureaucratism certain activities (all that involves management and control over labour) enjoy a superior social position in distribution.

A vigorous *workers' self-management movement* has been formed in our society, an evolving social formation, an emergent protagonist of the self-management society, a movement of autonomous producers who are acquiring the ability and experience of participation in management. This movement, which is springing up in the basic cells of the society, which is the main agent of the new economic methods and new life, represents the *central achievement and the starting point of the revolutionary socialist trend.*

Even such a rough sketch indicates that the *self-management trend essentially coincides with the new objective laws governing the growth of productive forces embodied in the scientific-technological revolution.*

2. *The new face of bureaucratism*

However, that movement is confronted today by several powerful constraints, several forces of social inertia.

One of these constraints has its origin in the old and new forms of bureaucratism, which obstruct the development of self-management.

The disintegration of centralism, of united centralized bureaucratic monopoly, starts with a greater or lesser degree of decentralisation. This involves the establishment of a series of relatively autonomous centres, to which numerous powers of decision-making are transferred. Still, this does not mean that these powers are completely placed in the hands of the associated producers. The whole process inevitably reveals the law of *transposition* of bureaucratic monopoly from one place to another, of its spreading in new forms. The tendency becomes manifested of setting up, instead of a strictly centralized all-embracing monopoly, a network of miniature monopolies, „small-scale states", forces of decentralized bureaucratism try to prevent the formation of cliques, narrow professional interest, new power holders privilege. The forces of decentralized bureaucratism try to prevent the formation of social ownership and social integration on the basis of self-management and to preserve autarchy and monopoly. On individual bits of social property they endeavour to erect a structure of their own monopoly,

all under the pretext of „self-managing autonomy". The tendency is, namely, appearing now of representatives of smaller sections of society concentrating in their hands the monopoly of representing the interests of that section of society. They strive to retain in their hands a portion of power, as it descends toward the base of society, to gain control over labour on „their territory". Further, there are the phenomena of so-called semistate monopoly, embodied in banks credit institutions, when these are not controlled by self-management associations.

And finally, bureaucratism occurs also in the midst of self-managing work organizations in the form of a permanent potential tendency, which comes into life when a small *informal group* succeeds in assuming the monopoly of management and distribution, when it emancipates itself, gets out of control and imposes its narrow interests. Emancipated bureaucratic power assumes the form of manipulation with the bodies of self-management, which hold the right of decision-making. All of these tendencies can be reduced to a common denominator: new manifestations of bureaucratic, or technocratic, monopoly in the control over work and the results of work. These forms occur as a rule in a new historical guise. Instead of the official, institutionalized, formal-legal structure, they appear as the *informal* structure of social power and decision-making within the formal-legal self-management organization. The material substance of that monopoly is the tendency to alienate from the worker the control over surplus labour. If this tendency gains predominance, a series of adverse consequences for individual groups of workers ensue. Such utilisation of capital accumulation against the immediate interests and needs of the workers can lead toward excessive spending of manpower, the use of machines „against the workers", the decrease in the price of their labour, the devaluation of skills, the introduction of a technicistic orgazation of work which does not take into consideration the personalities of the workers and social relations; the workers do not get an adequate share in the value increased due to technological advancement. The still deeply ingrained characteristics of wage-labour can then come up to the surface, as well as the mental attitude of certain groups of workers: the conservative pressure exerted by the unskilled section, which subordinates the tasks of the revolution to their traditional outlook, to vulgar levelling, to resistance against science — not understanding that they depend on the progress of science, technology and culture. In this way, in certain circumstances, groups of workers may oppose the scientific-technological revolution if they see no clear prospects; they are sometimes not sufficiently motivated to advance the productive forces and the organization of work by their autonomous decisions. The outcome is then unfavourable in many ways: business efficiency and productivity are diminished, the importance of technical personnel is denied, and motivation to self-management and rational decision-making weakens. In such circumstances it may seem as if efficient production cannot be maintained without greater power over the workers, control over their behaviour, without the establishment of an authoritarian structure of decision-making, the strengthening of hierarchical power over labour and the bodies of self-management.

The most efficient way to accomplish this and to achieve a firm organization of work is then found to be the establishment of *informal organization* of management within the formal-legal institutions of self-management. A „shadow cabinet" is formed, which endeavours to assume monopoly over the formulation of goals and strategic decisions and to take charge of their implementation, to carry out efficient control. This power structure which exists behind the scenes assumes many characteristics of a bureaucratic organization of work; it becomes the *informal antipode of the formal self-management organization.*

On its part, this disabled and sterilized self-management organization — held by workers' groups — concentrates its efforts primarily against the bureaucratic-technocratic organization of management and control over the work and behaviour of workers. Thus we have two souls inhabiting one body.

A large series of social contradictions arises in repercussion in the field of the *production of values* (commodity production). In a very specific manner they come between the bureaucratism constrained by self-management and self-management constrained by bureaucratism. The sphere of commodity production is the battlefield of two conflicting tendencies. A confrontation takes places before our eyes between those forms of commodity production which are integral parts of self-managing autonomy and of the growth of productive forces in society (socialist self-management functionalisation of commodity production), on the one hand, and of their reverse side, the negative tendencies in commodity production (bureaucratic- privatistic functionalisation).

As a consequence, a tendency develops in social capital to become alienated from any essential influence of producers. The relations between the subjects of self-management, the enterprises, are infiltrated by elements of group-ownership relations, the wish to become rich at the expense of the society, that is, of other enterprises. We are faced with the manifestations of economic domination of one organization over another; of the emancipation of capital accumulation from the producers and its utilisation contrary to the interests of the workers; of the transformation of distribution according to work into appropriation without an adequate equivalent, into distribution according to economic or other power. In short, these are phenomena of privatisation. The production of values, similarly to state ownership earlier, has shown that it has two faces: it can be used in the interest of self-management or it can lead to the alienation of economic power from producers.

3. *Early forms — self-management in its cradle*

The second restraining factor is the preservation of self-management in its initaials forms, inherent in the lower level of industrialisation.[7]

[7] The self-management organization of the society, even in an advanced form, does not mean the creation of a society free of conflicts. First of all, a large part of social contradictions are shifted towards the inner con-

Launched in the early stage of industrialisation, self-management acquired many of the characteristics of the social changes typical of that stage. These changes had a twofold nature. On the one hand, they involved an intense accumulation of surplus labour; the prolongation of working hours, especially for the numerous section of workers--peasants; a substantial restriction of consumption by producers — and thus also a qualified restriction of their abilities and activities; a division of labour typical of wage relations; massive migration of the rural population; an industrial and urban aculturation in unfavourable conditions for the majority of industrial workers, etc. These characteristics of social change imposed considerable social-historical restraints on workers' management. On the other hand, self-management appeared and grew as a way of suppressing and resolving these contradictions.

A considerable number of internal contradiction within the working class are caused by the onset of the scientific-technological revolution, by the dawning of a new age for the present generation of producers. The advent of the new age of technology in itself involves far-reaching changes in the nature of work, in modes of integration, in the rise of some and decline of other professions or branches of production. The evolution of the total body of producers acts in the same direction, introducing a great complexity in the relations between individual parts of the producer class. The ability to overcome these differences and contradictions within the framework of self-management, to achieve the unity of associated producers, will determine the extent to which they will accomplish their leading role, or whether this will be taken over by emancipated groups.

And lastly, we have found ourselves face to face with the tendency of petrification, of the *ossification of early forms of* (so-called partial, atomized) *self-management*. A major characteristic of the early stage of self-management is a certain autonomy of each work cell; decentralisation was considered that social force which was alone able to break the monopoly of bureaucratic centralism. They were pigmies with giant strength. But, and this is an essential point of the analysis, self-management still remained in its rudimentary, early forms. It was still partial, atomized, autarchic; it did not gain control over the totality of social reproduction, neither did it represent an integrated and interconnected type of social organization. However, *in the same way as early self-management was characterized by a tendency toward decentralisation as its natural form, mature, developed self-management is ceasible only as a comprehensive, integral system of social organization. The autonomy of cells in it does not imply the negation of the integrity of the whole but a condition for a democratic, organic unification on a*

---

tradictions of the class itself. A freer manifestation is made possible of the still deeply ingrained character of wage-labour and of outdated attitudes among some groups of workers. Secondly, the point of departure and basis of social grouping in advanced and integral self-management will be the position in the professional division of labour. In that context, the relationship between the management and the executive will occupy a special place.

new basis and around common interests. Autonomy represents here a prerequisite of a free community of producers to the same extent as their integration, their joint control over the totality of the conditions of social production and life.

On its part, the atomization, the absence of links among self--managing work organizations has a marked effect on the diminition of their self-management autonomy. Almost completely uncontrolled confrontations of decisions and actions occurs. The undesired outcome of these spontaneous trends if felt by all atomized work organizations as external coercion, as the inability to control a series of factors. This, in turn, strongly increases the measure of entropy, to use the language of cybernetics. The consequence is that professional managers attain a monopolistic position, and their power grows, since it seems that they will be more capable of mastering the uncontrolled and extremely changeable effects of the environment. In this way, the conservation of self-management in its early, partial forms nourishes the restoration of bureaucratism in decentralized and informal forms.

As the result of these trends in society, tendencies exist side by side which are substantialy different and even mutually exclusive, which are contradictory although they are at the present components of a single whole. Mutual counterbalancing occurs in basic production relations, an historically *specific hybrid growth, a combination of decentralized, bureaucratism and autarchic, partial self-management.* We are faced with a peculiar situation, in which the conflict of contradictory tendencies, their blockade, inhibits the further qualitative transformation of the productive forces of society. Such a task can be accomplished only by integral self-management based on qualitatively new production powers, the productive forces of the scientific--technological revolution.

*

The present, somewhat generalized, consideration of the main results which act both as mainsprings of further motion and a force of social inertia, can be divided into two components: the state of material productive forces and of the human factor.

III. ANATOMIC PICTURE OF PRODUCTIVE FORCES

1. *Material factors — from the plough to the computer*

The anatomic picture of production forces reveals how painfully contradictory their state is. The awareness of the true, and contradictory, state of affairs must not remian just an academic exercise but demands appropriate social action.

The profit side of the balance-sheet contains, for example, the following items: (1) a very high growth rate, an unusually fast rhythm of industrialisation, which has turned the country within a short time

from an agricultural into a medium developed country[8]; (2) a solid stock of up-to-date means of work (43% of the equipment was acquired during the past five years; of this, 55% percent is semi-automated or automated[9]; (3) although still few in numbers, powerful nuclei of development have been formed in the course of that development, riding the highest crest of the wave of technological modernization. There is a group of highly advanced, modern organizations which have already been swept into the tide of the scientific-technological revolution. Large integrated entities are overcoming the teething troubles of autarchy and incorporating science as a direct productive force of labour. These integrated entities, which are already significant, are manifesting a great ability to resolve even those economic and social problems which had baffled statism (employment, retraining, integration with science). These are the driving forces of development, its locomotives.

The debit side of the balance-sheet also merits full attention and well-conceived action. First of all, our economy in general, and the industry in particular, are still characterized by: a) low level of the division of labour, b) production in small series and c) the predominance of universal, as a rule low productive, equipment. In some industrial branches and groups the process of substitution of the pre-industrial mode of production by the industrial mode has just begun. The total number of jobs in the economy comprises 54.4% of manual jobs, i. e. there are 1,600,000 manual workers. Secondly, there is still low level of development of scientific research and of integration between labour and science. Thirdly, there is the existence of a „broad belt of economic underdevelopment", a large number of small and essentially handicraft organizations with low productivity. Let us not forget that over 50% of economic organizations account for only 30% of the total value of the social product, and for only 1.7% of the value of fixed assets. Fourthly, one of the central characteristics of the trends in productive forces is their extensive and autarchic nature. One form taken by the autarchic trend is the *„territorialisation"* of social resources, production processes and manpower, the erection of strong local and republican barriers which prevent the establishment of a common *market.*[10] In addition to territorial autarchy, *functional autarchy* also

8

				Ratio
	1938	1958	1962	1962/1938
World average	44	100	130	2.96
Yugoslavia	29	100	150	5.17

Whereas in pre-war Yugoslavia (1926—1939) the growth rate amounted to about 3.5% in the period after the Second World War it moved around 10%.

[9] However, reference is made to the share in the financial value of equipment, and natural and monetary proportions are not fully represented here, since automats are very expensive machines, sometimes ten times as costly as standard universal machines; therefore, this does not give a true picture of the state of affairs.

[10] The territorial distribution of merged and associated economic organizations reveals that 70% of all integration takes place within the same municipality, 14% in neighbouring municipalities, while only 40% involves two republics (data for 1967).

appears, the technological isolation of the units of social production, a level of technological integration.

2. *Improvement and losses in the human factor*

The analysis of the *human factor* also reveals a contradictory state of affairs, improvement as well as losses.

The other key component of productive forces was also formed in the course of development, the human basis of the system, a more advanced working class and intelligentsia.[11] From the standpoint of of social structure the most important achievement of the early stage is the accelerated forming of a working class numbering several million members, growing at an exceptionally fast rate compared with the bourgeois society. However, this was not only a growth in quantity; another, no less significant, change occured. All mechanisms of class division of labour are not active in socialism; some of the essential ones are cut off from the first instant of the revolution, which is anti-ownership in character.

However, the Janus head of development shows also its other face. The establishment of the material base of socialism in an extremely undeveloped society necessitated a massive utilisation of manpower with a high level of surplus labour. The accumulation of capital, which was vital for rapid industrialisation, was effected in a situation of low productivity and resulted in the restriction of workers' needs by low earnings. Statism makes possible the existence within the working class of underpaid and inadequately skilled groups of workers for a longer time than dictated by circumstances. It invests very little in general and technical education, in housing, in the training of young workers. Again we perceive the urgency of accelerated technical advancement, which would improve the structure of labour and make as short as possible the stage in which a massive utilisation of unskilled labour is inevitable. Unless the bulk of the work force is not systematically enabled to produce work of a higher quality, our creative potentials will be irreparably impaired.

If the massive utilisation of low-skilled labour represents one extreme, the other extreme is the irrational use of the educational potentials of the society as a factor of labour productivity, as well as the petrification of a low level of qualifications among our technical and managing personnel.[12] According to statistics, 230,000 clerical personnel and 470,000 workers held jobs above their qualifications in 1967. Legions of white and blue collar workers were placed at least one point higher on the qualification ladder than justified by their real skills.

[11] The share of the working class in the economically active population amounted to some 5% in 1945, while now it is 23—30%. Intellectual (non-manual) workers represented a very thin layer before the war — about 3% — reaching up till now the figure of over 10%.

[12] One half of the total number of our communes accounts for only 2% university trained experts, while the remaining 98% live and work in the other half. The state in industrial organizations also reveals a distressing polarisation: 57% of all factories employ only 9%, while the other 43% factories employ the rest of 91% university graduates.

Finally, the qualification structure of executive personnel displays at the same time symptoms of substantial changes and a very unfavourable situation. Technical training, sweeping changes in the personnel structure are a matter of life and death for technological and social progress. The critical situation with regard to a faster acquisition of new technology, and faster progress, is to a high degree the crisis of personnel. The reconstruction of personnel in the most profound sense of the word, in the sense of a real personnel revolution, is an imperative of our time.

The abilities of all personnel, their competence and responsibility have become the *sine qua non of progress*. The reconstruction of personnel, the human factor, has become the decisive link, the intermediate member between the democratically adopted programme and a genuine change of production relations. The placement of the ablest in key positions is not only the demand of the moment but the guarantee of continued advancement. The new period implies, namely, a new division of labour; it requires new knowledge, new characteristics, new methods of coordination. The personnel composition must be suited to the demands of the present and of the future period, which has already started.

3. *The crisis of management*

This is related in a way also to the wave of a crisis in management, of the demand for new attitudes towards self-management. Management, being a manifestation of basic social relations, has in fact, shared the fate of social evolution, of the laws governing it. Hence, management went through similar cycles as the total social development. The first outbreak of that crisis occured at the time when centralized bureaucratic administrative management began to display serious signs of irrationality, when it ceased to meet the needs of the increasingly developed and complex society. „The old administrative system based on directives, with all its implications, became main impediment to the progress of the scientific-technological revolution in our country, while the shift to a system based on different principles represented the only guarantee of that progress. The administrative and directive system of management meant the wasting of human energy and the throttling of active human creativity. Such a state had a painful effect on the human factor of technical and scientific progress." (R. Rihta)

The response to that crisis — which was only one manifestation of the general degeneration of centralized statism at the time when it lost its former functionality — was the introduction of autonomous decision-making and self-management. This instilled new strength and provided a school of management for the masses, which is the precondition of a viable democracy. A series of symptoms indicated that, in the subsequent evolution, the classical relationship between the management and the executive has experienced a crisis. The proposed remedies are numerous and diverse, but they place too much emphasis on the institutional aspect of the question, e. g. the search for a solution through a more explicit demarcation of legal competences, a greater

amount of legal powers to be transferred to the manager, the senior executives or to some new body, such as the business board; the reduction of self-management in decision-making exclusively, to the approval of the proposed business policy or distribution of income; the setting up of specialised self-management bodies instead of the universal workers' council, etc.

Without entering into a detailed examination of that vital problem, I shall confine myself to two comments only. First, this whole issue conceals very diverse social tendencies. On the one hand, this is a quest for solutions to ensure efficiency, the indispensable independence of the executive, and decision-making based on self-management in the complex conditions of the industrial civilisation, of large integrated entities. On the other hand, technocratism is rearing its head, aspiring to win power. The later stage of industrial development is the time of its birth. Unless these two radically different social tendencies are not exposed, multiple adverse consequences may ensue — both from the point of view of technological progress and efficiency and of social relations. Secondly, although certain legal remedies can represent significant steps forward, the radical solution must be sought in a new prospect, in exploiting the new management resources created by the productive forces of the scientific-technological revolution. Similarly to the other social ternds, this one is also linked with these forces.

PART III

FORMATION OF COMPLEX SELF-MANAGEMENT ENTITIES — SELF-MANAGING INTEGRATION

The whole analysis unambiguously reveals the contradictory state of all facets of our total technological and social situation. Overcoming this state of affairs is a complex process; there is no easy way out. However, the transition to integral self-management cannot be effected on the foundation of the old productive forces and in the narrow frame of the initial forms of self-management.

I propose to single out only a few topics from that broad area. The first relates to the creation of *large integrated entities.* Those are, namely, that social sphere which can constitute the motive force of modern technology, the main agent of economic power (resources for enlarged reproduction) and the champion of rational management, which is the only basis for advanced self-management. Since that development does not occur automatically, the main body of the paper will deal with the *social premisses under which integrated entities become complex systems of self-management relations.* The second group of topics examines the relations between the integral entities *and other spheres of social labour,* as well as the social totality.

I. THE IMPERATIVE OF THE MOMENT

The intensely contradictory state of production potential has produced considerable differences within the total body of workers

itself. It contains segments of the „pre-industrial society" as well as some characteristics of the „technological society"; it uses both the wooden plough and the electronic computer. It is torn between the past and the future. The introduction of modern technology is therefore the imperative of the moment.

The acute need for technological integration is caused also by a fact of first order importance: the *degree of atomization* of the society's economic potentials. Almost one-third of work organizations are artisans' workshops, employing up to 30 workers; close to 50% of all work organizations employ under 60 workers each. The group of small and relatively medium enterprises (up to 500 workers) comprises about 90% of the total economic potential, while larger economic organizations make up only 9% of all work organizations. On the other hand, while one half of work organizations account for only 3.3% of the total value of the social product, and for 1.7% of the value of fixed assets, large organizations, though representing less than one-tenth of all enterprises, produce 76% of the social product and possess 75% of the total value of fixed assets. Let us make just one, perhaps the most important, inference. This survey has revealed the atomization of the economy, but also another thing. The other extreme consists of emergent nuclei of development, the only ones capable of applying the attainments of the scientific-technological revolution and of being its driving force. They are the crest of the wave of technological reconstruction, and the way must be made free for them.

However, the creation of integrated entities is not just a technical operation but a social process. Consequently, it encounters opposition and incorporates different social possibilities. The real substance of the social relation that is established behind the front of a large-scale system can vary to a great extent. It may signify the integration around a common core of interests, the proliferation of productive forces and of the power of associated producers. But, it may display the tendency to technocratic domination, the alienation of surplus labour, compressing the self-management rights of the individual parts of the entity in a vice-like grip. Whether the first or the second possibility will prevail, that depends to a high degree on the fundamental principles of integration. For that reason, the formulation of some basic principles, which are already germinating, in the spirit of the self-management relation represents one of the principal conditions of successful struggle for integral self-management. This involuves forms and content of self-management which would suit the large integrated entities, which would interlink all spheres of social labour, especially the spheres of spiritual and material production, and which would be placed by the political system in the direct service of the associated labour.

A complex system is formed around two cores. The first is the *technological aspect of integration,* and the other is the sociological aspect (interests). They represent two sides of the same coin.

II. THE TECHNOLOGICAL ASPECT OF INTEGRATION

The main feature of the technological aspect of integration is the assertion of the forces of the scientific-technological revolution, which

create the material and technical conditions for the implementation of a new type of integration, making possible the adoption of democratic, coercion-free forms, the autonomy of parts and the coercion-free, democratic integration of the autonomous parts into an entity.

The action of the new law, the possibility of its historical realization is provided by the onset of the new productive forces: cybernetics and the information science. In the earlier stages of industrialisation the links between the economic cells were of necessity hierarchical; they were inevitably established by domination, by economic and political power, which determines the main parameters of production. The pivot of the new mode of linking are information processes, that big nervous system which feeds all cells with knowledge about the terms of trade and integration and which produces minute by minute all the essential elements for optimum solutions both for the parts and for the entity.

The first large-scale technical systems established links which were of necessity mechanical, hierarchic and based on coercion. The large-scale systems, which were developed particularly in the fields of railways, power generation and distribution or in machine-tool industries, served for years as models worthy of imitation. However, evolution is indicating that this type of mechanical linking will not be universally applicable, but will remain as a lower type of integration.[13] The new productive forces are bringing with them more flexible, subtler modes of integration. The higher type of large-scale technical systems is composed of units which are not linked by the movement of matter or energy (railway lines or electric cable) but by the circulation of information, which controls the movement of the material factors of production. It is a nervous system connecting the parts into a single whole, enabling at the same time the autonomy of the parts and the concentration of the whole around the core of common interests.

It goes without saying that cybernetics is only the material key to the solution, but it is not the solution itself. On the contrary, the basic social premise is of a diferent nature and concerns the ability of the contemporary working class to make its historical interests and needs the dominant criterion of the society.

---

[13] With regard to the technical side of integration, the question must be asked: what does a particular integration step represent in the technological sense, how rational is it, what are its prospects? Namely, in some cases there exists a typical, not accidental, shortcoming. Many integration decisions were forced by the pressure of different considerations, such as political, economic difficulties, need for reorganization etc., not as a result of a clear programmatic concept. Many of the integrated entities are not open to further technological integration and progress in the territorial sense, for the passing of republican borders — and without this there can be no development, because integration does not recognize any boundaries. They are not sufficiently open also in the sense of links with other technological entities. This should be borne in mind because here looms the danger of the restoration of autarchy, isolation and territorialisation, only unfortunately at a higher level. These are no longer pigmy enterprises but large economic entities, and the repetition of some contradictions from the preceding stages, at a much higher level, would bring about even graver consequences.

A number of premisses are suggested, which are of essence if integration is to assume the character of an advanced self-management relation. They are, in fact, only different aspects of integration based

III. THE SOCIAL ASPECT

1. *The complex of economic relations*

The integrated entities are the appropriate place where two driving forces of our development can merge. They are the economic laws relating to commodity production and market relations, on the one hand, and the deliberate, meaningful determination of mutual self-management relations, of solidarity etc. This is where the fusion of spontaneous interests and the role of consciousness can be accomplished. If the totality of economic life is not made up of large entities but of thousands of pigmy units which are swept away like a straw in the wind at the least change in the market it is extremely difficult to reconcile the deliberate, meaningful formulation of self-management bonds and the uncontrolled progress of commodity production. This is easier for integrated entities also because they possess a broader material base on which to implement many of the former ideas.

However, the realization of that possibility depends on several circumstances. Firstly, the portion of the resources for enlarged reproduction which is in the hands of the associated labour is still inadequate. According to some sources, it represents one-third of the total. Also the way in which integrated entities obtain resources conceals the possibility of their escaping the control of the producers. Namely, the lion's share of funds for accumulation is in banks, which is only natural. But, if the banks are subject to increasing influence of the state, or if they are completely independent, then economic power does not derive from the economic base, and capital is outside the sphere of influence of producers.

The observance of the principle of integration on the basis of interests particularly refers to economic interests and relations, which comprise the basis of large-scale technical systems. Secondly, the aim is to establish such economic relations and economic interests as will become the motive forces of integration, of the creation of *self-managing* complex systems, rather than of exploitation of one part by another.

Out of that complex of economic relations, we shall single out some issues. The first refers to the *direct distribution of income within autonomous cells* (working units) and to the economic relations between them.

It is essential that each level of self-management, each cell, should have certain inalienable rights of decision-making over the income, capital accumulation and the surplus value which it creates. Those who produce values decide on them — that is the basis of the self-management position. Furthermore, the relations among the parts are also conceived on an economic basis involving the credit and market systems, prices, etc. That is why the demand for the parliament of labour and for

democratic procedures must be supplemented by the demand for economic rights of working units as the basis of equality. That is the substance of the matter. But this, too, will increasingly depend on the level of development of the technological base, on the use of cybernetic machines, since the gigantic taks of co-ordination, standardisation, measurement and analysis of results is impossible to accomplish without the aid of modern electronic computers. Cybernetics has proved to be also the material basis for a more reliable distribution of income according to the results of work.

The next complex of issues involves association, the concentration of resources, which represent the other side of the coin. The contemporary scientific-technological revolution can make headway only in the conditions of massive concentration of means of production, of a vast centralisation of financial resources („capital"), capable of financing extensive and very costly research and of promptly applying its results. In what way are the common resources formed, at what levels, who decides on them, how is capital accumulation effected, who is the agent — here is the inventory of the issues that have been already raised. The central postulate is that enlarged reproduction should be based on self-management decision, which is the expression of the joint agreement of the parts. But, how much progress has been made in practical solutions?

Precisely because of this the following questions carry more weight: who exercises the decisive influence on the utilisation of concentrated resources for accumulation; who determines the goals, who draws up the priority list? Is accumulation used to enhance the self-managing power of producers' associations, or are inadequately controlled centres of power established? Does it permit, or not, all participants in the centralisation of capital to have their share at the same time of the fruits of the invested resources? It is essential for that reason that the banking and credit system should be in the service of those programmes vhich are the result of self-management and concentration, of the long-term requirements of each part, of the interests of producers, of such a movement of accumulation from one part into another as would be in keeping with the interests of those parts and of the entity.

And finally, a solidarity of a new type is built into this mode of commodity production, solidarity which is the component part of the economic laws of production themselves, particularly in the relations between the developed and the less developed components. This solidarity is born out of the belief that the progress of the whole depends on the progress of the parts, that the integrated entity cannot prosper for a protracted term if its important parts are lagging behind to any considerable extent. Such a situation, namely, provokes conflicts, antagonism, which dissipate its energy, increase the entropy and inhibit the growth both of the productive parts and of the entity. This is one of the general rule prevaling in the new type of coercion-free integration. For the violation of that rule a high price must be paid sooner or later. Such a principle, however, does not imply in any sense that all forms of production, regardless of their profitability, are to be supported — a simple mechanical transfer of income. It means a planned long-term

specialisation within the integrated entities, retraining, assistance in shifting over to new production.

2. *The complex system of self-management — from the working unit to the parliament of producers*

The cornerstone of self-management integration, on which the whole system is built, is the *autonomous working unit*, with an advanced level of *direct self-management* as its living core. The views that the autonomy of working units represents only a factor of disintegration of entreprises are prompted by a complete lack of understanding of the new laws. Likewise, they can be the reaction against the deformations in the existing forms, which are only the nuclei of the future advanced organization, or against some current tendencies of isolation, desintegration. The investigation of the basic tendencies in contemporary management irrefutably confirm the compatibility of such organization with the principles of optimized management and with the trends of the scientific-technological revolution. The decentralisation of decision-making within a complex production body is an essential precondition of optimum management. Only subjects who take direct part in decision-making on the conditions and results of work can be profundly interested in the utilisation of all human and material resources, in optimum results. The creative capacity of direct self-management is made up of a multitude of individual and group initiatives, made to improve the activity in question, the living and working situation. The autonomy of working-economic units, direct self-management, represents a context in which the authentic, direct interests of basic social forces can be immediately expressed. Without direct self-management, large-scale systems inevitably turn into domination of economically and politically superior groupings.

These are only some of the principles, points of departure. We still have to perform the task of carrying out a profound investigation of direct self-management, of its dilemmas and of ways to advance it. That research could provide us with the answer to an important question: What should be the character of the totality of work and decision-making in which direct interests (direct self-management) can be asserted, and in which the creative force of the individual will not be lost, like a small screw in a big machine? How to succeed simultaneously in keeping these cells open, fit for communication and integration with a large system, and at the same time made to human measure?

The law of contemporary development dictates the rapid change of technology and the continuous alteration of the economic world. Consequently, these cells must be mobile from the point of view of the transfer of technology, personnel and accumulation. This ability to integrate in complex systems, the ability to advance the productive forces, should go hand in hand with solid measure of autonomy, with the ability to satisfy the immediate needs and interests of the producers.

The analysis of the autonomous cells of social labour has logically brought us to the idea of their linking into complex integrated entities.

This is just another aspect of the same issue. Namely, the endeavours to optimize the conditions of work, motivated by the interests of direct self-management, do not stop at the boundary of a working unit. The individual cells inevitably strive to participate in the management of the entire working body. They strive to advance the whole organization of work; they demand technological changes which exceed the narrow boundaries of their jurisdiction, so as to attain more fully their own goals. In addition to separate programmes, they take part in the general programme of the activity of the whole which affects the core of common interests. Moreover, the common programme is the limiting condition of the optimality of the autonomous working unit; it is the dialectic relationship between decentralisation and centralisation. Still more trenchant reasons are at the root of that relationship: integration into a whole is a law originating in the contemporary productive forces, which are becoming increasingly interdependent.

The other aspect of that relationship is reflected in the *complex structure of self-management decision-making,* regarded from the standpoint of its agents. Let us mention just a few principles, which have crystallized as the joint product of theoretical knowledge and of the first experiences of the mass movement, principles which still have to be sifted, generalized, raised to the level of model.

The point of departure, the massive base of democratie decision-making is direct self-management. Its substance is expressed in various forms (meetings of working units, referenda et al.). The common bodies — whose role primarily involves the formulation of self-management links — are the bodies of direct self-management; they have taken firm root also in the system of direct democracy, which constitutes the natural basis.

Direct democracy provides the social context for the expression of the authentic interests of producers and makes possible their blending with rational decision-making and efficient control of material processes. The massive base is the source of democratism; this democratism is not reduced to mere dilettantism but is the basis of the organization of the new type of decision-making on a national scale.

The next decisive step is to ensure at all levels of the bonds linking the parts and the integrated entities the authentic representation of the producers, the assertion of the interests of both the parts and the whole, participation in decision-making. The institutional forms which have appeared on the scene — as embodiments of the self-management organization — and which have to be investigated are: (a) *mass direct* self-management within working units; (b) *workers' councils;* (c) *parliaments of producers* (or conferences of self-managers) representing complex integrated entities.

3. *The cybernetic machine and the humanisation of management*

The complex inner relations between the autonomous parts and the whole are thrusting upon us the demand for radical changes in the method of managing complex systems. However, here, too, the general rule is valid: optimum results can be obtained only if two facets are

reconciled: the ability of efficiently controlling the numerous processes that underlie the life of a large-scale system and the humanisation of decision-making, in keeping with its non-monopolistic nature. Management and decision-making in complex self-management systems are fundamentally different from both capitalistic and statist methods. Both the former and the latter, despite the differences between them, are much simpler: rationality is evaluated by simplified criteria. Capitalist management is guided by profits as the supreme criterion; everything that produces profits is rational, regardless of what human needs it tramples on. Bureaucratic decision-making can be guided by planning indicators, by growth rates, by natural indices, accumulation requirements — but it also denies the direct expression of the needs of whole generations. It does not *directly* recognize human needs as one of the main criteria; it does not think in those terms. It always acts in the name of higher interests, which can contain a very large dosage of group interests.

Self-management decision-making is by definition a radical criticism of both types of mangament. It is the maturation of an historically new type of rational management. The essence of that new rationality is the concept that the immediate, and increasingly higher, material and spiritual needs of producers should be the main yardstick of rationality. The progress of producers, the enlarged reproduction of their working and living conditions, their abilities — those are the original purpose, the goal determining the rationality of management. All the elements of management in production are geared to the satisfaction of the interests of producers as the determinant criterion. A sweeping change takes place — the immediate needs of the associated workers come to the top of the scale of social values.[14] The satisfaction of these needs, rather than the production of profits, becomes the main motivation of social production. Self-management decision-making incorporates human needs in its direct criteria, and that is why it must be *complex*. It must satisfy the complex whole of social, group and individual interests of the producers. It must look for the common denominator, the most approximate common interest; it must seek to reconcile the interests of the individual parts of the producer class. All decisions — on investments, development programmes, plans, reconstruction — inevitably have to take into account this aspect; they have to anticipate consequences from the standpoint of human needs.

But, as soon as decision-making is complex, a large quantity of information is necessary to throw light on all the essential elements of production processes and to control them.

The total process of decision-making passes through two closely related phases: the first is *social* decision-making on material processes,

[14] The radical shift due to the emergence of self-management decision-making, which replaces the historically exhausted logic of profit and administrative-bureaucratic planning, is made feasible by the formation of large integrated entities. In the first place, their economic base is founded on the assumption that the associated producers control enlarged reproduction. Secondly, a higher degree of technological development, cybernetic methods in determining optimum solutions, and automated production constitute the technological base.

and the second is the execution, the regulation of these processes in conformance to the strategic decision. The first phase comprises decisions on goals, and possibly also on means, if the selection of means substantially affects the interests of the members of the community. The theoretical pattern of rational, and at the same time humane, self-management decision-making presupposes: (1) that the agents of decision-making are familiar with all alternatives of choice; (2) that they are aware of all possible major consequences arising out of each variant of the decision; and (3) that those who make decisions should possess a scale of values and goals by which to evaluate the consequences of each alternative and to give preference to one or another solution. In short, abundant information on the consequences of the decision is needed in order to examine all the main variants and to select that one which comes closest to common interests. The unification of interests of the producers is achieved by means of the most comprehensive possible knowledge about facts — a knowledge which might be termed *optimum or scientific information.*

The first act of self-management decision-making is the initial definition of basic goals which procedes the rational, scientific investigation of optimum possibilities of their accomplishment and the examination of alternatives, until the most favourable one is selected. If complete information is not available, decisions are made on the strength of partial knowledge, of *empirical, practicistic,* instead of *optimum scientific* knowledge, which logically limits their rationality.[15]

In such instances the selection of the action, of means wherewith to reach the objective, are selected with a greater or lesser degree of arbitrariness. When the bodies of self-management do not possess sufficient knowledge about other possible alternatives, they are deprived of the possibility to make a rational choice. If the quantity of information is small, the knowledge of possible solutions and of ways to harmonize the various requirements meagre, the goal is accomplished as a rule by the suppression of some interests in favour of others. The decision is not the result of the scientific investigation of optimum possibilities, the harmonization of joint participation in progress, but the outcome of the struggle between different pressure groups. In this struggle those groups prevail which are backed by a greater quantity of power. When decisions are based on limited knowledge, the position is strengthened of those social groups who are closer to authority, who have a *monopoly of information.* Out of the multitude of inadequately known possibilities they select that one which satisfies only some of the common interests, the one that favours their particular interest. In such events decisions may take form of bargaining between pressure groups, which again reduces rationality to a still lower level. Both effects are unfavourable since they are the reflections of monopoly or of technological primitivism. In such circumstances democracy based on self-

[15] Optimum decision-making presupposes the economic, social and political-legal basis of social power of the associated producers — but it strengthens in turn this same basis when in operations. See Dr Z. Vidaković: „Razvoj odnosa između racionalne i društveno-vrednosne komponente rukovođenja u samoupravnom preduzeću".

-management assumes the character of formal participation in decision-making.

However, the workers, in possession of essential information, which have been reduced to a smaller number of comprehensible data, adopt decisions on strategic questions, and not on all possible things. Thus formulated, the project is submitted for mass discussion of the collective, for the purpose of adopting policies which express the goals set by the producers themselves. In this manner, large social groups of producers take active part in decision-making; they become an active factor. *At the same time, the self-management decision acquires its scientific component; computers in the hands of the associated producers become powerful allies of direct democracy,* facilitating the merger of efficiency and democratism.

The rational management of complex technical systems, with a large number of constantly changing factors, is inconceivable without the use of cybernetic machines (or without statistical and mathematical models).

Firstly, without cybernetic machines it is not possible to establish the numerous bonds and communication channels between the cells of the productive body, among which a permanent information flow occurs.

Secondly, without the application of modern methods of management and of cybernetic machines it is difficult to ensure rational management *within* complex systems. Only electronic computers are capable of rapidly supplying the producers with all data relevant to a decision, for the selection of an alternative; these data are stored in their memory. Likewise, the practise of the described economic relations, or of „square accounts", as the saying goes, is possible only by the aid of computers. The gigantic job of standardisation, planning and controlling material processes, of co-ordinating a large number of decentralized decisions is unfeasible without the use of computers.

However, the development of scientifically based management, of technical systems for the transmission of information and of management techniques lag far behind the development of other means of work.[16]

Thirdly, it is the application of cybernetic devices which lends the whole system a new quality, which provides favourable conditions for a more thorough elimination of the monopoly of intermediaries in decision-making and in the availability of information. Cybernetics makes redundant a great amount of manual clerical work, substituting it by the automated processing of information. Electronic computers can retain hundred millions of data, and moreover, they have an immortal memory; not a single bit of information is forgotten, and is always available. They make possible a continuous flow of information,

[16] Jobs in the field of material processing are provided with equipment value of 3—5 million dollars, while the average value of equipment per job in information processing is under 100,000 dinars. Per one million inhabitants (in 1965) Japan had 27 computers, France, Holland and Belgium 51, USA 206, and Yugoslavia 6 computers. (The degree of their utilisation is another question).

a democratic confrontation of opinions before the decision is made. Instead of the bulky and inefficient clerical staff which inevitably takes advantage of the fact that they handle information in order to gain control, modern experts are trained to operate the computers (which can represent single systems serving a large number of units on a time-sharing basis), whose interests coincide with those of other sections of producers. The material conditions which nourished the tendency of the administration to monopolize information and decision-making are becoming less favourable.

The direct integration of work organizations and scientific discoveries is made possible through information processes, in which the participants emit and receive information relevant both to the functioning of the parts and of the whole. This is the form of integration warranting the autonomy of the parts as well as their coercion-free integration. The self-management community controls material processes with the aid of the information science, by means of feedback. Technological and scientific progress is ushering in the formerly hardly feasible principle of democratic integration and management. However, the speed of its adoption is now becoming an object of conscious action.

4. *Control of material processes — self-management and technical management*

Automation, cybernetics and the information science have introduced a new quality also in the old relationship between self-management and technical management; the symptoms of the crisis which occurs at a lower level of development have been already mentioned. The spreading of modern technology has made the stable, responsible and independent position of technical experts a major demand of modern organization of work. However, this has given rise to some apprehension as to the possibility of a new coalition of power centres. The fear of technocratism has preceded that phenomenon itself.

The trend of workers' management is directed against power over people, which is driven like a wedge between self-management decision-making and the implementation of these decesions, when concrete operative decision may bring about a considerable deviation from the goals set by the self-management decision. On other hand, due to such unsettled relations, the fear is born of incompetent interference in the technical aspect of work. Furthermore, the economic and technical executives tend to avoid responsibility for the decisions made by the bodies of self-management, and even to shirk responsibility for their own actions. The demands for their greater independence as well as for self-management decision-making appear to be incompatible. If the technical management has a higher degree of independence, it attains the monopoly over the settlement of basic relations; if, on the other hand, that independence is not provided, the production suffers. A way out of this situation is offered only by the arival of cybernetics and information processing, which makes possible a more favourable relation between self-management decision-making and the execution, the objective regulation of material processes as stipulated by the

programme, which can be checked whether it follows the decision of the bodies of self-management.

In fact, two misconceptions are prevalent, whose origins can be traced back to the early stage of development. First, it is not true that the regulation of material processes which is based on self-management decision-making diminishes the importance and independence of the technical personnel, that it excludes them from decision-making (adoption of sub-decisions). Automatic control, namely, deals with extremely complex processes where factors on which the result depends constantly change. This requires a permanent feedback, efficient technical management, in order to keep the complex system always geared to the accomplishment of basic objectives. This logically necessitates a high degree of initiative, responsibility and independent reactions during the continuous flow of information. This greater independence of the expert does not infringe upon self-management decision-making. The technical management assumes greater importance in operating the information process, a more pronounced role of initiators of innovation, research, the introduction of a modern organization of work and of the optimization of production programmes. But if the management programe is determined by self-management decisions and if it is in conformity with the goals of producers, then material regulation becomes at the same time a process in which the power of associated workers is manifested. Namely, as oposed to the craft organization of work, where almost every decision of the foreman has the character of power over the workers (he determines the conditions and results of work), in an automated process things become different. The regulation of the production process is science-based, the automatically operated machines receive the decisions, objectivize them and regulate them by means of feedback. The regulation of technological processes is effected by means of automated machines.

The belief is also untenable that greater authority of the technical management inevitably leads to the diminition of power of the self-management body. It has been shown that the new productive forces bring into life new laws, that the increased power of one part need not imply the reduction of the power of the other part, but only the proliferation of power, and that the authority of knowledge need not be synonymous with the exercise of control over the workers.

5. *One danger — technocratic integration*

This is no panegyric to electronic computers, a praise that ignores their other possibilities, their dangers. It is just the description of a real trend with objective roots, the placing of cybernetic machines in the service of the interests of associated producers. The danger that cybernetics may bear different social repercussions, that it may be used as a tool to strengthen the economic, political and spiritual monopoly of bureaucracy and technocracy, is a very real one. That is why in the background of this paper a note of warning was always present, reminding of the need to evolve such economic and social relations as would anticipate this possibility today, so as not to have

to grapple tomorrow with authoritarian, oligarchic cybernetisation. This could happen if cybernetic machines were to become a new means of seizing the monopoly over information on the part of a small group, an elite of experts and organizers, leaving on the other side of the barrier the uninformed masses of producers. This could come about if cybernetic machines were to become the prop of the centralized decision-making on the part of powerful monopolistic groups at the summit of the pyramid of large integrated entities, groups that would set goals, determine optimization criteria and select solutions independently of the direct self-management in basic cells, which would then decline. Such a contingency would be conceivable if the needs and interests of producers were not the criterion and limiting condition of optimization if cybernetics were to rob the masses of their individuality, turning them into objects of manipulation, excluding them from decision-making.

Whether one or the other posibility will prevail, whether the emphasis will be on the former or the latter, that depends both on material factors and on social action. For that reason, the true meaning of integration implies also social struggle.

IV. DEVELOPED CORE AND UNDEVELOPED BELT — CROSSING TO THE OTHER BANK

The creation of large integrated entities is the imperative of the moment. The over-all economic policy should strive to smooth the way for that process — to make easier the assimilation of the new technology and to encourage the nuclei of modern production. The formation of such nuclei is a great creative act, the central battlefield of a long-term development strategy (of consious choice motivated by long-range interests and by scientific knowledge); it will be that area where the intensified concentration of the main factors of modern production will be carried out.

These areas should be built up at a rapid pace, provided with modern technologies, automation, cybernetic machines, research and development centres, advanced information processing techniques and personnel — thus turning them into the foci of economic motion, motivating also the other parts. We must be fully aware of the insurmountable difference between the productive forces of the first industrial revolution and those proper to the cybernetic revolution. Modern productive forces are marked by great mobility, the capacity of transfer, of fast movement from one area of production into another. The sudden changes in the position of individual branches, the decline of some and the rise of new ones, will not catch us unaware if we have nuclei which can be quickly transferred to new branches.

But, if for these cores, this first belt of technological progress, the law of the sudden leap is valid — what is the position of that broad „underdeveloped belt" of low-productive small economic organizations. Here there is no accumulation to make possible such leap-like motion for the entire economy at once, and the law of the *gradual spreading of revolutionized productive forces* to cover the total social

production applies. Otherwise, the attempt to carry out a qualitative transformation on a broad front simultaneously would have to accept the inevitability of slowing down that transformation in each individual section. This would be in contradiction to the logic of the scientific-technological revolution, which demands the *sudden* qualitative transformation of the individual entities of social labour, the creation of foci of modern productive forces. While a part of work organizations would prove able to meet that requirement, the others would not, which would lead to the disintegration of the previously formed material and human production potentials of the society. This, again, would adversely affect the advancement of the ablest parts of social production.[17]

The essential point here is that the changes in question are brought about in a way that does not destroy any material, and especially human, resources. Way have to be found to effect the transition of pre-industrial segments to modern technology without harming the human factor, without forcing people to share the fate of machines. This involves projections that will incorporate in programmes both the driving forces and the elements that will have to disappear from the economic, scene; retraining and other temporary and permanent stable solutions must be found for human factor. This requires from the social forces of labour (research centres, scientific knowledge, information etc.) to „attach" themselves also to these segments in order to make the transition easier for them. Failing this self-management will not act as the motive force of development and change but as their inhibitor.

The next important question involves the relationship between the developed and the less developed parts of the society. Whether the predominance of the forces of the scientific-technological revolution broadens this gap (as is the case in antagonistic social relations) or whether it reduces that gap — that is the key issue of the long-term strategy of development. Here, too, the general rule applies, which was mentioned with reference to the relationship between the developed and the less developed parts of large integrated entities. The reduction of large differences between the better and less developed portions of the society, of their capacity to develop, is a fundamental law underlying the development of a democratic society in the conditions of the scientific-technological revolution. Some conclusions are suggested with respect to the substance of these new laws governing the advancement of the self-management integration of the society.

Firstly, the reduction of differences is becoming an economic and technological imperative. It is a short-sighted economic logic which thinks that it can draw out in a hurry what it can from these regions, and then leave them alone. A long-sighted economic logic must strive to lessen that gap. In a long-range perspective, this will accelerate the growth of all productive forces of the social totality, and reduce social conflicts which immobilize part of the production potentials and enhances the effect of all factors, since the development of the whole is increasingly dependent on the developing capacity of the parts.

---

[17] Dr. Z. Vidaković „Moderne proizvodne snage"

Secondly, this trend is in agreement with the advancement of self-management; it implies the elimination of separate, particularistic gropus, who, in aggressively asserting their narrow interests, attempt to establish new forms of decentralized bureaucratic monopoly.

Thirdly, if they exceed the republican boundaries of the integrated entity, without relations based on equality, they will result in autarchy and isolation. Consequently, the following requirement should be posed: integration plus self-management plus equality, as one of the factors of social unity of Yugoslavia. Otherwise, this competition of technocratic entities or statisms will produce hegemonistic ambitions.

Fourthly, this attitude by no means implies that support is given to every existing type of production, even though obsolete and unprofitable; it implies assistance in reorganizing production. It means, at the same time, a rational form of assistance, such as would contribute to increasing the total wealth and ability of the society and to reducing the gap, without constraining the motive forces, the growth of the more productive parts. It is a solidarity which does not consist of external manifestations but represents a joint attack against the surces of the existing great differences. It is directed at the real source, the sphere of work; production rather than consumption. In this manner, it emphasizes its distinction from the policy of levelling consumption, of supporting the unprofitable ones at the expense of the profitable; at the same time, it clearly states that the aim is not to preserve inequality but to attack constantly its origins. The society does not present an idyllic picture of equilibrium, of complete equality. Some parts lead the way, and it is in the interest of the society to have productive forces which are constantly pushing forward. They cross to the other bank of technological progress sooner than the others, but not in order to burn the bridges behind themselves, to deepen the gulf between themselves and those who are lagging behind. On the contrary, they try to build a bridgehead and help the other parts in crossing.

PART IV

INTEGRATION AND THE GLOBAL SOCIETY

The new type of integration is not a simple and fully spontaneous social process. Conscious action is needed to reach that goal; several forces have to be activated. Only the complementary action of these generators can produce the energy needed to accomplish the task. We are referring to the other social factor operating in the global society — the role of science and education and the system of social values.

I. INTER-RELATION OF SPIRITUAL AND MATERIAL FORCES

1. *Active participation of science in social guidance*

Science and integral self-management are closely inter-related in many ways. Let us examine this relationship from the point of view of present practical needs.

When scientific research clearly shows the advantages of optimization and of technological integration, it is then easier to suppress monopolistic interest, or to expose the degree of unjustifed burdens on the profitable organizations and of wasted investments. Small economic wars are fought, often without even a clear idea of whether co-operation could be practiced instead. The irrational behaviour which predominates on the economic scene can be given a rational explanation and even geometrical axioms are powerless before particularistic interests. The disputes about the integration of power production and transmission are a classical example of that. However, particularistic interests are more difficult to uphold when they are exposed as parasitic and irrational, when the awareness grows of possibilities to work for the common welfare.

The close relationship between scientific research and technological progress is manifested in two more ways. This is the active participation in the establishment of certain preconditions, a framework of the most general parameters for rational self-management decision-making, for the creation of more meaningful links between work organizations. What these parameters are, that is in the fullest sense the affair of scientific research, and of course dependent on goals and priorities. For the sake of illustration, some of these parameters can be the identification of the comparative advantages we have in the world market and methods of economic stimulation of these activities, precise knowledge of the anticipated changes in technology and the identification of the branches with a real future — for a certain period of time — branches that will be the mainstays of economic life during that period. With a basis like that, it is easier to recognize the essential elements around which the interests of producer associations are to be co-ordinated and to adopt development programmes and measures of economic incentive.

In other words, this is the issue of the role of science in *social planning* in a society based on self-management planning which is not mechanical, hierarchical and based on directives which is not an instrument of economic domination over the producers, but is founded on a complex system of scientific information. To determine what is the information that should incessantly fed into all the cells, all centres of self-management decision-making — that is the crucial task of science which cannot be postponed any longer. This will not eliminate the existence of different interests, or the need to evolve democratic centres in which to deal with them. But these problems will have a different character in a society in which the self-management movement is already in operation.

Finally, let us emphasize another function of scientific knowledge, which is organically interlinked with the nuclei of economic life. The nuclei of development need not go through all the stages of the classical industrial evolution. They can skip some of these and immediately get hold of some of the highest achievements of modern technology.

Of course, science is not omnipotent. It will soon meet insuperable obstacles if the influence of associated producers is not asserted more rapidly and directly, if their interest does not become dominant. They are the force which can fend off particularistic interests and succeed

in harmonizing the interests of the autonomous part of the entity, work organizations, municipalities and republics.

However, socialism is not only the advancement of production potentials; it means the constant enrichment of the human personality. The question of the humanisation of social relations is becoming a crucial issue, requiring incessant efforts and commitment on the part of spiritual creativity, which is the integral part and precondition of self-management democracy. By its permanent intellectual questing, by forming new values, new visions and projections, spiritual culture performs a powerful integrative role. It becomes a function of the emergence of the new and the transcendence of the old. It places its exceptionally important function of proponent of knowledge, of the scientific-technological revolution, at the service of development of a system of relations free of all forms of domination. The more aware it is of this mission, and unencumbered by the ambition to use it to further its narrow interests and domination, the more will it become a powerful social force in the struggle against the conservation of bureaucratic monopoly, against the old superseded organization of social work, of appropriation on the basis of hierarchical privilege, function or monopoly. It will compensate those weaknesses that are still inherent in the working class, instilling new strength in the movement of producers.

2. *Technological changes and the educational model — the productive character of education*

And thus we have touched upon a new broad area: the reform of the educational process as an integral part of the scientific-technological revolution. The advent of the civilisation of technological innovation has exposed the economic world to constant change; change has become a way of life in modern industry. Armies of workers who have been raised in a different technical environment — the civilisation of crafts and machines — will go through a great migration, that is, retraining. The average age of the workers is 33 years — that means that millions of workers have another twenty to thirty years of active life before them. It was already stressed that about half a million blue and white collar workers occupy jobs above their technical qualifications. No solution to this grave problem can be found without the additional training of large groups of workers. This situation makes it incumbent upon society to set up mechanisms for the revaluation, the training of unskilled workers, to make the acquisition of new or supplementary skills a natural and painless process, the normal component of social trends. Otherwise, the march into the future will be slowed down. Every form of technological progress that would mean a strong setback for social groups, that provides no solution for the human factor, would encounter great resistance. The educational system is one of these large mechanisms of the transfer of new needs, but it will also have to undergo a profound transformation. The type of education which produced experts once for their whole life is coming to an end. Instead of that, increasing demands will be made for

permanent education, for current education which keeps people posted on contemporary developments throughout their working life. Of course, this will impose the need for various types of postgraduate studies, or supplementary courses, as well as for the treatment of higher schooling as regular employment, with all the implications.

Part of that vital force of the society will obviously have to circulate between work and education, in order not to be cast aside by technological change. In this sphere we stand before a large research work and education for whole sections of workers.

Lastly, this is not only the question of the importance of education from the standpoint of inadequate skills which have lost the race with technological changes. The relationship between education and the scientific-technological revolution is incomparably subtler. Education is not only an auxiliary means for retraining; it assumes quite new aspects, different from what was formerly considered as „superstructure". It is becoming transformed into one of the central technological-economic categories, a new source of productivity. We have gained access to a rich new resource which should be tapped: the productivity of the educational process.

II. THE NEW FACE OF POLITICS

1. *Can politics be a non-statist power?*

The role of the political power of the society will be just sketched here, from the angle of its attitude towards the emerging forces of the scientific-technological revolution and towards the transition from partial to integral self-management.

Alone the appearance of the forces of new technology and of the self-management movement requires the introduction of a radically different relation, a drastically different role of the political factor. These demands, however, encounter on the political scene the resistance of conservative forces and interests, which the political system also reflects. Let us remind ourselves of the earlier sections of the analysis; the actual social relation is deeply contradictory; it is a real social hybrid. On one side, the vigorous effect is already felt of the material, social and spiritual forces of self-management, though still not connected into a complete social organization. On the ohter side, society is paralyzed by the action of festering bureaucratism and statism. The crucial issue is: to what extent is the political system and its actual relations, its everyday operation, a force which represses the alienation of economic power, the conservation of bureaucratic relations? To what degree is it a revolutionary factor and an important force contributing to the unfoldment of the forces of self-management, or whether it maintains statist relations and consolidates the state control over surplus labour independently of the producers? And the other aspect of the same question: how favourable a framework does the political system provide for the unhampered progress of the scientific-technological revolution; does it enhance the capacity to assimilate the achievements of modern technology? Does it eliminate those alliances

on the basis of economic interest which obstruct technological progress? Or is it perhaps just the opposite; does the political factor tend to conserve the existing technological structure and the interests vested in it; does it maintain a narrow scope, suppressing the evolvement of modern productive forces in a kind of Procrustes' bed? To obtain an answer to these questions, to determine the true social substance of the political process and its action in this or that direction, the causes must be examined which nourish one or the other tendency? That is a major research task.

And lastly, parallel to the progress of the scientific-technological revolution, the importance grows of the *communist avantgarde.* A clearer understanding of its functions and methods is the vital issue of the political system. The transfiguration of the material forces effects changes in the body of workers, the „collective worker" appears, the tendency of the working class extending to cover also those social groups which were not in the position of producers formerly and which bring with them their interests and outlook. On the ability of the class to adjust these differences by democratic means, to integrate parts of the technological-scientific and humanistic intelligentsia, will depend the leading role of the class. If it fails in this, bureaucratic-technocratic forces will have a great chance. And this ability can be acquired only with the assistance of the communist avantgarde, which takes lead theoretically and which represents the *interests of the total movement.*

In the sectors where the new productive forces have gained ground a certain vagueness occurs as to the way in wich social relations should be settled. Solutions by means of the old established methods to which we are accustomed fail. The possibility is recognized of different solutions leading to different relations. A resolute effort of the social consciousness is essential in order to find solutions in keeping with the system of self-management. This is not possible without the communist avantgarde as the collective intellectual, the protagonist of the awareness of goals and conditions of progress, of the nature and ways of resolving social contradictions. This is impossible without ideological synthesis, which is the function of the avantgarde.

The second function is the *action synthesis.* Awareness alone cannot change reality; this is a matter of active struggle for integration, for what is the common interest of the self-management society, for the merging of particular interest into total progress, pursuing the common interest of the producers. This is the place to mention a very important postulate, which is often ignored in practice: the League of Communists recognizes the authenticity of individual or group interests but strives to „sublimate" them; it advocates such ways of satisfying them as would suit the needs of the part and the common interests of the total movement. Communists do not despise the immediate interests of the individual parts of the working body. But, on the other hand, they cannot be advocates of each momentary of partial interest irrespective of its meaning for the social totality. Without this force, which has more foresight and reflects the interests of the *totality of the*

movement, it is impossible to attain the shift from partial to integral self-management without resorting of coercion.

*
* *

The scientific-technological revolution is not a technical process but a profound social trend. It is a universal movement of all productive forces in society which cannot be carried out by any elite. However different the role of individual sections in the course of that process, it is still not the affair of a narrow group but of the contemporary working class, which undergoes a transformation itself and integrates with the agents of spiritual labour. These forces already exist in the society, in the same way as the forces of technological, political and spiritual conservatism.

The essence of the problem is how to achive the transition from one state to another, relying on the contemporary working class — the bloc of workers and intellectuals; how to make the utopia become reality.

Dr Miroslav PEČUJLIĆ,
Professor of the Faculty of Law in Beograd

Dr MIROSLAV PEČUJLIĆ is Associate Professor of Sociology at the Faculty of Law in Beograd, and the Head of the Department of Political Sociology at the Faculty of Political Sciences in Beograd.

His most important theoretical and scientific contributions include the subject-matter of structure of Yugoslav society. Combining contemporary achievements in the field of sociology, the Marxist original theory as well as real social movements in Yugoslavia, professor Pečujlić reached a concept about the social structure of Yugoslavia which has been confirmed by a number of empirical studies. Most known of his researches include „The structure of Yugoslav society", performed under the auspices of the Institute of Social Sciences in Beograd, as well as the research under the title „The changes in social structure and social system" realized in 1966 with several other authors.

Professor Pečujlić's concern include problems of general sociology, one of his studies being „The introduction in sociological theories", with the main emphasis on development of Yugoslav society. His basic theoretical propositions are summed up in the book „Classes and the contemporary society" (1967).

Last two years are characteristic for the emphasis he puts on the problems of the contemporary scientific and technological revolution and the related social consequences. The themes include social phoenomena of the scientific-technological revolution in Socialism, and particularly in the self-managing Socialism. The results of his research are published in the book „The future which has begun" (1969) and „The horizons of revolution" — a study in the field of political sociology, published in 1970. Professor Pečujlić is the head of a macro-project entitled „The scientific-technological revolution and the development of the integral self-management" which is being conducted at the Institute of Political Studies at the Faculty of Political Sciences in Beograd.

Besides being very active in the scientific field, professor Pečujlić is a well-known social and political figure. He is a member of the Executive Bureau of the Presidentship of the League of Communists of Yugoslavia.

Leo MATES,

Director of the Institute of International Politics and Economy in Beograd

THE POLICY OF NONALIGNMENT AND THE INTERNATIONAL POSITION OF YUGOSLAVIA

The foreign policy of Yugoslavia in the post-war period was greatly influenced by the turbulent developments in Europe and around Yugoslavia during the first years after the end of the Second World War. These experiences and her determination to defend and strengthen the independence in her relations with the outside world as well as in her internal development, have been and remain to be the basis of the behaviour and conduct of Yugoslavia in world affairs. This general attitude found expression in the formulation of the policy of nonalignment and in the orientation towards close cooperation with other nonaligned countries.

Before discussing the position of Yugoslavia in contemporary developments in Europe and in the rest of the world, we must describe shortly what nonalignment means in the context of contemporary international relations.

Nonalignment came as a reaction to the formation of two powerful blocs soon after the end of the last World War. In fact, the attitude which later became known as nonalignment was in some countries defined even before the formation of the North Atlantic or Warsaw alliances. It appears that the first attempt to define a nonaligned attitude came from Jawaharlal Nehru as early as 1946. In a statement made on September 24 of that year, when he was Vice Premier and Foreign Minister of India (in the government of Lord Wavell) he said:

> „In the sphere of foreign affairs India will follow an independent policy, keeping away from the power politics of groups aligned one against another. She will uphold the principles of freedom for dependent peoples and will oppose racial discrimination wheresoever it may occur. She will work with the other peace-loving nations for international co-operation and goodwill without the exploitation of one nation by another. It is necessary that with the attainment of her full international status India should

establish contact with all the great nations of the world, and that her relations with her neighbouring countries in Asia should become still closer".

Although there is no mention of nonalignment in this statement, at least not explicitly, there is mention of „groups aligned one against another". To describe the future policy of his government and of India, Nehru uses the term „independent policy". If we combine the two terms the result will be a concept of independent and active policy of the type advocated by nonaligned countries in later years.

Speaking in terms of power politics, nonalignment came into existence as a spontaneous desire to stay out of the power conflict between the groups of countries aligned around the two major World Powers of the post-war period. It has therefore frequently been called „neutrality" and understood as a merely passive attitude to world affairs. This was particularly current in the first years of the Korean War. It may well be, as Krishna Menon said in an interview in the Times of India in 1959, that he or another diplomat in the United Nations used the term „nonaligned" then to counter the allegation that the nonaligned countries were running away from the problems of the world.

In the beginning of the conflict, abstention from voting was frequently resorted to by India or Yugoslavia and other nations which were at that time coming close to an attitude of nonalignment. This passivity was apparently more an expression of impotence under the circumstances, than of principle. As Nehru said in 1946, and as other leaders in Burma, Yugoslavia and in other countries repeatedly emphasized, nonalignment was an active policy with a purpose and aim not only in the sense of staying out of the Cold War, but also of being engaged and active whenever problems of special concern for them were at stake.

The sudden outbreak of the war in Korea and the rapidly deteriorating relations between the two blocs and the small number of nations who were prepared to follow an independent and nonaligned course prevented a more active pursuit of the policy temporarily. But, as soon as an occasion arose to end the war and to transfer the differences from the battle fields to the conference tables, the nonaligned countries took an active role in the deliberations.

The war in Korea was selected here as an example of the behaviour of the nonaligned nations particularly because in those early years of nonalignment this conflict became the focal point in international relations. It affected not only the current attitudes of practically all countries of the world, but greatly influenced the development and helped improve peace-making and peace-preserving instruments and methods of the United Nations. This case was, however, not a typical instance of nonaligned activities. It was too early in the day, the strength of nonalignment was yet in a state of growth.

Nevertheless, even then nonalignment was not merely a passive attitude. It went beyond merely keeping out of conflicts and tended to mobilize forces against the generation and escalation of conflicts as well as against the formation and the growth of blocs. The usual

phraseology was, and remained current until today: to prevent the use of, or the reliance on force in international relations. This position was based on the United Nations Charter.

In the early years of nonalignment, emphasis was placed on the opposition to power politics and on the preservation of international peace and security in general. The limited strength of nonalignment and the lack of experience of its protagonists made more specific formulations and active endeavours along more clearly defined lines beyond the reach of the countries as possible together under the flag of nonalignment. A general and readily acceptable formulation was the most suitable basis for this purpose.

This general and even vague attitude displayed by the leaders of nonalignment concerning political problems in the early years after the war reflected also the general situation in world politics. The Cold War was in its inception and tensions between the two sides were mounting. The number of independent countries which adopted the policy of nonalignment was growing steadily, but was still small. It was hard to see how a less tense, not to say cooperative, relationship between the major power could develop. The highest tensions and most dangerous conflicts of the Cold War were yet to come.

On the other hand, the number of countries which became independent after the Second World War covered a large portion of the world population even in the early postwar years. With time even more countries became independent, and the adherents of nonalignment could be found in increasing numbers in Africa while the movement gained some influence even in Latin America. The colonial background of most of the nonaligned countries and the mounting wave of anti-colonialism in the whole world had a deep effect on the substance of the policy of nonalignment. This effect was certainly not less important than the effect of the Cold War and it played during more than one decade a first class role in the activities of the nonaligned countries.

The collapse of the colonial empires of Britain, France and the Netherlands, in South-East Asia at the end of the war and in the following years, inaugurated the final crisis of the colonial system in general. Anticolonialism is already strongly emphasized in the quoted statement of Nehru of September 1946. Later it became the prime motive force of nonalignment which produced widespread effects. The first large assembly of States which can be considered as a precursor of the later conferences of nonaligned countries, was the Bandung Conference of the countries of Asia and Africa.

This development brought to the surface another problem which had been concealed within the structure of the colonial empires. The newly-independent countries entered the state as poorly-developed countries. The economic problems, which they had also faced in the past, then became an international problem. Already in the early Fifties in the United Nations the problem of economic development became one of the major issues of the world organization.

In the context of mounting Cold War tensions and the tendency of the blocs to expand and to incorporate as many new countries as possible, the economic weakness of the nonaligned also became a political problem. On the other hand, economic aid and even normal

economic relations were increasingly used as instruments of bloc policies. The development of the policy of nonalignment cannot, consequently, be understood only as political behavoiour aiming at the avoidance of involvement in clashes between the two blocs, but as a reaction to a complex pattern of trends and conditions in a rapidly changing world.

Efforts in this direction can, however, bring results only in the long run, and in the very long run indeed. Since the early years of nonalignment, the economic element has been one of the strongest driving forces and has grown into the most powerful motive for unity and collective action on the part of the nonaligned countries. Moreover, actions in the economic field have brought broadly-based assemblies together under the banner of nonalignment.

It would be consistent with the above definition to define nonalignment also as a policy which should improve the standing of a country in the international community, enabling it to participate on an equal footing in the life of the international community. This is consonant with the earlier definition because independence can really be practiced only if the country has the means necessary to do it.

In some instances, particularly in the early years of nonalignment, statesmen and politicians in such countries tended to overemphasize the political element, without showing the same degree of interest in or sense of urgency about the economic problems of their countries. This was probably caused by the extraordinarily tense political situation and by the very high sensitivity to immediate political dangers. Even in such cases, one should not hasten to conclude that political behaviour was less stimulated by economic needs.

The leaders of nonalignment never thought to create an alliance or anything similar to it and they emphasized this on many occasions. Timid suggestions about establishing some kind of a permanent secretariat after the Belgrade Conference, even with the most limited terms of reference, was overwhelmingly rejected. There was never an attempt to coordinate foreign policies or to question the conduct of any one nonaligned country on the basis of obligations assumed in respect to other nonaligned countries.

This persistent refusal to become a „third bloc" is easily understood, if it is at all necessary to explain it. There is no sufficiently dominant power which could aspire to become the centre of a bloc and it is hard to see how a bloc would be organized without a centre correspoding to one or the other super power in the case of the existing two alliances. Furthermore, a bloc is an organization of relations based on power politics. There is no likelihood that the nonaligned countries could impress the outside world with their material power, be it military or economic.

It may be concluded from this that, even if there had been a desire, there was no real basis for the formation of a third bloc. But, there was no such desire. It would be difficult to reconcile insistent determination to preserve as much freedom of action as possible with the surrender of a great part of this freedom to an international organization. In the case of the nonaligned countries the limitations in foreign policy concerning regional matters would be unthinkable.

This flexible form of cooperation was used both for the promotion of economic interests and for pressing for political solutions to major contemporary political problems. They have not developed out of a preconceived plan but happened in a rather spontaneous way. The first meeting which introduced this movement, was the Bandung Conference of the Asian and African countries. Its purpose was to press for the dissolution of all colonial empires. It went, however, beyond this specific question and became the first massive expression of a movement which later developed into the movement of nonaligned countries.

The Bandung Conference initiated a movement which later expanded its platform, incorporating a list of general positions which could not be subscribed to by countries which have entered into closer relations with the political blocs in the East or in the West. Thus the platform expanded and the number of those who continued to support it began to shrink.

The first steps towards a high-level assembly, which would be politically defined and not based on the territorial principle, were made about one year after Bandung. In July 1956 Tito had two guests at his summerresort on the island of Brioni: Nehru and Nasser. This tripartite meeting was more than an occasional meeting of statesmen from three continents. It expressed a political trend which had become much more clearly defined than it had been the year before. This meeting was preceded and followed by a long series of bilateral meetings and systematic cooperation among delegations in United Nations bodies, as well as by other forms of cooperation and consultations.

The first follow-up move of significance took place in 1960 during the General Assembly of the United Nations in New York. Five heads of States of nonaligned countries met to discuss joint actions in the United Nations and a direct appeal to the Super Powers. The five were Nehru and Sukarno from Asia, Nasser and Nkrumah from Africa, and Tito, who hosted the meeting, which was held in the Yugoslav Mission headquarters in New York.

One year later the first conference of heads of States of nonaligned countries was held in Belgrade and three years later the second in Cairo. High-level government representatives met to discuss economic matters in the meantime, particularly in July of 1962 in Cairo. Another economic conference was held in the Fall of 1967 in Algiers. Both of these meetings were convened to coordinate the action of the less developed countries at the two conferences on trade and development held under the auspices of the United Nations.

The loose nature of the movement is also demonstrated by the fact that even the two consecutive summit conferences had no formal link: both were independently convened, each as a onetime event. It has not even become the custom to refer to them as the First and Second Conferences. Usually they are identified by the place where they were held and by the year.

The loose nature of cooperation among the nonaligned countries has opened up considerable possibilities and made possible broad unity combined with great flexibility, but it also imposed considerable

limitations. It was frequently stated that the nonaligned countries cannot be relied upon to act promptly and always when action by them is needed. This is true. A rather spontaneous movement cannot be compared with the thoroughly planned mechanism of a military organization. It is more suitable for long-term undertakings than for handling the acute problems of the day. The failure to understand this characteristic of nonalignment has already caused disappointment to those nonaligned statesmen who have occasionally mistaken nonalignment for a third bloc, although they would never formally call it by this name.

On the other hand, it was only because of this character that the nonaligned countries could so often assemble such a large number of countries in joint efforts without having at their disposal the levers of material power of the great and the mighty. The spontaneous character of nonalignment has given it a better chance to wield political, or some would say moral or psychological, power in the international community.

This aspect should not be underestimated. Political or moral power has played an enormous role in the postwar period. An end was put to colonialism in this way. The materially inferior forces of the liberation movements achieved success because of the moral power on their side. Comparatively small military forces were sufficient, in the politically less active past centuries, to conquer the peoples of overseas regions and to found colonial empires but much stronger forces would not be able to maintain them in the middle of this century.

The intentionally loose ties and organizational forms of cooperation among the nonaligned countries were well suited for withstanding and overcoming the disputes, conflicts and even military clashes which occurred from time to time in different places in the nonaligned parts of the world. It should be underlined time and again, that nonalignment is not and never was considered to be a coordination of foreign policies aiming at specific goals and it certainly has not restricted participating countries from shaping their attitudes freely concerning questions which were of particular and immediate interest to them. They certainly never felt that they should hold back from actions wich they considered essential for their security or the attainment of vital national interests. They remained nonaligned even in respect of other nonaligned countries. Nonalignment is neither neutrality nor the application of nonviolence as a philosophy.

In the political field the nonaligned countries have by their actions and attitudes in the world councils contributed to the easing of tensions and the transcendence of some acute crises. The role of the nonaligned countries in the several crises and tense situations can be differently evaluated and there can be disagreement about the importance of the role which they have played, but there can be hardly any dispute about the contribution they have made to surmounting the Cold War by their mere existence and by the increase in their numbers.

Staying out of the Cold War and trying to bring it to an end was the best known and usually most publicized goal of the nonaligned. The diminishing tensions which introduced a détente and slackening of cohesion within the blocs in the early Sixties, could therefore be

understood among the nonaligned as the achievement of at least one of the positive aims of the movement in the field of general international relations. It followed the success of the anti-colonial movement and could give cause of jubilation, had there not been so much ground for concern about other problems. In fact the very détente opened up new vistas and unveiled new problems which had previously been concealed by the dominant interbloc confrontation.

Both the crumbling of the major colonial empires and the détente were, of course, not simply „victories" of the nonaligned countries. The first preceded and helped considerably the full development of nonalignment and contributed toward making it a formidable and powerful trend in world politics. It occurred simultaneously with the growth of the influence of the nonaligned countries and they cannot claim that the liberation of colonies is simply the result of their own endeavours alone. Primarily it was the result of the determination of the peoples in colonies to attain independence and freedom. It was the product of the global movement towards emancipation, which appeared on the world scene as anti-colonialism, as nationalism, anti-rascism or as the claim to more independence and integrity for the human person in all contemporary societies.

Nonalignment is also a product of this general trend, which has been stirring mankind so forcibly in the postwar period. The role of the nonaligned in the process of decolonization should, however not be completely overlooked. They look upon the struggle of the peoples of colonies as a component part of the movement of the nonaligned. In practical action, and not only in theory, the nonaligned countries have always considered the anticolonial movements as parts of the nonaligned family. Representatives of these movements have been invited to send representatives or observers to their conferences. In some cases governments which had no real power in their lands were formally recognized and the representatives of these governments were given special quasi-diplomatic status in some nonaligned countries.

The détente was a different matter. In this case the nonaligned movement acted with the aim of influencing the behaviour of other more powerful countries and concerning questions and conflicts which were part of the relations among those powerful nations. In the case of decolonization the Nonaligned considered themselves as an interested party trying to force its will upon the Colonial Powers. The efforts to bring about or to contribute to the easing of tension in relations between the blocs were made as efforts by a still interested but third party, which stood outside the conflict and acted from this outside position.

At the same time, new possibilities opened up for cooperation, along the lines of the general platform of nonalignment, with countries which still belonged to one of the blocs. The scope of cooperation widened and the element of not belonging to a bloc lost its original meaning and significance. Countries which left a bloc organization did not automatically become nonaligned. China, after parting company with the Soviet bloc, did not become nonaligned and cooperation with some of the membres of blocs became possible even on questions related to nuclear armaments. With the decrease of inter-bloc tensions

and intrabloc cohesion, a much more fluid pattern of international relations developed and the hitherto customary anti-bloc attitude of the nonaligned countries was bound to undergo important changes.

This was recognized by some of the nonaligned statesmen already in the opening years of this decade. President Tito, for instance, emphasized this view in an address made before the General Assembly on October 22, 1963.

In his speech he alluded to the changes in the international constellation and said:

> „The question of nonalignment is posed today in a far broader sense, in view of the growing number of States and peoples that are participating in the active struggle for peace. The polarization of the forces of peace, on the one hand, and of the forces of cold war on the other, is taking place at an accelerated pace, practically in all the countries of the world, with the forces of peace in ascendency. Nonalignment is thus changing, both in quantitative and in qualitative terms, and is transforming itself into a general movement for peace and for finding peacuful and constructive means for the settlement of various problems among nations. Active „nonalignment" is thus becoming an increasingly broad and active participation in the struggle for the triumph of the principles of the United Nations Charter, as was so powerfully expressed by the Heads of State or Government of twenty-five countries at the Belgrade Conference in September 1961. These principles are endorsed by the over-whelming majority of nations. That is understandable, because we all bear a responsibility for the fate of the international community. The participation of all peace-loving forces in this process should be constructive and realistic and inspired by a desire to find a solution to existing problems.
>
> We stand at an historical cross-roads, branching out towards new and more constructive and more humane international relations. This should make it possible for mankind to live without fear for its fate, to develop and to harness towards peaceful ends all the human mind has so far achieved."

This statement reflects the experience of nonalignment over many years and reflects also the understanding of the important changes which have in the meantime occurred in the world. It is not surprising that this statement was made by the president of Yugoslavia. This country had since the beginning of the worldwide activities of the Nonaligned played an important role in their movement.

The development of the policy of nonalignment in Yugoslavia had its point of departure in the early formulation of her attitude towards the outside world. In the first statements on foreign affairs, president Tito referred to four principal points as the basis for the determination of the foreign policy of the country. These points cover (1) the need for the strengthening of peace in the world, (2) the task of securing the lawful rights of Yugoslavia in the post-war settlements, (3) the developing of friendly relations in all fields with friendly nations and

in particular with the allies in the last war, especially with the Soviet Union and (4) the strengthening of the security of Yugoslavia.

This statement was made on the first of April 1946 in the Federal Assembly. It reflected the then prevailing situation and the orientation of Yugoslavia towards developing close and fraternal relations with the Soviet Union. In the same year Tito gave a general and fundamental definition concerning the internal development of the country, which has subsequently greatly influenced the conduct of Yugoslavia on the world scene. He wrote in an article published in the issue No 2 of the review Komunist for 1946.

> „The existence of the great Soviet Union, with a socialist system of society and the great successes of that system, created within a short period of time, in all fields of human endeavours, conditions based on a wealth of experience of the development of the great socialist country, permitting the growth of the consciousness of the broad working masses also in other countries, of the possibility and not only of the desirability of the establishment separately in every country of a better and more equitable system of society. But the road leading to the fulfilment of goal is not necessarily the same, nor can it be the same in all countries, as it was defined in the Great October Revolution. To put this question dogmatically would be non-Marxist and non-dialectical. These roads can have many common points and they do have them, but the specific conditions and the character of the internal development in every country defines also the specific nature of the road towards the attainment and realization of a better system of society, concretely with us, the realization of a true peoples democracy".

From these two quotations one can easily see the main internal and external considerations which have governed the foreign policy of Yugoslavia in the early months after the end of the war. Although the country tended to follow the lead of the Soviet Union in the main problems which were on the agenda in the world in the first post-war years, Yugoslavia has never given up her determination and her right to shape independently her policies.

Without discussing any further the subsequent events in the turbulent foreign relations of Yugoslavia, let us find out how were intially defined the main foundations of the policy of nonalignment in Yugoslavia. The first public statement, which was also a proclamation to the whole world, was made by the then foreign minister Edvard Kardelj in his address to Fifth General Assembly of the United Nations in 1950 in New York.

> „The peoples of Yugoslavia cannot accept the assumption that mankind must today chose between the domination of one great power or another. We consider that there is another path, the difficult but necessary path of democratic struggle for a world of free and equal nations, for democratic relations among nations, against foreign interference in the domestic affairs of

the people and for the all around peaceful cooperation of nations on a basis of equality . . . "

The evolution and implementation of the concept of nonalignment in Yugoslavia was a process of gradual development in rather extraordinary circumstances. It certainly grew out of Yugoslavia's own experiences and out of the desire to evolve closer ties with other countries who have also decided to refuse to be aligned on the one or the other side in the Cold War. The general line of development of nonalignment has already been given, so it is not necessary to expand on this question.

Let us then turn more specifically to the position of Yugoslavia which is the only continental European country in the ranks of the nonaligned. Yugoslavia, quite obviously, has not determined her external behaviour only on the basis of being a European country. This is indubitably the main distinction between her foreign policy and the policy of other countries in Europe which have remained outside of the two blocs. Whereas Sweden, Switzerland and the other European neutrals remained fully Europe-centered, Yugoslavia saw her interests closely linked with the interests of overseas countries, the bulk of the nonaligned group.

Overcoming the isolation of the years 1948—50, Yugoslavia expanded her relations with non-European countries far beyond the usual limit of European countries of her size. She became one of the most active members of the family of the nonaligned countries. It was mentioned that the first meetings which led up to the first world conference of the Heads of the nonaligned countries, were held either in Yugoslavia or in her Mission in New Yotk. The first Nonaligned Conference was, as already mentioned, held in Belgrade in 1961.

Moreover, Yugoslavia participated actively in all the preparatory meetings preceding the first UNCTAD conference and in the Trade and Development Board which was there established. To these bodies Yugoslavia was elected on the continental lists either of Africa (Preparatory Committee) or Asia (Trade and Development Board). Diplomatic, economic and cultural links with the countries of the Third World developed rapidly with the growth of the number of independent states in those parts of the world. Yugoslavia gave also all possible support and diplomatic backing to the liberation struggles in Africa and Asia.

The distinguished position of Yugoslavia in the Third World has become an important element in the role of Yugoslavia in the affairs of the world. It became visible again in connection with the preparations for the forthcoming Nonaligned Summit Conference in Lusaka. This special role of Yugoslavia can be explained as a result of the specific position of that country in the movement of the nonaligned. Yugoslavia did not join the group of nonaligned countries under the pressure of specific difficulties connected with her immediate interest or out an accute need to strengthen her national security. At the time of the activation of Yugoslavia in the group of nonaligned countries, her major problems with the immediate environment were more or less solved or under control. In the period of danger and crisis Yugoslavia

did not rely, and in the circumstances could not rely, on a special support or assistance from the still weak movement of the nonaligned countries.

When the movement grew in numbers of adherents and in influence, Yugoslavia had no cause for asking special support or consideration. Her adhesion to nonalignment was inspired by the desire to enhance general improvement in international relations, to prevent the division of the whole world into two blocs, to reduce tensions and in all other respects create a climate favourable for the independent development of smaller countries deprived of great military power.

This made Yugoslavia an ideal moderator and inspirator of general activities dedicated to the strengthening of peaceful relations and the security of all nations. Yugoslavia was also removed from the complicated and sometimes very explosive problems of the postcolonial world. She was neither specially linked to any one particular nonaligned country or group of countries and she had, naturally, no bias for the specific interests of any one region or continent.

Furthermore, her foreing policy, the successful industrialisation and economic growth, combined with political stability and a socialist system of society presented interesting and attractive features to the Third World — were elements which made it possible for Yugoslavia, a European country, to develop intimate relations, both with countries in Africa and in Asia.

In this way nonalignment was the platform of activities on a broad world wide plane. The foreign policy of Yugoslavia within the immediate environment and in Europe was consistent with this general attitude, but more differentiated and followed more closely the development of the political climate in Europe. At no moment was the foreign policy of Yugoslavia dissociated from the problems of Europe. Her activities in the wider circle of nonaligned countries has never reduced her sense of beloging to Europe. This sense, however, was not defined as belonging to any one of the two blocs. But, soon as it became possible, after the turbulent late forties and early fifties, Yugoslavia tried to establish friendly relations with the countries belonging to the one and other blocs. This endeavour produced results only gradually. In the Sixties the climate began to improve to the extent permitting, not only extensive and intensive relations with practically all European countries, but aslo with all the regional economic organizations on both sides of the divided Europe.

In the political field, Yugoslavia initiated and participated in many ways in activities aiming at a reduction of tensions and the development of an all-European cooperation. Notably, Yugoslavia was wery active with other smaller European countries in the endeavour to bring together parlamentarians from all European countries to a discussion table as a preparatory move to more ambitious forms of cooperation. She has supported the conveneing of an all-European conference after due preparations and a sufficient measure of understanding has been reached, so as to make meaningful results possible.

Rather than joining any one of the two blocs, or their economic organizations as a full member, Yugoslavia has over the last ten or

more years continually striven to open her frontiers to an as free as posible flow of goods, people and ides and thus become à partner in the progressive movement of transnational cooperation without giving up her position of nonalignment. Particularly in the course of the last few years in this respect considerable results have been achieved in the fields of economic, technical and scientific cooperation. The volume of foreign trade has grown rapidly and so did the movements of people, both Yugoslav and foreigners, accross her frontiers. Instead of entering into a closed regional economic system, Yugoslavia has chosen to broaden and intensify relations with all European countries and economic regional organizations.

Yugoslavia has had and still has special problems in the relations with her neighbours, as other countries have. It is a cause for gratification that recent developments tend to confirm the impression that the patient and consistent attitude in these relations has produced good results, so that at present there are no particular tensions on any one of the borders of the country. There can be no doubt that the wider ramifications of the foreign policy of Yugoslavia made this develoment possible and in particular the patient and constructive attitude towards each particular case in her relations with neighbours.

Finally, it is legimate to present the question whether there was or may develop a situation in which Yugoslavia would have to choose between her connections with her nonaligned extraeuropean friends and her active participation in European affairs. It is always difficult to answer hypothetical questions, but it can be said that it seems most unlikely that this kind of choice could ever present itself. The two categories of behaviour belong to two different spheres of policy activities. The European policy of Yugoslavia is the expression of her interaction with the surrounding area in which the country is situated, while her attachment to nonalignment is the form of her participation in the endeavour to influence general trends in world affairs.

Any closer association with her neighbours, which could be expected as a result of further improvements in the political atmosphere in Europe, could hardly produce a lessening of interest in the movement of the nonaligned countries, since the very stability of Intraeuropean relations greatly depends on the developments in the world outside Europe. Furthermore, even from the point of view of more immediate interests, Yugoslavia will always be in need of economic links with the less developed world. She is, and will remain for quite some time on a level of development which will induce her to seek cooperation both with more developed countries in Europe and the less developed areas of the world on other continents.

It could, however, be also said that further improvements in the relations within Europe, if we assume that this is likely to happen, will even give additional strength and urgency to all those motives which have so far motivated Yugoslavia to work in close cooperation with other nonaligned countries in the world. It is therefore permitted to draw the conclusion that both the interest for cooperation in Europe and the close cooperation with other nonaligned countries outside Europe remain firm and unchangeable bases of the behaviour of

Yugoslavia in international relations. Nonalignment also gives her a special position and opens for her specific opportunities in Intraeuropean politics.

Leo MATES, Director of the Institute for International Politics and Economics in Beograd; born in 1911; graduate of the University of Zagreb.

Chief Editor Tanjug Agency of Yugoslavia 1945; Counsellor, Yugoslav Embassy, London 1946; Assistant Minister of Foreign Affairs 1948; Permanent Representative to the U. N. in 1952; Ambassador to USA 1954; Secretary General to President of SFR of Yugoslavia 1958; Secretary General of the Conference of Heads of State of Nonaligned Countries in Beograd, September 1961; Assistant to Secretary of State for Foreign Affairs 1961; Director of the Institute for International Politics and Economics from 1962.

Author of a numer of articles and monographs in the field of international relations, for instance: the Role of Developing Countries in International Relations; Non-Aligned Countries in Contemporary World; International Community as a Subject for Study by the Science of International Relations; the Science of International Relations — Contemporary Aspects; Development of the Attitude toward War and Peace in the October Revolution; Yugoslavia and the United Nations; Origins and Role of Nonalignment.

Dr Andrija STOJKOVIĆ
Professeur à la Faculté de Philosophie de l'Université de Beograd

L'HUMANISME ET L'AUTOGESTION

1. La réponse à la question du rapport entre les catégories „humanisme" et „autogestion", qui font l'objet de nos considérations, dépend, sans nul doute, de la réponse à la question relative à leur essence, c'est-à-dire leur contenu, ou (pour emprunter le langage de la sémantique) leur signification. Le problème de l'humanisme se décompose d'habitude en problèmes de la nature et de l'essence de la valeur, de la liberté, du sens de la vie et de la perspective de l'avenir, et se rattache aux problèmes de l'éthique. Le problème de l'autogestion se rattache, à juste titre, au type de la société socialiste yuogoslave contemporaine et à ses expériences.

2. Il convient, dès le début, de déterminer nos conceptions de départ. Dans le mouvement ouvrier moderne et dans celui de la Yougoslavie, comme on le sait, se dégagent deux conceptions fondamentales du marxisme et de l'humanisme socialiste: l'une est préconisée par les matérialistes dialectiques et historiques, l'autre par les marxistes — anthropologues philosophiques. Selon le premier point de vue (préconisé ici), le problème de l'essence et du rapport humanisme-autogestion dépasse les cadres de l'anthropologie et de l'axiologie, et de la philosophie en général, et s'étend sur le domaine économique, sociologique et socio-politique. Evidemment, nous ne pourrons pas faire une étude spécialisé de notre problème et devrons nous contenter d'une approche théorique, qui se propose de respecter les faits des sciences sociales pouvant nous aider à le formuler et à le dénouer.

Selon notre conception, les jugements de valeur et de normatifs sont une catégorie spécifique de jugements, par lesquels on évalue les valeurs de la vie et de la culture; ils ne représentent pas un monde idéal, indépendant du monde réel dans lequel nous vivons (comme le pensent les idéalistes objectifs), mais sont liés aux jugements indicatifs (de réalité). Quant au rapport avec le sujet, les valeurs peuvent être individuelles, de groupe, et sociales. Prises objectivement, selon le caractère de la validité, les valeurs peuvent être: (1) actuelles et réelles, c'est-à-dire existantes, valables pour des sujets réels dans leur monde subjectivo-social actuel, et (2) potentielles et postulées, c'est-à-dire idéales, qui sont posées comme des buts et des normes. Les deuxièmes se fondent sur les premières: le monde de l'avenir (de ce qui „doit")

se fonde sur ce qui est — l'idéal procède du réel;[1] la détermination de l'idée du bien suprême auquel, comme l'idéal de l'évolution de l'homme, on aspire par la voie de transgression de la réalité donnée, pour qu'elle ne soit pas utopique et par là même illusoire, doit se fonder sur la connaissance scientifique de l'existentiel et des lois de son évolution, à partir desquelles il est uniquement possible de projeter un avenir meilleur et lutter pour sa réalisation. Ainsi, partant des positions de l'humanisme socialiste concret, nous tenterons d'éviter les utopies de l'humanisme abstrait (autant que nous puissions apprécier ses intentions et ses résultats) et d'examiner le problème posé dans le contexte des rapports réels du monde contemporain et de la société, de concevoir la voie de la réalité donnée vers le modèle de la société future idéale, du point de vue de la théorie et de la pratique du socialisme scientifique, dont la philosophie est le materialismus militans.

QU'EST-CE QUE L'HUMANISME?

1. *Définition de l'humanisme socialiste*

3. Le problème de l'humanisme (du latin: humanitas = humain, compassion, bonté) relève de la sphère du social: humain peut être seulement l'homme envers l'homme, et indirectement — il l'est par le truchement de son rapport envers la propriété sociale et la nature humanisée de la civilisation et de la culture. Ce problème, dans un sens plus étroit, peut être traité comme le problème du rapport de la personnalité et de la société dans leur interaction avec la nature, et constitue un des thèmes centraux de la lutte scientifico-philosophique, idéologique et sociale dans le monde où nous vivons. Dans les pays capitalistes, le problème de l'humanisme est de plus en plus actuel, en raison, avant tout, de la révolution scientifico-technique, qui crée des possibilités objectives de plus en plus grandes pour la satisfaction des besoins humains, toujours plus évolués. Cependant, la société bourgeoise n'est pas en mesure de réaliser cette révolution de façon adéquate dans la révolution sociale — dans l'humanisation des rapports humains, de sorte que l'étatisme et le totalitarisme impérialistes contemporains exercent une action de plus en plus destructive sur la personnalité des hommes de la société capitaliste: le fractionnement grandissant du travail, l'abus des mass media au profit de l',,industrie de l'opinion publique" et de la „culture de masse", etc. dépersonnalisent et matérialisent la personnalité et aboutissent à l'individualisme et au nihilisme comme voies de réintégration de l'homme, qui, en réalité, ne le sont pas. Contre ces maux du 19ème siècle s'élevaient surtout les humanistes bourgeois des mouvements de la „philosophie de la vie" (Lebensphilosophie), tandis que les humanistes bourgeois contemporains (dont certains sont très proches du marxisme) s'opposent à ces maux par des bibliothèques de livres et par l'emploi des instruments de la parole publique, — or, étant le plus souvent des humanistes abstraits, ils aspirent vainement à „corriger" la société capitaliste tout en demeurant dans les cadres de la conception bourgeoise et dépassée du monde, de la société et de l'homme.

Les sociétés socialistes contemporaines, qui constituent une bonne partie de l'humanité contemporaine, aspirent, bien que par des voies spécifiques — fondamentalement marxistes — à résoudre le rapport d'antagonisme séculaire entre la personnalité et la société, c'est-à-dire aspirent à la réalisation de l'humanisme concret. Cet humanisme est le point central de la conception marxiste et moderne du monde, de la société et de l'homme, conception qui ouvre les perspectives immédiates et lointaines de l'humanité dans les conditions du socialisme et du communisme. Dans la fondation de sa propre conception, le marxisme (selon l'évaluation juste de Lénine) est loin de tout ce qui serait sectaire — il est l'heritier légal de toutes les acquisitions progressives de l'humanité, auxquelles il désire conférer un contenu socialiste. Il accepte critiquement les valeurs durables, donc humanistes, de toutes les conceptions humanistes antérieures, à partir des positions suprêmes du développement contemporain, dans son effort de dépasser leur aspect unilatéral et leurs erreurs.

4. Dans ce domaine, ces extrêmes sont le cosmologisme et l'anthropologisme, entre lesquels, en général, se déployait la pensée humaine à l'époque d'esclavage (de la cosmologie des penseurs de Milet, d'Elée et des atomistes vers l'anthropologie des sophistes et de Socrate), au féodalisme, et surtout dans la société bourgeoise. Tandis que dans la période ascendante de son évolution la bourgeoisie tendait à relier l'anthropologie à la sicence naturelle, et depuis les coryphées de l'humanisme et de la rennaissance Cusanus et L. da Vinci, par les coryphées de la mécanique classique Nicolaus Copernicus, Galileo Galilei, Johannes Kepler et I. Newton, jusqu'à F. Bacon, Descartes et G. W. Leibniz, les matérialistes français du 18ème siècle et les classiques de la philosophie allemande, elle aspirait, en luttant pour l'autonomie de la morale et de la pensée, à établir des liens entre la révolution scientifico-technique et la révolution sociale bourgeoise-démocratique, et considérait l'homme comme le bâtisseur de son bonheur — dans la période descendante de son évolution, et surtout à l'époque de l'impérialisme (fin du 19éme siècle) jusqu'à nos jours, on aboutisait à l'anthropologisme, séparé de la science et lié à l'onthologisme métaphysique, qui souvent, par des voies spéculatives, tend à rétablir l'intégrité de la personnalité humaine, aliénée et humiliée par l'exploitation capitaliste. Il convient de dire cependant que l'ensemble de l'époque bourgeoise est empreinte de l'unilatéralisme mécaniciste et technocratique contraire, qui déshumanise l'homme à sa façon.

Malgré tout, la pensée bourgeoise avec les romantiques, et encore plus avec les „philosophes de la vie" et les humanistes contemporains, s'était rendu compte qu'elle ne pourra aboutir à l'homme total que par l'harmonie de toutes les forces créatrices de l'homme — depuis les forces matérielles-économiques jusqu'aux forces culturelles les plus élévées, avec une note évidente d'éthos dans toutes les actions humaines. Elle savait, donc, que le monde humain de la civilisation et de la culture, qui représente le monde modifié de la nature modifiée par la pratique humaine créatrice selon les besoins de l'homme, n'est pas par là même le monde humain (car tous les troubles et misères de la civilisation, les crimes et les guerres sanglantes sont oeuvre humaine, sans pouvoir pour autant être qualifiés d'humains). Dans le monde des hommes

— le plus dans sa base socio-économique et de moins en moins en allant vers les domaines supérieurs de la culture, dans un sens plus étroit l'inévitablité l'emporte, alors que le monde humain l'est d'autant plus que l'homme s'y manifeste comme créateur libre, et que les rapports entre les hommes sont réglés par des motifs moraux, extra-coércitifis et légaux.

5. Toutefois, ce n'est que la conception humaniste de Marx, d'Engels et de Lenine qui a fourni des réponses véritables aux questions de notre époque.[2] La société nouvelle, la société socialiste et communiste à un niveau supérieur de l'évolution, doit, selon les classiques du marxisme. dépasser la contrainte économique impitoyable de la société de classe, qui a dissout tous les rapports humains dans le „paiement impitoyable en argent comptant", et faire avancer le principe de l'autonomie du moral et de la pensée de l'humanisme socialiste, selon lequel „la racine de l'homme est l'homme lui-même" (et, pas dieu, l'argent ou quelque autre produit illusoire de l'aliénation de l'homme), et selon lequel „l'homme est l'être le plus proche de l'homme". Marx a qualifié ce principe de „l'impératif catégorique" de la société nouvelle, impératif à l'aide duquel on doit „anéantir tous les rapports au sein dequels l'homme est un être humilié, assujetti, abandonné, méprisé".[3] Pour être encore plus précis, cet impératif catégorique, autrement dit la loi de la mutation morale de la société de notre époque de transition est formulée par Marx et Engels dans le „Manifeste communiste" par une conception de *l'humanisme socialiste comme des portées de plus en plus grandes de la liberté concrète réalisée dans une société d'autogestion:* C'est la substitution de la société bourgeoise de classes et de conflits de classes „par l'association dans laquelle le dévelopement libre de chaque individu est la condition du développement libre de tous".[4]

La formulation de Marx de l'humanisme socialiste, selon laquelle l'impératif moral peut „renverser tous les rapports" d'exploitation et d'inhumain dans la société de classe, dans laquelle l'homme est une chose ou un instrument — pourrait sembler relever de l'idéalisme historique et de l'utopie. En effet, Marx est un *humaniste socialiste concret,* dont la pensée a été authentiquement définie et pratiquée par Lenine.

6.1 Lenine savait que le dépassement par Marx de l'utopique par le socialisme scientifique signifiait une phase nouvelle, supérieure de l'humanisme — le passage de l'humanisme abstrait vers l'humanisme concret, qui accepte les résultats positifs des idéaux humanistes du passé, leur donne un contenu moderne, un contenu socialiste, et s'engage sur la voie de leur réalisation: c'est en cela que réside le sens des paroles de Lenine — que les marxistes „n'apprécient le communisme que quand il est économiquement fondé"[6] et son insistance sur le concret et la précision des revendications et projets humanistes communistes. Lenine accepte la doctrine de Marx et Engels, selon laquelle la *propriété privée, l'exploitation capitaliste et l'aliénation du travail sont la cause principale de la déshumanisation de l'homme dans la société capitaliste,* et signale que le stade le plus élévé du capitalisme, l'impérialisme, n'a fait qu'accentuer cet aspect inhumain. Selon Marx, Engels et Lenine, le *communisme* prolétarien *devra être l'humanisme*

réel, c'est-à-dire realisé — une révalorisation de la personnalité humaine, alors que sa réalisation procède des projets de la science et de la philosophie humaniste du marxisme, fondée sur les idéaux humanistes suprêmes, selon lesquels l'homme, dans un aspect déterminé représente la „totalité des rapports sociaux" qu'il convient de changer pour créer des conditions de l'humanisme concret et de cet humanisme suprême lui-même. De cette conception scientifique de l'homme et du conditionnement de la conscience sociale par l'être social, de la condition de la libération réelle de l'homme et des perspectives de son développement, découle donc qu'il faut *en premier lieu transformer l'être social* (abolir les conditions de vie inhumaines et les remplacer par des conditions de vie humaines), afin que les hommes puissent être véritablement humains. Conformément à ceci, *Lenine fonde l'humanisme socialiste concret, c'est-à-dire communiste, dans sa première phase, sur l'édification du socialisme* — du système social qui exclut toutes exploitations, assure la paix mondiale et le développement multilatéral de la civilisation et de la culture, dans le cadre duquel *on aborde la deuxième phase, supérieure, de l'humanisme dans les conditions du communisme réalisé.*

6.2 Lenine voyait l'aspect concret de l'humanisme socialiste, et communiste ensuite, dans le passage des prédications d'humanisme à la réalisation des conditions sociales objectives de l'humain et parallèlement à l'éducation pour l'humain (car le monde humain de la civilisation n'est pas de ce fait même un monde humain, et l'humanité ne se dégage pas automatiquement de ses conditions), donc à l'union du côté objectif (édification de la base matérielle et technique du communisme) et du côté subjectif de l'humanisation des rapports humains (libération des hommes des habitudes de la société de classe et leur éducation pour une véritable humanité). Ainsi, d'après les trois classiques du marxisme, le marxisme est d'orientation humaniste dans son ensemble — orienté vers la libération de l'humanité contemporaine, et ceci d'une façon concrète: Ainsi l'humanisme abstrait des „bons désirs" et bonnes intentions de nobles particuliers (tel que le prêchent certains marxistes-humanistes contemporains) et de la charité (que prêchent les idéologies religieuses les plus élévées) est remplacé par *un processus social concret qui réalise l'humanité véritable,* c'est-à-dire par l'humanisme révolutionnaire et actif de la classe ouvrière, qui se dégage de sa mission historique — celle de la libération réelle et générale de l'homme. Cet humanisme, comme nous l'avons déjà souligné, fournit une véritable base humaine à la bonté humaine, à ses cotés nobles, sa compassion et autres acquisitions de l'humanisme de toute l'humanité.

6.3 Cette conception de l'humanisme concret socialiste (communiste) peut se décomposer en éléments principes et normes fondamentaux, — qui englobent la sphère (humanisation des réalités naturelles et sociales et l'humanisation des hommes eux-mêmes) socio-économique, socio-politique et axiologique (de valeur — normative, éthique, esthétique, pédagogique, etc). — suivants:

(1) *Liquidation de toutes les formes d'exploitation* par la voie de la révolution socialiste, et avant tout par la libération du travail du capital, par l'abolition de la propriété privée et de la bureaucratie, et

sur les bases de la propriété sociale: libération (a) des travailleurs, des paysans et de l'intelligentzia, des femmes et de la jeunesse, élimination de toutes les formes d'esclavage economique, social, politique et spirituel des individus et des groupes sociaux, et surtout (b) liquidation de l'esclavage national et colonial et de l'oppresion, et réalisation des conditions sociales d'égalité et de fraternité des particuliers, des nations et des races.

(2) *Edification de la base matérielle de l'humanisme socialiste, c'est-á-dire communiste* dans les conditions de la paix mondiale équitable édification qui consiste à assurer progressivement "le bien-être total et le développement *multilatéral* libre de tous les membres de la société".[7] Ceci peut être assuré dans les conditions des travailleurs et producteurs directs et de la démocratisation de la gestion de la société.[8] Ce facteur subjectif, associé et d'initiative, édifie la base matérielle et technique du communisme, qui est la précondition sine qua non de l'humanisme communiste — *répartition selon les besoins réels.* C'est elle qui signifiera ce „bond du règne des nécessités au règne de la liberté" — *libération de l'homme des contraintes du travail et de toute forme d'assujettissement, et les conditions de son développement et de sa création libres.*

(3) *L'édification des rapports humains entre les hommes,* sans limites de classes et autres, n'est donc possible que dans les conditions du socialisme, cependant que ses réalisations les plus élevées ne seront réalisables que dans les conditions du travail libre dans le communisme. L'aspect concret de ce principe réside en ce que „la transformation massive des hommes (...) n'est possible que dans le mouvement pratique, dans la *révolution*"[9], de sorte que l'éducation humaniste ne devient possible que dans ces conditions-là.

6.4. Ces trois constituants de leur conception de l'humanisme sont situés par les trois classiques du marxisme, et surtout par leur réalisateur Lenine, dans une unité indéfectible, si bien que le troisième constituant — *l'humanisme dans un sens plus étroit — ne vient que couronner l'ensemble de ce processus long et complexe,* couronne dont la dimension éthique doit toujours être visible et devra, avec le temps, devenir décisive dans les rapports sociaux qui reposent sur des personnalités puissantes.

Dans la suite de notre conférence, nous tenterons d'esquisser cette conception dans le contexte de ces trois constituants.

7. Le point de départ philosophique général de l'humanisme marxiste est le *déterminisme relatif naturel-historique.* Cette relativité ou caractère dialectique réside en ce que Marx, Engels et Lenine n'ont jamais réduit le déterminisme de leur socialisme scientifique au fatalisme, mais considéraient justement que le „déterminisme est la base de l'action raisonnée", c'est-à-dire que la connaissance des lois naturelles et sociales est la base et la précondition de l'activité libre de l'homme et de son jugement.[10] Ceci dit, les lois naturelles et sociales objectives dans cette conception ne sont pas abstraites et séparées de l'activité de l'homme mais au contraire, conformément à la conception marxiste de l'unité du sujet et de l'objet, l'„histoire dans son ensemble se compose précisément des actions des personnalités qui représentent indubitablement des acteurs".[11]

2. *Qu'est-ce que la personnalité: l' „essence" ou la „nature" de l'homme?*

L'anthropologie biologique, sociale et philosophique contemporaine a profondément pénétré, à l'aide d'une suite de sciences naturelles, sociales et philosophiques, dans la „nature de l'homme"[13], mais malheureusement „l'homme est encore le plus grand secret pour l'homme" comme le disait le poète yougoslave P. P. Niegoch. On n'a pas encore éclairci ce qui dans l'homme est vraiment "naturel", ce qui correspond à son essence humaine, et ce qui est, pour emprunter le langage de J. J. Rousseau et des autres humanistes, „l'amas de la civilisation", c'est-à-dire les aliénations. Il n'y a pas encore d'accord sur la méthode par laquelle on pourrait aboutir à la notion de la „nature de l'homme" — s'agit-il d'une notion obtenue par une généralisation inductive de l'étude des hommes particuliers, avant nous et nos contemporains, notion qui, par ses cotés positifs, se projette dans l'avenir, ou s'agit-il d'une notion aprioriste, déductive, universalisée et projetée dans l'avenir. Il n'y a même pas d'accord entre les marxistes, quant à la conception de Marx sur l'essence de l'homme. Voici ce que l'on pourrait dire à ce propos.[13]

8.2 La conception marxiste de la personnalité en tant que créatrice de l'histoire ne tolère pas (1) la réduction naturaliste de l'homme et de la société à la „nature inchangeable" de l'homme, et (2) la négation relativiste de quelle nature de l'homme que ce soit et sa réduction aux rapports de classes et généraux. Sont inacceptables aussi les conceptions des essentiellistes: Hegel, Kriege et d'autres „socialistes véritables", Scheller, Maritain, selon lesquels l'essence de l'homme est donnée avant et indépendamment de ses manifestations empiriques, ainsi que les conceptions des existentialistes: Sartre, Jaspers, Heidegger qui trouvent l'essence de l'homme dans la facticité, dans les buts de l'homme-individu.

9.1 Marx (dans ses oeuvres — „Oekonomisch-philosophisch Manuskripte", etc.), en tant qu'humaniste concret, personnaliste, rejette ces conceptions unilatérales. Selon lui, l'essence de l'homme n'est pas, comme l'idée de Platon, éternelle et immuable, de même qu'elle ne peut être entièrement relativisée: elle est le processus d'autoréalisation, et elle se manifeste dans l'existence de l'homme, avec laquelle elle n'est pas identique, elle se détermine dans l'unité et la lutte de l'objectivisation et de l'aliénation de l'homme et une suite de ses déterminations polaires: „L'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux" (VIème Thèse sur Feuerbach). L'essence de l'homme réside avant tout dans l'unité de son action consciente et libre (y compris notamment la conscience de valeur normative et l'action) et de son universalité. Par la réinterpétation des positions de Marx sur l'essence de l'homme, nous aboutissons à la conclusion que l'homme est l'unité des déterminantes polaires suivantes:

(a) il est un être spécifique, directement *naturel — et être historique, social* qui s'autoproduit;

(b) il est l'unité de l'être *pratique et théorique:* l'autoproduction de l'homme *(créativité* qui forme l'unité avec sa destructivité) est le

processus de *la praxis humaine*. La théorie de travail de l'anthropogénèse, de Marx, Engels et de Lenine, prend le travail et la créativité comme source de la vie de l'homme et de son perfectionnement rationnel;

(c) l'homme est un être *social* — „l'ensemble des rapports sociaux" (économiques juridico-politiques, moraux, esthétiques, familiaux, etc.), mais aussi un être *individuel*, une personnalité qui lutte contre l'immersion dans la totalité sociale dépersonnalisée et aliénée;

(d) l'homme est un être *libre* — bien qu'il doive lutter sans cesse pour cette liberté et contre l'inévitabilité naturelle et conte la contrainte sociale, car, sans liberté, il ne pourra s'autoréaliser;

(e) l'homme est un être *conscient ou rationnel* — bien qu'il ne puisse être réduit à cette dimension, qui est sienne, dont les correctifs sont *l'irrationnel, l'intuitif et l'émotif;* l'autoconscience de l'homme en fait le seul être dans le cosmos qui connaît non seulement le présent, mais aussi le passé et l'avenir, qui construit des valeurs, conçues tout d'abord comme idéaux et réalisées ensuite dans la pratique, et qui sait enfin le sens de la vie;

(f) l'homme est un être *universel:* selon Marx,[15] *l'„auto-but"* de l'homme est la „totalité de l'évolution, l'expression absolue des capacités créatrices de l'homme", et c'est l'état dans lequel „l'homme se reproduit non pas dans un sens déterminé, mais dans sa totalité". L'universalité, de l'homme est, cependant, en lutte incessante avec sa partialisation.

9.2 Toutes les caractéristiques essentielles de l'homme se manifestent dans son activité pratique, par laquelle il effectue l'humanisation de la nature et de soi-même, ainsi que sa naturalisation — il pénètre de plus en plus profondément dans la nature et ses lois, crée la civilisation et la culture se créant soi-même à travers elles. Dans ce processus, il tend à dénouer les antagonismes de sa nature: entre son existence et son essence, son egoïsme et l'altruisme, son individu égoïste et le milieu social totalitaire qui s'en est aliéné, entre son objectivisation et son aliénation, etc.[16] Cela veut dire que la personnalité de l'homme, dans son raport envers la société, repésente un „microcosmos" spécifique ou un „microsystème" spécifique: elle est, d'une part, le produit du milieu naturel et social et des lois objectives correspondantes, et d'autre part (ce qui a le plus d'importance pour l'homme) — la personnalité de l'homme est dans un degré déterminé et de plus en plus grand en cours d'évolution autonome dans „la transformation" de la structure sociale en sa propre structure interne, elle ne se dissout donc pas dans son milieu social (autant qu'elle puisse être „le produit" de son développement)), mais prend envers lui une attitude autonome et le transforme activement. La structure de chaque personnalité (à la différence des individus animaux) constitue l'unité et le conflit de deux genres d'éléments: (1) de l'homme (philogénétiquement) en tant que produit de la nature qui, dans l'autonomie et la physiologie de son organisme, porte les caractéristiques animales héritées, dont le dépassement par la voie de la socialisation des instincts caractérise l'ascendence de l'homme et son éloignement de ses ancêtres animaux, et (2) de l'homme (ontogénétiquement) en tant que produit de la société, de la culture, du milieu où il naît, vit et se développe,

ce en quoi le plus profond, le plus réel de l'homme consiste précisément dans cet aspect social et psychique de son développement.

L'unité de l'humain général et de l'historique concret découle avant tout du développement des forces de production et des rapports de production de la société humaine dans le cadre des formations socio-économiques à partir de la communauté primaire, l'époque d'eslavage, le féodalisme et le capitalisme jusqu'à la société socialiste et communiste, dans l'évolution qui nie dialectiquement les étapes précédentes, c'est-à-dire qu'elle hérite toutes ses acquisitions positives économiques et culturelles et même certaines caractéristiques psycho-sociales et autres de l'homme. Marx et surtout Engels (dans „Le développement de la famille, de la propriété privée et de l'Etat") ont décrit ce développement comme une négation dialectique: les éléments humains, issus de la première société sans classes, sont enrichis d'éléments humains qu'atteignent les forces progressives des formations de classes et, dans notre époque de transition, ils sont hérités notamment par le mouvement ouvrier, afin de parvenir à leur plein développement dans le communisme.

3. *Humanisation par désaliénation*

Cette aspiration permanente à dépasser la réalité donnée par les idéaux de l'essence humaine dans le processus de l'édification tout d'abord du socialisme et ensuite du communisme, le jeune Marx l'a exprimée par sa propre interprétation de la terminologie de Hegel et de Feuerbach sur l'aliénation et la désaliénation, qu'il a remplacée dans le „Capital" par une terminologie économique et socio-politique concrète. Etant donné que le fond du problème est primaire par rapport à la terminologie à l'aide de laquelle il s'exprime, l'essence de la libération (émancipation) de l'homme peut s'exprimer aussi par la terminologie de l'aliénation.

11. La théorie de l'aliénation de Marx (exposée dans son „Oekonomisch-philosophische Mansukripte, 1844) distingue ces quelques principales formes d'aliénation: aliénation du travailleur de son travail; aliénation de l'homme de son genre, de son „être générique"; et aliénation de l'homme de son prochain. L'aliénation est le fruit des rapports humains réels, et il faut les changer pour que les hommes s'émancipent et pour que l'on réalise l'humanisme réel. Le tenant véritable de l'humanisme socialiste est le prolétariat, car (à la différence des classes antérieures) il n'a pas pour but d'éterniser, mais d'abolir la société de classes et de s'abolir en tant que classe. C'est en ceci que Marx, Engels et Lenine voyaient l'unité de la lutte pour le socialisme et le communisme avec la lutte pour l'humanisme, humanisme qui, devenu concret, „humanisme positif", cesse d'être un complément des rapports humains et devient processus de son autoréalisation, une marche de la réalité existante vers les idéaux, de l'„est" vers le „doit". Et cette réalisation par la voie de la désaliénation va dans la même direction, mais dans le sens inverse de l'aliénation — de la base socio-économique vers la conscience sociale. C'est en ceci le sens de la

position de Marx et d'Engels: „Le communisme pour nous n'est pas un *état* qui doit être établi, un *idéal* par lequel la réalité doit se guider. Nous appelons communisme un *mouvement véritable* qui abolit l'état de choses actuel".[17] En ce sens, l'ensemble de l'histoire humaine est la réalisation de l'humanisme dont la composante essentielle sera la liberté de la création.

12.1 Les lois de l'anthropogénèse mettent en évidence l'essence de la liberté de l'homme et de son évolution. Le développement de la doctrine des classiques du marxisme sur la liberté représente un problème à part. Nous nous bornerons à dire que leur position de déterminisme relatif (dialectique) (ce qui veut aussi dire indéterminisme relatif) indique que la liberté se détermine par ses conditions et le domaine dans lequel elle se réalise, et qu'elle se développe historiquement en tant que liberté concrète. Selon les domaines de son accomplissement, nous pouvons distinguer deux types de liberté.

(1) Dans la sphère de la production matérielle (rapport de l'homme envers la nature), la liberté ne pourra jamais exclure le haut degré de dépendance des lois de la nature: „La liberté dans ce domaine, estime Marx, ne peut se constituer que de ce que l'homme associé, les producteurs associés, établissent un ordre rationnel dans leur échange de la matière avec la nature, de le placer sous leur contrôle commun, au lieu qu'il les domine comme une force aveugle; de l'effectuer avec le moins de dépenses de force et sous des conditions les plus dignes et les plus adéquates à leur nature humaine. Or, cela demeure toujours le règne des nécessités.[18] Nous démontrerons que l'automatisation dans ce domaine commence déjà à produire des résultats dans le sens de la rationalisation maximum de la production et par là même de la libération de l'homme.

(2) Cependant, la „liberté véritable", selon Marx, doit être recherchée en dehors des limites de la contrainte économique (quoique dans cette limite la réduction du temps de travail élargit le fonds du temps libre et par là même la sphère de la liberté véritable de l'homme, ce que l'homme atteint dans son règne de plus en plus puissant sur la nature). Dans la sphère des loisirs de l'homme règne la liberté véritable, car il possède des possibilités tout à fait réelles pour l'autodétermination et l'auto-action, c'est-à-dire pour la réalisation de soi en tant que sujet.[19] Evidemment, dans cette sphère aussi, on n'exclut pas le déterminisme extérieur, si bien que le rapport autodéterminisme et déterminisme extérieur correspond au rapport sujet-objet, au rapport entre l'objectivation de l'homme et l'humanisation de la nature.

12.2 Par conséquent, dans sa détermination négative — la liberté est l'indépendance de quelle contrainte que ce soit (autodétermination), et dans sa signification positive — *la liberté consiste dans le choix conscient des objectifs et des moyens d'action* (sur la base (1) de la connaissance optimale exacte de la détermination nuturelle et sociale dans laquelle ces objectifs et ces moyens sont donnés comme possibilités réelles et (2) sur la base de la création de nouvelles possibilités réelles), *de même que dans leur réalisation consciente* (transformation en réalité humaine qui est ainsi la liberté réalisée).

12.3 Aussi, Lenine insistait-il à juste titre sur l'aspect concret de la liberté de l'homme dans le processus de son expression historique

intégrale. Ainsi la notion abstraite et vide de la liberté de l'humanisme abstrait, de l'anarchisme et du nihilisme doit être remplacée par une notion historique concrète, qui procède de l'analyse concrète *des conditions*, de sa réalisation de plus en plus profonde et plus générale.[20] Aussi, certains penseurs bourgeois procèdent à la critique radicale de la société capitaliste contemporaine à partir de ce point du vue.[21]

Nous avons déjà esquissé ces conditions, et elles pourraient se réduire aux positions suivantes. Dans la société de classe contemporaine, la liberté véritable, l'égalité et la fraternité entre les peuples et les nations s'avèrent être impossibles, en dépit des succès dans l'augmentation du fonds des loisirs et dans l'humanisation du travail par l'introduction de l'automatisation. Dans le socialisme réalisé jusqu'à présent, cependant, le degré insuffisant de développement des forces de production conditionne l'antagonisme entre le travail spirituel et le travail manuel, qualifié et non-qualifié, industriel et agricole, et entre d'autres formes de travail, alors que l'inégalité dans la production et les autres sphères de la vie se reflètent dans l'inégalité des conditions des possibilités et du degré de développement des hommes. Ces appréciations changent avec le temps au profit du socialisme — du socialisme d'autogestion surtout, en tant que socialisme supérieur et plus humain, dans lequel on a entamé le processus d'autodétermination dans la sphère des forces de production, et plus particulièrement dans la sphère des rapports humains, où les représentants élus ne font qu'exécuter les décisions communes sous le contrôle des producteurs directs et des autres bâtisseurs du socialisme.

13.1 *L'aspect socio-économique de la libération véritable de l'homme* pourrait être esquissé de la façon suivante.[22] Au cours de sa lutte, livrée jusqu'à présent, pour la transformation de la nature selon les besoins humains, le développement des forces de production conditionnait la nécessité pour les classes régnantes de donner aux classes opprimées (dans les limites déterminées par le maintien de la formation socio-économique donnée) des libertés plus grandes. Cette même nécessité économique, qui, dans les sociétés de classe, poussait les classes dirigeantes à assujettir économiquement les couches exploitées, dans le socialisme et le communisme aboutit à leur libération: dans le communisme la société atteindra un tel degré de développement que la nécessité économique exigera le libre développement multilatéral de tous les hommes et de la liberté, et parviendra à la réalisation de la répartition selon les besoins réels, ce par quoi cessera la contrainte économique du travail, travail qui deviendra création libre. Ces lois socio-économiques, qui imposent nécessairement la libération de tous les hommes dans le communisme, ont leur base réelle dans le caractère des forces de production contemporaines et dans la production dans son ensemble.

Car après l'étape (1) manufacture et (2) mécanisation, l'humanité a atteint aujourd'hui (3) le degré d'automatisation dans le développement de la technique et de la production. Dans la manufacture, le travailleur déclanchait les mécanismes de travail et fut créateur dans un degré déterminé; dans la production mécanisée, il devait et doit encore être partie du mécanisme, cependant que dans la production

automatisée il redevient (à un degré supérieur et qualitativement nouveau) le maître des instruments de travail, maîtrise qui, dans les conditions du socialisme et du communisme, pourra assurer le libération véritable et multilatérale de l'homme. Dans les conditions de la production entièrement automatisée du communisme futur, les hommes-créateurs mantiendront et développeront dans des dimensions insoupçonnees leur fonction humaine fondamentale — fonction de rationnalisateur et d'explorateur de nouveaux instruments de travail automatisés, de sorte que l'on aura parvenu à réaliser l'idéal modifié de Platon de la société composée de travailleurs-savants et de travailleurs-sages.

13.2 Que cette prévision n'est pas une utopie, c'est ce dont témoigne la pratique actuelle et les tendances de son développement. L'essence de la révolution scientifico-technique moderne réside dans la transformation des sciences en force de production directe — et c'est de la production (et en dernière ligne dans des conditions déterminées) que découlent tous les changements dans le vie de l'homme, y compris l'humanisation des rapports sociaux. Cette révolution signifie la réunification du travail manuel et spirituel, mais à un niveau qualitatif supérieur de celui dans la communauté primaire.[23] L'introduction de l'automatisation et de la cybernétique dans la production libère le travailleur des formes de travail mécaniques, non-créatrices (qui dans la sphère manuelle et intellectuelle sont assumées par les computers et d'autres machines cybernétiques), de sorte que la révolution scientifico-technique élimine de la production l'homme" attaché à la machine" (Marx) et fait de ce même être humain le créateur qui change directement le monde. Le travail non-qualifié est remplacé par le travail qualifié; le taux annuel d'accroissement de cadres scientifiques dans le monde s'élève à 6%, alors que la population du globe s'accroît selon un taux de 2—3%, et selon J. D. Bernal[24] la saturation, d'après les conditions sociales actuelles, interviendra au moment où dans le monde il y aura 20% de savants, cependant que dans la perspective du socialisme et du communisme ce pourcentage devient pour ainsi dire pratiquement illimité.

En ce sens, la confiance optimiste dans l'avenir est répandue non seulement par les idéologues du communisme et par d'autres humanistes, tels que par exemple M. Mac-Lahan[25]: l'automatisation et la cybernétique marquent la fin des processus fragmentaires, rattachent le travail manuel et spirituel, la production, la consommation et l'éducation pour en faire un processus unique, rendent l'homme plus indépendant et le libèrent, et redonnent au travail sa dimension esthétique: travaillant avec les super-automates, l'homme façonne sa pensée et les choses, humanise la nature conformément aux lois de sa pensée et aux lois de la beauté (avec présupposition nécessaire de la pénétration toujours plus profonde dans les lois des choses elles-mêmes et de l'homme). Le même auteur accepte l'idée de Marx (dont les précurseurs sont Spinoza, Goethe et Hegel), selon laquelle les communications de masse signifient le prolongement de la force corporelle et spirituelle de l'homme.

13.3 La révolution scientifico-technique actuelle embrasse tous les pays du monde sans considération du système social ou du degré de développement, et conduit vers des transformations sociales déterminées,

c'est-à-dire qu'elle exige une révolution sociale et en dernière ligne socialiste. La révolution scientifico-technique conduit dans tous les pays à des transformations de l'ensemble des rapports sociaux et spitituels, et elle prouve que les idéaux du communisme ne sont pas une utopie, mais une prévision scientifique du progrès social véritable, dont les commencements peuvent être déjà relevés et dont l'équivalent social (irréalisable dans le capitalisme) sera réalisé par le mouvement ouvrier.

Evidemment la transformation de la science en une force de production directe n'aboutit pas automatiquement, sans lutte révolutionnaire du mouvement ouvrier, à la liquidation des rapports sociaux périmés. Les conséquences sociales de l'introduction de la science, en tant que force de production immédiate, dans la révolution scientifico-technique dépendent du système social et du degré de développement des pays. Le monde contemporain forme une, entité, car les changement dans certains pays se reflètent, dans une mesure correspondante dans l'ensemble de l'humanité, qui se constitue de trois groupes de pays: pays en voie de développement (qui suivent des voies de développement non-capitalistes), pays capitalistes hautement développés et pays socialistes. Dans la révolution scientifico-technique contemporaine, tous ces pays combattent pour (a) satisfaire les besoins matériels de tous leurs membres (les pays capitalistes hautement développés y parviennent le plus), et (b) former des hommes nouveaux, humains, avec des besoins nouveaux, des besions humains. (1) Dans le capitalisme, le travailleur se libère du travail difficile et non-créateur, l'antagonisme entre le travail manuel et intellectuel se réduit, le travailleur acquiert des qualifications et a la possibilité d'atteindre à un certain degré d'universalité et d'harmonie la personnalité, car, malgré le spécialité inévitable, l'homme (dans le cadre des nécessités économiques etc.) choisit librement le genre d'activité et crée des valeurs culturelles. Or dans le capitalisme, le travailleur n'est pas initié à la science et n'a pas le pouvoir politique sur soi-même et son soft. C'est justement par ces changements dans la condition du travailleur dans le capitalisme hautement développé que sa conscience révolutionnaire se perd, de sorte qu'il s'insère dans le système capitaliste de la société d'abondance et s'engage sur les voies du réformisme — d'amélioration et de perfectionnement du système capitaliste contemporain.

Le mérite de H. Marcuse et de E. Fromm et des autres anthropologues-humanistes d'orientation marxiste est justement d'avoir mis en évidence les causes de ce réformisme et les conséquences de la révolution de la science et de la technique de notre époque.[26] Les travailleurs dans le capitalisme développé exercent tout de même une fonction secondaire dans la production automatisée moderne, dont les tenants sont de plus en plus les intellectuels; les étudiants, en tant que savants futurs et intellectuels, ne veulent pas s'intégrer dans le système pour devenir la main-d'oeuvre et la source de profit des capitalistes, ils ne procèdent pas du système, mais de l'homme et de ses besoins. Ainsi se forme la fonction révolutionnaire de ce qui est convenu d'appeler „gauche nouvelle", qui s'élève contre la „civilisation unidimensionnelle", la société d'abondance, du profit et de la prospérité, matérielle, de la

violence, de l'impérialisme et de la guerre, qui revendique la destruction radicale du système capitaliste et de son système de valeurs et de normes, et a confiance dans un monde nouveau, meilleur et plus juste, et dans ses valeurs. Il convient cependant d'avoir des idées bien nettes (ce que nombre de marxistes-humanistes ne voient pas) pour savoir qu'aucune révolte de la nouvelle gauche ne pourra aller au-delà de l'anarchisme et du nihilisme et ne pourra aboutir à la destruction du capitalisme et à l'instauration du socialisme — la nouvelle gauche pourra devenir une force révolutionnaire seulement quand elle sera devenue partie intégrante de la classe ouvrière du type nouveau, celle qui est issue de la société capitaliste hautement développée de la fin du 20ème siècle.

(2) La révolution scientifico-technique dans les pays en voie de développement est faiblement ressentie, bien que l'on relève déjà certains symptômes de son influence décisive sur leur orientation non-capitaliste, et socialiste sous bien des aspects.

(3)Il est tout à fait naturel que cette révolution dans les pays socialistes et surtout dans les plus développés, augmente leurs chances d'atteindre la productivité du travail des pays capitalistes dirigeants et leur permette de mettre en oeuvre des mesures socialistes révolutionnaires correspondantes, irréalisables dans le capitalisme. Il convient de faire remarquer que la révolution de la science et de la technique n'a pas manqué de sa faire sentir dans ces pays aussi, en ce qui concerne notamment l'apparition de certaines déformations idéologiques et de la pratique de la technocratie et de la violence; or, elles doivent être comprises comme des nécessités transitoires conditionnées par la circonstance que le socialisme a été mis en chantier, non pas dans les pays plus développés, comme le prévoyait Marx, mais dans les pays les plus arriérés du monde — comme l'avait prévu Lenine — auxquels l'automatisation assure des possibilités immenses d'atteindre la productivité des pays capitalistes les plus développés et les sommets de l'humanisme.

13.4 D'après ce qui a été dit. (1) l'homme moderne n'est pas menacé par la révolution contemporaine de la science et de la technologie, mais par l'idéologie technocratique et la pratique technocratique, qui se nourrit d'illusions qu'elle parviendra à libérer l'homme moderne de l'idéologie (dans le sens de la conscience déformée) et des antagonismes sociaux par l'application de l'automatisation et de la cybernétique, sans la révolution sociale que la révolution scientifico--technique impose. En effet, l'évolution de la technologie moderne n'assure pas d'elle-même un progrès humain, mais reçoit son sens dans l'application humaine; la révolution de la science et de la technique crée des préconditions pour la libération et le progrès de l'homme, mais aussi pour l'assujettissement, la violence et la destruction. De telles appréciations ne sont pas énoncées seulement par les matérialistes dialectiques et historiques des pays socialistes, mais par nombre d'anthropologues-humanistes d'orientation marxiste des pays capitalistes. H. Marcuse, par exemple, signale à juste titre que l'homme existe en tant que partie d'une entité (système) qui lutte constamment pour se maintenir et se confirmer — il lutte contre l'immersion dans le système et son fonctionnement en tant que partie du système, ce

qui, pour sa part, contribue au progrès de l'humanité. Le système de la technique contemporaine, qui liquide la misère matérielle de l'homme en lui fournissant une abondance de produits pour des masses de populations — peut exister et se développer davantage seulement s'il devient un système socialiste humaniste. Et c'est là le système qui relie la rationnalité technologique optimale avec la libération de la création de l'homme.

13.5 Faisant une extrapolation des tendances actuelles dans un avenir plus lointain, dans la société communiste, il nous est permis d'affirmer, pour bien des raisons, ce qui suit. La base technique de la production hautement automatisée dans le communisme sera en mesure de résoudre l'aliénation découlant du fractionnement du travail dans la société jusqu'à présent. La spécialisation du travail sera désormais aussi nécessaire, elle est (selon l'opinion exacte de Lenine) „d'après son essence même illimitée, — comme c'est le cas avec le développement de la technique",[27] et des capacités humaines de plus en plus variées. Cependant, elle ne conduira plus à la partialisation du travail, à la pauperisation spirituelle et à la dépersonnalisation de la personnalité (ce qui est le cas dans la société de classes), mais à son épanouissement. Et cela non seulement en raison des conditions de libre choix des activités, mais aussi parce que la spécialisation ne sera plus un „morcellement" ultérieur du travail humain (comme dans la société de classe, dans laquelle les producteurs s'adaptent aux instruments de travail et la spécialisation coïncide avec le morcellement du travail), mais deviendra au contraire une intégration par l'emploi des moyens techniques et cybernétiques de plus en plus puissants: la production automatisée dans le communisme permettra au producteur de connaître l'ensemble du processus de travail, son élévation (en tant que personnalité-producteur intégralement développée) au-dessus de la fonction d'attache simple à l'automate, et sa transformation en créateur qui contrôle l'ensemble de la production, la rationnalise de plus en plus puissamment et la perfectionne. Ce processus d'adéquation du contenu et des conditions de travail à la nature de l'homme a été caractérisé par Lenine comme un processus au cours duquel au fur et à mesure que l'on s'approchera du communisme, la société „passera à la liquidation de la division du travail entre les hommes, à l'éducation, à la formation *des hommes intégralement développés et intégralement formés*, des hommes qui *sauront tout faire*."[28] La spécialisation du travail est déjà, dans les conditions d'automatisation, liée à son intégration — nombre de professions se rattachent et forment des spécialistes multiples.

14. L'idéal des grands humanistes portant sur la personnalité intégralement développée et libre qui crée pour des motifs moraux et selon les lois non seulement de la nature et de l'économie, mais aussi selon les lois de la beauté, se verra ainsi réalisé. En ce sens, pour Marx, Engels et Lenine, le progrès scientifico-technique signifie un progrès de l'humain, mais essentiellement dans les conditions du socialisme. Le sens humain de la science et de la technique, comme moyens de l'activité opportune de l'homme, réside dans la nécessité d'assurer aux couches de plus en plus larges, et dans le communisme

à tous, la libération de l'esclavage à la nature et la répartition selon les besoins, et par là même la libération du travail et de la création.[29]

15. Le deuxième côté de se processus (les changements radicaux, révolutionnaires dans la base socio-économique, qui remplacera les rapports d'exploitation et d'assujettissement par des rapports de libre développement pour tous) consiste dans la *division du travail entre les hommes* en tant que domaine principal des rapports humains et des transformations correspondantes dans les autres domaines des rapports de production — la répartition, les échanges et la consommation. La division communiste du travail devra (et le pourra réellement) être volontaire et ne pas conduire à l'inégalité sociale et à l'apparition de groupements sociaux antagonistes. Ceci sera rendu possible notamment parce que l'automatisation complète de la production liquidera l'inégalité des conditions de travail, et dans les conditions de valeur sociale égale de toutes les formes du travail, elle permettra l'expresion libre dans tous les domaines de l'activité, des forces spirituelles, physiques, morales et esthétiques de la personnalité, de même que chacun (sans égard à la branche de son activité) sera objectivement égal avec les autres membres de la société et recevra conformément à ses besoins, commes tous les autres.[30] Le développement nécessaire de la science, de la technique et de la culture, avec le racourcissement obligatoire des heures de travail, conditioneront le développement polytechnique et polyculturel de la personnalité, la liberté de plus en plus complète du choix des activités et la manifestation de plus en plus puissante des capacités et des penchants de l'homme. En un mot, la liquidation des inégalités dans la production doit conduire à la liquidation des inégalités sociales (travail intellectuel et manuel, qualifié et non-qualifié, industriel et agricole, productif et non-productif, etc.), et plus particulièrement — l'abolition des privilèges du dit travail politique et du dit esclavage de la femme dans le foyer. Et l'ensemble de ce processus, chez les générations qui se seront libérées des vestiges des rapports et des idéologies de la société de classe, aboutira au dépérissement des erreurs et illusions idéologiques de la conscience déformée de la société de classe.

16. Autrement dit, le troisième constituant de la conception de l'humanisme, exposée à travers les écrits de Lenine et son activité, a pour but de faire ressortir le fait évident que l'ensemble de ce processus d'humanisation des rapports de l'homme ne se borne pas à ses présuppositions objectives, mais embrasse *la lutte active contre les vestiges de la conscience de classe et pour l'édification de points de vue communistes sur le monde et la vie.* Ceci, selon les prévisions de Lenine, veut dire que les bâtisseurs du communisme respecteront volontairement, par habitude et par conviction, les normes de la vie communiste — de sorte „que disparaîtra toute nécessité de violence sur les hommes, de *l'assujettissement* de l'homme par l'homme, d'une partie de la population par une autre, car les hommes auront pris *l'habitude* de respecter les conditions élémentaires du social *sans violence et sans assujettissement.*"[31] Les vestiges des mécanismes de contrainte, c'est-á-dire de l'Etat semiprolétarien, pourront alors disparaître. La gestion de la production et des affaires sociales dans leur ensemble deviendra *autogestion sociale:* les membres des communautés

communistes rempliront eux-mêmes toutes les fonctions de gouvernement (comme cela avait été démontré en forme initiale par la Commune de Paris) — „*tous* se succéderont à la gestion et s'habitueront rapidement que personne ne gouverne".[32]

17. C'est ainsi que dans la doctrine on projette l'idéal de la forme suprême de l'humanisme — de l'humanisme communiste concret — en tant qu'édification des personnalités-créatrices intégralement développées et libres. En ce sens, de l'appréciation que Lenine a faite du communisme en tant que communauté sociale la plus idéale et en tant qu'idéal de l'homme moderne, il s'ensuit que *la lutte pour le communisme est le critère fondamental de la moralité et de l'humanité communistes.* Les principes et les normes fondamentaux de ce moral sont, selon Lenine: collectivisme — discipline sociale et organisation comme la précondition indispensable du rapport nouveau, du rapport humain de la personnalité et de la société; le rapport communiste envers le travail, qui forme les traits nouveaux du moral communiste et du moral humain en général; la fraternité, l'égalité et la liberté véritables, l'internationalisme socialiste qui se fonde sur l'affirmation des nations indépendantes et égales (jusqu'á leur disparition dans un avenir lointain).

4. *Les difficultés de la conception marxiste de l'humanisme*

18. Les remarques critiques fondamentales faites à la conception exposée de l'humanisme se font nombreuses, elles procèdent des remarques correctes et justifiées jusqu'à sa négation et celles qui la traitent d'anti-humanisme.[33]

Les critiques concernent d'abord son *utopisme.* Respectant l'enthousiasme révolutionnaire des bolcheviks, nombre d'étrangers qui ont visité la Russie soviétique après la Révolution d'octobre prenaient Lenine pour „un rêveur du Kremlin" (H. G. Wells), qui, dans sa vision, voyait la terre dévastée des Soviets devenir rapidement un paradis sur la terre. Une importante littérature existe qui, dans l'ensemble du processus de la lutte pour la réalisation du communisme sicientifique, n'y voit qu'une nouvelle utopie. On estime que les projets des changements radicaux de la nature humaine et la transformation des hommes en personnalités morales, qui agissent de façon autonome et sans contrôle et contrainte aucunes, sont utopiques — bien que, par exemple, les actions soviétiques et chinoises sur le plan de l'éducation massive de la population pour le communisme aient produit indubitalement des résultats initiaux.

19.1 L'anti-humanisme de la conception marxiste et, surtout, de la conception de Lenine est recherché tout d'abord dans son déterminisme, dans les principes de la lutte des classes et de la violence révolutionnaire, comme méthode d'un „machiavélisme révolutionnaire" et de totalitarisme incomptible avec l'humanisme. La même appréciation est faite pour le collectivisme, pour les principes du patriotisme socialiste et de l'internationalisme, et surtout dans leur réalisation en URSS et en République populaire de Chine, ainsi que dans la plupart des pays socialistes. Même ceux qui sont les plus favorables, tels que,

par exemple, B. Russel, estimaient — bien qu'ils acceptaient les objectifs humanistes proclamés par les bolcheviks — qu'ils doivent douter des moyens par lesquels seront réalisés ces objectifs, et avant tout de la violence ilimitée dans l'édification du communisme. Par conséquent, B. Russel a fait ressortir qu'il se voit contraint de rejeter le bolchevisme pour deux raisons: parce que le prix que l'humanité devra payer pour atteindre à l'humanisme par ces méthodes est „trop grand", et parce qu'il ne croit pas que même alors le résultat puisse être tel qu'il est escompté.[34]

19.2 On n'accepte non plus la démarcation nette de Lenine, selon laquelle „bien que dans notre idéal (socialiste) il n'y a pas de place pour la violence sur les hommes" — „l'ensemble du développement tend à anéantir le domination de force d'une partie de la société sur les autres", et que la voie vers cet état de choses ne passe que „par la lutte de classe et l'élimination des classes d'exploitateurs".[35] On qualifie aussi d'anti-humaine la formulation de Lenine, faite après la Révolution d'octobre, selon laquelle le communisme = pouvoir des soviets plus électrification du pays,[36] formulation qui est interprétée à tort comme une détermination des perspectives socialistes par la révolution politique et industrielle, avec danger d'étatisme et de technicisme. En effet, sous le pouvoir des soviets, Lenine sous-entend la liberté de la gestion sociale et sous éléctrification, l'édification de la base matérielle et technique du communisme, qui assure la présupposition nécessaire de l'humanisme communiste — la répartition selon les besoins.[37] On ne prend pas en considération que Lenine a nettement signalé la nécessité de la direction collective et du contrôle social massif de l'activité globale dans le socialisme comme forme de protection contre les influences néfastes des déformations possibles de certains dirigeants et des directions globales et des parties du mouvement ouvrier, qui pourraient, sous le couvert de la lutte pour les intérêts de classe, c'est-à-dire des intérêts sociaux qui en font partie, faire passer la lutte pour les intérêts bureaucratico-étatistes des particuliers et des groupes. Lenine a prévu ce danger et proposé des mesures concrètes contre ce danger — dans le cas de Staline ceci est particulièrement évident.[38] Actuellement, les théoriciens soviétiques le soulignent également.[39]

20. Vraiment, les dilemmes devant lesquelles se trouvent l'homme et l'humanité, placés à un des points tournants les plus importants de leur évolution jusqu'à présent, sont historiques. Des données à leur sujet nous sont fournies par des idéologues d'orientations différentes. Il est un fait que la révolution scientifique et technique actuelle et la révolution sociale, étroitement liée à la première, partagent les penseurs en pessimistes pour lesquels les menaces à l'homme ne resident pas dans la mauvaise application de la technique, mais dans son incompatibilité de principe avec l'esprit et l'âme de l'homme, et ils y voient par conséquent la fin de l'humanité, et en optimistes qui y voient un moyen du progrès et de la libération de l'humanité. En effet, il apparaît que cette révolution assure la liberation et l'essor, d'un côté, et l'assujetttissement et la chute de l'humanité, de l'autre, mais qu'aucune de ces deux possibilités réelles, ni celle qui est constructive ni celle qui est destructive, n'a été, heureusement, réalisée jusqu'au bout, grâce

peut-être surtout à la division antagoniste du monde contemporain: dans la partie constituant les deux tiers de la population du globe, qui vit loin des avantages de la civilisation, dans la misère et la famine, la révolution scientifique et technique s'est à peine fait ressentir; tandis que dans les pays développés (capitalistes et, malheureusement, socialistes) le bien-être matériel n'a apporté ni la révolution culturelle projetée et tant souhaitée, ni le progrès dans les sentiments humains et la raison — si bien que la thèse de Rousseau, selon laquelle le bien-être matériel ne conduit pas au progrès de la moralité et de la spiritualité, semble encore être valable. Le fait est que la théorie marxiste de la paupérisation vaut pour l'humanité toute entière, mais aussi qu'elle est placée sous un point d'interrogation ou peut être différemment interprétée dans son application au capitalisme développé; il est un fait que dans une suite de pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui constituent la majorité de l'humanité (et surtout en Chine et en Inde), on ne peut pas attendre la modification de la base socio-économique matérielle pour pouvoir transformer radicalement la conscience des gens et pour qu'ils puissent se voir assurer une vie meilleure dans un délai raisonnable.

Il est un fait que dans les évènements actuels l'irrationalité de l'homme se manifeste plus que Marx le supposait, si bien que nombre de penseurs estiment que Heidegger avait pénétré davantage dans l'essence de l'homme que Marx. Il est un fait que le principe marxiste du conditionnement de la conscience sociale par „l'être social", sur la base duquel on transforme, de façon opportune et socialement orientée (et cela veut dire de force) la position de l'homme dans la révolution contemporaine de la science et de la technologie et dans la révolution sociale, exige un réexamen des causes du retard de la conscience par rapport à la conscience sociale, et la définition plus exacte des catégories axiologiques „bon", „humanité", „progrès social", „liberté", „rationnalité", „bonheur" et autres. Il est un fait que pratiquement tous les pays, y compris les plus grands pays socialistes contemporains, mènent davantage leur propre politique nationale qu'une politique prolétarienne internationaliste. Et enfin, ni dans les pays sous-développés, ni dans les pays développés, la révolution contemporaine de la science et de la technique n'a permis à l'homme de „faire le bond du règne des nécessités dans le règne de la liberté" (Engels) — une direction opportune du processus social et de son sort de la part des associations de producteurs directs et d'autres associations sociales bénévoles. Le socialisme, pris dans son ensemble, n'a pas encore atteint ce degré de développement pour pouvoir abolir des aliénations aussi fondamentales (ou des maux de la société de classe) que les rapports du marché, le bureaucratisme, les antagonismes raciaux et nationaux, etc. — bien qu'il les ait atténuées. Le socialisme d'Etat (étatiste, mène, qui plus est, vers la désintégration, l'hégémonisme, l'ingérence dans les développements internes des peuples et des Etats, à l'aide de la théorie de la souveraineté limitée, mène au conflit de blocs, au conflit armé et même à l'auto-destruction.

21. Cependant, en dépit de ces défaillances et de bien d'autres dans le socialisme contemporain, en dépit de ses déformations et de ses crises — c'est un fait qu'il progresse et se consolide dans des

proportions mondiales. Malagré tout, il a apporté à l'humanité *de nouvelles valeurs humaines:* la libération du travail, la liberté et la dignité de l'homme, l'égalité et la fraternité de tous les hommes, peuples et races, etc.

II — L'HUMANISME DE L'AUTOGESTION

1. *Les résultats et les difficultés de l'autogestion*

22. Le socialisme moderne — à la fois étatiste et d'autogestion — a déjà produit des valeurs nouvelles. Déjà *le socialisme d'Etat* signifie un important bond qualitatif (ce que, malheureusement, les marxistes-anthropologues philosophiques ne voient pas): il apporte l'abolition de l'antagonisme entre le travail productif direct et le travail socio-administratif, car la production est gérée par les représentants des producteurs (autant qu'ils puissent gérer „en leur nom" et qu'ils ne gèrent pas eux-mêmes); il présente des avantages sur le capitalisme, car il protège les intérêts des travailleurs et de la société, dirige la production de façon planifiée et maintient la stabilité du marché, etc. Il ne fait pas de doute qu'il a des lacunes considérables (en raison desquelles les marxistes — humanistes et anthropologues, et surtout les nonmarxistes le rejettent injustement en tant que pas en arrière par raport au capitalisme démocratique développé): la propriété d'Etat fait naître des déformations bureaucratico-étatistes du socialisme, n'encourage pas intégralement l'initiative individuelle et l'intérêt des producteurs directs pour l'augmentation de la productivité; n'assure pas la rémunération véritable selon le travail et contient une série de vestiges de la société de classe et de sa conscience, ce qui, globalement pris, ne peut pas encourager les bâtisseurs du socialisme.[40]

22. Ces défaillances, dans leur phase initiale même, qui se développent dans la Yougoslavie socialiste, sont enrayées progressivement par le socialisme d'autogestion. Sous *socialisme d'autogestion* on sous-entend le système socialiste dans lequel les fonctions de gestion (directe et indirecte) sont exercées par les producteurs directs et d'autres associations sociales, ce qui fait que, après avoir été objets (exécuteurs), les hommes deviennent sujets (gestionnaires) de l'histoire et de leur sort.[41]

La Constitution de la RSFY et le Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie (1958) proclament deux principes fondamentaux du système socialiste d'autogestion yougoslave — pour le moment le seul au monde: autogestion ouvrière et sociale, et libération du travail. Les expériences initiales asquises jusqu'à présent démontrent que le système d'autogestion peut conduire à la libération de la personnalité. par la libération du travail. La composante du travail aliéné (séparation du travail productif de la gestion) est abolie par le changement de la position et du rôle du travailleur dans le processus de travail au profit de sa participation à la prise de décision et à la gestion; la répartition selon le travail dans les conditions d'autogestion contribue à la désaliénation des produits du travail; le système d'autogestion stimule le travailleur à l'auto-éducation; etc.[42]

23. Si, dans le contexte d'un modèle historique concret, et cela veut dire dans l'unité des jugements indicatifs et normatifs, on voulait exposer les avantages et les perspectives fondamentales du socialisme d'autogestion, on dirait, en grandes lignes, ce qui suit.

(1) La société d'autogestion considère le travail productif et socialement utile comme l'obligation de chacun de ses membres adultes, car c'est dans le travail qu'elle voit la base de la création et du développement de l'homme et le critère fondamental de la valeur humaine, raison pour laquelle elle tend á l'application optimale *du principe de la rémunération selon le travail* dans les conditions du socialisme. La liberté optimale du choix de l'activité et du sort, et l'autogestion de tous les membres de la société dans les conditions de connexion rapide et concrète de la fonction exécutive et autogestionnaire dans le processus de travail et l'abolition de la domination de classe, d'Etat, bureaucratique et de toutes autres formes de domination sur les hommes, représente en effet la voie de l'accomplissement de la libération de l'homme et du travail de toutes les formes d'aliénation, de l'accomplissement des libertés nouvelles, du développement de l'initiative et du courage des producteurs directs, de l'augmentation de la productivité du travail, et par là même de l'acquisition des possibilités nouvelles pour la libération et l'essor intégral de l'homme. C'est précisément cette contribution fondamentale de la société d'autogestion yougoslave qui a été le plus hautement appréciée par ceux qui ont été objectifs dans leurs jugements.[43]

(2) Le rapport des personnalités et de la société, qui forment des associations d'autogestion, n'est pas et ne doit pas être arbitraire et chaotique. „Le travail libre associé" ou „les associations libres des producteurs" ne sont pas et ne peuvent pas être absolument indépendants et sans liens mutuels aucuns, car l'autogestion se serait dégradée de l'autogestion sociale à l'autogestion de groupe, et le particularisme pourrait porter atteinte à l'entité de la communauté. Pour éviter les actions arbitraires des hasards, il s'avère nécessaire que l'orientation sociale existe dans l'autogestion aussi: l'intégration de la planification par la „concertation d'autogestion" des associations d'autogestion égales, sur la base de l'information exacte du degré atteint dans le développement et de la prévision scientifique de l'avenir — s'avère être une condition nécessaire du maintien et du progrès de la société d'autogestion.[44]

La direction scientifique du processus social par l'application des moyens économiques, sociologiques, psychologiques et à l'aide des moyens techniques et cybernétiques, ne peut pas dégénérer, dans le socialisme d'autogestion, en bureaucratisme et technocratisme tout en assurant l'intégration d'associations relativement indépendantes de producteurs directs en système de feed-back avec auto-régulation (en excluant la possibilité de création de nouveaux particuliers ou groupes privilégiés), qui réalise de façon optimale le programme de l'humanisme socialiste, avec le respect optimal des spécificités et de l'indépendance du développement économique et culturel de tous les peuples et communautés sur la base de leurs traditions positives. Et ceci conduit à l'internationalisme véritable — union à partir des principes de la pleine égalité et de l'indépendance.

Le gouvernement autogestionnaire de la société est, selon la conception du déterminisme naturel-historique de Marx, Engels et de Lenine, „révolutionnaire" et „rationnel". Il est révolutionnaire parce qu'il est orienté vers l'abolition de toutes formes d'exploitation et d'oppression et vers la libération de tous les hommes en vue d'une vie optimale digne de l'homme, dans une communauté humaine véritable; il est rationnel car il procède des lois et des possibilités réelles de chaque degré de développement et du choix de celles des possibilités qui sont les plus proprices à la réalisation des idéaux humanistes généraux.

(3) L'élection à toutes les fonctions publiques pour un temps déterminé (rééligibilité, rotation, etc.) s'effectue par suffrage secret direct et indirect. L'autogestion n'est directe que dans les associations sociales de base (organisation de travail, coopérative, commune, école, etc.), alors que dans les communautés sociales plus larges l'autogestion s'effectue indirectement — par l'élection libre et secrète des personnalités les plus capables et moralement les plus responsables pour l'exercice des fonctions publiques. L'institution du référendum dans la société yougoslave existe et est appliquée à la prise de décision sur les problèmes clés des communautés d'autogestion. Les fonctions publiques (comme dans la commune de Paris) ne peuvent donner lieu à aucun privilège matériel et social, et sont exercées avec conscience des buts révolutionnaires et humanistes du socialisme et du communisme. C'est ça la voie vers la déprofessionalisation des fonctions politiques, le retour de tous, sans exception, après l'expiration du mandat des fonctions publiques, à la profession antérieure. L'on doit assurer également la critique libre et publique des fonctionnaires (et des institutions) avec possibilité de leur révocation à tout moment, s'ils ne répondent pas à leurs obligations. Celles-ci et d'autres mesures doivent assurer que la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie socialiste, ne se transforme pas en dictature d'une personne ou de groupes et en étatisme bureaucratique (ce qui s'est passé dans la plupart des pays socialistes).

(4) La liberté de l'autogestion place tous les moyens d'information sous le contrôle et au service de la société, ce qui veut dire de tous les particuliers, qui doivent être efficaces et véritablement informés de tout, afin de pouvoir devenir véritablement „les bâtisseurs de leur bonheur".

(5) La liberté de l'autogestion place tous les organes de contrainte (et en premier lieu les services de sécurité et l'armée), jusqu'à ce qu'ils existent, sous le contrôle public, et aspire au règlement non-violent de tous les problèmes (surtout en excluant les persécutions de ceux qui ont des opinions différentes).

(6) La liberté d'autogestion signifie, surtout, un système d'éducation et d'enseignement qui doit assurer des conditions véritablement égales pour le développement de tous, afin que la compétition des capacités aboutisse au développement maximum de tous. Et ce n'est pas tout: *toute la vie de la société socialiste d'autogestion doit être organisée et orientée de manière à former un système socialiste et communiste de valeurs,* des conceptions de l'homme et du monde et des activités progressives correspondantes, c'est-à-dire *à former un*

type d'homme socialiste nouveau, d'autogestion et démocratique, humain, avec toutes ses caractéristiques corporelles, spirituelles et psychiques. Car, sans ce nouveau type d'homme, il ne peut y avoir de type nouveau de société, et sans lui la révolution scentifico-technique ne pourra jamais aboutir à la réalisation des idéaux humanistes communistes, Et ceci, dans l'étape actuelle du développement de la société d'autogestion yougoslave — préoccupé avant tout par l'édification de base matérielle et technique de la société, on l'oublie souvent.

(7) La liberté d'autogestion conduit: à l'intégration et à la socialisation par la voie de la politique de non-alignement et de coexistence active et pacifique; à la collaboration librement consentie d'un nombre croissant de peuples et de pays qui demeurent indépendants sans égard aux différences politiques, religieuses, idéologiques, culturelles et autres; mène à la paix durable et au développement des forces progressistes internes du socialisme. Ceci veut dire que la guerre doit être évitée à tout prix, car elle signifie, dans les conditions actuelles, une menace à la survie de l'humanité, et que la réalisation du socialisme soit confiée au prolétariat de chaque pays sans ingérence du dehors.

(8) Et enfin (et c'est ce qui est le plus important pour notre thème), nous venons à la question *des liens directs entre le socialisme d'autogestion et l'humanisme socialiste véritable.* Le Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie a prévu déjà en 1958, à l'époque de la consolidation du système d'autogestion en Yougoslavie. que des rapports sociaux et politiques d'autogestion „devront inévitablement se dégager des qualités humanistes nouvelles dans les rapports entre les hommes. Le nouveau rôle social fondamental de l'usine, de la coopérative, de la commune, de l'école, des organisations sociales, ainsi que de la famille, est celui de développer des rapports de sincérité, de confiance, d'amour pour l'homme, de compréhension, de tolérance, de collaboration mutuelle et d'entreaide, en un mot de sympathie et de camaraderie entre les hommes".[45]

Le sens humain de l'autogestion, comme nous l'avons déjà souligné, réside en ce que l'homme devient le sujet de la production et la personnalité libre, créatrice, sociale, intégralement développée, non seulement le consommateur, mais primordialement le créateur de la civilisation et de la culture socialistes La révolution scientifico-technique assure aux hommes plus de loisirs; la production moderne hautement automatisée relie la création individuele à celle de la collectivité; on ne peut plus mesurer et rémunérer la contribution individuelle, mais essentiellement la contribution collective à la production, ce qui développe le sentiment de solidarité véritable. Ainsi, la révolution contemporaine de la science et de la technique devient la révolution de chaque particulier, ce qui veut dire que, dans l'esprit du Manifeste communiste, on doit rejeter la fiction du progrès conçu „par la moyenne statistique" et aborder „l'humanisme personnaliste" des classiques du marxisme — le soin pour chaque individu, ce qui n'est possible que dans les conditions d'autogestion: L'humanisme véritable ne peut être réalisé que par les hommes épris d'amour, d'attention et d'intérêt profond pour le sort de l'homme, pour sa libération de la misère matérielle et spirituelle et pour sa vie dans un monde nouveau, où il sera libre de penser et de créer, de rechercher, d'être heureux, dans un monde de

perspectives et d'aspirations plus nettes vers le meilleur, tout en préservant les traditions positives et en menant une lutte permanente contre tous les obstacles à la liberté et au progrès.

(9) Ainsi nous abordons la réponse à la question concernant *la composante éthique du marxisme et du socialisme scientifique en général.* Nombre d'auteurs estiment que la pensée de Marx est anéthique; parmi les auteurs étrangers il s'agit de V. Sombart, B. Crose, K. Kautsky, M. Adler, R. Hilferding, les néokantiens, L. Woltmann, L. Goldmann, dans un certain sens E. Fromm et d'autres, et notamment les adversaires idéologiques du marxisme et du communisme. Par contre, que la pensée marxiste est dotée d'un contenu éthique, c'est ce qu'estiment E. Bernstein, M. Rubel, K. Popper, J. Lewis, M. Frichand, E. Kamenka, les marxistes contemporains qui suivent les traditions du matérailisme dialectique et historique (en Yougoslavie — l'éthicien Vuko Pavićević) et certains marxistes d'orientation anthropologique et humaniste. Parmi les Yougoslaves, c'est Svetozar Stojanović qui conclut que Marx apparaissait toute sa vie „comme l'héritier de la grande tradition éthico-humaniste".[46]

Ceci veut dire que la société socialiste d'autogestion doit inconditionnellement tendre à ce que, *à chaque degré de développement de sa base matérielle et technique, corresponde le développement optimal de la spiritualité et de la moralité socialiste.* Si pendant un instant elle perdait sa base morale dans la totalité de sa vie et son travail — cette société perdrait son sens humain et mettrait en cause sa survie.

Evidemment, contrairement aux éthiques normatives, qui demeurent dans les cadres des aspirations à modifier la consience morale par la moralisation, donc par l'action de la conscience morale, imposant à l'individu le perfectionnement moral au nom de toute la société, l'humanisme socialiste avance des buts qui orientent la praxis humaine vers la modification des conditions de vie existantes en vue de la création d'une communauté sociale véritablement humaine, que constituent des personnalités autonomes des autogestionnaires. Les valeurs ne leur sont pas imposées par l'autorité de qui que ce soit, mais ils sont ceux qui les édifient et les acceptent. L'éthique de l'humanisme socialiste se situe au-dessus de l'hédonisme, de l'utilitarisme, du perfectionnisme et des autres doctrines éthiques. Elle doit absolument exclure toutes les méthodes du „machiavélisme révolutionnaire" — l'homme ne peut jamais, sous quel pretexte que ce soit, devenir le moyen, mais seulement le but du développement social.[47] Elle procède des besoins immanents de l'homme en tant qu'„être générique", et ce sont, selon la definition de Marx, le travail en tant qu'activité créatrice, et le véritable caractère social de l'homme; le travail créateur est à la base de tous les besoins — rationnels, émotifs et autres besoins de l'homme qui, dans le processsus du développement du socialisme et du communisme, deviennent de plus en plus variés, plus humains, plus spirituels.

Le développement de ces besoins nouveaux et humains est un des critères essentiels du développement du socialisme et de l'humanisme. Toutefois, les formes concrètes de ces besoins sont l'affaire de l'avenir, et aujourd'hui l'on ne peut dire rien de plus précis à leur sujet, sans abandonner le terrain du scientifique pour s'engager dans celui du

socialisme et de l'humanisme utopique.

(10) Le processus de préparation et d'accomplissement de la révolution socialiste, et ensuite de l'édification du socialisme et du comunisme a dégagé trois types essentiels de protagonistes de ces changements. Le type d'homme *révolutionnaire-collectiviste,* incarné dans les personnages des classiques du marxisme et de la pléiade de leurs compagnons d'armes, dans les personnages légendaires inoubliables de l'époque de la révolution russe, yougoslave, chinoise et d'autres révolutions socialistes. Selon l'appréciation correcte de Lenine[48], après la révolution, ce type d'homme doit être remplacé par un type nouveau. Evidemment, l'idéal de ce type nouveau (bien que temporaire) n'a pas pu être réalisé immédiatement. Dans la phase étatico-bureaucratique du socialisme, dans laquelle la plupart des pays socialistes du monde sont contraints de se développer en raison des antagonismes violents du monde contemporain, se forme le type *étatico-collectiviste.* Ce type d'homme repoussait, par son fanatisme, B. Russel, cependant que les anthropologues philosophiques marxistes le caricaturent souvent et lui contestent injustement tout humanisme. Objectivement pris en dépit de toutes ses vertus et de tous ses mérites pour la consolidation et la défense du socialisme dans les conditions difficiles du conflit de l'impérialisme et du socialisme, depuis la Révolution d'octobre jusqu'à nos jours, le type étatico-collectiviste d'homme socialiste ne peut pas être le modèle de l'homme de l'humanisme socialiste, tel qu'il a été conçu par les classiques du marxisme. Les marxistes de l'Est en sont conscients, de même qu'ils sont conscients de la nécessité des formes actuelles du socialisme dans le monde et des types d'hommes qui leur correspondent. Il s'est avéré qu'ils aient été historiquement les seuls possibles sur la voie menant vers le type d'homme *autogestionnaire-démocratique,* de l'homme appartenant à l'humanisme socialiste et ensuite à l'humanisme communiste, qui prolonge les meilleurs traits des personnages du type révolutionnaire-collectiviste et étatico-collectiviste, et par là même prolonge les traditions généralement humanistes de tous les peuples et de toutes les époques. Après les expériences intiales de la Commune de Paris (1871), ce type d'homme ne pourra ètre créé que par le socialisme d'autogestion. La première communauté d'autogestion dans le monde contemporain, créée en Yougoslavie, a déjà donné ses premiers resultats sur le plan de la formation de ce type d'homme autogestionnaire-démocratique.

2. *Les traditions de l'autogestion dans les régions yougoslaves*

24. Il convient de souligner plus particulièrement que le socialisme d'autogestion et son humanisme ne sont pas dans les régions yougoslaves un „produit importé": il a des traditions solides sur ce sol. La loi de la spécificité de la voie de chaque pays vers le socialisme dans le déterminisme de la loi générale (qui consiste en premier lieu dans l'abolition de la propriété privée et dans la socialisation des moyens de production de base, dans la liquidation de la bourgeoisie en tant que classe et dans l'établissement de formes socialistes de gouvernement, etc.) s'était affirmée dáns notre pays, surtout à l'époque du conflit

historique entre le PC de Yougoslavie et le Kominform (1948—1950), qui a rapidement abouti, en s'internationalisant, à la différenciation au sein du mouvement ouvrier international entre (1) les partisans du socialisme d'Etat (étatisme socialiste) et (2) les partisans de l'autogestion.

Toutefois, les racines de ce développement du mouvement ouvrier yougoslave et de son principe révolutionnaire de spécificité de notre développement socialiste sont plus profondes.[49] Théoriquement, ils découlent de nos socialistes et sociaux-démocrates qui. de leur côté, ont hérité les traditions positives des peuples yougoslaves, comme l'a déjà souligné en 1946 le stratège et le leader de notre révolution J. B. Tito dans son discours: „En quoi consiste la spécificité de la lutte de libération et de la transformation révolutionnaire de la Nouvelle Yougoslavie".[50]

25. Il s'agit, en effet, de la célèbre „zadruga", coopérative familiale patriarcale balkanique, connue dans la littérature ethnologique mondiale, ainsi que de la commune auto-administrée, se fondant sur le droit usuel et moral humaniste séculaire. Dans certains aspects, l'ordre de ces coopératives et communes porte bien des caractéristiques socialistes, si bien que nos premiers socialistes du 19ème siècle, disciples de l'Est et de l'Ouest (appuyés par des conceptions analogues de N. G. Tchernichevesky sur la commune paysanne russe, et par les expériences des communautés auto-administrées en Suisse et aux Etats--Unis, etc.), les considéraient comme le point de départ de notre transformation socialiste, qui nous permettrait de „sauter" le capitalisme et de passer directement dans le socialisme. Cette thèse, préconisée radicalement par le socialiste serbe, marxiste et correspondant de l'Intrenationale de Marx, Svetozar Marković, dans ses manuscrits de 1866—1875, est proche de celle de Lenine[51], et elle revêt de l'importance pour le développement non-capitaliste de certains pays sous-développés.[52] Pour l'affirmation de la commune auto-administrée luttaient aussi Dimitrije Cenić, Vaso Pelagić et d'autres socialistes, radicaux et libéraux serbes du 19ème siècle. Le mouvement social-démocrate yougoslave et ensuite le mouvement communiste international aspiraient à mettre en valeur la spécificité de notre voie vers le socialisme en recourant à l'adaptation de la théorie marxiste à nos conditions et à nos besoins.

26. Sur la base de ces traditions de la liberté autogestionnaire, de l'humanisme et de la combativité des peuples yougoslaves, on a pu affirmer, au cours de la guerre de libération nationale et de la révolution socialiste des peuples yougoslaves, de 1941 à 1945, ce „moral combattant extraordinaire" (comme l'appelaient ses adversaires au cours de la guerre) de notre armée de libération — cette commune fondée sur l'autogestion et s'inspirant d'humanisme communiste — et le principe du „soin de l'homme" du nouveau pouvoir des comités de libération nationale.[53]

27. Dans la Yougoslavie nouvelle, après l'époque dans laquelle, par nécessité historique de cette époque de transition, le socialisme d'Etat était dominant, l'autogestion est introduite dans la lutte contre l'étatisme et le bureaucratisme (1949—1952), le socialisme d'autogestion continue à se développer (1952—1955), le système communal est introduit

ensuite (1955—1958), d'importantes décisions du VIIème congrès de la Ligue des communistes à Ljubljana et l'adoption du nouveau Programme de la Ligue des communistes interviennent en 1958, vient enfin la réforme économique et sociale et le neuvième congrès de la Ligue des communistes, tenu en 1969. Il convient de mentionner aussi les conceptions d'autogestion de la guerre de défense générale populaire, sur lesquelles se fondent l'organisation de l'armée populaire yougoslave, qui est constituée non seulement par des troupes régulières, mais aussi par des unités de défense locales (formées dans les localités, les entreprises, les écoles, etc.)

Ce sont les étapes fondamentales parcourues jusqu'à présent dans le développement du système d'autogestion et de l'humanisation des rapports sociaux qui s'y rattache, développement lequel, après les visions de Marx et les premières expériences de la Commune de Paris (187!), la Yougoslavie est la première à appliquer dans le monde. Il s'agit, donc, d'un développement sans modèles directs dans l'histoire de l'humanité. C'est là la raison pour laquelle il attire l'attention de l'opinion publique, non seulement des pays en voie de développement, mais aussi des pays développés et des pays et mouvements socialistes. Ces expériences, aussi importantes qu'elles puissent ètre, ne peuvent, et nous sommes loin de le vouloir, être universalisées et encore moins imposées comme des recettes préconçues, cependant qu'elles ne peuvent pas être négligées dans la lutte contemporaine pour des rapports plus humains entre les hommes, lutte qui est menée dans tous les pays du monde.

Dr Andrija B. STOJKOVIĆ est né le 12 décembre 1924 à Čačak, en Serbie, où il a terminé l'école primaire et le lycée (1943). Licencié en 1949 à la Faculté de Philosophie de l'Université de Beograd, groupe des sciences philosophiques. Promu au grade de docteur à la même Faculté le 6 juillet 1951 après soutenance de la thèse: „La logique formelle d'après Lénine".

D'abord professeur d'école secondaire à Beograd (1950—1954), il fut élu assistant pour les cours de Logique à la chaire de philosophie de la Faculté de Philosophie de l'Université de Beograd. Depuis 1958 il est chargé de cours et depuis 1962 maître de conférences à la même Faculté pour la matière Philosophie du marxisme.

Outre les problèmes théoriques généraux du marxisme, de son développement et de son état actuel, il s'occupe des problèmes philosophiques et de la méthodologie de sciences spéciales (sciences naturelles et techniques surtout) et en même temps de l'histoire de la philosophie des peuples yougoslaves (du peuple serbe en particulier). Il fut auparavant corédacteur des revues belgradoises „Filozofski pregled" et „Filozofija"; actuellement, il est le rédacteur responsable de „Dijalektika", revue éditée par l'Université de Beograd et traitant les problèmes philosophiques des sciences mathématiques, naturelles et techniques.

Ouvrages publiés: „La logique formelle d'après Lénine" (Beograd, 1959), „Le matérialisme dialectique" (deux éditions, Beograd 1962 et 1967, en collaboration avec Dr Bogdan Šešić) et „Débuts de la philosophie chez les Serbes, depuis Sava jusqu'à Dositej, philosophie basée sur la sagesse populaire" (1970), ainsi que bon nombre d'études, de traités et d'articles concernant le problème de la contradiction, l'éclectisme, la classification des sciences, le matérialisme philosophique et la catégorie de la matière, le problème de la répercussion et de la pratique, le rapport de la science et

de l'idéologie, le caractère idéologique des sciences et de l'enseignement universitaire, le conditionnalisme, l'humanisme et autres aspects des conceptions philosophiques de Lénine, le développement des sciences philosophiques en URSS; articles se rapportant à Dositej Obradović, Vuk Karadžić, Uroš Milanković, Svetozar Marković, Vladimir Jovanović, Jovan Cvijić, Ognjen Prica, Dr Sima Marković, Ljubomir Živković, Dušan Nedeljković, Miloš N. Đurić et Nikola Tesla; aperçus synthétiques relatifs au développement de la philosophie du marxisme dans les pays yougoslaves, ainsi qu'à la philosophie actuelle chez les Serbes, etc. Il a publié aussi un „Abrégé de l'histoire de la philosophie" pour l'enseignement dans les écoles secondaires (plusieurs éditions, Beograd 1953—1959, en collaboration avec Slobodan Petrović), ainsi que plusieurs manuels d'histoire du marxisme pour l'enseignement universitaire.

---

[1] Cette unité est relevée aussi par les naturalistes non marxistes qui s'occupent de questions philosophiques. Réf. A. Cornelius Benjamin: Science, Technology and Human Values, Columbia 1965.

[2] Nous nous référons à la littérature anthropologico-humaniste la plus importante des auteurs yougoslaves. A partir des positions du matérialisme dialectique et historique: *Dušan NEDELJKOVIĆ:* L'immoralité de l'immortalité et la fonction éthique de la mort (Nemoralnost besmrtnosti i etička funkcija smrti), Belgrade 1928; Travail, volonté joie — traité de la fonction éthique du travail (Rad, volja, radost — ogled o etičkoj funkciji rada), Belgrade 1939; Notre philosophie dans la lutte pour le socialisme (Naša filozofica u borbi sa socijalizam), Belgrade 1952; L'humanisme de la dialectique de Marx et la dialectique de l'humanisme contemporain (Humanizam Marksove dijalektike i dijalektika humanizma danas), Belgrade 1968; Université, culture et humanité, revue „L'Université d'aujourd'hui", numéro spécial, Belgrade, septembre 1968; Homme et humain, Belgrade 1969. — *Ljubomir ŽIVKOVIĆ:* Le rôle du travail dans la création de l'homme (Uloga rada u postanku čoveka), Zagreb 1936; La société humaine et la théorie des races (Ljudsko društvo i rasna teorija), Zagreb 1937; Science de l'avènement de l'homme (Nauka o postanku čovjeka), Zagreb 1941; Superstructuration sociale (Društvena nadgradnja), Zagreb 1960; Théorie de la reflexion sociale (Teorija socijalnog odražavanja), Zagreb 1962; Introduction à l'histoire de la conscience humaine (Uvod u Istoriju ljudske svesti) Belgrade 1957. — *Vuko PAVIĆEVIĆ:* Rapport de la valeur et de la réalité (Odnos vrijednosti i stvarnosti), Belgrade 1958; La personnalité dans le socialisme (Ličnost u socijalizmu); Belgrade 1959, Introduction à l'éthique (Uvod u etiku). Belgrade 1962: Les fondements de l'éthique (Osnovi etike). Belgrade 1967. — *Bogdan ŠEŠIĆ:* Nécessité et liberté (Nužnost i sloboda), Belgrade 1963; L'Homme contemporain et le monde (Savremeni čovek i svet), Belgrade *1969* — *Bogdan ŠEŠIĆ* et *Andrija STOJKOVIĆ:* Materialisme dialectique (Dijalektički materijalizam), Belgrade *1962 et 1967* (chapitre IX). *Dragutin LEKOVIĆ:* La théorie marixste de l'aliénation (Marksistička teorija alijenacije), Belgrade 1964; Le Marxisme et la philosophie (Marksizam i filozofija), Belgrade 1967. — *Vojan RUS:* Dialectique de l'homme, de la pensée et du monde (Dijalektika človeka, misli in sveta), Ljubljana 1967; Dialectique de l'homme et du monde (Dijalektika čoveka i sveta), Beograd 1969; Culture, politique et morale (Kultura, politika in morala), Maribor 1969 — *Gligorije ZAJEČARANOVIĆ:* Dialectique du monde de l'homme (Dijalektika ljudskog sveta), Novi Sad 1969.

A partir des positions de l'anthropologie philosophique marxiste: Les revues: Praxis (Zagreb) 1964—1970 (existe également une édition internationale); Gledišta (Belgrade) 1965—1970; Encyclopeadia moderna (Zagreb) 1966—1970; Filozofija (Beograd) 1967—1970. *Milan KANGRGA* — Les problèmes éthiques dans l'oeuvre de Marx (Etički problemi u djelu Karla Marxa). Zagreb 1963; Ethique et liberté (Etika i sloboda), Zagreb 1966. — *Veljko KORAĆ:* Marx et la sociologie contemporaine (Marx i savremena sociologija), Belgrade 1962 et 1968. — *Predrag VRANICKI:* L'histoire du Marxisme (Historija mark-

sizma), Zagreb 1961. — Recueils: Humanisme et socialisme (Humanizam i socijalizam) I — II, Zagreb 1963; Le sens et les perspectives du socialisme (Smisao i perspektive socijalizma), Zagreb 1965. — *Gajo PETROVIC:* La philosophie et le marxisme (Filozofija i marksizam), Zagreb 1965. — *Zagorka PESIĆ-GOLUBOVIĆ:* Le sens de l'humanisme de Marx (Smisao Marksovog humanizma), revue „Gledišta", 1, 1963; Les problèmes de la thorie contemporaine de la personnalité (Problemi savremene teorije ličnosti), Belgrade 1966. — *Vanja SUTIĆ:* L'être et la réalité (Bit i suvremenost), Sarajevo 1967. *Prvoslav RALIĆ:* La Ligue des communistes et l'humanisme socialiste (Savez komunista i socijalistički humanizam), Belgrade 1967. — *Mihailo MARKOVIĆ:* Humanisme et dialectique (Humanizam i dijalektika), Belgrade 1967. — *Svetozar STOJANOVIĆ:* Entre l'idéal et la réalité (Između ideala i stvarnosti), Belgrade *1969. Miladin ŽIVOTIĆ:* L'Homme et les valeurs (Čovek i vrednosti,) Beograd 1969. — *Ivan KUVAČIĆ:* Abondance et violence (Obilje i nasilje), Zagreb 1970.

Auteurs, partisans des deux conceptions: Recueils: Marx et les réalités contemporaines (Marks i savremenost) I—III, Belgrade 1964—1966; La personnalité et la société (Ličnost i društvo) revue „Filozofija" 1—2, 1958; Le socialisme et l'éthique (Socijalizam i etika), revue „Praxis" 4—6, 1966; Bureaucratie, technocratie et liberté (Birokratija, tehnokratija i sloboda), revue „Praxis" 1—2, 1967; etc.

[3] K. Marx: Zur Kritik des Hegelschen Rechtsphilosophie, Marx — Engels „Erke", t. I, Berlin 1961, p. 385.

[4] Manifeste du Parti communiste, Belgrade 1947, p. 24.

[5] Réf. A. Stojković: Lenine et l'humanisme, revue „Vaprosi philosophii" (Moscou) 4, 1968, p. 24—35.

[6] V. I. LENINE: Oeuvres, 4ème édition, t. XXIX, p. 168.

[7] Ibid, t. IV, p. 37.

[8] Ibid, t. XXVI. p. 396.

[9] Ibid, t. XXVI, p. 70.

[10] V. I. Lenine: Oeuvres complètes, t. I, p. 158—159.

[11] Ibid, p. 159.

[12] G. ALLPORT a déterminé déjà en 1937 l'existence de 50 groupes différents de détermination de la personnalité. Ce chiffre est actuellement beaucoup plus grand. Pour ce qui est des théories modernes sur la personnalité, cf. le manuel volumineux de C. S. Hall et G. Linzey: Theories of Personality (Theories de la personnalité), New York 1957. Quant à l'application de la cybernétique et des théories générales des systèmes sur le problème de la personnalité, cf. D. Krech: Dynamic Systems as Open Neurological Systems, „General Systems" vol. I, 1956, p. 144—154; K. Menninger: Psychological aspects of the Organism under Stress „General Systems" vol. II, 1957, p. 142—172; L. von Bertalanffy: General Systems Theory — Critical Review, „General Systems", vol. VII, 1962.

[13] réf. op. cit. (notamment „Praxis" 1964—1970), ainsi que B. G. Ananyev: L'homme comme objet de la connaissance, Leningrad 1969.

[14] Les anthropologues marxistes-philosophiques yougoslaves insistent plus particulièrement sur l'individualisation de l'humanisme", bien qu'ils ne tombent pas dans l'individualisation, mais tendent à un „dialogue avec ce qui est universel dans l'esprit de l'homme" (R. Supek, „Praxis" 5—6, 1967, p. 564); les matérialistes dialectiques yougoslaves concrétisent, dans l'esprit du „Manifeste communiste", ces mêmes thèses et les rattachent à la lutte de classes contemporaine.

[15] K. Marx: Les formes qui ont précédé au moyen de production capitaliste, Moscou, 1940, p. 20.

[16] K. Marx et F. Engels: Premiers Travaux, Zagreb 1953, p. 228, et suite.

[17] Ibid, p. 302.

[18] K. Marx: Le Capital, Belgrade 1948, t. III, p. 711.

[19] Selon Marx, il s'agit du „Selbstverwirklichung, Vergegenständlichung des Subjekts, daher reale Freiheit" (Grundrisse des Kritik der politischen Oekonomie) Berlin 1953 (Dietz Verlag), p. 505.

[20] En URSS, toute une bibliothèque de livres existe à ce sujet, citée notamment par V. E. Davidovitch: Les problèmes de la liberté de l'homme, Lwow 1967, p. 6—7.

[21] Réf. recueil Dijalektika oslobođenja (Dialectique de la libération), Zagreb 1969.

[22] Réf. Theoretische Probleme der wissenschaftlich-technischen Revolution, Herausgegeben von Dr. H. Parthey, Dr. K. Tessmann, Dr. H. Vogel, Rostock, s. a., p. 317. — La révolution scientificotechnique et le progrès du monde, Moscou, revue „Misly", 1969. — *Bogdan ŠEŠIĆ:* L'Homme contemporain et le monde (Savremeni čovek i svet), Belgrade 1969, p. 176—191. — *Miladin ŽIVOTIĆ:* L'Homme et les valeurs (Čovek i vrednosti), Belgrade 1969, chapitre VI. *Miroslav PEČUJLIĆ:* Budućnost koja je počela. Naučno-tehnološka revolucija i samoupravljanje, Beograd 1969.

[22] Réf. Du patrimoine littéraire de K. Marx, „Kommunist", 7, 1958.

[24] *J. BERNAL:* The Social Function of Science, Londres 1946.

[25] *MARSHALL McLUHAN:* Understanding Media. The Exposition of Man, New York 1964.

[26] Ref. Bureaucratie, technocratie et liberté (Birokratija, tehnokratija i sloboda), revue „Praxis" 1, 2, 1967; *I. KUVAČIĆ:* Abondance et violence (obilje i nasilje), Zagreb 1970; *H. MARCUSE:* One-dimensional Man, Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society, Boston 1964; Les perspectives du socialisme dans une société industrialisée (Perspektive socijalizma u industrijski razvijenom društvu), Receuil „Smisao i perspektive socijalizma", Zagreb, 1965, p. 167—177.

[27] V. I. Lenine: Oevres complètes, t. I, p. 95.

[28] Ibid, t. 41, p. 33

[29] V. I. Lenine: Oeuvres 4ème édition, t. XXVI, p. 254—5, 259, t. XXXI, p. 102—4, etc.

[30] L'inégalité sociale dans le socialisme (Društvena nejednakost u socijalizmu), receuil de travaux, Belgrade, édition Komunist, 1968.

[31] V. I. Lenine; Oeuvres complètes, t. XXXIII, p. 83.

[32] Ibid. t. XXXVI, p. 53; t. XXXIII, p. 116.

[38] Réf. Critique de l'idéologie anti-communiste, recueil de travaux, Moscou 1965; *G. V. OSIPOV:* La technique et le progrès général. Traité critique des *théories contemporaines réformistes et révisionnistes,* AH URSS, Moscou 1959; et surtout *E. FROMM:* The Sane Society (Zdravo društvo) Belgrade 1963, et d'autres travaux des anthropologues philosophiques marxistes.

[34] *B. RUSSELL:* The Practice and Theory of Bolshevism, G. Allen & Unwin, Londres 1920, p. 116, 147—156.

[35] V. I. Lenine: Oeuvres complètes, t. XXX, p. 122.

[36] V. I. Lenine, Oeuvres, 4ème édition, t. XXXI, p. 484.

[37] Ibid, t. XXVI, p. 396.

[38] Ibid, t. XXXVI, p. 545—6.

[39] Réf. *A. KOLMAN:* Le rôle de la philosophie dans l'époque de la révolution scientifico-technique, revue „Dijalektika", Belgrade 1, 1959, p. 41—50. (L'auteur fournit son modèle de la société socialiste).

[40] Des informations plus concrètes sur les lacunes et les déformations de l'autogestion peuvent être trouvées dans la bibliographie sous les points (2) et (41).

[41] Nous citerons quelques oeuvres sur l'aspect anthropologico-humaniste du système d'autogestion yougoslave: *Jovan ĐORĐEVIĆ:* Le développement de la société et la liberté de l'homme (Razvitak društva i sloboda čoveka), Belgrade, éd. Rad, 1953. — Le Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Belgrade 1958. — Dix ans de l'autogestion ouvrière (Deset godina radničkog samoupravljanja, articles de Z. Rakočević et R. Bošković), revue „Gledišta" n. 5, 1960. — *Edvard KARDELJ:* Les problèmes de l'édification du socialisme en Yougoslavie (Problemi naše socijalističke izgradnje), Belgrade 1960. — L'autogestion sociale en Yougoslavie (Društveno samoupravljanje u Jugoslaviji), Receuil d'articles et de discours, Zagreb 1960. — *Mito HADŽI VASILEV:* L'essence socio-économique de la répartition socialiste selon le travail (Društveno ekonomska suština socijalističke raspodele prema radu), revue „Socijalizam", Belgrade. n. 6, 1960. et Droit de propriété de la production de biens et les formes d'appropriation (Pravo svojine robne proizvodnje i oblici prisvajanja) Ibid, n. 11, 1965. — *M. TURTIĆ:* De la démocratie socialiste en Yougoslavie (O socijalističkoj demokratiji u Jugoslaviji), Recueil thématique d'articles, préparé par H. Pozderac et B. Petrović, Belgrade 1961. — *V. LEKOVIĆ:* Le contrôle social dans le système d'autogestion (Društvena kontrola u sistemu samoupravljanja), revue „Socijalizam" 2—3, 1962. — V. *V. PAVIĆEVIĆ:* Certains aspects moraux de la voie yougoslave vers le socialisme (Neki moralni aspekti jugoslovenskog puta u socijalizam), Recueil „Humanizam i socijalizam" II, Zagreb 1963. — *Ljubomir TADIĆ:* Proletariat et bureaucratie (Proletarijat i birokkratija) Ibid. — *Rudi SUPEK:* L'autogestion ouvrière et l'humanisation du travail et de la consommation (Radničko samoupravljanje i humanizacija rada i potrošnje), Ibid. — *R. MARINKOVIĆ:* L'influence de la commune sur les processus d'intégration dans l'économie (Uticaj komune na procese integracije u privredi), „Marks i savremenost", II, Belgrade 1964. — *U. TRBOVIĆ:* Le pouvoir politique et l'autogestion (Politička vlast i samoupravljanje), revue „Pregled" Sarajevo, 1—2 1966. *M. POPOVIĆ:* Les changements dans les rapports entre la démocratie socialiste directe et le bureaucratisme (Izmene u odnosima neposredne socijalističke demokratije i birokratizma), revue „Socijalizam", n. 10, 1966. *R. ALEKSIĆ:* Les problèmes de l'organisation socio-politique dans les conditions d'autogestion (Problemi društveno-političkog organizovanja u uslovima samoupravljanja), Belgrade 1967. — L'inégalité sociale dans le socialisme (Društvena nejednakost u socijalizmu), Belgrade 1968. — Puissance et humanité (Moć i humanost), revue „Praxis", 1—2, 1970. — La revue „l'Université d'aujourd'hui" (Univerzitet danas), Belgrade, a publié une suite d'articles sur l'autogestion dans les universités.

[42] A côté de J. — P. Sartre, il s'agit de nombre de marxistes et d'humanistes d'orientation anthropologique et humaniste, rassemblés autour des revues zagreboises: Praxis et Encyclopaedia Moderna. Cf. le compliment fait par L. Goldmann à l'adresse des communistes yougoslaves à la suite de la

„grande découverte que l'homme ne peut pas lutter contre la bureaucratie, s'il ne lui oppose pas des structures sociales et économiques aux tendances anti-bureaucratiques, et notamment l'autogestion ouvrière (recueil: Dijalektika oslobođenja, Zagreb 1969, p. 234). Les articles du Praxis débordent de ce genre de témoignages.

[43] Alors que ce côté de l'autogestion est compris par les matérialistes dialectiques, et ils n'en discutent pas, il est caractéristique que cette question est surtout évoquée par les anthropoloques marxistes philosophiques (en comparant souvent l'état de choses dans le système d'autogestion contemporain yougoslave avec le système capitaliste libéral du „laisser faire, laisser passer". Cf. *Mihailo MARKOVIĆ:* L'orientation sociale et l'autogestion (Društveno usmeravanje i samoupravljanje), et *Jakov SIROTKOVIĆ:* L'autogestion sociale et la planification (Društveno samoupravljanje i planiranje) Recueil „Marks i savremenost" II, Belgrade 1964; *Svetozar STOJANOVIĆ: L'autogestion sociale et la communauté socialiste* (Društveno samoupravljanje i socijalistička zajednica), Praxis 5—6, 1967.

[44] Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Belgrade 1958, p. 153—5.

[45] *Svetozar STOJANOVIĆ:* Entre l'idéal et la réalité (Između ideala i stvarnosti), Belgrade 1969, p. 144—5. En signalant la division entre les théoriciens au sujet de la réponse à la question concernant le sens éthique du marxisme, S. Stojanović estime à juste titre que cette question a été résolue par le traité: *E. KAMENKO,* The Ethical Foundation of Marxism, Londres 1962.

[46] Réf. les travaux des théoriciens yougoslaves sur le moral et l'éthique socialistes: *Boris ZIHERL:* Le communisme et la patrie et Une contribution à la question du moral communiste (Komunizam i otadžbina i Prilog pitanju o komunističkom moralu), Belgrade 1950. — *Veljko VLAHOVIĆ:* De la personnalité d'un communiste (O liku komuniste), „Komunist", 1, 1946. — *Dragutin FRANKOVIĆ* Du moral socialiste et de l'éducation de l'homme nouveau (O socijalističkom moralu i odgoju novog čovjeka), Zagreb 1950. — *Milivoje STOJKOVIĆ:* Tito sur la personnalité du communiste (Tito o liku komuniste), „Narodne Novine", n. 19 du 17. 5. 1952. — *Todor KJOSTANOV* La personnalité du communiste et le praticien de l'Informbureau (Lik komuniste i informbiroovskog praktičara), „Borba", n. 239, 7 oct. 1952. — *Miloš ŽANKO:* Les communistes et le moral (Komunisti i moral), „Naprijed", n. 45 du 31 oct. 1952. — *Ivan LAĆA:* Du moral de l'homme yougoslave (ou de la lutte incessante avec soi-même) „Komunist" n. 11—12, 1953. — *Petar BAKOTIĆ:* Les fondements de la morale socialiste (Temelji socijalističkog morala), „Školski vjesnik" n. 4, 1954, et n. 5—6, 1956; L'ancien et le nouveau dans la morale socialiste (Staro i novo u socijalističkom moralu), Ibid. n. 7, 1956; Questions de la morale socialiste (Pitanja socijalističkog morala), Split 1956. — Discussion sur la morale socialiste (Diskusija o socijalističkom moralu), revue „Gledišta", n. 4, 1961. Voir encore les oeuvres déjà citées des marxistes yougoslaves.

[47] V. I. LENINE: oeuvres, 4ème édition, t. XXXI, p. 258—9, 266.

[48] Réf. *Andrija STOJKOVIĆ:* Un aperçu du développement de la philosophie du marxisme dans les pays yougoslaves (Pogled na razvoj filozofije marksizma u jugoslovenskim zemljama), Matica srpska, „Zbornik za društvene nauke", cahier 53, p. 5—78, ainsi que la littérature qui y est citée.

[49] „Discours et articles" („Govori i članci"), Zagreb 1959, t. II, p. 347—357. Pour ce qui est du conflit avec le Kominform, une importance théorique fondamentale revient aux documents du Vème Congrès du PC de Yougoslavie, tenu à Zagreb en juillet 1948, et notamment au Rapport politique de Tito figurant dans „Govori i članci", Zagreb 1959, t. III, p. 284—461.

[50] Réf. *R. H. ABDUSHKOUROV:* Triomphe de la théorie leniniste sur le passage des autres Etats vers le socialisme et le communisme, en contournant le capitalisme, „Fan", Tashkent, RSS d'Urbanistan 1970.

[51] Il est intéressant de faire remarquer que Svetozar MARKOVIĆ, bien qu'il n'emploie pas le terme „aliénation", éclaircit, analoguement à Marx, l'essence du problème non seulement de l'aliénation religieuse, mais aussi de l'aliénation du travail dans le processus de travail, c'est-à-dire l'autoaliénation du travail. Comme Marx, il exige l'abolition de la désintégration de la personnalité du travailleur (qui se produit dans le capitalisme) dans la division du travail communiste, et considère que la personnalité du travailleur sera réintégrée dans le socialisme en ce sens que „chaque travailleur aura différentes préoccupations" — manuelles et spirituelles, et c'est ainsi que s'accomplira l'humanisation des rapports humains.

[52] Voir: *Dušan NEDELJKOVIĆ:* L'éthique de la Sutjeska (Etika Sutjeske), Belgrade 1964, ainsi que les Mémoires de Rodoljub ČOLAKOVIĆ et d'autres combattants de la Guerre de libération nationale.

Dr Branislav ŠOŠKIĆ
Professor of the Faculty of Economics in Beograd

THE YUGOSLAV ECONOMIC REFORM AND PROBLEMS OF ECONOMIC POLICY

At the beginning let me make two introductory notes concerning the Yugoslav economic system of workers' selfmanagement and the post-war economic development.

The first phase of the post-war economic development, particularly from the First Five-year-plan in 1947 on, bore all the features of centralized planned management. The process of decision-making was centralized and directive. Business enterprises were obliged to perform tasks whose formulation they could hardly affect at all. The process of decentralization in decision-making started gradually in 1950, that is after the law was promulgated transferring the right to manage enterprises from state authorities to working collectives, i. e. the introduction of the workers' self-management. Economic (that is social) plans become, in addition, more and more indicative (they had been directive previously). Business enterprises have become still more independent since 1960.

This process was not accompanied by proper elements of coordination and information. The lack of sufficient information on the future economic development in the country and abroad may bear and has borne adversely on the propensity of enterprises to invest in view of the risk involved in new investments. This is why efforts are made now and solutions are being sought to find a proper system of indicative planning with elements of information and coordination. This ought to be a decentralized, democratic and indicative method of economic decision-making with business enterprises playing the dominant role in making decisions on the volume and structure of production and investments, in their inner organization and operation, in the marketing and (mainly) pricing of their commodities and services, in the splitting up of the income into personal incomes and accumulation (funds) and in the individual distribution of personal incomes.

The Yugoslav gross national product has increased by more than three times during the post-war period. The average annual growth rate has been over 7%. This means that the Yugoslav economy has developed rapidly. This development was highly uneven both as regards various time periods and various branches. Throughout one time

period (1952—1964) Yugoslavia had the highest growth rate among Eastern and Western countries. Industry has developed most. It is followed by transportation and the trade. The gross product of the industry has increased by about 5.5. times and that of transportation and the trade by over 4 times. Agriculture has experienced the least expansion. The average rate of output in agriculture was (for the period 1947—1964) 3.46% and that of all the other branches 8.76%. All this suggests the conclusion that the Yugoslav post-war development was based mainly on nonagricultural branches, moreover that it was carried on to the detriment of agriculture. In other words, what was involved was the process of industrialization of the national economy. This occasioned sizeable structural changes in the Yugoslav gross national product. The share of industry in the Yugoslav gross national product (for this period) rose from 29.4% to 48.3%, while the share of agriculture fell from 36.5% to 19.7%. Output in agriculture oscillated appreciably from year to year, first of all because of climatic conditions. The fall in agricultural output was outstanding particularly in 1950, 1952 and 1956, even though it rose considerably from 1953 to 1959, at the average rate of 5.77%. It remained thereafter (in the period 1959—1964) stationary on this level. Industries experienced cyclical fluctuations lasting from two to four years, in which booms (1947—1949, 1952—1954, 1957—1960, 1963—1964) were followed by recessions (1950—1952, 1955—1956, 1961—1962).

When discussing and writing about economic reforms in East European socialist countries, we must bear in mind the following. The new Yugoslav economic reform, which started in 1965, differs in character from the economic reforms in other socialist countries. Moreover, I think we might say that it was eighteen years ago that Yugoslavia undertook the radical economic reform that is now being undertaken by other socialist countries. For it was then that Yugoslavia abandoned the system of a centralized administrative planned economy and started to introduce the system of workers' self-management with the growing autonomy of the enterprise and a decentralized market orientation of the economy. The execution of this reform has been accompanied by constant changes and the improvement of the economic system in the narrow sense of the word, i. e., a system of instruments in various spheres of economic life (the monetary and credit system, the budget, distribution, foreign exchange control, etc.).

The most important steps that have been taken in the meantime and that may be characterized as reforms are the abandonment of the compulsory collectivization of agriculture and the orientation toward the so-called economic policy of the living standard (promotion of the production of consumption goods and increase in personal income in 1956). A few years later, in 1961, an economic reform of a limited scope was launched. The economic reform that started in 1965 is still under way.

All these significant changes and reforms in the economy have been accompanied by changes and reforms in social and political life. The breach with the Cominform in 1948 meant, in both the social and political sense, a new and independent (the so-called Yugoslav) way in the building of socialism. The new constitutional law of 1953 was an

important further step (compared with the Constitution of 1946) in the social and political system. The new Constitution of 1963 was one more step toward the affirmation and further development of self-management not only in the economic but also in other spheres of social and political life. The main features of Yugoslav society are the transfer of more and more functions from the state to self-managers in economic and other organizations (in education, science, culture, medical treatment, etc.) and the development of a direct economic and political democracy (without parties in the future).

The reform of 1965 was launched in order to open up domestic production and consumption as much as possible to other countries, i. e., to incorporate the Yugoslav economy into the international labor division as fully as possible. This means that production must become more efficient and that general costs of production as well as costs per unit of output must be cut; hence the share of labor must be diminished. This is necessary if the competitive power of the Yugoslav economy in the international market is to be increased. In Yugoslav terms, this means the transfer from so-called extensive to so-called intensive business activity, the transfer from labor-intensive to capital-intensive business activity. The greater orientation toward the international market ought to promote the Yugoslav economy and bring about a more rational business activity, a higher labor productivity, and a more proper structure of production. In other words, it ought to force Yugoslav enterprises to subject themselves to requirements imposed by the international market and the economy of countries with a higher productivity. Measures of protection should be restricted only to necessary spheres and they should be decreased in time. Looked at broadly, both the economy and the society ought to become more rational.

The following measures were taken in this direction. First, the dinar was devalued in proportion to the dollar, in other words, the offical exchange rate was adjusted to the real one. The previous offical exchange rate (which dated back to the reform of 1961) had been 750 old dinars to 1 U. S. dollar. This was changed to 1,250 old dinars to 1 U. S. dollar. This ought to improve the balance of payments. The convertibility of the dinar has been set as a goal to be achieved gradually.

Second, domestic production is less protected. Even though customs tariffs for certain products are still pretty high the average customs tariffs have been decreased so that these customs tariffs are lower than in all other countries.

Yugoslavia has become a member of GATT and has applied the clauses of this international convention on tariffs and trade in its exchange with other countries. It has also participated as an observer in SEV, the international economic organization of socialist countries for international help and cooperation in economic development. In 1967 foreign exchange and foreign trade regulations were enacted that should also promote the incorporation of the Yugoslav economy into the international exchange.

Third, prices, which had been frozen a few months previously because of high inflationary pressure, were corrected administratively

and adjusted to world prices or to the prices prevailing in the countries with which Yugoslavia exchanges both visible and invisible items. The disparity of prices of various products had acted as a brake on the development of some branches for a long time prior to the reform. Prices of many raw materials and intermediary products were kept down by administrative measures and so were prices of transportation services, prices involved in the production of power, and prices of some basic agricultural products. For this reason these branches and activities could not secure sufficient accumulation funds, i. e., funds for reproduction on an enlarged scale, and hence they displayed signs of stagnation. Prices have changed considerably since the reform. Prices of instruments of labor have increased by 4 per cent, those of consumption goods by 12 per cent, prices of raw materials and of intermediate products by 19 per cent, prices of transportation services by 32 per cent, and those of agricultural products by 33 per cent.

The reform was also aimed at the restriction and rational utilization of public expenditures, which were rising constantly. Their share in national income had doubled in the former decade. The expenditure on social insurance doubled in three years alone. This high level of public consumption exerted a pressure on the economy: it raised costs of production, decreased the competitive power of the economy in the foreign market, and slowed down the modernization of the economy. It must be borne in mind that every increase in payments out of personal income (for the budget, social, medical and old-age insurance, education) means, in fact, a financial burden on the economy. That is personal income is still paid in net amounts. Every increase in payments from personal income means an increase in the gross amount of personal income, whereby net income is not decreased. Such a calculation of personal income breeds an antagonism between the economy, on the one hand, and all users of finacial resources outside the economy (not only the state administration but also education, medical protection, science, culture, etc.), on the other. A change in the calculation of personal income so that every increase in payments would be incurred by the employed since it would manifest itself in a decrease in the net amount of their personal income would seem useful. Discussions are under way concerning changes in this respect. They are also necessary, in my opinion, because of a more efficient working of the fiscal counter-cyclical policy (we will return to this point later).

The reform is aimed particularly at making the working organizations decide independently on reproduction on an enlarged scale. In other words, it is aimed at keeping as much money as possible in the working organizations, while only the necessary part is paid out to meet the requirements of society as a whole. According to the intermediate--range plan for economic development (1966—1970), working organizations and commercial banks together must have at their disposal at least 70 per cent of the total resources earmarked for reproduction on an enlarged scale. Investment funds were concentrated in territorial socio-political units in former phases of Yugoslav economic development (communes, republics, and the federation).

The economic reform of 1965 was preceded by a high rate of inflation. The situation was similar to the one prior to the reform of

1961, even though the rate of inflation was lower then. The following figures show the movement of retail prices from 1955 on (1964 prices = 100).

1955	65	1961	82
1956	68	1962	88
1957	69	1963	92
1958	70	1964	100
1959	71	1965	129
1960	76	1966	159

The high rate of inflation and its consequences with a constant official rate of exchange both in the balance of trade and the balance of payments with the deficit rising from year to year, gave rise to the economic reform. The deficit in the balance of trade amounted to 129 billion old dinars and the deficit in the balance of payments to 71 billion old dinars in the year preceding the economic reform (1964). Further reasons for the reform were the following: different price regimes (some prices were free, others were frozen, some were fixed in an administrative way) and, as the result, different conditions of development; differences in personal income in various branches; the extensive performance of the economy; the high costs of production; and too low labor productivity.

Economic stabilization, i. e., the stabilization of the market, prices, or the dinar became one of the key tasks of the reform of July 1965, as was the case with the reform of 1961. The new dinar (1 new dinar = 100 old dinars) as a form of payment marked the beginning of the stabilization. The main measure of the counterinflationary economic policy was the restrictive credit policy (as in the reform of 1961). In the next two years prices continued to rise by an average of 7.5 and 7 per cent, respectively. After severe restrictive measures were taken, prices for the most part stabilized in 1967. In the meantime administrative controls have been lifted from many prices.

The devaluation of the dinar, which brought the official rate of exchange closer to the real one than in 1961, was accompanied by a decrease in the deficit in the balance of trade as well as in the balance of payments in 1965 (to 59 and 7 billion dinars, respectively). However, the deficit has started to rise again.

The restrictive credit policy of stabilization was accompanied (as in 1961) by a slowdown in economic growth. The average annaual rate of growth in industry, which was 17,1 per cent in 1964, started to fall rapidly. It fell to 7.8 per cent in 1965, 4,2 per cent in 1966, and approached 0 in 1967. Stocks of slow-moving goods have accumulated and liquidity has been falling. i. e., there have been more and more deliveries that have not been paid for. There has also been more and more unemployment. There was 228,000 unemployed in 1964 when the rate of economic growth was high. The number of unemployed was about 265,000 in 1965 and 1966, while in 1966 the number of those who found jobs abroad (Western Europe) was almost the same.

As may be seen, there are many similarities between the reform of 1961 and that of 1965 in the conditions preceding them (the high rate of

inflation, the mounting deficit in the balance of trade and in the balance of payments, different price systems). The basic measures that were taken were also similar: the restrictive counterinflationary credit policy (i. e, the stabilizing policy), the devaluation of the dinar, and the administrative correction of prices. However, the reform of 1965 was broader in scope and more consequential. The stabilizing restrictive credit policy of 1965 was more pronounced than that of 1961 and it was particularly restrictive in 1967. However, the drop in business activity, i. e., in the rate of economic growth, was steeper and of a longer duration (i. e, strated in April 1965, i. e., after prices that had been rising rapidly were frozen).

The basic problems facing the Yugoslav economy had been how to make the economy dynamic, i. e., how to raise the rate of economic growth and employment, without bringing about at the same time an over-all price rise, an inflation, how to change the structure of the economy, how to incorporate it more fully into the international division of labor, and how to decrease the deficit in the balance of payments.

The recovery of the economy, the decrease in unemployment, changes in the skills of the labor force, changes in the structure of the economy, modernization of the economy, transition from the extensive to the intensive performance of the economy, and, accordingly, a reduction in cost of production per unit of output, the increase in the competitive power of the economy in the international market, the increase of exports, and the decrease in the deficit of the balance of payments-these are the basic problems of the Yugoslav economy and economic policy.

Here I am going to explain some of my attitudes toward these problems and the way in which they may be solved. I shall deal particularly with problems of employment and making the economy dynamic which kad been central economic problems during first few years of the economic reform.

Problems of unemployment and price stability have not been analyzed for the most part in the Marxian economic litarature. That is, no measures of economic policy have been suggested to solve them. This is not difficult to understand if the following points are borne in mind. First, Marxian economic thought analyzed the capitalist economy and capitalist socio-economic relations at a time when there were no socialist socio-economic systems. It goes without saying that it did not analyze problems of unemployment and inflation or seek solutions that might help the economic policy of capitalist countries to solve these problems within the framework of capitalism. This has mainly also been true of the recent Marxian economic literature insofar as it has dealt with the capitalist economy and capitalist socio-economic relations.

When analyzing the socialist economy and socialist socio-economic relations, Marxian economists have until recently identified the socialist and centralized planned economy and held that these problems, particularly the problem of unemployment, are incompatible with the planned character of a socialist and centralized planned economy, if the planning is skilled enough.

The attitude of Marxian writers toward the analysis of unemployment and the stability of prices as a precondition for a comprehensive

countercylical economic policy based on scientific arguments will have to and has already started to change. Such a policy would be opposed to dogmas and would be free of prejudices. That is, the concept of a socialist economy as a centralized planned economy, which is used to be held in Yugoslav theory and practice and now is no longer limited to it, has been abandoned. Enterprises are more and more independent in their investment policy and in their income and pricing policy, while the role of the market as the regulator of the volume and structure of the production of consumption and investment goods is growing. In other words, a socialist economy of the market type is coming into being which is, like all market economies, subject to cyclical fluctuations.

Until recently, only a capitalist economy ranked as a market economy. In other words, the term „market economy" was a synonym for a capitalist economy as distinguished from a socialist economy. The opinion was held that a socialist economy could not, by its very nature, be a market economy. However, we know from historical experience, particularly from the experience of Yugoslavia as well as from the latest movements in other socialist countries, that a socialist economy can also be a market economy.

The market economy was called thus because of the extraordinary impact of the market on the volume and structure of production and hence of investments too. The more an economy is a market economy, the more the market (i.e. the level and pattern of demand and not the administrative centralized plan) is the factor that determines the volume and structure of investments and production. In other words, the market (i. e., the demand) is the determinant of the volume and structure of the production of consumption goods and indirectly also of the production of producer goods, which serve for the production of consumption goods. Thus enterprises decide in a market economy to make investments of a larger or smaller amount; they decide to produce more or less and chose a corresponding structure of investments and production depending on market prospects, on whether there is any demand and for which products, and on the level of demand.

If market prospects are bleak (that is, prospects for the sale of corresponding commodities and services), then enterprises will sooner or later restrict their production or, if the necessary conditions exist, reorient their production. The restriction in production brings about sooner or later, ceteris paribus, a decrease in employment. Capitalist enterprises are apt to dismiss workers, particularly if there are no strong and influential trade unions. In socialist enterprises, in wich the workers themselves are the managers, workers are not dismissed so readily because of the social solidarity of the workers employed, social interference (sanctions and the like), and the specific position of the socialist enterprise with regard to ownership and the restricted risk it has to run. What stands out in socialist enterprises particularly is the hidden unemployment, i. e, the surplus labor force.

The surplus labor force, from an economic viewpoint, is a serious handicap for the enterprise in a market economy and for the market economy as a whole on both the domestic and even more the foreign market. The surplus labor force necessitates still more extensive business activities and curbs the transition to intensive busines activities. Inten-

sive business activities, which result in a reduction in the share of labor costs in the total costs of production and accordingly also in the price per unit of every individual commodity, are a precondition for the competitive power of the enterprise in general and for a more rapid incorporation of the enterprise and the economy into the world market, into the international labor division.

Advanced market economies, i. e., economies in which the market allocated factors of production through supply and demand, determining the volume and structure of investments and production, are subject to cyclical fluctuations. Every market economy must thus reckon on cyclical fluctuations and accordingly on problems of unemployment, on the one hand and inflation, on the other, regardless of whether a private capitalist economy is involved or a socialist market economy such as the Yugoslav.

Resolving the problems of unemployment and monetary stabilization (i. e. problems involved in the general price rise and inflation), in other words, the achievement and maintenance of full employment and price stability without inflation, is one of the most important goals of the economic policy of contemporary developed countries.

As opposed to many other countries where unemployment is a problem particularly for the unskilled labor force, there was a high percentage of highly skilled labor in Yugoslavia that was unable to find a job in the country. Hence it went abroad or accepted the status of the unemployed. The structure of skills was not satisfactory either.

The general stagnation and reduction in output aggravates the transition from the extensive to the intensive performance of the economy the reduction of the number of workers necessary to produce the same output). The already extensive economy is becoming even more extensive with the reduction in output since workers are not dismissed.

The intensive performance of the economy is the decisive component of the economic reform for the competitive postition of the Yugoslav economy in the world market. This is why society must not curb the process of reduction of the labor force to a necessarily much lower level. However, on the other hand, if this process were left altogether to the market, first of all it would take too long and the Yugoslav economy cannot allow this in view of the international economic developments and, secondly, it would mean, under the conditions of economic stagnation, the transformation of this „surplus" labor into unemployed with very poor prospects to find new jobs.

To solve the problem of unemployment and of the surplus labor force the society must take certain measures of economic policy. The measures ought to be taken within the framework of economic policy in order to absorb in the most efficient way the unemployed labor force as well as the surplus labor force that enterprises can neither employ through the expansion of their production nor dismiss for reasons of solidarity. This is the help that society can extend to enterprises to enable them to transfer to more intensive business activities and to improve the structure of the employed by skill.

The basic components involved in making the economy dynamic are solved along with the problems of unemployment and the surplus labor force.

The countercyclical economic policy should not be aimed at restricting the market character of the economy. On the contrary, it should affect the level of the effective demand. In other words, it must raise or lower the level of total effective demand depending on whether the economy is — at the given moment — in the downswing or upswing of the business cycle, in other words, whether a grave problem is presented by the declining volume of social output and increasing unemployment, or by a general rise in the prices of commodities and services, i. e. inflation. Selective and combined measures of the countercyclical economic policy must raise or lower the existing level of total effective demand, either directly or indirectly, to a level that would secure full employment (of the labor force and other factors of production) without inflation (which does not imply that there will not be a slight rise in prices). The monetary and credit policy and the fiscal policy in the broader sense of the word are, among other things, some of the most significant aspects of the countercyclical economic policy.

We are now going to deal with fiscal policy because of certain specific traits of this policy and because it should occupy, in my opinion, a special place in Yugoslav economic system.

At present in Yugoslavia the tax instruments are used in such a way that all the population employed in the social sector (not the individual sector) receives a net income. The effects achieved through tax reductions, i. e., through a reduction in contribution rates, are indirect and, as a rule, smaller. The reduction in general contribution rates (i. e., in contribution rates for public consumption) that is being resorted to at present does not, at least not during the first phase, have any effect on the personal income of the population employed in the social sector or, consequently, on their effective demand, i. e., on the consumption of consumer goods that promote significantly total production and employment.

A reduction in contribution rates means in fact a smaller burden for the enterprise. It may cut the production costs as well as the prices of various commodities; it may increase the competitive power, particularly in the foreign market. It may also affect the increase in consumption, provided that this reduction in contribution rates is reflected in a reduction in prices. It is, however, certain that enterprises will not spend the whole amount of this reduction to raise personal income. In other words, the reduction in tax rates (i. e., in contribution rates) will not be spent in toto on increasing personal income if it is paid in net amounts. Furthermore, the part of this amount that is utilized for an increase in the consumption of consumer goods will, in this case, be smaller. In addition, in such a situation a selective approach is hardly feasible in a reduction of tax rates (i. e. contribution rates) that would take account of the different „propensities to consume".

This means that a counterrecessional taxation policy (i. e., tax cut or a cut in contributions by a certain amount) would be far more efficient in social structures in which personal income is paid in gross (and not in net) amounts. This implies further (as may be inferred from the following analysis) that counterrecessional measures would be less effective in a social environment in which personal income is paid in net amounts than other measures of countrrecessional fiscal policy, such

as increased public financing, particularly public financing of some economic activities (public facilities).

Additional public financing for the building and maintenance of public facilities is intended to fulfill the same goal, but on a more direct and broader scale as the counterrecessional monetary, credit, and taxation policy.

The building and maintenance of public facilities covers a wider range of activities: (1) residential and communal building maintenance (parks, playgrounds, centres for recreation, kindergartens, libraries, schools, medical institutions, electrification, waterworks); (2) construction and maintenance of highways (of federal, regional and local importance) and accompanying facilities, a necessary precondition to the development of any modern economy, particularly to the development of tourism, which is growing in importance in Yugoslavia; (3) improvement works (control of rivers construction of dams and irrigation canals of a local and regional character, afforestation of certain areas, etc.); and (4) construction and maintenance of certain energy-producing facilities, etc.

When the construction and maintenance of public facilities is discussed, it is not a question of qualitatively new economic activity. What is involved is only the intensification of this construction, particularly at certain points. We are concerned with additional construction and maintenance of public facilities.

The increased construction of public facilities is not the only means through which the problem of unemployment may be solved. This is one of the means along with the expansive monetary, credit, and fiscal ecoonomic policy and some measures typical of the Yugoslav system (private work and tertiary activities, etc.).

With unemployment, priority must be given to works that require a low organic composition of capital and that may be carried out without a great deal of technical equipmment. The case is not the same if the economy develops rapidly and if there is relatively full employment and labor is scarce.

When public facilities are chosen, account must also be taken of the mobility or insufficient mobility of the labor force. This means that, apart from necessary large facilities, a special place should be occupied by works of a local and regional character.

The increased construction of public facilities is a short-run means, i. e., a means that should be used only under conditions of economic stagnation and unemployment and only until other spheres are able to employ the former surplus labor force. This will happen when there is a higher level of market demand, when output expands, and when the economy develops rapidly. When the goal has been achieved (namely, when there is no more unemployment and when the economy has been made dynamic through these and other means, particularly through an expansive monetary, credit, and fiscal policy and the creation of more favorable conditions for private work and tertiary activities), then the construction and maintenance of public facilities must be gradually reduced to the level that is considered optimal by society.

Society acts as the buyer with increased means through public financing. This increases the effective demand. In other words, it creates a market for certain commodities and services. However, if society also acts as the direct organizer of certain economic activities, then the chain „increased total effective demand, increased output, increased employment" is cut still more. The corresponding production is organized directly and the unemployed labor force becomes employed directly. The effect is thus even more direct.

A contributing reason why the economy should turn more and more to public financing — a reason which is highly important under the conditions of unemployment and stagnation of production which the Yugoslav economy was experiencing is that, apart from solving directly the unemployment problem, it may facilitate changes in the structure of the employed by skills. By making use of the method of selection at the beginning, priority should be given to public facilities that do not require a high organic composition (high technical equipment of labor). In other words, in the choice of facilities, priority should be given to works that might absorb the unskilled labor force first of all, that is, both the labor force which is unemployed now and the surplus of unskilled labor.

This measure would be of immense help to enterprises, to the economy as a whole, and to the implementation of the economic reforms.

Enterprises are reluctant to get rid of their surplus labor force if the workers who would thereby lose their jobs would have very poor prospects to find other jobs under conditions of economic stagnation. However, enterprises would more readily get rid of their surplus labor force if society would create jobs for them through public financing, construction and maintenance of public facilities, etc.

It is difficult to understand arguments which ignore the fact that such social action is inevitable. If enterprises are left only to the market to be forced to reduce their labor force under general conditions of a reduced volume of output, or if enterprises are left to decrease the labor force per unit of output in the future under new conditions of accelerated economic growth, then valuable time will be lost. This would bring about a lag which could not easily be made up, particularly if movements in the world market are borne in mind as well as efforts to incorporate the economy into the international labor division.

The same amount of means for financing public facilities will yield a larger output and a higher level of employment if society resorts to public facilities with a low organic composition of capital, facilities that may be constructed in an extensive way without expensive and large machines.

The number of such facilities is not small. These are, in the first place, public utilities, facilities of a local character, and transportation facilities. It goes without saying that many of these facilities may be, technologically, built at present in a highly mechanized way, but this need not be the case. Labor in such a situation is not a limiting factor (bottleneck). On the contrary, there is a large percentage of unemployed, while a large part of the employed, particularly the unskilled labor force, represents, in fact, a surplus that is a burden

to current production, preventing the economy from having a larger share in the international market. The construction of public facilities is not and need not be — at least under conditions of unemployment and surplus labor — highly intensive and competitive. This is particularly true since the measures in question ought to absorb within as short a period as possible the unemployed and the surplus labor force. Economic and technological factors in the construction and maintenance of public facilities ought to stand out and will stand out when the economy develops at an accelerated pace and when relatively full employment is achieved, when the labor force will be scarce and when the „number of jobs" will exceed the number of people who are willing to work.

Finally, it must be added that the means for financing public facilities do not represent an insoluble problem in a society where there is no gold standard in force. There are a few possible sources of means. These are:

1. Funds that already exist and that ought to be utilized for the purpose for which they have been established. These are (a) funds for residential construction and utilities, (b) funds for the construction of transportation facilities (which are formed out of the selling price of gasoline, the registration of cars, etc.), and (c) funds for the unemployed. The position of the economy should determine whether the same amount of funds should be maintained or whether the contribution rate for these funds should be increased. This could be done particularly for the last two funds (the fund for the construction of transportation facilities and the fund for the unemployed).

2. Some new funds that might be formed through the introduction of new contributions which ought to be paid, as a rule, not by enterprises but by individuals (e. g., solidarity fund).

3. Domestic loans (which have already been resorted to in Yugoslavia for the construction of transportation facilities in some regions) as well as foreign loans (when the facilities in question have relevance for the whole country).

4. Other sources that might be resorted to, if necessary, are credits (particularly if the amount of savings deposits considerably exceeds the amount of loans extended, as is now the case and, in the last instance. the deficit financing.

There are also other possibilities. Namely, enterprises might contribute to the income of workers who find jobs in public facilities or they might be allowed not to pay contributions for workers who were unemployed, etc.

All this must be carried on gradually by selective methods since the relative stability might otherwise be affected adversely. When considering this question, the fact must be borne in mind that the pressure on the market would not increase if the surplus labor force were absorbed, since it had its income with which it already appaered in the market of consumption goods. The income of those who found jobs for the first time (young people) or those who were unemployed until then would act as an additional effective demand in consumer goods market, even though not in the same amount (in proportion to former unemployment allowances and the like). However, the existence

of inventories and insufficiently utilized capacities in enterprises indicate that one needs not expect this to bring about a price rise. The construction of public facilities produces, in addition, a certain use value which has or may have its price. By getting rid of surpluses of unskilled labor, in the first place, enterprises might employ more readily and more rapidly skilled and trained manpower. This would result in more efficient business activities and, in the end, a larger output and cheaper production. All these are compensating factors which would maintain the relative stability of prices.

The stability of prices may be discussed only in a relative way. One cannot advocate a stability of prices that would admit no slight price rise in proportion to what is regarded as permissible in the world. If a slight rise in prices is necessary to make the economy dynamic and to solve the problems of unemployment and surplus manpower then it must be accepted. Finally, completely stable prices of commodities cannot, by themselves, bring about either a more intensive performance of the economy or changes in its structure. This role is occupied in the first place by the free working of the market, wherein corrections must be made by society wherever there are tendencies for the formation of so-called natural or artificial monopolies.

The Yugoslav economy has gone through a period of recovery during the recent two years, with a rate of economic growth in excess of 10 per cent per annum. The dynamization of production is no longer a problem of the Yugoslav economy. The employment problem is no more acute. The rate of employment has been moving upward all the time. However, it is the danger of a general climb in prices, the danger of inflation, which has come out slowly. But this matter might be discussed in detail at the ensuing seminar next Autumn, if it turns into a severe problem of the Yugoslav economy during the following months.

Yugoslav economists, scholars at universities and scientific institutes as well as economic policy makers ought to analyze in the meantime under all aspects — which I believe they will — the price movement and to try to secure consistency among their views on measures of the economic policy.

Dr Branislav ŠOŠKIĆ, professor at the Faculty of Economics of the University of Beograd and director of the Institute of Economic Research. Dean of the Faculty of Economics from 1964 to 1967. Now deputy and chairman of the Board of Education at the Federal Assembly of Yugoslavia (at the Educational and Cultural Chamber).

Chairman of the Council of the International University Center for Social Sciences of the University of Beograd.

Awarded the Doctoral Degree in 1954 at the Faculty of Economics in Beograd. In the 1955—56 and 1956—57 academic years studied under the auspices of the British Council at the universities of St. Andrews and Cambridge in the United Kingdom; 1962—63 spent at the universities of Harvard and Berkeley, in the United States of America, under the Ford Foundation arrangement.

More important books published: The Development of Economic Thought, Beograd, Institute of Economic Research (1965), 1968, and 1970; Production, Employment, and Stabilization — Contemporary Macro-economic Analysis, Beograd, Institute of Economic Research, 1970, 1971. The Distribution of Incomes in the Market Economy — Contemporary Micro-economic Analysis, Beograd, Institute of Economic Research, Contemporary Administration, 1971; Theory of Value — a Classical Economic Analysis, Beograd, Institute for Economic Research, Contemporary Administration, 1971.

Co-author of numerous books, collection of works, and encyclopaedia. Author of many articles and reports for domestic and international scientific symposia in the fields of theory of economics and economic policy, as well as that of economics of scientific research and education published in Yugoslav and foreign periodicals.

Dr Radomir LUKIĆ
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Beograd

LA PROPRIETE EN YOUGOSLAVIE

Pour mieux comprendre le système de propriété en Yougoslavie, il nous paraît utile de faire une distinction entre la propriété des biens d'usage (ou de consommation) et celle des biens de production (moyens de production), quoique cette distinction, comme toutes les autres semblables, ne puisse être prise dans un sens absolu, étant donné que certains biens de consommation peuvent, en certaines occasions, être des biens de production et inversement. En se tenant à cela, nous allons diviser notre exposé en trois parties: dans la première, on va parler de la propriété des biens de consommation; dans la deuxième — de la propriété privée (ou personnelle) des biens de production, et dans la troisième — de la propriété socialiste ou sociale de ces mêmes biens.

Toutes les trois parties contiendront d'abord un exposé du point de vue juridique et ensuite l'exposé du point de vue sociologique.

I

La propriété des biens de consommation

Les biens de consommation ou biens d'usage sont les premiers qui sont devenus objets de la propriété privée ou personnelle, qui se développait lentement et difficilement de la propriété collective sociale. C'est pourquoi, en principe, ces biens sont la propriété privée ou personnelle aussi bien en Yougoslavie qu'en d'autres pays socialistes. L'appartement, les meubles, les habits, les voitures etc sont propriété privée et peuvent être hérités en cas de décès du propriétaire. Mais, en même temps, ces biens peuvent être la propriété publique et sociale. C'est ainsi qu'ils peuvent appartenir à l'Etat et à d'autres porteurs du pouvoir public, de même qu'à des organisations sociales, publiques ou privées (syndicat, associations diverses), et surtout à des organisations de travail (à des entreprises sociales), etc.

Du point de vue juridique, la nature de cette propriété diffère selon les propriétaires. C'est ainsi qu'on peut distinguer la propriété des citoyens, la propriété publique (Etat, commune), la propriété des associations privées et la propriété sociale des entreprises socialistes.

Chaque sorte de propriété a ses propres regles d'usage et de disposition se rapportant aux objets de propriété. D'autre part, les objets de propriété publique et de propriété sociale (des organisations de travail, en premier lieu celle des entreprises sociales) ont un régime différent selon leur diversité d'usage (usage public, en principe à la disposition de tous, et usage limité).

En principe, du point de vue juridique, il n'y a pas de différence entre la propriété privée (personnelle), la propriété privée des associations et la propriété publique en Yougoslavie et dans les pays de régime capitaliste — les règles d'usage et les pouvoirs du propriétaire sont en principe identiques ici et là. La différence existe pourtant quant à la propriété sociale (entreprises socialistes). Mais, en principe, cette propriété est identique indépendamment du fait s'il s'agit des biens de consommation ou des biens de production. C'est pourquoi on n'en parlera pas ici; ce qui sera dit plus tard sur la propriété sociale des biens de production vaut aussi pour celle des biens de consommation.

On peut dire que la plupart des biens de consommation appartiennent aux citoyens, aux particuliers, et font l'objet de la propriété privée (personnelle). Le seul objet qui est, dans une grande mesure, objet de la propriété sociale, c'est la maison (le logement). A cause de la limitation de la propriété privée (personnelle) des maisons d'habitation, dont on parlera tout à l'heure, il existe un fonds important de ces maisons en propriété sociale. Le régime de distribution des logements dans ces maisons et le régime de leur usage et d'administration sont très compliqués et ne peuvent pas être exposés ici. Notons seulement que, en principe, l'administration appartient à des entreprises sociales spécialisées pour l'exploitation des logements, mais les locataires y ont aussi certaine participation.

Quoique, en principe, la propriété privée personnelle soit une propriété classique et illimitée, à cause du système socialiste elle est nécessairement limitée dans une certaine mesure. En effet, le principe du droit yougoslave en ce domaine est que les biens de cette sorte ne peuvent en aucun cas servir de moyens d'exploitation. C'est pourquoi la quantité de ces biens (s'ils sont tels qu'ils peuvent servir de moyens d'exploitation) qui peuvent appartenir à un même propriétaire doit être nécéssairement limitée. Ainsi, ces biens ne peuvent servir, en principe, qu'à l'usage personnel de ses propriétaires et de leurs familles. Bien entendu, il y a certaines exceptions, mais elles ne font que confirmer la règle. Si ces biens sont de nature à ne pouvoir pas servir de moyen d'exploitation, alors un propriétaire peut en avoir en quantité illimitée. C'est ainsi, par exemple, que la quantité de bijoux ou d'argent, ainsi que la quantité du revenu en argent, ne sont pas limitées du tout (pourtant, quant au revenu, il existe un impôt sur le revenu très progressif qui, pratiquement, limite fortement sa quantité).

C'est ainsi que surtout la propriété des maisons d'habitation est limitée, étant donné que ces maisons peuvent servir comme moyens d'exploitation des locataires. De là, un citoyen peut être propriétaire au plus de deux logements plus grands ou de trois moins grands dans deux maisons séparées. Cela signifie que toutes les maisons qui ont plus de trois logements moins grands sont nationalisées automatiquement et qu'un propriétaire ne peut pas avoir trois logements, même

moins grands, en trois maisons différentes. En plus, le citoyen peut avoir une (ou plusieurs) maisons „de week-end", qui servent pour le repos et la récréation et dans lesquelles il n'a pas un logement permanent. D'autre part, un citoyen ne peut avoir qu'un logement. Cela signifie qu'il peut louer les logements dont il est propriétaire et qu'il n'emploie pas pour son propre logement (dans le meilleur cas, il peut louer tous les trois logements qui lui appartiennent et lui-même avoir un logement comme locataire). Mais le prix de location est assez bas et la moitié doit en être payée comme impôt. D'autre part, le locataire est protégé: il a un droit spécial, droit au logement, et le propriétaire peut le déloger seulement dans des cas très rares, strictement prévus par la loi, et, en principe, seulement s'il lui assure un autre logement. C'est ainsi que sont posées les limites très étroites à la possibilité d'exploitation par moyen de la propriété des maisons d'habitation.

Pourtant, si cela est le cas avec les maisons, le problème social d'exploitation est posé à propos du logement lui-même. En effet, l'usager d'un logement, qu'il en soit propriétaire ou locataire, peut louer une part de son logement ou, même, le logement tout entier (mais, dans ce dernier cas, seulement pour un temps très limité, car il perd le droit au logement s'il n'y habite pas un certain temps assez court), est le loyer n'est pas maximisé — il dépend du marché libre. Or, la crise du logement sévit, surtout dans les villes, à cause des migrations village-ville. Ainsi, le loyer libre est-il très élevé. Souvent, le loyer libre pour une chambre est-il dix fois plus grand que le loyer fixé du logement complet à deux chambres; ainsi, il représente une sorte d'exploitation réelle. Les vicitimes en sont surtout les solitaires (hommes ou femmes qui vivent seuls, sans famille). Malgré les demandes fréquentes de fixer le prix de ce loyer et ainsi rendre impossible cette sorte d'exploitation, le loyer reste libre, car on considère que ce mal est moindre que celui qui viendrait avec la limitation du loyer, puisque dans ce cas les usagers du logement ne voudraient pas louer leurs logements et ainsi la crise du logement serait encore plus aiguë.

De même, le propriétaire de l'argent peut le placer dans une maison d'épargne et en tirer profit sous forme d'intérêt annuel. A cause du manque des capitaux, le taux d'intérêt est-il assez haut en Yougoslavie. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle il va jusqu'à 7% si l'argent est placé avec l'obligation de ne pas le retirer de la banque pour un certain temps (de un à trois ans).

D'autre part, dans les lieux touristiques les citoyens construisent souvent des maisons d'habitation relativement grandes et louent les chambres (jusqu'à dix et même vingt chambres) aux touristes, en trouvant ainsi une source importante de revenu. Quelquefois on entend des demandes pour limiter le nombre de ces chambres à louer.

II. *La propriété privée (personnelle) des moyens de production*

Quelle que soit l'importance de la propriété des moyens de consommation, c'est surtout dans le régime de propriété des moyens de production que la spécificité du socialisme — et aussi du socialisme

yougoslave — peut se manifester. Le plus brièvement exposée, cette spécificité yougoslave par rapport à d'autres pays socialistes consiste en ce que la plus grande partie des terres agraires se trouvent dans la propriété privée (personnelle), tandis que les moyens de production importants (industrie) sont plus socialisés que dans certains autres pays socialistes. Mais les moyens de production dans l'artisanat et d'autres services sont quelquefois moins socialisés.

Nous commençons par les terres agraires. La propriété privée personnelle de ces terres n'est pas du tout limitée quant à son contenu, au pouvoir du propriétaire. A ce point de vue, c'est une propriété classique, „absolue". Le propriétaire en dispose librement, la terre peut être héritée etc. Mais, quoique la majeure partie des terres agraires se trouvent dans la propriété privée, il y en a aussi qui sont la propriété sociale, c'est-à-dire qui appartiennent aux organisations de travail, entreprises agraires socialistes. Comme telles, elles sont soumises au même régime que les autres moyens de production socialisés, dont on parlera dans la troisiéme partie. C'est pourquoi nous n'en parlerons pas ici.

C'est seulement une petite partie des terres agraires qui, apartient aux coopératives agricoles. Autrefois, en 1949—53, lorsque commença le mouvement de collectivisation des terres, la propriété terrienne collective coopérative se distinguait de l'autre forme de propriété socialiste — propriété étatique, mais plus tard la terre fut dans la plupart des cas rendue aux paysans-petits propriétaires et le peu qui resta la propriété coopérative fut de plus en plus régie de la même manière que la propriété des entreprises socialisées en d'autres branches d'économie, si bien qu'aujourd'hui il n'y a pratiquement aucune différence entre la propriété des coopératives et les autres formes de propriété socialiste.

D'autres moyens de production en propriété privée (personnelle) se trouvent dans l'artisanat, les transports, les divers services (cafés, restaurants, pensions de famille, services des voitures automobiles etc.). Quoique, surtout dans l'artisanat, il y ait aussi des coopératives, la grande majorité de ces moyens de production est propriété individuelle. Cette propriété n'est pas, elle non plus, limitée quant à son contenu — c'est la propriété privée classique, à la pleine disposition du propriétaire.

En dehors de la production au sens stricit et, par conséquent, sans „moyens de production", il existe le travail professionnel, surtout intellectuel, privé, indépendant, individuel. C'est ainsi que les avocats, un petit nombre d'artistes (acteurs, peintres, écrivains etc.), de scientifiques, d'enseignants etc. représentent des professions libres. Il faut souligner, pourtant, qu'une des professions libérales des plus importantes, celle des médecins, n'existe pas en Yougoslavie: la médecine tout entière est socialisée et le travail privé des médecins défendu, sauf de rares exceptions.

La propriété privée des moyens de production en Yougoslavie, même ainsi strictement limitée à des moyens de production de moyenne importance pour une société moderne industrialisée (puisque l'industrie, les banques, le commerce, les grands transports etc. sont socialisés complètement), représente quand même un problème social et politique assez important. Plusieurs fois au cours de son évolution le socialisme

yougoslave changea l'attitude envers ce problème, aussi bien en théorie qu'en pratique. En gros, on peut distinguer deux étapes par rapport à cela. La première dure depuis la révolution jusq'en 1953 et se renforce surtout à partir de 1947. Au cours de cette étape, l'attitude dominante est que le secteur privé doit vite disparaître de tous les domaines de l'économie du pays. Le but stratégique était surtout de collectiviser l'agriculture à l'instar du modèle soviétique (quoique avec des différences assez importantes). En 1949, en effet, le processus de collectivisation des terres était très poussé et en un court laps de temps presque la totalité des terres était collectivisée. Mais les résultats n'étaient pas très favorables et l'influence soviétique était très faible à cause du conflit de 1948. C'est ainsi que la politique de collectivisation fut changée à fond: la terre était rendue aux paysans-petits propriétaires et il resta un petit nombre des coopératives agricoles à propriété presque collective. Plus tard, ce nombre diminuait sans cesse, si bien qu'à l'heure actuelle il est insignifiant. Pourtant, un certain nombre des entreprises étatiques agricoles se développaient avec succès et maintenant il y a assez de ces entreprises qui fonctionnent avec succès, mais elles ne sont plus étatiques; elles sont sociales, à l'instar de toutes les autres entreprises socialistes.

Parallèlement avec la politique agricole, la politique envers la propriété privée des autres moyens de production fut rendue plus tolérante. On fut convaincu que le secteur socialiste ne peut pas longtemps suffir à satisfaire les besoins multiples dans le secteur des petites affaires, où l'activité privée peut être très utile.

C'est ainsi que, depuis 1953, commença la nouvelle étape dans ce domaine, qui dure jusqu'à maintenant. Pendant ce temps, la politique ne fut pas toujours identique, mais, en principe, elle resta telle: il n'y avait que des changements légers et plutôt un mouvement en zig-zag. Deux ou trois dernières années, pourtant, fut organisée une très large discussion générale populaire, par l'intermédiaire de l'Alliance socialiste du peuple travailleur, sur le rôle du travail personnel (à l'aide des moyens de production qui sont propriété privée-personnelle), dont le résultat fut que ce travail a un rôle utile et important dans le développement du socialisme, qu'il n'est pas un phénomène antisocialiste et qu'il mérite la protection et l'aide sociales. Bien entendu, en principe, ce travail ne doit pas se transformer en source d'exploitation. Cela veut dire que son modèle idéal est le travail personnel et celui des membres de famille avec des moyens de production qui sont la propriété personnelle (familiale). Donc, sans l'emploi de la main d'oeuvre en dehors de la famille, sans le rapport d'exploitation. Mais, en reconnaissant que le modèle idéal ne peut pas être toujours réalisé, on consentit qu'un propriétaire privé puisse embaucher au plus 5 ouvriers en dehors dé sa famille. La quantité des moyens de production qui peuvent être la propriété d'une même personne est limitée aussi. On ne discuta que sur cette limite. C'est aisi que la propriété de la terre agricole resta limitée à 10 hectares pour les agriculteurs et à 3 hectares pour les personnes dont la profession principale n'est pas l'agriculture. De même, un propriétaire privé de la terre ne peut pas avoir des machines agricoles que pour l'emploi personnel (pourtant, plus tard, on permit la propriété de certains types d'autres machines). Le propriétaire privé des moyens

de transport ne peut posséder que des camions jusqu'à 5 tonnes etc. C'est l'état actuel. Mais les discussions n'ont pas cessé pour autant et il y a des demandes que cette quantité soit augmentée: par exemple, la quantité de terre à 15 hectares, le camion privé à 10 tonnes etc. Il paraît que les demandes se rapportant aux camions seront satisfaites. Mais le principe reste le même: le travail privé personnel doit être limité, afin que l'exploitation ne soit que partielle et limitée (si elle doit exister en général).

Pour résoudre le problème de la socialisation de l'agriculture, qui est en même temps le problème du développement d'une agriculture moderne, productive et rentable, on a, dès 1953, entrepris à réaliser un nouveau système de socialisation. C'est un système original yougoslave, car il n'est pas basé sur la collectivisation de propriété terrienne, à l'instar du système soviétique, adopté dans d'autres pays socialistes, mais sur la coopération économique entre les propriétaires privés petits paysans et les coopératives agricoles-entreprises socialistes. Le principe de cette coopération est que le paysan fournit le travail, la terre et certains moyens de production, tandis que la coopérative fournit le capital, l'aide des agronomes, des vétérinaires et d'autres experts, certains moyens de production modernes inaccessibles aux paysans (comme sémences sélectionnées, machines agricoles compliquées etc.) etc. Les produits sont vendus à la coopérative au prix fixé, à condition que la coopérative garantisse la production minimale si le paysan, de son côté, remplit toutes ses obligations fixées par le contrat. Cette coopération a attiré un grand nombre des paysans-propriétaires individuels; il y a des régions, surtout les plus fertiles, où presque tous les paysans sont entrés dans les rapports de coopération avec les coopératives. Son succès est grand: la production a augmenté, la productivité du travail agricole s'est améliorée grandement (il y a même des cas records de production) et le bien-être des gens de campagne est très élevé. De cette façon-là, le paysan-propriétaire privé est entré dans le cercle de coopération socialiste et ce sont les facteurs socialistes qui de plus en plus orientent sa production, la planifient et l'améliorent sans toucher à son droit de propriété, qui, du point de vue social, perd de plus en plus son importance.

Bien entendu, c'est l'image idéale, qui n'est pas réalisée partout avec le même succès. Il y a des difficultés dans ce domaine, comme il y a des critiques qui partent des points de vue différents. Mais notre but n'est pas de juger ni d'entrer en détails.

De tout cela on peut conclure que l'avenir immédiat de la propriété privée des moyens de production est assuré. Les limites posées à elle peuvent être plutôt allégées que rendues plus sévères. Le travail personnel se développera sans doute de plus en plus, surtout dans le domaine des services rendus nécessaires avec la modernisation (tourisme, automobilisme etc.). De même se développeront des métiers nouveaux. Entre autres raisons pour ce développement il y a aussi celle-ci: ce développement permettra de donner du travail à un nombre d'ouvriers assez important et contribuer ainsi à la solution du problème de chômage structurel, qui est maintenant assez aigu en Yougoslavie.

D'autre part, cette politique correspond à l'opinion publique générale en Yougoslavie, surtout à l'opinion publique paysanne. C'est

ainsi qu'elle assure la base politique du socialisme à la campagne, qui se révoltait contre la collectivisation des terres.

Enfin, du point de vue économique, cette politique est sans doute très positive. Elle a contribué à améliorer la production agricole, si bien que, par exemple, le problème de l'importation du blé, qui était un grave problème durant vingt ans après la révolution, a été récemment résolu avec succès.

En définitive, maintenant 85% des terres agricoles en Yougoslavie et presque tout l'artisanat et toutes les petites entreprises pour les services hospitaliers et autres se trouvent être propriété privée, où l'on emploie dans la plupart des cas le travail personnel (et familial).

III. *La propriété sociale des moyens de production*

Les grands moyens de production en Yougoslavie font partie de la propriété sociale. La propriété sociale est une forme spéciale de propriété socialiste, qui représente une originalité yougoslave. En effet, comme il est assez bien connu dans le monde, la spécificité de cette forme de propriété socialiste par rapport à la forme de propriété socialiste dans d'autres pays socialistes consiste, disons-le brièvement, en ce qu'elle n'est pas étatique mais „sociale", c'est-à-dire gérée par les ouvriers mêmes qui usent de ces moyens dans leur travail — la gestion ouvrière. Cette spécificité représente un problème important tant du point de vue juridique que social, et il n'est pas encore résolu d'une manière satisfaisante pour tous, en laissant de côté les discussions et même les conflits internationaux qu'il a suscités.

Dans ce domaine aussi, le développement socialiste yougoslave a franchi deux étapes différentes. La première dura jusqu'à 1950, et la deuxième commença depuis.

Au cours de la première étape, la propriété socialiste était — pour employer une expression yougoslave — étatique, à l'instar de l'Union Soviétique. Cela veut dire que le titulaire de la propriété était l'Etat (au nom de la société, du peuple) et que les parties séparées de cette propriété (les entreprises et autres unités) étaient gérées par des organes étatiques, par des directeurs, nommés par le ministre compétent et responsables devant lui. Les ouvriers étaient soumis au directeur de même qu'ils l'étaient autrefois au propriétaire privé. L'Etat déterminait leurs salaires et tout ce qui se rapportait à leur position dans le travail.

Un tel état de choses, selon la doctrine yougoslave qui se développa à partir de 1950, était contraire à l'essence même du socialisme et se trouvait plus près du capitalisme d'Etat, car les ouvriers étaient maintenus dans une soumission absolue et n'étaient pas maîtres de leur travail et de leur destin. D'autre part, cette forme de propriété — toujours selon cette doctrine — était la base d'un système étatiste et bureaucratique, dans lequel l'appareil du pouvoir, de l'Etat et du parti, était aliéné du peuple et de la classe ouvrière et réalisait ses propres intérêts à l'encontre des intérêts de ces derniers. C'est pourquoi la doctrine yougoslave préconisa un autre système, celui de gestion ouvrière des entreprises socialistes, qu'elle croyait être plus près de

la pensée véritable de Marx. Dans ce système, la propriété cesse d'être étatique et devient propriété sociale, propriété de la société toute entière. C'est pourquoi on confiait la gestion des parties séparées de ce patrimoine, organisées en entreprises socialistes, à des ouvriers, aux collectifs des ouvriers travaillant dans ces entreprises mêmes. Tous les ouvriers directement, réunis en assemblées ou par référendum, ou leurs organes, élus par eux et responsables à eux, gèrent les entreprises librement, selon leur opinion et conformément à leurs intérêts, et n'ont envers la société respectivement envers l'Etat, d'autres obligations que de payer l'impôt. S'ils ne gèrent pas bien, ils peuvent faire faillite et ainsi diminuer la propriété sociale confiée à leur gestion. Le revenu tout entier de l'entreprise est à leur libre disposition et ils peuvent, soit le distribuer entre eux en revenus personnels, soit l'investir ou bien faire tout ce qu'ils veulent. Bien entendu, on suppose qu'ils ne peuvent pas gérer ce patrimoine contrairement à l'intérêt social, mais leurs actes de gestion et surtout leurs contrats avec des tiers peuvent être cassés seulement dans de très rares cas, bien déterminés par la loi. Autrement, on considère que leur initiative dans les affaires serait trop limitée, ce qui menerait à une gestion économiquement déficitaire. Pratiquement, tout cela menait à ce que les ouvriers aient le même pouvoir que le propriétaire; pratiquement, leur position ne se distingue guère de celle du propriétaire pur et simple.

Cette situation posa un problème juridique très complexe. En effet, à cause de la proclamation constitutionnelle que la propriété socialiste appartient à la société toute entière et que les collectifs ouvriers n'ont que le droit de gestion, d'utilisation de cette propriété, et, de même, à cause de la possibilité d'appliquer des sanctions contre les actes juridiques portant un préjudice grave à la propriété sociale et contre les organes autogestionaires qui les ont perfectués, — à cause de tout cela, aucun juriste yougoslave ne considère que la propriété sociale est la propriété collective du collectif travailleur respectif. Tous sont d'accord que la propriété appartient à la société toute entière. Mais alors comment expliquer cette situation paradoxale dans laquelle celui qui est le propriétaire véritable n'a aucun pouvoir sur l'objet de sa propriété: il ne peut même pas prendre „sa" propriété des mains du collectif travailleur, même s'il considère que ce collectif le gère d'une mauvaise manière, tandis que celui qui n'est pas propriétaire a tout le pouvoir de propriétaire, même celui d'en disposer librement? Sans entrer dans des détails, on peut dire qu'il y a deux théories juridiques principales qui essaient d'expliquer cet état de choses, et nous les exposerons ici très sommairement.

La première peut être appelée négative ou antipropriétiste. Selon elle, la Constitution et autres textes juridiques usent du terme „propriété sociale" d'une manière inadéquate à la réalité. En fait, l'institution juridique de le propriété est une institution de l'ancien ordre social et juridique, de l'ordre exploitateur, et ne correspond pas à la véritable société socialiste. Cette société se caractérise par un dépérissement progressif de l'Etat et du droit et, par conséquent, de la propriété comme institution juridique elle aussi. La propriété sociale socialiste est donc une négation de la propriété, une „non-propriété", qui n'a de la propriété véritable que certaines vestiges de forme et de

terminologie. Par conséquent, ni la société ni les collectifs travailleurs n'ont pas de droit de propriété véritable; ils ont d'autres droits, propres au droit socialiste, lequels, pourtant, cessent, de plus en plus, d'être des droits au sens propre du mot. Bien entendu, le dépérissement de la propriété est un processus très long et, pour le moment, ce processus n'est qu'à son commencement. C'est pourquoi il faut étudier ces nouveaux droits, spécifiques au socialisme, pour en déterminer la nature juridique spécifique et, aussi, pour en déterminer les termes appropriés.

Selon la seconde théorie, la propriété est une institution quasi éternelle: elle existe tant que les hommes s'approprient des richesses naturelles nécessaires à leur subsistence. Affirmer le dépérissement de l'institution juridique de propriété sociale à l'heure actuelle, cela signifie prendre le futur pour le présent, l'idéal pour la réalité, ce qui mène à la confusion. Du reste, les textes constitutionnels et législatifs dictent, expressis verbis, l'opinion contraire. Par conséquent, la propriété sociale socialiste existe. Ce qui constitue le problème, c'est le rapport entre cette propriété et les droits du collectif autogestionnaire. Quel est ce rapport? Ici, la théorie positive de la propriété sociale se divise en deux variantes principales.

Selon la première, le droit de la propriété sociale est constitué de plusieurs éléments — élément civiliste, publiciste etc. Ces éléments représentent en fait différentes sortes des pouvoirs juridiques, qui ont pris, dans la plupart des cas, la forme de droits subjectifs différents des sujets différents. C'est le cas justement de l'élément civiliste, qui a pris la forme des différents droits civils subjectifs qui appartiennent aux entreprises autogestionnaires, resp. à leurs collectifs de travailleurs. Par conséquent, la propriété sociale socialiste est une propriété „divisée", dont certains éléments appartiennent à l'Etat, resp. à la société, et certains autres aux entreprises, — tous ces éléments ensemble constituant la propriété complète.

La deuxième variante de cette théorie considère que les droits autogestionnaires sont séparés du droit de propriété sociale vide du contenu — *nuda proprietas* — et essaie d'en déterminer la nature juridique. En cela elle est d'accord avec la théorie „négative" de la „non-propriété", qui considère aussi qu'il faut déterminer la nature des droits autogestionnaires indépendamment de la propriété sociale.

Cette autre variante de la théorie positive sur la propriété sociale a, pour sa part, beaucoup de sous-variantes, parmi lesquelles les plus connues sont celle du droit de gestion (administration) et de quasi-propriété. Mais nous ne trouvons pas utile de les exposer ici: c'est la tâche d'un exposé systématique strictement juridique. Du reste, nous sommes enclins à considérer que toutes ces théories ne le sont pas en réalité: il s'agit, en réalité, seulement des différentes appelations d'une même chose, de la différence terminologique, donc non pas de la différence réelle. En effet, tous ces théoriciens qui paraissent se distinguer autant l'un de l'autre sont d'accord sur l'existence de certains pouvoirs bien déterminés appartenant à des entreprises, resp. à leurs collectifs autogestionnaires. Et c'est la seule chose qui importe — tout en dehors de cela n'est qu'une discussion terminologique illusoire. Et c'est ici que nous laisserons le problème juridique de côté.

Avant de passer au problème social soulevé par la propriété

sociale autogestionnaire, nous devons faire une remarque se rapportant à la propriété des biens de consommation (ou d'usage). Nous avons dit, en effet, que cette propriété est une propriété pareille à d'autres dans les systèmes juridiques en dehors de Yougoslavie, soit socialistes soit capitalistes. Et c'est vrai quant à son contenu et à sa différentiation selon les différentes sortes d'objets qui lui appartiennent. Pourtant, il faut mentionner ici, en rapport avec l'exposé sur la propriété sociale autogestionnaire des moyens de production, que certains éléments d'autogestion se manifestent ici aussi. Cela veut dire que, dans toutes les unités organisationnelles étatiques (ministères etc.), ainsi que dans les services autogestionnaires publics (instruction publique, santé, assurances sociales etc.), le personnel de service a, en principe, le droit d'autogestion qui est très développé dans les services publics, où il est presque égal à celui dans les entreprises économiques, et beaucoup moins développé dans les services étatiques. Mais, sans entrer dans les détails, leurs droits sont importants en ce qui concerne les moyens de consommation ou d'usage, dont il disposent, en principe, librement, pareillement à la disposition des moyens de production de la part des collectifs autogestionnaires des entreprises socialistes. Cela donne un élément autogestionnaire à la propriété sociale des moyens de consommation aussi.

Maintenant on peut passer au problème social de la forme yougoslave de propriété sociale socialiste. Il n'y a pas de doute que cette forme ait montré des côtés positifs importants. Elle a contribué à augementer la productivité de travail, à un meilleur emploi du matériel, à une meilleure organisation, au progrès technologique plus rapide etc.; bref, à cause de cette forme de propriété, les travailleurs autogestionnaires ont été plus intéressés au succès de leur travail et, ainsi, cela a eu beaucoup de conséquences positives. Mais, bien entendu, cette forme de propriété a aussi certains côtés négatifs, dont on discute beaucoup dans la recherche des moyens de les faire disparaître ou d'amoindrir leurs conséquences négatives.

Nous ne pouvons non plus entrer ici dans les détails de la discussion. Nous n'allons mentionner que deux problèmes essentiels: la privatisation de la propriété sociale et le manque de la coordination nécessaire entre les entreprises autogestionnaires.

Quant à la privatisation, elle consiste dans tel emploi de la propriété sociale confiée aux travailleurs autogestionaires par lequel on réalise les intérêts de ceux-ci au détriment des intérêts sociaux. Bien entendu, il est difficile de déterminer dans chaque cas concret en quoi consiste l'intérêt social et s'il est lésé par l'exercice d'autogestion. Il est encore plus difficile à déterminer exactement quel intérêt doit être préféré dans le cas du conflit entre l'intérêt social et l'intérêt des autogestionnaires. Car l'autogestion a été introduite justement parce qu'on considérait que l'intérêt social exige que les intérêts des autogestionnaires soient protégés même lorsqu'ils sont entrés en conflit avec l'intérêt social. Pourtant, malgré ces difficultés, il est hors de doute qu'il y a souvent des cas où l'intérêt social doit être préféré aux intérêts des autogestionnaires, — en d'autres termes, des cas où l'opinion publique est unanime que les autogestionnaires doivent se soummettre aux intérêts sociaux. Ce sont, par exemple, les cas du

haussement des prix, de la non-observance des normes sur la qualité des produits etc. L'économie du marché, qui est le corollaire du système d'autogestion en Yougoslavie, développe une concurrence sans merci entre les entreprises différentes et celles-ci ne tiennent pas suffisamment compte des intérêts sociaux. Le marché est aussi un des facteurs du développement d'une idéologie qui porte au premier plan l'intérêt matériel et l'effort à réaliser le plus grand revenu à tout prix. Quelquefois les collectifs autogestionnaires oublient que les moyens dont ils disposent sont la propriété sociale et non pas la leur propre.

Le principe fondamental du systeme d'autogestion, indépendance des collectifs autogestionnaires, fait qu'il n'y a pas suffisamment de coordination entre les unités autogestionnaires socialistes. L'Etat considère qu'il ne doit pas jouer le rôle de coordinateur ni celui de planificateur et laisse aux unités autogestionnaires de coordonner leur action elles-mêmes. Or, poussés par leur intérêt égoïste, les collectifs autogestionnaires ne veulent pas se soumettre à la coordination et planification libre, autogestionnaire. C'est ainsi qu'il y a des signes du manque de coordination, de dédoublement des investissements en même temps avec le manque d'investissements dans l'infrastructure, pour lesquels les entreprises particulières ne sont pas intéréssées etc. Il faut dire, pourtant,que ce dernier temps, où l'on assiste à la réalisation d'une réforme économique, on fait des efforts sérieux à renforcer la planification à base autogestionnaire et à pousser les processus d'intégration des entreprises d'une même branche de production. Ces efforts commencent déjà à donner des résultats.

A la fin, on doit noter les difficultés auxquelles se heurte la réalisation de l'autogestion véritable. Il paraît que la difficulté essentielle en est dans le manque d'instruction nécessaire des ouvriers moyens pour qu'ils puissent réellement être autogestionnaires, c'est-á-dire apporter des décisions essentielles. L'économie moderne est très compliquée, et les ouvriers, dont un grand nombre sont des nouveaux arrivés des campagnes, ne peuvent pas comprendre le processus economique et savoir quelle décision il faut prendre. C'est pourquoi ils tombent nécessairement sous l'influence des managers techno-bureaucratiques, qui usent de leur influence, bien entendu, tout d'abord pour protéger leur propre intérêt. C'est ainsi que le danger du bureaucratisme et du technocratisme, que le système d'autogestion avait pour but d'écarter, persiste toujours. Pour autant, la propriété sociale autogestionnaire ne l'est pas réellement, mais seulement formellement. Réellement, c'est la propriété techno-bureaucratique. C'est pourquoi il faut développer encore beaucoup d'efforts pour réaliser le but idéal d'autogestion véritable.

* *

On peut conclure, donc, que la Yougoslavie développe un système de propriété socialiste fortement original, quoiqu'il ait, bien entendu, beaucoup d'éléments communs avec d'autres systèmes socialistes. Pourtant, ce système n'est pas encore complètement réalisé. Il se trouve en plein processus de réalisation. Mais déjà il montre des résultats significatifs, qui, avec raison, suscitent l'intérêt de tous ceux qui s'intéressent à l'édification du socialisme.

Dr Radomir D. LUKIĆ, professeur titulaire à la Faculté de Droit de Beograd et membre de l'Académie serbe des sciences et des arts.

Spécialité: la théorie de l'Etat et du droit, la sociologie, les sciences politiques.

Né le 31 août 1914 à Miloševac, près de Smederevo, en Serbie. Licencié en 1937 à la Faculté de Droit de Beograd. Promu au grade de docteur en 1939 à la Faculté de Droit de Paris après soutenance de la thèse: „La force obligatoire de la norme juridique et le problème d'un droit objectif" (Sirey, Paris, 1939). Depuis 1940 chargé de cours et depuis 1956 professeur titulaire à la Faculté de Droit de Beograd. Doyen de la même Faculté en 1958/59.

Ouvrages publiés: „La théorie de l'Etat et du droit", en deux volumes; „L'histoire des théories politiques et juridiques"; „Eléments de sociologie"; „La théorie politique de l'Etat"; „Les partis politiques"; „La constitutionnalité et la légalité"; „Le formalisme dans la sociologie"; et un grand nombre d'articles publiés dans des revues yougoslaves et étrangères.

Dr Živko KOSTIĆ
Professeur à la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Beograd

LA FORMATION ET LA REPARTITION DU REVENU DANS L'ORGANISATION DE TRAVAIL

I. REVENU — DETERMINANTE ECONOMIQUE ESSENTIELLE DE L'ORGANISATION DE TRAVAIL

1. *L'entreprise en tant que forme organisationnelle de la mezzo-économie*

L'entreprise moderne, en tant qu'organisation de travail, subit des transformations importantes dans sa structure économique et organisationnelle. Elle diffère sensiblement de la forme d'organisation économique que l'on désignait encore récemment sous le terme classique d',,entreprise".

Ces transformations dans la structure de l'entreprise sont conditionnées par l'action des facteurs économiques, techniques et sociaux provenant du milieu qui entoure l'entreprise.

La caractéristique économique essentielle des changements dans la structure de l'entreprise réside en ce que l'entreprise n'est plus seulement le tenant de fonctions dans le processus de reproduction, n'est plus seulement la cellule de base de la production et de la répartition, n'est plus seulement le protagoniste des transformations des matières en valeurs d'usage nouvelles et le médiateur entre le producteur et le consommateur, mais devient une structure économique particulière, une structure mezzo-économique située entre l'économie sociale ou macroéconomie et l'économie de l'unité individuelle ou microéconomie, avec ses phénomènes mezzoéconomiques spécifiques. L'entreprise n'est pas seulement une partie de la société et de l'économie sociale, mais une entité, délimitée par les lois qui régissent son unité intérieure. En ce sens, les déterminantes du sujet économique résident:

a) par rapport aux microéconomies — dans la différence entre les possibilités collectives et individuelles de réaliser les objectifs des microéconomies;

b) par raport à la macroéconomie — dans la différence entre le travail investi dans le processus de reproduction par l'organisation de travail

dans le contexte de la mezzo-économie et le travail que la société reconnaît dans le résultat de cette mezzo-économie.

(a) L'entreprise, en tant que forme organisationnelle de la mezzo-économie, permet, dans la réalisation des intérêts microéconomiques,

— d'atteindre une plus grande production avec moins de travail investi, et
— de mettre en oeuvre, dans la répartition des résultats du travail, le principe de travail effectué placé en fonction de l'effet du travail individuel et collectif qui se reflète dans les résultats du travail.

Grâce à l'utilisation en commun des moyens et aux avantages économiques de la division du travail, le travail collectif a bien des avantages sur le travail individuel. C'est dans ces avantages que les microéconomies trouvent leurs intérêts, cependant que les différences qui se manifestant entre les entreprises particulières dans le contexte des rapports entre les possibilités individuelles et les possibilités de la collectivité ont pour conséquence les différences qui caractérisent les économies des entreprises diverses.

(b) Par rapport aux intérêts macroéconomiques, c'est-à-dire aux intérêts de la société pour la participation efficace de l'entreprise dans la reproduction sociale, l'entreprise en tant que sujet de l'activité économique manifeste ses intérêts mezzo-économiques specifiques par les faits:

— que la société n'évalue pas de façon égale, du point de vue de l'opportunité sociale, les investissements du travail social dans diverses branches de la production,
— que les processus de reproduction n'évoluent pas dans chaque entreprise selon les mêmes conditions naturelles et techniques, et
— qu'on relève l'existence d'inégalités entre les possibilités subjectives de diverses communautés de travail.

C'est dans ces inégalités qu'il convient de rechercher les conditions importantes des effets inégaux dans les résultats d'affaires des entreprises et dans leur intéressement spécifique à exploiter ces inégalités aussi complètement que possible.

2. *Revenu — résultat et condition de fonctionnement de la mezzo-économie*

C'est dans le revenu que réalise une entreprise que se reflètent les succès d'affaires de l'entreprise en tant qu'organisation économique de travail, en tant que structure mezzo-économique particulière. C'est précisément dans le revenu de l'organisation de travail que se manifeste l'élément qui sépare son économie de l'économie sociale ou de la macro-économie.

Par sa participation dans le processus de reproduction sociale, par ses activités économiques, l'organisation de travail

a) gagne, c'est-à-dire crée ou forme le revenu qui se dégage comme le résultat de son activité économique, comme le résultat de la satisfaction des intérêts sociaux déterminés, et

b) utilise, c'est-à-dire met à profit et répartit le revenu entre divers fonds de l'entreprise, ce qui conditionne le fonctionnement ultérieur de l'organisation de travail, son développement et la satisfaction ultérieure des intérêts sociaux.

(a) Dans la formation du revenu, c'est-à-dire dans les phases du processus de reproduction dans lesquelles se réalisent les résultats de la reproduction, dans la phase de production et la phase des échanges, les intérêts de l'économie sociale ou macroéconomie, et les intérêts de l'organisation de travail ou mezzo-économie, bien qu'ils ne soient pas toujours identiques, concordent et ne sont pas en contradiction du point de vue des objectifs. Dans ces phases, la mezzo-économie, en participant à la production et aux échanges sociaux, contribue à la satisfaction des besoins sociaux actuels et des besoins qui découlent du développement économique social. Ce faisant, elle satisfait en même temps les exigences actuelles des microéconomies des membres de sa communauté de travail et ses propres exigences, celles de la mezzo-économie, qui portent sur le développement et l'adaptation aux conditions sociales nouvelles. L'intérêt de la mezzo-économie est en concordance parfaite avec les intérêts de la macro-économie, qui consistent à produire une masse aussi grande que possible de valeurs d'usage, avec autant de variétés que possible de ces valeurs d'usage et avec aussi peu d'investissements que possible dans la reproduction.

(b) Dans la répartition du revenu, en tant que résultat réalisé, les intérêts macroéconomiques, mezzoéconomiques et microéconomiques sont partiellement en concordance et partiellement en contradiction. Aussi la répartition du revenu est-elle un problème socio-politique et économique, dont le règlement dépend d'une suite de facteurs, ce qui est signalé d'ailleurs par les faits suivants:

— Les actes de répartition assurent des préconditions sociales pour l'intégration des économies des producteurs-particuliers (membres de la communauté de travail) en une économie de l'organisation de travail. Les quotas répartis doivent par conséquent être équivalents aux investissements de ces producteurs-particuliers dans l'économie de l'organisation de travail.

— Les quotas répartis du revenu, comme résultat matériel des procédures de répartition, sont l'expression du degré de réussite dans la réconciliation des contradictions entre l'économie des producteurs-particuliers et l'économie de l'organisation de travail. En l'occurrence, ils sont la précondition organisationnelle de la qualité future de l'économie d'une organisation de travail concrète. C'est du degré de réussite dans la réconciliation des contradictions entre les économies des membres de la collectivité de travail et de l'économie de l'organisation du travail dans laquelle ces membres travaillent que dépendra le degré d'intérêt que chaque producteur-particulier porte à l'économie de son organisation de travail.

— Les procédures de répartition et les quotas répartis créent des préconditions sociales nouvelles (accumulation pour la reproduction élargie) pour le développement ultérieur de la qualité de l'économie

sociale, ce qui aboutit, parallèlement, à l'apparition de contradictions entre les intérêts et les besoins de l'économie sociale et les économies des membres de la communauté de travail qui ont participé dans la production du revenu réparti. La réconciliation de ces contradictions devient dès lors un des objectifs fondamentaux de la procédure de répartition.

— Dans les conditions du marché de la reproduction sociale, les procédures d'échange sont en même temps les procédures initiales de répartition. C'est au moyen de celles-ci que s'opère la répartition primaire. Celle-ci peut être objectivement conditionnée par les rapports des forces sociales sur le marché. Aussi peut-on agir sur elle organisationnellement par des mesures de la politique sociale et économique et de la politique générale au moyen desquelles on exerce une influence sur le rapport entre les forces sociales sur le marché, et par là même sur les rapports dans les échanges, et en conséquence sur les résultats de la répartition primaire. La répartition primaire réalisée sur le marché n'est pas la répartition finale. On n'y a même pas formé les quotas de répartition de base entre la consommation individuelle et la consommation de reproduction. Or, selon la règle, elle exerce une influence sensible sur la somme globale du revenu qui est soumise, dans l'organisation du travail à la répartition secondaire. De ce fait, la répartition primaire s'insère dans le complexe du problème de répartition, étant donné qu'elle conditionne les préconditions sociales de la répartition avant la répartition secondaire.

3. *Revenu —catégorie socio-économique*

Le revenu d'une organisation de travail, de par son sens, son contenu et son importance, dépasse de loin le sens des résultats et des conditions de fonctionnement de l'entreprise dans le processus de reproduction sociale.

Au revenu se rattachent les intérêts vitaux des membres de la communauté de travail, qui composent l'organisation de travail, les intérêts de l'organisation elle-même, en tant qu'entité économique et qu'unité de l'économie sociale, et, enfin, les intérêts de la société et de son économie.

Dans la formation, c'est-à-dire l'acquisition et la répartition du revenu sont contenus les rapports sociaux dans la production; dans la formation et la répartition du revenu se reflètent: le système social, la position de l'entreprise et la position du producteur dans ce système, le système économique dans le contexte du système, social et la politique économique de la société.

La décision sur les conditions de la formation et la procédure de répartition du revenu équivaut à celle qui concerne les procédés de travail et les résultats de travail, ce qui représente, au fond, l'essence de la gestion d'une entreprise, d'une organisation de travail.

En Yougoslavie, une organisation de travail est une organisation du travail associé, fondée sur des rapports socialistes dans la production,

qui, de leur côté, sont organisés selon les principes d'autogestion, c'est-à-dire des droits des travailleurs, des membres de la communauté de travail de décider eux-mêmes des procédés de travail et des résultats de travail, voire des conditions de la formation et de la répartition du revenu.

Par conséquent, le revenu est la base matérielle de l'autogestion dans l'organisation de travail yougoslave et, en tant que tel, la catégorie sociale qui dépasse l'importance des critères de la qualité économique des résultats de la reproduction.

II. FORMATION DU REVENU

1. *Spécificités de la formation du revenu dans l'organisation de travail par rapport au revenu social global*

Le résultat du processus de reproduction apparaît comme une valeur nouvelle, qui est produite et réalisée dans un cycle de reproduction ou dans une suite de tels cycles, dans un intervalle de temps déterminé. La nouvelle valeur produite, en tant que résultat de la reproduction, se réalise dans les processus d'échange sous forme de revenu. Ainsi, le revenu devient l'expression du prix de la nouvelle valeur produite, réalisée dans les processus d'échange. L'essence économique du revenu est, donc, la nouvelle valeur. Or, vu que le revenu est la réalisation d'une valeur nouvelle dans le processus d'échange, le rapport entre le revenu et la valeur nouvelle est déterminé par les conditions dans lesquelles l'échange s'opère. Ces conditions créent une différence spécifique dans le rapport entre la valeur nouvelle et le revenu quand ce rapport est envisagé:

a) dans l'échange global dont résult le revenu social global, et

b) dans les échanges partiels dont résultent les revenus des sujets particuliers dans l'échange, et par là même les revenus des organisations de travail.

(a) Le revenu social global est la différence entre la somme des valeurs et la somme des valeurs matérialisées. Etant donné qui cette différence est égale à la valeur nouvelle, produite et réalisée dans le processus de reproduction, le revenu social global est égal à la somme de toutes les valeurs nouvelles, produites et réalisées au cours du processus de reproduction.

Cette équivalence quantitive entre le revenu social global et l'expression par le prix de la somme des valeurs nouvelles découle du fait que l'échange de marchandises s'opère d'après les prix, qui sont équivalents à la somme des frais matériels de la reproduction et du revenu, et qui, dans leur valeur globale, dans l'échange social global, sont égaux à la valeur globale, ce en quoi l'on suppose que les frais matériels globaux sont égaux à la somme de la valeur materialisée.

Par conséquent, au niveau de l'échange social global, le revenu est égal à la valeur nouvelle.

(b) Cependant, les échanges partiels entre les entreprises particulières s'effectuent selon des prix qui sont seulement exceptionnellement égaux à la valeur. Les prix concrets sont plus ou moins grands que la valeur, ce qui fait apparaître une différence positive ou négative entre eux et la valeur.

Etant donné que le revenu est égal à la différence entre le prix et les frais de la reproduction matérielle, le revenu d'une entreprise concrète est égal à la nouvelle valeur, produite par l'activité de l'entreprise dans le processus de reproduction, majorée ou baissée moyennant la différence positive ou négative entre le prix et la valeur.

Ainsi le rapport quantitatif entre le revenu et la valeur nouvelle au niveau de l'entreprise change substantiellement s'il est comparé au rapport quantitatif entre le revenu social global et la somme des valeurs nouvelles produites. Alors que le revenu social global est équivalent à la somme des valeurs nouvelles produites, le revenu de l'organisation de travail n'est pas égal à la valeur nouvelle qu'elle a produite par ses activités dans le cadre du processus de reproduction.

C'est dans cette différence que résident les intérêts spécifiques de la mezzoéconomie en rapport avec la macroéconomie.

2. *Les composantes et la structure du revenu*

Le revenu de l'entreprise peut être plus grand ou moins grand que la nouvelle valeur produite:

a) en raison de la déviation des prix de la valeur, et

b) en raison de la déviation des dépenses concrètes des moyens de production dans l'organisation de travail des dépenses socialement reconnues, c'est-à-dire des dépenses d'un producteur social moyen.

(a) Le fait que les prix déviennent de la valeur a pour conséquence l'apparition, dans le revenu de l'organisation de travail, de deux composantes qui augmentent ou réduisent la masse globale du revenu de l'organisation de travail par rapport à la nouvelle valeur produite. Ces composantes sont:

— L'entreprise réalise son revenu lorsque sur le marché, sous forme de prix de vente du produit, elle obtient l'évaluation sociale de l'opportunité de sa production. Sous l'effet des lois du marché, les prix des produits sont formés à un niveau supérieur ou inférieur à leur valeur. La différence en est la composante du revenu de l'entreprise qui comporte en soi le transfert d'une partie de la valeur nouvelle d'un producteur à l'autre. Cette composante du revenu, conditionnée par les rapports sur le marché, est constituée par:

  — la déviation des prix courants moyens de certains produits de leur valeur, et

— la déviation des prix de vente concrets des prix courants moyens sur le marché des produits.

— Les prix des moyens de production exercent, eux aussi, une influence sur le volume du revenu de l'organisation de travail, car ils augmentent ou réduisent les frais globaux de la reproduction matérielle. Dans le cas des prix de vente fixes des produits, toute réduction des frais des moyens de production signifie une augmentation correspondante du revenu et vice versa. D'où les prix courants des moyens de production conditionnent l'augmentation ou la réduction de la masse globale du revenu de l'organisation de travail qui achète des moyens de production. Cette augmentation ou réduction de la masse globale du revenu apparaît sous forme de trois composantes du revenu, qui se forment:

  — en raison des déviations des prix courants moyens des moyens de production de leur valeur,
  — en raison des déviations des prix d'achat concrets des moyens de production des prix courants moyens, et
  — en raison du changement de la valeur des moyens de production dans un intervalle plus long, dans le contexte duquel s'accomplit leur reproduction.

(b) Le fait que les dépenses concrètes des moyens de production dans une organisation de travail sont en décalage avec celles que la société reconnaît comme objectivement indispensables, a pour conséquence l'apparition dans le revenu de l'entreprise de trois composantes suivantes, qui augmentent ou réduisent la masse globale du revenu de l'organisation de travail:

— Différents producteurs produisent le même produit, sous différentes conditions techniques, ce qui fait que les dépenses des moyens de production sont, elles aussi, différentes. Un niveau technique supérieur assure, en règle générale, des dépenses plus basses par unité de production, et vice versa. Cette diférence dans les dépenses par rapport aux dépenses du producteur moyen représente la composante spécifique positive ou négative de la masse du revenu d'un producteur concret.

— Tout producteur, dans ses conditions techniques données, a ses normes de dépenses des moyens de production. Toute dépense ultérieure réduit dans une mesure correspondante le revenu du producteur concret, de sorte qu'elle apparaisse comme composante négative du revenu.

— Les normes de dépenses des moyens de production, en tant que dépenses objectivement indispensables, sont déterminées au niveau de la pleine exploitation des capacités. Toute réduction du volume de la production à la suite de la réduction des capacités exploitées a pour conséquence l'augmentation des depenses dans l'unité de produit. Aussi cette augmentation des dépenses présente-t-elle une composante negative du revenu, qui réduit, dans une mesure correspondante, la masse globale du revenu d'un producteur concret.

3. *Revenu — résultat de l'activité économique*

Le revenu est le résultat d'affaires de l'activité économique de l'organisation de travail dans le processus de reproduction, c'est-à-dire dans le processus de satisfaction des besoins sociaux. Ce résultat se caractérise par:

a) sa quanité et

b) sa qualité économique.

(a) Chaque organisation de travail aspire à réaliser la plus grande masse possible de son revenu. Le revenu est l'objectif direct de l'organisation de travail, objectif qu'elle réalise par son activité dans le processus de reproduction. Cependant, à cet objectif direct s'associent des objectifs indirects de l'organisation de travail, pour lesquels le revenu n'est qu'un moyen. Ces objectifs indirects se formulent et se manifestent dans le processus de la repartition du revenu. D'où la masse globale du revenu, de par sa quantité, devient expression des potentiels matériels de l'organisation de travail pour la réalisation de ses buts spécifiques, qui ne pourra se faire que par la répartition du revenu.

(b) La masse globale du revenu formé n'est pas un indice approprié de la qualité économique des résultats d'affaires de l'organisation de travail. Une importance particulière incombe à la structure de la masse globale du revenu, du point de vue des composantes du revenu qui forment la masse globale. Pour l'organisation de travail, pour sa stabilité et son développement, il n'est pas sans importance de savoir si la masse globale du revenu s'accroît en raison des composantes qui sont le résultat du redressement technique et organisationnel de l'entreprise. En outre, la structure du revenu, du point de vue des composantes qui forment la masse globale du revenu, est également importante dans le processus de répartition en vue de l'instauration de rapports économiqument rationnels et socialement justifiés dans la répartition, qui doit s'opérer en fonction du rôle, de l'influence et de la contribution des parties de l'organisation de travail et des particuliers à la formation des composantes du revenu.

III. REPARTITION DU REVENU

1. *La complexité des problèmes de la répartition du revenu*

La répartition du revenu englobe une suite de problèmes complexes de nature hétérogène, dont le règlement exige une suite de mesures, hétérogènes elles aussi. L'acte même de répartition n'est qu'un domaine très étroit de ce complexe. Les solutions qui sont mises en oeuvre dans la procédure de la répartition découlent de l'inter-dépendance de tous les éléments de ce complexe, qui peuvent être systématisés dans les trois groupes fondamentaux suivants:

a) les conditions de la répartition,

b) les buts de la répartition, et

c) la procédure de la répartition.

(a) Les conditions de la répartition sont constituées par les catégories sociales, techniques et humaines qui agissent de façon déterminée, directement ou indirectement, sur la répartition. Elles sont soit subjectives soit objectives.

— Les conditions objectives de la répartition sont des facteurs de nature sociale et technique qui agissent sur la répartition indépendamment du désir des participants à la répartition et de la façon de laquelle sont formulés les buts de la répartition. Elles sont multiples et présentent des problèmes, parce qu'il est difficile de les découvrir et de les identifier, ainsi que de les concevoir et d'apprécier leur action sur la répartition. Par exemple, l'échange même dans les conditions du marché représente une condition objective de la répartition. Ou bien, par exemple, le développement de la technique dans un domaine déterminé de la production représente un facteur objectif déterminé de la répartition, qui favorise certains des participants à la répartition (ceux qui ont introduit la nouvelle technique) et place d'autres dans une situation défavorable, ce qui se fait souvent indépendamment du système concret de répartition.

— Les conditions subjectives de la répartition du revenu sont liées à la personnalité du producteur. Ces conditions se manifestent avant tout dans le procédé même de répartition. Chaque producteur-particulier aspire, dans le contexte du procédé, que sa part dans la somme globale, qui est répartie, soit la plus grande possible. Il s'efforce de s'assurer ce maximum dans la phase de détermination des critères de répartition (que les normes d'heures soient aussi élevées que possible, que les éléments de calcul soient les plus favorables possibles, etc.). En outre, le producteur-particulier s'intéresse au montant absolu du revenu qui est réparti. Il s'intéresse en effet au processus de formation du revenu, au déroulement du processus de reproduction, qui seront susceptibles d'assurer le revenu maximum possible dans les conditions objectives données. C'est la raison pour laquelle le complexe de la répartition du revenu dépasse les cadres de la phase de répartition et s'étend sur toutes les phases du processus de la formation du revenu. A côté des facteurs objectifs, dans ces phases, nous relevons l'action des facteurs subjectifs, organisationnels, des facteurs d'activité des producteurs-particuliers. L'activité du producteur-particulier aura pour objectif la réalisation du revenu maximum, si le système de répartition lui assure sa part correspondante dans le revenu réalisé. Dans le cas contraire, le producteur ne sera pas stimulé à accoroître la masse globale du revenu.

(b) Les buts de la répartition sont:

— de satisfaire les besoins personnels des producteurs-particuliers, membres de la communauté de travail qui a réalisé le revenu,

— de satisfaire les besoins de reproduction de l'organisation de travail dans laquelle le revenu est réalisé, et

— de satisfaire les besoins sociaux.

Dans le cadre du système yougoslave de répartition du revenu, qui est en vigueur, la communauté de travail dans l'organisation de travail décide par les actes de la répartition de la satisfaction de ces besoins. Cependant, les organes chargés de la répartition — les membres

de la communauté de travail et la communauté de travail dans son ensemble — ne portent pas un intérêt égal à la satisfaction de tous ces besoins. Dans la prise de décision sur les quotas entre lesquels sera réparti le revenu global (consommation personnelle, besoins de reproduction de l'entreprise, besoins sociaux), les particuliers et la communauté dans son ensemble se trouvent face au dilemme: objectifs de reproduction de l'entreprise et intérêts sociaux, et leurs propres besoins. En raison de ceci, les buts de la répartition deviennent un des éléments essentiels du complexe de la répartition du revenu, car c'est de la formulation équitable des objectifs que dépendra l'équité de l'ensemble de la répartition.

(c) La procédure de la répartition comprend des actes de répartition dans un sens plus étroit. Elle repose sur le système de répartition qui dépend des conditions et des buts de la répartition. Aussi la procédure est-elle un des éléments essentiels du complexe unique de la répartition. Ainsi la procédure de la repartiton est déterminée par les principes, les méthodes et les techniques de répartition. Tout changement des principes ou de l'importance d'un des principes dans la procédure de répartition exerce son influence sur la méthode et la technique de répartition du revenu. Par conséquent, pour saisir le système actuel de répartition du revenu dans une organisation de travail yougoslave, il convient de se référer à l'évolution du système dans son ensemble.

2. *Le problème de la répartition du revenu dans l'organisation de travail*

Le problème de la répartition du revenu dans l'organisation de travail et celui des méthodes et des téchniques adéquates susceptibles d'assurer la réalisation des objectifs assignés à travers la répartition.

Ce problème est très complexe pour les raisons suivantes:

(a) Comme nous l'avons déjà dit, le revenu dans une entreprise n'est pas une catégorie unique. Il est constitué de plusieurs composantes qualitativement différentes. Ces différentes composantes sont formées sous l'influence d'un important nombre de facteurs de nature objective et subjective. Chacune des composantes est le résultat des conditions de répartition déterminées, la répartition de chacune d'entre elles crée des conditions nouvelles dans l'économie de la société. Par conséquent, les principes, les critères et les techniques de répartition de chacune des composantes doivent être tels qu'ils puissent par la procédure de répartition, assurer les conditions les plus propices à une qualité encore supérieure de l'économie future. Cela présuppose la possibilité d'appliquer diverses techniques et critères, et parfois des principes divers dans la répartition des différentes composantes de la masse du revenu. Dans la mesure où cette différenciation est plus grande, c'est dans la même mesure que le problème de la répartition devient plus complexe.

(b) La répartition du revenu dans l'organisation de travail se fait en deux étapes:

— au niveau de l'entreprise ou de ses unités de travail, quand on répartit le revenu global de l'entreprise entre le quota de la consom-

mation individuelle, le quota de la consommation commune de la communauté de travail et le quota pour la reproduction élargie;

— au niveau de la communauté de travail (collectivité), étape dans laquelle le revenu personnel est réparti dans son montant global entre les membres particuliers de la communauté de travail.

Dans chacune de ces deux étapes on réalise partiellement des objectifs communs et partiellement des objectifs spécifiques, de sorte que les principes de la répartition sont, eux aussi, partiellement communs et partiellement spécifiques. Dans chacune des deux étapes on répartit divers montants, de même que sont différentes les composantes de la masse globale qui est répartie. Ces masses entraînent souvent l'application de divers critères, méthodes et techniques dans la répartition au niveau de l'organisation de travail et au niveau de la collectivité.

(c) Les actes de répartition, par leur action reversible, créent les conditions nouvelles de la qualité de l'économie future, et par là même les conditions du revenu nouveau. La répartition à partir du principe du travail effectué stimule le travailleur à faire de nuoveaux efforts dans la production future. Inversement, les principes et les critères qui négligent le zèle des travailleurs produisent un effet négatif sur le travailleur et sur sa position dans la production future. De même, la répartition du revenu selon le critère du travail investi pour la réalisation des succès d'affaires, et en fonction des résultats réels, a pour conséquence l'investissement d'efforts nouveaux et la réalisation de succès d'affaires nouveaux. Et c'est justement en raison de l'existence des objectifs directs de la répartition (consommation directe sur la base des quotas répartis) et des objectifis indirects de la répartition (qualité de l'économie future), que le problème de la répartition devient beaucoup plus complexe du point de vue des principes, critères et méthodes, de ce qu'il aurait été s'il n'y avait pas cette dualité d'objectifs.

Dans le développement du système de répartition du revenu dans les organisations de travail yougoslaves, dans diverses étapes de ce développement, on plaçait des accents différents sur chacun des trois moments précités. Cela dépendait des objectifs directs du système de répartition. Quand l'accent était placé sur l'accumulation en vue de la reproducton élargie dans l'avenir, les critères et les méthodes de répartition assuraient des déplacements des proportions entre l'accumulation et les autres quotas de répartition au profit de l'accumulation. Dans ces conditions-là, il n'était pas indispensables de différencier les méthodes et les techniques de la répartition selon les composantes du revenu, car de toute façon la majeure partie du revenu était destinée au fonds d'accumulation. Or, avec le déplacement des objectifs dans le sens de la qualité de l'économie future et des efforts des membres de la collectivité de travail en vue de la réalisation de meilleures conditions de travail à l'avenir, la différenciation des méthodes de répartition selon certaines composantes du revenu en fonction des facteurs qui conditionnent ces composantes devient de plus en plus marquante.

Dans ce processus d'adaptation des principes et des méthodes de répartition aux objectifs de la répartition se reflétait la façon de laquelle on réglait trois problèmes clés:

— problème de la formation du revenu personnel (consommation personnelle)
— problème de la formation du fonds de consommation commune, et
— problème de la formation des fonds d'accumulation.

3. *Développement du système de formation des revenus personnels*

Les revenus personnels font partie du revenu global en tant que résultat de l'activité économique de l'organisation de travail. Faisant abstraction des conditions sociales et techniques de la production, les résultats de l'activité économique dépendent de la position des producteurs vis-à-vis de la production et des motifs qui les inspirent dans l'exécution du processus de travail. Il ne fait pas de doute que le revenu personnel est un facteur important dans la formation de ces motifs. Dans la pratique économique yougoslave, dans la période des 25 années écoulées, le système de répartition dégage nettement une réponse aux deux questions suivantes:
— dans quelle mesure les revenus personnels dans l'économie étaient-ils fonction directe du revenu national global réalisé, et
— dans quelle mesure les producteurs participaient-ils dans la prise de décision sur le montant et les autres caractéristiques du revenu personnel?

De la façon de laquelle ces questions étaient tranchées dans la pratique économique yougoslave dépendait non seulement le montant du revenu personnel, mais aussi le degré de participation des producteurs à l'organisation de la reproduction sociale et à la gestion du processus de reproduction. Le système se développait de sorte qu'il mettait de plus en plus en évidence les liens fonctionnels entre la masse des revenus personnels et le revenu national global, alors que la participation des producteurs à la prise de décision concernant le montant des revenus personnels et à la gestion des affaires économiques allait croissant. C'est ainsi que se déployait graduellement le processus de transition de la gestion administrative des affaires économiques à la gestion sociale, jusqu'à la pleine affirmation de la fonction d'autogestion des producteurs directs.

Dans les premières années après la guerre, dans les anneés de renouveau du pays, les revenus personnels étaient fixés par les lois, alors que les diapasons étaient différenciés rigidement selon les qualifications et la fonction. Les revenus personnels formés ainsi n'avaient aucune connnexion fonctionelle avec les résultats de la production — avec le revenu global réalisé — de méme que les producteurs n'avaient aucune influence sur la formation du montant du revenu personnel.

Dès l'adoption du premier plan économique, en 1947, deux nouveaux moments apparaissent dans le système de répartition du revenu personnel. Tout d'abord, le travail effectué apparaît comme critère de répartition. Le revenu personnel n'est plus évalué selon le temps passé au travail, mais selon le travail effectué, qui est mesuré par des normes déterminées. Ceci, évidemment, n'assurait pas encore ce lien fonctionnel direct entre les revenus personnels et les résultats

atteints; la raison en était l'accumulation des stocks de marchandises et la production inachevée, le manque d'assortiments correspondants, la qualité qui laissé à désirer, etc. En outre, le deuxième nouveau moment dans cette période étaient les premiers signes témoignant de la formation du revenu à partir des décisions adoptées au sein de l'organisation économique elle-même. Il s'agit pour l'essentiel de primes occasionnelles provenant du fonds de la direction et du fonds central. Ces décisions étaient arrêtées par les dirigeants des entreprises, de sorte qu'elles n'avaient pas encore le caractère de participation des producteurs directs dans le domaine de la répartition du revenu.

A l'époque de transition du système de gestion administrative des affaires économiques vers le développement progressif de l'autogestion, après 1950, le revenu personnel conserve la forme de salaire fixe, alors que déjà dans la répartition apparaît le quota du revenu laissé à la libre disposition de l'organisation économique. Ce quota est formé par les économies faites sur le plan des dépenses, de l'élevation de la productivité des différences dans les prix qui commencent à être „dégélés". Ce quota du revenu était réparti entre la partie variable du salaire, c'est-à-dire entre les revenus personnels, et la partie destinée à alimenter les fonds de l'entreprise. Dans les changements opérés au sein du système de répartition, deux moments s'avèrent être très importants: la partie variable du revenu était formée en fonction du résultat atteint, et cette partie était distribuée par l'organisation économique selon son gré; le système de répartition devenait un stimulant pour la promotion des affaires économiques de l'organisation de travail.

Peu après, en 1953, le système se perfectionne davantage. Du revenu global on prélève les revenus personnels selon une proportion déterminée („taux d'accumulation et des fonds"). Le revenu personnel devient, donc, la fonction directe du revenu global, et le revenu global devient l'expression des succès obtenus, mesurés en fonction du volume des affaires, des dépenses, des économies de tout genre, etc. L'action stimulante des revenus personnels était assurée. Le producteur ne décide pas encore du montant du revenu personnel, le montant de la masse globale des revenus personnels étant défini selon des proportions déterminées. Le producteur exerce, cependant, une influence sur l'augmentation ou la réduction de la masse globale du revenu. Cette conception du revenu était vite abandonnée, le système de répartition revenait à l'état de choses antérieur et les revenus personnels réassumaient le caractère de salaire.

Toutefois, le développement de l'autogestion et de sa base matérielle a abouti, en 1958, a des changements substantiels dans le système de répartition, qui s'adaptait au progrès de l'autogestion. Le système de répartition dans l'économie se fonde sur la conception de la répartition du revenu global au niveau de l'entreprise. Le revenu personnel global de la communauté de travail (collectivité) est fonction du revenu global, qui, de son côté, est l'expression des succès économiques réalisés. Or, il n'est pas encore sa fonction directe. Du revenu global réalisé on prélève tout d'abord certaines contributions versées à la société (impôt sur le taux d'échange, contribution sur l'extra-revenu, contribution

prélevée du revenu) indépendamment du montant du revenu global réalisé, c'est-à-dire du succès de l'activité économique. De ce qui reste, du revenu „net", les producteurs prélèvent le quota des revenus personnels et, en mème temps, les quotas pour les fonds de consommation commune, le fonds d'affaires de l'entreprise, les fonds de réserve, et cela d'après les proportions fixées d'avance. De la masse de revenus personnels, formée selon cette procédure, on prélevait encore les contributions versées au budget selon un taux progressif, les contributions pour les assurances sociales, et les contributions pour la construction de logements. Etant donné que les rapports entre tous les quotas dans la répartition étaient fixés par divers actes légaux, le producteur ne faisait qu'accomplir le côté technique de la répartition et exercer une influence indirecte sur le montant du revenu. personnel, par l'influence qu'il avait sur le montant du revenu global. De nouvelles corrections sont apportées au système, afin de permettre au producteur de décider du montant de son revenu personnel. Les innovations introduites par ces corrections ne changeaient que le système de répartition du „revenu net", celui qui reste après tous les prélèvements préalables.

Le développement de l'autogestion a permis l'introduction, en 1965, de deux correctifs très importants, qui ont assuré aux revenus personnels la possibilité de changer, pour ainsi dire, en proportion directe avec les changements dans les succès d'affaires, c'est-à-dire avec les changements du revenu global, et aux producteurs la possibilité de décider du montant du revenu personnel et de sa proportion à l'égard des fonds. Les correctifs apportés consistaient en ce que les prélèvements pour les impôts sur le taux d'échange devenaient partie de la phase d'échange de la reproduction sociale, si bien qu'ils ne bloquaient plus les prix des producteurs et ne faisaient plus partie de leur revenu global, alors que la „contribution prélevée du revenu" et la „contribution sur l'extra-revenu" étaient abolies.

4. *Développement du système de la formation des fonds de consommation commune*

Le problème de la consommation commune dans le développement du système de répartition du revenu se réduit à la sélection et la formulation des principes par lesquels cette consommation est mise en rapport avec les résultats de la production et avec les autres formes de consommation. Il' s'agit de principes dont l'application règle les questions suivantes:

a) le rapport entre la dynamique de la consommation commune et la dynamique des résultats de la production,
b) le rapport entre la consommation commune de l'organisation de travail (collectivité) et de la consommation commune sociale, et
c) la participation des producteurs (de la communauté de travail) à la prise de décision sur la consommation commune.

(a) Le rapport entre la consommation commune et les résultats de la production (le revenu) doit, en principe, être directement pro-

portionnel. Sinon, si la consommation commune croît plus rapidement que la croissance de la production (croissance du revenu), cet accroissement peut aller soit sur le compte de la consommation personnelle soit sur le compte de la reproduction. Si elle se produit sur le compte de la consommation personnelle, ce déplacement peut revêtir l'aspect de la „socialisation" de certaines catégories de la consommation personnelle, et peut aussi se réduire à l'augementation de la consommation commune d'un groupement social sur le compte de la réduction de la consomation d'un autre groupement. Si elle se produit sur le compte de la reproduction, elle peut aboutir à la réduction de la reproduction élargie, à son arrêt total, et même au désinvestissement. Jusqu'à 1953, le quota de la consommation commune était fixé en dehors du système de répartition du revenu dans l'economie, car à peu d'exceptions près, tous les moyens dépassant le montant des fonds de la consommation personnelle, affluaient vers le budget. Avec l'introduction du système „taux d'accumulation et des fonds", on instaure un rapport déterminé entre la consommation personnelle et la consommation commune et celle de la reproduction. Dans le cadre du système, mis en chantier en 1958, on continue à établir des proportions déterminées entre les résultats de la production (revenu) et la consommation commune.

(b) Dans la période allant de 1947 à la réforme économique, mise en oeuvre en 1965, le rapport entre la consommation commune de l'organisation de travail (collectivité) et la consommation commune sociale — consommation en dehors de l'organisation de travail — se déplace sans cesse au profit de la première. Après la guerre, l'ensemble de la „consommation commune" était la consommation sociale commune. Ce n'est que par le développement du système de revenu, en 1958 et après, que l'on commence à mettre en place une consommation commune de la collectivité, qui diffère de la consommation commune sociale. Les fonds de consommation commune au niveau des unités politico-territoriales se réduisent proportionnellement à la mesure dans laquelle ces unités s'élargissent. Dans le sens inverse commencent à s'accroître les moyens de consommation commune au niveau des entreprises. Ils sont prélevés du „revenu net" de l'entreprise. Ils sont prélevés parallèlement aux prélèvements faits pour les revenus personnels, les fonds de réserve (de l'entreprise, de la commune, des républiques), les moyens pour le fonds d'affaires et les investissements. Les proportions des montants à prélever pour les affecter à ces fonds relèvent de la compétence de la politique d'affaires de l'entreprise.

(c) Pour ce qui est du volume de la consommation commune dans les proportions sociales, les membres des collectivités (communautés de travail) en décident dans la mesure dans laquelle ils décident des autres questions socio-politiques à l'échelon des unités politico-territoriales correspondantes: au niveau de la commune, dans la mesure dans laquelle la consommation commune participe dans la consommation commune globale, et avec possibilité d'intervenir dans la mesure dans laquelle la collectivité, d'une entreprise est en mesure d'exercer une influence sur les questions socio-politiques de la commune; au niveau de la république, de nouveau en fonction de la part de la

consommation commune de la république dans la consommation commune globale et avec la possibilité, pour l'entreprise, d'influer sur le règlement des problèmes socio-politiques de la république; au niveau de la féderation, en fonction des moyens de consommation commune disponibles à ce niveau et de l'intégration de certaines collectivités en vue du règlement des problèmes de la fédération.

5. *Le développement du système de formation des fonds d'accumulation*

Quant au système d'accumulation dans l'économie yougoslave, trois étapes importantes se distinguent dans le développement du système économique:

a) période de prélèvement budgétaire centralisé de l'accumulation, jusqu'à 1953,

b) période de taux d'accumulation et des fonds, et

c) période de décentralisation du processus d'accumulation, à partir de 1958.

(a) Dans la première période, celle jusqu'à 1953, l'accumulation se forme par l'intermédiaire des budgets de la fédération et des unités politico-territoriales plus restreintes. Au niveau de l'enterprise, on n'avait que la possibilité de faire des prélèvements symboliques des moyens laissés à la libre disposition de l'entreprise (provenant des revenus extra-planifiés) pour de faibles rationnalisations.

(b) Le caractère budgétaire est assumé par les moyens qui sont accumulés à de fins de la reproduction de consommation, même dans la période des taux d'accumulation et des fonds. L'innovation se manifeste dans le fait que les taux d'accumulation et des fonds déterminent la proportion entre la consommation personnelle et l'accumulation, y compris la consommation sociale commune. Et ensuite, dans le fait que ces taux ont agi, dans une certaine mesure, comme stimulants pour le redressement de la productivité, si bien que ce système avait assuré une sorte de lien fonctionnel entre le montant de l'accumulation et les résultats atteints.

(c) Les grands changements dans le système du revenu, développé à partir de 1958, résident dans la décentralisation déterminée de l'accumulation. A côté des fonds d'investissement de la fédération, qui étaient alimentés par les prélèvements faits sur les revenus des organisations économiques avant la formation du revenu de ces organisations, on forme des moyens d'investissement des républiques, des communes et des entreprises dans le courant de la répartition du „revenu net" de l'entreprise. Les entreprises décident de la proportion entre les revenus personnels, le fonds de réserve, le fonds d'affaires et le fonds de la consommation commune. La réforme économique a introduit, dans le système qui était en vigueur, deux importantes innovations qui ont permis le déplacement des proportions entre les fonds d'investissement sociaux et les fonds d'investissement des entreprises au profit de ces dernières. La première innovation: l'abolition des

contributions prelevées sur le revenu et la transposition de l'impôt sur le taux d'échange de la phase de production à la phase d'échange ont assuré une augmentation des moyens globaux que l'entreprise répartit entre différents fonds particuliers. Ainsi, il a été rendu possible que chacun des fonds soit alimenté par une portion absolue plus grande. La deuxième était l'abolition des fonds d'investissements des républiques et des communes. Par conséquent, tous les moyens prélevés du „revenu net" à des fins d'investissement demeurent dans le fonds d'investissements de l'organisation de travail (entreprise).

IV. LA FORMATION ET LA REPARTITION DU REVENU PERSONNEL

1. *Evolution de la conception et développement du principe de la répartition du revenu personnel*

Les actes de la répartition primaire et secondaire forment les quotas de la consommation personnelle, de la consommation sociale commune et de la consommation de reproduction. Ainsi se forme le revenu personnel du producteur-collectivité (communauté de travail), mais pas les revenus personnels des producteurs-particuliers qui constituent la collectivité concrète, c'est-à-dire l'organisation de travail concrète.

Les systèmes de répartition du revenu personnel évoluaient autour de deux concepts principaux:

a) possibilité d'appliquer le princpe du travail lors de la répartition du revenu, et

b) possibilité d'appliquer le principe des résultats atteints dans la procédure de répartition.

(a) L'essence du principe du travail dans la procédure de répartion du revenu personnel se résume à l'établissement d'un lien fonctionnel entre le travail effectué et les quotas répartis du revenu. La possibilté d'appliquer ce principe, à côté de son conditionnement personnel et social, dépend de la possibilité de mesurer les transformations dans le travail et les transformations dans le processus de formation du revenu personnel. Deux variantes étaient en application:

— la variante du travail supposé, et

— la variante du travail mesuré.

(b) L'aspiration à appliquer le principe des résultats atteints se résumait pour l'essentiel à la revendication d'établir un lien fonctionnel déterminé entre le volume du revenu personnel formé et les résultats atteints dans le processus du travail. Cette aspiration se réalisait avec plus ou moins de succès. Les systeme de répartition reposant sur l'application de ce principe ont parvenu:

— à établir partiellement un lien fonctionnel entre le volume du revenu personnel et les résultats atteints, et

— à établir intégralement un lien fonctionnel entre le revenu personnel et les résultats atteints.

2. *L'application du critère du travail supposé dans la répartition*

Quand le revenu personnel (salaire) d'un producteur-particulier est évalué selon le temps passé au travail, on aplique en effet le critère du travail supposé. L'on suppose en fait que le travailleur exécute toutes les tâches incombant à son poste de travail. Il est évident que le temps passé au poste de travail peut être l'expression des tâches effectuées, mais peut aussi ne pas l'être. Le travailleur peut travailler plus ou moins intensivement. Cependant, dans la pratique, la supposition que le temps passé au travail corresponde au travail effectué va encore plus loin, et on suppose en effet que le travailleur effectue son travail „proportionnellement au temps", mème quand il est absent (sorties temporaires, brèves absences, etc.). La condition de l'application de ce critère a toujours été un contrôle organisé de l'exécution du travail. Dans un tel système le contremaître est le pivot de l'organisation du travail et le garant que les affaires seront accomplies dans le temps prévu. En Yougoslavie, le travail supposé a été le critère principal de l'évaluation des revenus personnels dans la période de la reconstruction du pays après la guerre. Or, dès que les conditions s'étaient normalisées, on était passé au système de paiement par norme, partout où l'on pouvait fixer les normes. Le paiement en fonction du temps de travail était maintenu pour les frais de régie. Dans maints cas d'affaires de régie, le même paiement est encore en vigueur.

Il est caractéristique à noter que le critère du travail supposé est de nouveau appliqué dans les pays industriellement les plus développés. A de nombreux postes de production (technologiques) on passe au paiement selon le temps passé au travail et non selon les normes. Or, dans ces cas, le critère du temps passé au travail est qualitativement différent du critère qu'on appliquait avant Taylor. Aujourd'hui, ce critère est introduit pour les postes de travail technologiques auxquels divers mécanismes dictent le rythme du travail. Le travailleur doit maintenir le rythme et exécuter les travaux prévus, de sorte que le temps passé au travail devient l'expression du travail vraiment effectué.

3. *L'application du critère du travail effectué dans la répartition*

A la différence du critère du travail supposé, le critère du travail effectué doit en principe assurer, dans la procédure de la répartition du revenu personnel, la répartition du revenu entre les membres de la collectivité (communauté de travail) proportionnellement à leur travail.

L'expression du travail objectivement nécessaire à l'accomplissement de la tâche est la norme qui, de son côté, s'exprime:

a) par la quantité physique de produits ou
b) par le temps objectivement nécessaire pour la durée du processus de travail.

(a) La norme du travail s'exprime par la quantité physique de produits lorsque le produit représente une grandeur homogène et dans le cas de l'existence d'un rapport constant entre la quantité de produits et le temps de travail nécessaire pour la production de cette quantité de produits.

(b) La procédure de répartition du revenu personnel global (salaire) entre les revenus personnels individuels sur la base du temps de travail nécessaire est très complexe:

— La procédure de la fixation des normes de travail, exprimé dans le temps, évolue depuis le commencement de ce siècle jusqu'à nos jours, à la fois dans les systèmes économiques capitalistes et sociaalistes. La technique de fixation des normes se situe, pour l'essentiel, à un niveau élevé.

— Pour pouvoir appliquer le critère du travail effectué, il s'avère nécessaire que les qualifications du travailleur auquel ce critère est appliqué correspondent aux exigences du travail qu'il accomplit. Donc, il s'avère nécessaire d'établir les exigences d'un travail concret et les qualifications véritables du travailleur que devra l'accomplir. La pratique économique et organisationnelle, des grandes entreprises notamment, offre nombre d'expériences utiles pour la détermination du profil des qualifications nécessaires des travailleurs.

— Outre les normes de travail et les qualifications requises des travailleurs, pour pouvoir appliqueer le critère du travail effectué, il s'avère nécessaire de posséder des tarifs déterminés. C'est en fonction de la complexité des travaux que l'on rémunère différemment divers genres et divers degrés de qualification. Si les différences dans les qualifications sont établies par l'évaluation des travaux, alors à partir de ces résultats-là on établit les différences dans les tarifs entre divers degrés de qualifications. Ces différences sont déterminées, pour l'essentiel, sur la base de l'expérience.

4. *Le principe du succès d'affaires partiel dans la répartition du revenu*

Le travail effectué, bien qu'il soit un critère de répartition objectivé, n'est pas l'expression fidèle du succès économique de l'unité dans laquelle il a été accompli — du succès de l'entreprise ou de l'unité organisationelle dans l'entreprise. De mêmes travaux effectués peuvent produire différents succès économiques, soit en raison du changement de la proportion d'investissements, soit en raison du changement des résultats atteints. Par conséquent, la pratique économique a entrepris très tôt de perfectionner le système de paiement sur la base du travail effectué, en ce sens qu'elle introduisait dans le système des correctifs procédant, eux, des succès réalisés. Ces correctifs ne couvraient, le plus souvent, que les phénomènes les plus importants des variations possibles du succès économique avec le même travail effectué. Les critères complémentaires les plus typiques du succès partiel sont:

a) les correctifs complémentaires du travail effectué,

b) les correctifs en rapport avec les investissements dans la reproduction, et

c) les corrctifs en rapport avec la quantité de produits.

(a) L'essence des paiements selon la norme de travail réside en ce que le salaire change en proportion directe avec le temps du travail effectué. Ce système a été assez élaboré dans la pratique et la

méthodologie de l'économie dans le but de parvenir à de nombreux autres objectifs liés à la production et qui ne sauraient être réalisés par une application stricte du critère du travail effectué. Ainsi se sont développés divers systèmes de paiement progressif et dégressif d'après la norme, qui tendaient, pour l'essentiel, à aboutir à des résultats économiques plus importants, au lieu de tendre à l'application stricte du critère de travail dans la répartition.

(b) Du point de vue des succès réalisés, les proportions des investissements faits pour atteindre des résultats déterminés s'avèrent d'une importance particulière. Sur la base de ce fait, la pratique économique a développé le système de primes comme critère complémentaire dans la répartition selon le travail effectué. L'essence du système consiste en ce que le travailleur, à côté de sa rémunération pour le travail effectué, reçoit un revenu spécial en fonction de la rationalité des investissements dans la reproduction: pour les économies faites dans les frais de la reproduction matérielle, pour la réduction des stocks et l'accélération de la circulation des moyens dans la reproduction, pour l'accomplissement des tâches avant le délai fixé, pour l'amélioration de la qualité, etc.

(c) Le correctif le plus efficace du principe du travail effectué est le correctif du volume réalisé de la production. Ce correctif s'est développé, dans la pratique économique, en un système au sein duquel le principe du travail effectué est complété par le critère de la production réalisée, c'est-à-dire du rendement réalisé dans la production. Dans la pratique des entreprises capitalistes, ce principe se manifeste dans le système de paiement à forfait. Au lieu de payer sur la base du temps objectivement nécessaire à l'exécution d'une tâche, le paiement s'effectue selon la quantité fournie (produite). Le paiement est proportionnel à cette quantité. La deuxième spécificité de ce systeme réside en ce que, le plus souvent, il remplace la proportion entre la quantité produite et le travail effectué objectivement. Son essence véritable réside dans le fait qu'il représente une affaire négociée entre l'exécuteur du travail et celui pour le compte de qui le travail est effectué (l'entreprise). Par conséquent, dans le système capitaliste, le montant du salaire versé selon contrat dépend, selon la règle, du rapport entre l'offre et la demande sur le marché de la main-d'oeuvre. En raison de ces caractérisitiques prononcées du marché, l'accord en tant que méthode de paiement ne peut se faire une place dans l'économie socialiste.

5. *Le principe du succès d'affaires global dans la répartition*

L'expérience yougoslave dans le développement du système de répartition dans les entreprises témoigne des côtés positifs des systèmes appliqués, mais a révélé aussi leurs défaillances. Prenant en considération ces défaillances, il nous est possible de faire les quelques conclusions suivantes:

— Aucun des systèmes appliqués n'englobe le succès global de l'activité économique de l'entreprise, mais seulement certains des éléments

des résultats, et certains des éléments des investissements. Par conséqueent, tous les systèmes exposés sont incomplets, si l'on tend à effectuer la répartition en fonction des résultats atteints.

— La tendance à ce que la répartition soit placée aussi complètement que possible dans une position de dépendance des résultats atteints peut être appliquée avec conséquence seulement dans le cas où la dépendance réciproque des revenus personnels et des résultats atteints est assurée organisationnellement, à toutes les instances des activités de l'entreprise, où l'on est à même d'agir sur les résultats atteints. En l'occurrence, il ne suffit pas d'établir un lien fonctionnel entre le revenu personnel global et les résultats atteints dans l'entreprise, prise dans son ensemble, mais encore faut-il établir ce lien entre les revenus personnels des membres des collectivités des unités organisationnelles particulières (unités de travail) et les résultats partiels réalisées dans ces unités organisationnelles.

C'est sur cette constatation que se fonde l'aspiration de la pratique économique yougoslave, afin que la répartition du revenu dans l'entreprise soit décentralisée autant que possible dans ses unités de travail plus restreintes.

6. *La répartition du revenu personnel sur la base du succès global de l'entreprise*

Dans la répartition du revenu personnel on s'efforce d'établir une dépendance directe du revenu personnel du revenu global réalisé. Ainsi on a élargi le système de contrôle de la dynamique des revenus personnels.

Cependant, le développement ultérieur et le perfectionnement du système de répartition selon le succès de l'activité économique s'est sensiblement compliqué en raison de la tendance qui se propose que, parallèlement à la mise en oeuvre du principe de répartition selon le succès réalisé, on aplique, aussi largement que possible, le principe de décentralisation de la répartition en général. En raison de cette tendance à la décentralisation, le centre de gravité des problèmes de la répartation dans l'entreprise se transpose du plan des problèmes de la formation et de la répartition du revenu personnel au problème de la répartition du revenu global de l'entreprise, et cela veut dire au problème des rapports entre les fonds de l'entreprise — fonds des revenus personnels, fonds de consommation commune et fonds d'affaires de l'entreprise.

Dès 1960, les entreprises se voient conférer des compétences plus larges dans la répartition du „revenu net" entre le revenu personnel et les fonds de l'entreprise. Au cours des deux années suivantes, on relève la tendance d'accoroissement plus rapide du revenu personnel par rapport à l'accroissement des fonds de l'entreprise. Aussi, en 1962 et 1963, le Conseil exécutif fédéral (gouvernement fédéral) intervient-il par des directives prévoyant la nécessité de fixer les proportions entre le revenu personnel et les fonds de l'entreprise, qui doivent être observées lors de la répartition du revenu net. Les principes fondamen-

taux de ces directives, sur lesquelles repose le système de répartition du revenu, se résume à ce qui suit:

1. l'organisation économique, par son règlement sur la répartition, prévoit la politique à long terme de la répartition du „revenu net", ainsi que les modalités de répartition entre les revenus personnels, les fonds d'affaires et les fonds de consommation commune;
2. les prélèvements pour les revenus personnels sont effectués en dépendance directe de la productivité atteinte et du succès d'affaires réalisé;
3. le prélèvement de la partie du revenu net aux fins d'augmenter les capitaux d'affaires s'effectue en fonction du succès d'affaires réalisé et en fonction des capitaux d'affaires existants, et conformément à la politique à long term du développement de l'entreprise;
   la politique à long terme du développement de l'entreprise;
4. on pose le principe de la croissance relativement plus rapide des moyens destinés aux investissements d'affaires par rapport à la croissance des moyens destinés aux revenus personnels et à la consommation commune;
5. on pose le principe de vérification du succés d'affaires réalisé par voie de comparaison avec d'autres organisations économiques;
6. dans la répartition du revenu personnel pour les membres de la communauté de travail on recommande le principe de répartition selon le travail effectué de chaque particulier et selon le succès de l'unité de travail dans laquelle il travaille.

Après la réforme économique, mise en oeuvre en 1965, l'importance de l'application de ces principes de répartition dans l'économie des entreprises devient encore plus grande, étant donné que la réforme a déplacé davantage encore le rapport entre le revenu global réalisé et le „revenu net", qui, comme partie du revenu de l'entreprise, reste dans l'entreprise et est soumis aux principes de répartition énoncés. C'est de l'application conséquente de ces principes que dépend non seulement le développement harmonieux de l'entreprise concrète, mais dépendent aussi, de façon décisive, les proportions fondamentales du plan social, la cadence de la reproduction élargie, le niveau de vie, le developpement économique et social dans son ensemble.

7. *Répartition du revenu personnel selon le succès de l'unité de travail de l'entreprise*

Le poids du système de répartition du revenu dans l'entrprise ne repose pas seulement sur le fait que les concepts fondamentaux de ce système procèdent des principes sociaux de répartition, vu que la majeure partie de la répartition secondaire incombe à l'entreprise. La mise en marche de l'ensemble du système est rendue plus difficile par le fait que, parallèlement, on procède à la décentralisation de l'autogestion dans les entreprises: dans l'entreprise en tant qu'organisation de travail, la collectivité globale (la communauté de travail) n'est pas la seule à agir indépendamment; l'indépendance est assurée aussi aux unités de travail, qui font partie de l'entreprise, qui sont ses unités organisationnelles. Ceci fait apparaître des problèmes qualita-

tivement nouveaux, qui ne peuvent être négligés dans le développement du système de répartition dans l'entreprise. Nombre de ces problèmes ne se sont pas encore suffisamment déclarés dans la pratique, alors que l'on n'a pas encore traité théoriquement ceux qui sont déjà apparus. Parmi les problèmes les plus importants, mis en avant jusqu'à présent par la pratique, se rangent les problèmes suivants:

1. Le problème organisationnel ouvert relatif à la coordination des unités de travail dans l'entreprise en tant qu'entité. C'est du succès de l'entreprise dans son ensemble que dépend la réalisation des objectifs sociaux de la reproduction, cependant que les objectifs et les intérêts des économies des producteurs-particuliers se réalisent à travers l'économie des unités de travail.
2. Le danger potentiel existe de voir se manifester des contradictions entre le succès économique d'une unité de travail et le succès de l'entreprise en tant qu'entité; des situations apparaissent dans lesquelles le succès d'une unité de travail peut croître au détriment du succès de l'ensemble. Dans de tels cas, nous voyons apparaître le problème des priorités des intérêts de l'entreprise ou de ceux de ses parties. Ce problème n'est pas simple, d'autant plus que dans le succès réalisé de l'entreprise sont représentés les intérêts sociaux plus larges, alors que dans le succès d'une unité de travail sont représentés, dans la plus grande mesure, les intérêts immédiats des producteurs-particuliers.
3. L'actuel système de répartition du revenu se fonde sur des conceptions selon lesquelles le revenu réalisé est l'expression du succès obtenu. Le processus de formation de ce revenu s'étend sur toute la phase de la production et toute la phase d'échange, dans l'ensemble du processus de reproduction. L'entreprise en tant qu'entité, qui participe à la division sociale du travail, accomplit dans ses activités les deux phases de reproduction, raison pour laquelle la fixation du revenu au niveau de l'entreprise ne présente pas de problème. Ceci, cependant, devient un problème au niveau des unités de travail dans l'entreprise, car ces unités n'ont pas, le plus souvent, l'ensemble d'une phase de production ou une phase intégrale de la reproduction d'échange. Ceci vaut surtout pour les unités de travail dont les rapports mutuels reposent sur la division technique et non sociale du travail. Par conséquent, ces unités de travail sont orientées à organiser un „rapport du marché" interne, même dans le cas ou leur collaboration ne revêt pas le caractère de transactions du marché.
4. Un problème à part —problème qui a été le moins étudié et que la pratique économique fait surgir au premier plan en raison de son actualité — c'est le problème relatif à la décentralisation des quotas répartis du revenu („revenu net") de l'entreprise. Quand il est question des revenus personnels, il n'y a aucune difficulté, car ils sont destinés à la consommation finale. Quant aux moyens décentralisés de la consommation commune, certains problèmes se manifestent: la décentralisation peut garantir que le producteur direct aura le meilleur contrôle de la consommation de ces moyens, mais cette décentralisation rend plus difficile, en même temps, la réalisation des objectifs plus importants de la consommation com-

mune (construction de logements), si elle aboutit au morcellement exagéré des moyens. Un problème encore plus complexe et plus grave, c'est le problème de la décentralisation des fonds d'investissements. Il ne s'agit plus là des intérêts existants de la consommation personnelle et commune de certaines unités de travail, mais des intérêts futurs. Et ceux-ci sont, tout d'abord, les intérêts de la reproduction élargie de la société dans son ensemble, et aussi les intérêts de la reproduction élargie de l'entreprise dans son ensemble, et ce n'est que maintenant que viennent les intérêts du développement des conditions matérielles de la reproduction des unités de travail de l'entreprise. A la lumière de ces croisements si complexes des intérêts de la société, des intérêts de l'entreprise et des intérêts des unités de travail, en tant que parties intégrantes de l'entreprise, le développement futur du système de répartition devra révéler nombre de moments nouveaux et apporter, vraisemblablement, de nombreux correctifs nouveaux jusqu'ici inconnus.

Dr Živko K. KOSTIĆ, professeur titulaire, chef de la chaire des sciences économiques et de l'organisation des entreprises à la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Beograd, rédacteur en chef de la revue „Ekonomski anali", éditée par la Faculté des Sciences économiques.

Né en 1913 à Mostar. Licencié en 1936 à la Faculté de Droit de Beograd. Promu au grade de docteur en 1957 à la Faculté des Sciences économiques de Beograd.

Il a commencé sa carrière comme journaliste traitant les problèmes économiques. Après la guerre, il a d'abord rempli des fonctions éminentes au Ministère fédéral de l'Industrie et au Ministère de l'Industrie de la République de Serbie. Depuis 1951, il travailla à l'Institut économique de Yougoslavie. En 1956, il fut élu professeur à l'Ecole économique supérieure de Beograd, puis en 1960, chargé de cours à la Faculté des Sciences économiques de Beograd, en 1962 maître de conférences et enfin, en 1967, professeur titulaire à la même Faculté.

Ouvrages les plus importants: „Gestion des entreprises industrielles" (1955), „L'objet de l'économétrie dans une entreprise de production" (1957), „Eléments de l'économique d'une entreprise" (1958, coauteur), „Organisation et gestion de l'entreprise" (1959), „La gestion de l'entreprise et la productivité du travail" (1960), „L'organisation d'une collectivité" (1961, coauteur), „L'économique de l'entreprise" (1961), „Analyse de la marche des affaires dans une entreprise" (1962), „La répartition du revenu personnel dans l'entreprise" (1962), „L'effet du travail sur la main-d'oeuvre" (1964), L'organisation de la production" (1966, coauteur), „L'organisation du trafic" (1964, coauteur), „Répartition du revenu dans une entreprise" (1967, coauteur), „L'analyse et le contrôle de la politique d'affaires" (1967), „L'aspect théorique de la solution des possibilités inégales des unités de travail" (1967), „Eléments de la théorie de la mezzo-économie" (1967), „Conditions techiiques, économiques et sociales pour la formation des organisations indépendantes de travail associé dans le cadre d'une organisation de travail" (1969), „Organisation d'un milieu de travail" (1969), „Le travail de recherches scientifiques dans les Facultés d'Université" (1970), „Eléments de l'organisation d'un entreprise" (1970, VII-ème édition).

Dr. Vladimir JOVANOVIĆ
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Beograd

LE RAPPORT ENTRE LA GESTION ET LA DIRECTION DANS LES ENTREPRISES YOUGOSLAVES, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR LES ORGANES EXECUTIFS DE L'ENTREPRISE

La pierre angulaire du système économique yougoslave est l'autogestion ouvrière, dont on a beaucoup écrit et parlé, si bien que cette institution est assez connue dans l'opinion publique internationale.

Cependant, dans cet ouvrage l'attention sera portée surtout à la structure organisationnelle du fonctionnement de l'autogestion dans une entreprise. Pendant assez longtemps, cette structure a été fort simple: conseil ouvrier, organe représentatif suprême de l'entreprise, qui statue sur toutes les questions essentielles relevant de la vie et du fonctionnement de l'entreprise; conseil de gestion qui exécute et met en oeuvre les décisions du conseil ouvrier; et directeur de l'entreprise avec une double fonction: fonction d'organe subordonnée aux organes collectifs précités de l'entreprise, et fonction publique de contrôle de la légalité pour laquelle il est responsable devant la société. Ceci dit, il convient de faire remarquer que des prescriptions assuraient la représentation successive des travailleurs dans ces organes, de même que la structure des organes. Il est intéressant de noter aussi qu'au cours des premières années du développement de l'autogestion on ne se posait pas la question de savoir lesquels de ces organes sont des organes de gestion et lesquels des organes de direction. Une question relative à cette division n'était pas posée, bien que dans la première étape de mise en place de l'autogestion en Yougoslavie les conseils ouvriers devenaient des organes politiques de la classe ouvrière, constitués par des travailleurs, engagés directement dans la production, donc par ceux qui étaient insuffisamment préparés pour gérer et encore moins pour exercer directement des fonctions dirigeantes. Dans les conditions de l'existence d'éléments déterminés des rapports du salariat et d'éléments du travail salarié, et du manque de connaissances suffisantes sur la gestion, séparée du travail par la division sociale du travail dans la société capitaliste, les conseils ouvriers décidaient de facto en mettant en oeuvre une politique déterminée de la classe ouvrière, en frayant notamment la voie à la désaliénation du travail. Ne connaissant pas à fond les activités organisationnelles et ne possédant pas des

connaissances suffisantes concernant le domaine de l'autogestion, la classe ouvrière, dans cette étape de développement, confiait la gestion, en tant que composante de l'autogestion, à la structure professionnelle de l'entreprise. La deuxième caractéristique de l'autogestion dans la même période était la position dominante des formes de délégation dans l'autogestion. Les formes de prise de décision directe, par tous les travailleurs, étaient rares et peu importantes, quant au contenu des questions dont on décidait, notamment en ce qui concerne le degré de centralisation de la gestion dans l'entreprise.

Le développement de l'autogestion changeait graduellement ces rapports. La centralisation de la production, la création de grandes unités économiques par voie d'intégration exigeaient la décentralisation simultannée de l'autogestion et l'intensification de formes directes de prise de décision dans les unités économiques plus petites — les parties de l'entreprise. Entre-temps, l'amélioration de la base matérielle globale de l'autogestion (suppresion des contributions que les entreprises versaient à la société, le redressement culturel de la classe ouvrière et de ses capacités réelles pour acquérir des connaissances dans le domaine de la direction) a permis que l'on procède à un réexamen de la division des fonctions entre les organes existants, et à la rédéfinition de la nature de ces fonctions.

C'est dans cette atmosphère-là qu'on a relancé la discussion sur la division de l'autogestion en fonction de gestion et en fonction de direction, où la deuxième doit être confiée aux travailleurs professionnels, aux experts.

Cette discussion, faible pendant assez longtemps, a gagné en vigueur avec l'adoption de l'Amandement constitutionnel No XV. Bien que l'Amandement concerne, pour l'essentiel, les organes exécutifs collectifs et individuels de l'entreprise, c'est-à-dire des organisations de travail, il soulève néanmoins des questions beaucoup plus profondes du système d'autogestion et indique que celle-ci aborde une phase plus mûre, conformément aux conditions générales transformées, dans lesquelles se développe le processus social du travail. Pour ces raisons-là, nous centrerons la suite de cet ouvrage sur les organes collectifs et individuels des entreprises, c'est-à-dire des organisations de travail, et les problèmes qui ont surgi dans la pratique en rapport avec les changements introduits par l'Amandement XV de la Constitution. Aussi dégageront-ils plus nettement les questions relatives à la gestion et à la direction dans la pratique yougoslave.

Jusqu'à l'adoption de l'Amandement constitutionnel No XV, les sources de réglementation des organes de l'entreprise étaient la Constitution, la Loi fondamentale sur les entreprises et la Loi sur l'élection du conseil ouvrier et des autres organes de gestion. La caractéristique essentielle de l'Amandement XV est qu'il change toutes les sources, qu'il annule les dispositions de la Loi fondamentale sur les entreprises, relatives aux organes de l'entreprise à l'exception de celles qui se rapportent au conseil ouvrier et à la partie qui concerne le directeur, c'est-à-dire l'organe individuel ayant une fonction de contrôle de la légalité et une fonction de délégué. Quant au reste, l'Amandement XV laisse aux organi-

sations de travail d'en décider par leurs statuts et conformément à leurs conditions respectives, de la façon qui correspondra le mieux à leur organisation économique.

Bien qu'avec un certain retard, l'Amandement XV a imprimé une impulsion à la discussion amorcée antérieurement sur le rapport entre la direction et l'autogestion. Cette discussion s'est dégagée tout d'abord de la pratique slovène, pour s'étendre ensuite sur la question de savoir quel est le rapport entre l'autogestion et la direction, qu'est-ce que l'on sous-entend par là, existe-t-il une conception unique à ce sujet. Cette discussion est devenue le thème du jour, pour atteindre son point culminant ces temps-ci.

Deux exigences incontestables sont posées aujourd'hui à l'économie yougoslave. La première concerne l'efficacité. Il ne fait pas de doute que l'Amandement XV met en avant la nécessité d'accomplir l'efficacité dans la prise de décision, de séparer dans le système d'autogestion ce qui est technologique, technique de ce qui représente la décision autogestionnaire en tant qu'expression des droits d'autogestion. Ceci dit, il ressort, donc, que l'exigence relative à l'efficacité n'est pas controversée.

Il existe une autre question, qui non plus n'est controversée, mais dont on discute moins — c'est la question de l'aliénation du travail, ce que le système yougoslave a déjà entrepris à résoudre d'un façon déterminée sans l'accomplir jusqu'au bout. Nous avons déjà écarté une suite d'intermédiaires entre les moyens de travail et le travailleur, et nous avons résolu, dans la production directe, la question du rapprochement entre les travailleurs et les moyens de travail, c'est-à-dire de l'aliénation résultant du fait qu'entre le travailleur et la décision économique il y a eu toujours quelqu'un d'autre qui décidait. Toutefois, dans la théorie marxiste on ne conteste pas le fait que le dernier domaine dans lequel l'aliénation continuera à exister c'est le domaine de la direction et de la gestion. Il est certain que l'aliénation existera encore longtemps dans ce domaine, en fait aussi longtemps que les cadres spécialistes auront été les seuls à prendre des décisions. Il est incontestable que dans cette fonction aussi les travailleurs devront décider un jour, et nous pensons aux travailleurs de la production directe. L'essence se résume à la question de savoir si dans le processus de prise de décision les décisions sont adoptées par quelqu'un en dehors de la production. Voulant expliquer le dilemme direction-autogestion, on doit se demander s'il s'agit de deux ou d'une seule fonction. Personnellement, je suis pour la conception de la fonction unique. Cependant, dans cette fonction, la division du travail est possible, à l'image de celle qui existe entre le conseil ouvrier, le conseil de gestion, c'est-à-dire de l'organe exécutif collectif et le directeur. En l'occurrence, il convient de faire une distinction entre la division technologique du travail et la division du travail dans le sens de la séparation de l'autogestion et de la direction, partant de deux fonctions dont les conténus sont tout à fait à part. Donc, l'essence ne consiste pas à tirer une ligne entre l'autogestion et la direction, mais à appliquer intégralement l'autogestion. Il s'agit là de fonctions essentielles, substantielles de l'autogestionnaire. Notre système en témoigne

déjà par certains indices (répartition du revenu, organisation de l'entreprise en tant qu'entité et de ses parties, relations entre les parties d'une entreprise). Il s'agit là de fonctions qui ne sont pas des fonctions de direction. Et c'est là que l'on tâtonne. Peut-être que l'on tâtonne justement à propos des fonctions de la nouvelle forme des organes du comité d'affaires, qui sont aujourd'hui exagérées, bien que cela ait été nettement défini par l'article 90, al. 3 de la Constitution, où l'on évoque la participation des personnes tierces. Or, que toute différenciation dans la fonction de direction, toute séparation technologique des fonctions déterminées revêt une importance essentielle pour l'activité économique — personnellement je ne pourrais l'accepter. J'estime que ces choses-là sont confondues dans les discussions que l'on mène actuellement autour du comité d'affaires. Ce qui se passe à l'heure actuelle (la position des syndicats) revêt une allure trop alarmante et nerveuse. Il me semble que les choses pourraient être envisagées sous un autre aspect aussi. En effet, il est certain que l'on tâtonne ci et là dans l'espoir de trouver les formes les plus propices, notamment quand il est question du comité d'affaires. Si le tâtonnement a lieu, et si justifié qu'il puisse être, c'est compréhensible, car les organisations doivent elle-mêmes chercher ces formes nouvelles et, ce faisant, elles s'accrochent souvent au comité d'affaires comme à la seule forme possible. D'autre part, il y a tâtonnement et généralisation dans les appréciations selon lesquelles cette forme usurpe l'autogestion, et on déclanche l'alarme en vue du „sauvetage" de l'autogestion. Il me semble que nous pourions l'analyser de façon plus pondérée. Il est certain que le danger existe. Il existe dans le cas où nous nous lions à une seule forme, si l'on prend qu'il ne s'agit que du côté technologique et si tout est réduit à la création d'un organe intégral — du comité d'affaires. Bien qu'il y ait lieu de sonner à l'alarme, je pense que les syndicats exagèrent et ils devraient se pencher sur l'autre côté des choses. Ceci donnerait peut-être une image plus calme et aboutirait à ce qui semble être le plus important à l'heure actuelle, voir que l'on trouve le contenu dans tous ces tâtonnements autour des formes. Il est certain que le comité d'affaires est une des formes possibles. Au centre de la discussion figurent deux questions en rapport avec le comité d'affaires, questions qui surgissent à la lumière du jour: la question de la composition — doit-il être constitué de l'ensemble de la structure de l'entreprise ou seulement de la structure professionnelle, ce qui augmente la crainte qui s'est manifestée. La tendance d'élire dans les comités d'affaires des personnes en dehors de l'entreprise y est pour quelque chose. Ceci a produit une image complètement technocratique, a signalé la tendance qui, dans un certain sens, pouvait être à l'origine de cette crainte. Or, on a manqué de mettre en évidence dans les discussions sur l'ensemble du système que l'Amandement constitutionel en question n'a pas soulevé essentiellement la question de la forme, mais aussi, à mon avis, la question de la responsabilité et du contrôle. Lorsqu'on prend isolément, uniquement, le côté organisationnel de la question, alors cela peut revêtir une forme désastreuse. Cependant, si dans un système d'organes nouveaux on crée un système de responsabilité, où l'on tracerait clairement le rapport entre le

conseil ouvrier, en tant qu'organe suprême de la gestion, et n'importe quel autre organe exécutif, et si l'on établit un système de contrôle, alors dans ce cas l'image que nous recevons est tout à fait différente. Aussi se peut-il que la presse ait interprété unilatéralement certaines des choses, mais il est certain que nous trouvons difficilement des formes de connexions correspondantes des droits que nous transférons avec le système de responsabilité, qui, pour sa part, doit assurer, de façon adéquate, la domination du système de contrôle.

Faisant ainsi le point des événements autour de l'Amandement XV, nous pouvons dire que les généralisations sont exagérées, que si des tendances susceptibles de déformer l'autogestion existent, leur présence n'est pas si ressentie, et que le syndicat avait pu agir différemment et orienter l'Amandement XV dans le sens dans lequel se dirige son essence, et qu'enfin certaines appréciations formulées actuellement sont l'expression d'une crainte exagérée. De toute façon, la panique dépasse les limites du raisonnable. Nous pouvons continuer à travailler sur l'Amandement avec plus de calme et en y recherchant ce qui est plus rationnel. Personnellement, j'ai davantage peur de la question de savoir si oui ou non nous serons en mesure de trouver des formes correspondantes pour refléter les rapports réels dans l'entreprise, des formes qui toucheront ce que nous voulons atteindre — l'efficacité.

Quant à la fonction de directeur de l'entreprise, les principes fondamentaux de la Constitution consignent deux fonctions du directeur. Aussi l'Amandement XV est-il formulé de sorte qu'il ne met pas en doute l'existence du directeur. Il peut ne pas se nommer directeur, mais un organe équivalent doit exister. C'est ce qui se dégage de façon discrète de l'Amandement XV. Le fait qu'on y stipule que l'organe unique, aux termes de la loi, se voit confier l'exercice du contrôle de la légalité et la représentation de l'entreprise vis-à-vis des tierces personnes, met indirectement en évidence un fait. Donc, il faut que dans l'entreprise existe un organe unique que nous pouvons appeler directeur ou autrement, mais il est probable, selon toute apparence, que l'on continuera à l'appeler directeur Il est même caractéristique, dans tous ces changements, que le directeur en est le moins touché. Ce que l'on écarte ou modifie, selon une certaine inertie, c'est le comité de gestion.

Nous tenterons maintenant de signaler les fonctions dans lesquelles des changements peuvent être opérés s'il est question du directeur. L'Amandement XV tend a séparer la fonction administrative et exécutive. Des changements existent aussi dans la division moins importante — relative au délai d'élection et les conditions d'élection. Même la question relative à la responsabilité du directeur, que nous évoquerons plus tard, n'a pas été entamée et nombre de choses ne sont pas encore très nettes.

Quelles sont les fonctions du directeur qui se prêtent aux changements? Si nous prenons en considération la division des fonctions du directeur en trois groupes (premièrement, directeur en tant qu'organisateur de la production; deuxièmement, directeur en tant que représentant vis-à-vis des tierces personnes; troisièmement, directeur en tant qu'organe exécutif du conseil ouvrier et représentant

vis-à-vis des tierces personnes), l'Amandement constitutionnel a ouvert des possibilités justement pour les changements de la fonction du directeur en tant qu'organisateur de la production. Même avant l'adoption de l'Amandement XV, on relevait des tendances à créer un organe déterminé par la fusion du directeur et du corps d'experts. Ce corps était jusqu'à présent un organe consultatif. Cependant, même avant l'Amandement XV, on avait tendance à donner au corps d'experts la physionomie d'un organe permanent. L'exemple de l'entreprise „Pelagonija" de Bitolj indique que cette entreprise a donné à son corps d'experts, avant l'Amandement XV, le caractère d'organe permanent qui présente ses rapports au conseil ouvrier, le directeur de l'entreprise étant subordonné à ce même conseil ouvrier. En fait, il est certain que dans les grandes entreprises le dirrecteur ne peut pas adopter des décisions méritoires sans le corps d'experts. Une suite de crises dans les entreprises apparaissaient au moment où des dissensions se produisaient au sein du corps d'experts. Sur la base de ces situations on avait pu avoir l'idée que le directeur partage sa fonction de direction avec le corps d'experts, qui se composera de „l'élite" de l'entreprise. On a même tenté — et c'est là l'erreur pour laquelle le comité d'affaires est vu de la façon actuelle — de lui transférer toutes les autres fonctions: prise de décisions, décisions sur certaines questions relatives à l'activité interne de l'entreprise, aux rapports de travail, etc. C'est une tentative voulant transformer le comité d'affaires en organe intérieur omnipotent qui décidera des questions apparaissant à la fois dans la fonction d'autogestion et exécutive. Si les choses étaient réduites à cela, le directeur aurait désormais deux fonctions importantes, cependant que la fonction de l'organisateur de la production incomberait à un organe spécialisé. On a peu parlé de cette fonction. Il serait possible aussi d'initier graduellement les travailleurs à cette fonction. Il' y a aussi la possibilité qui le directeur soit rattaché à un organe. C'est une idée qui date depuis longtemps, mais qui a été pour l'essentiel abandonnée. Avec l'adoption de l'Amandement XV apparaît une autre tendance, partiellement en Slovénie, qui concerne la fonction de direction. C'est l'idée de la création de teams d'experts provisoires et de directeurs-mandataires.

L'idée des teams d'experts a été déjà mise en oeuvre avant l'Amandement et personne n'a alors sonné à l'alarme. Selon cette idée, le directeur est un mandataire responsable devant le conseil ouvrier et le conseil de gestion, le directeur élit ses équipes permanentes, mettons pour les investissements ou pour l'exécution de certaines tâches il forme des équipes ad hoc. Formant cette équipe, le directeur crée un groupe d'experts qui lui sera responsable. Il élit, nomme l'équipe, et il est tenu responsable devant le conseil ouvrier et le conseil de gestion pour l'accomplissement de ces fonctions. On avait tendance, notamment quand il s'agissait d'entreprises plus importantes, d'y introduire aussi des personnalités en marge de l'organisation de travail (le directeur pouvait, par exemple, engager un ingénieur connu, un technologue renommé, un chimiste réputé, composer une équipe qui lui correspondra le mieux et en être responsable, alors que l'équipe est responsable devant le directeur).

Pour ce qui est de l'idée du directeur-mandataire, elle a été empruntée au système politique. Tout comme le président du conseil exécutif compose le gouvernement et presente à l'assemblée un projet sur son adoption, de même le directeur compose son „gouvernement", son appareil de spécialistes et présente au conseil ouvrier le projet à être approuvé. Il peut s'agir en l'occurrence d'un organe exécutif collégial, mais aussi d'une autre forme (collaborateurs). Aussi longtemps que le conseil ouvrier n'approuve pas le projet, l'équipe en question ne peut fonctionner; d'autre part, aussi longtemps que le directeur ne trouve pas son équipe correspondante et ne présente pas son projet il n'y aura pas de cet organe exécutif collégial. Cela veut dire que le directeur assume, vis-à-vis du conseil ouvrier, la position de la personne qui se trouve à la tête d'un appareil de spécialistes, qu'il est responsable de cet organe exécutif et que, d'autre part, le directeur devient celui qui est responsable de son équipe. Raison pour laquelle il se voit offrir le droit de la composer, de l'élire. Ceci est différent de l'idée qui concerne un corps d'experts, car celui qui, par sa position, est chef d'un service n'est pas automatiquement membre de l'équipe. Ceci veut dire que la structure classique — directeurs de secteur et directeur — pourrait être brisée. Tout en appréciant le travail d'un chef de secteur, mais estimant que son âge ne lui permet plus d'assumer toute la responsabilité de l'exécution d'un projet, le directeur peut élire une personne plus jeune en présentant ce projet à l'approbation du conseil ouvrier.

Une autre chose qui fait défaut dans ce système et qui est à l'origine des craintes, c'est l'opinion préconçue que le directeur est créateur de la technocratie. Les craintes à ce sujet me paraissent exagérées. Ce qui manque ici, c'est un systeme de responsabilités intégralement construit. Et là, je reviens à une des questions majeures — la question de savoir qui est responsable et de quelle façon en est-il tenu responsable, et c'est précisément ce qui manquait jusqu'à présent.

L'Amandement XV offre une possibilité, dont on parle très peu et que l'on ne met pas à profit, la possibilité de faire une différientiation entre les compétences professionnelles et les incompétences professionnelles. En cas litige autour d'un projet, que ce litige soit discuté publiquement. Par exemple, si un projet d'investissement couvrant des milliards de dinars soulève des controverses, que l'on laisse le conflit émerger à la surface avant l'adoption du projet et, si les choses ne sont pas comprises, qu'on le fasse entendre et que le directeur dise: „Si vous ne comprenez pas, je suis là avec mon équipe et j'en suis responsable". Le vote de confiance vient ensuite. Si la confiance lui est refusée, le directeur devra démissionner. Dans un tel système de responsabilités on pourrait poser la question de confiance dès la phase de mise en oeuvre du projet, sans attendre la fin. C'est en effet dans la phase de mise en oeuvre que l'on peut voir s'il y a lieu de faire des changements dans l'équipe et de solliciter la démission du directeur. Si le conflit assume des proportions plus amples, alors le directeur et les organes de gestion devraient faire face à l'ensemble de la communauté de travail, par voie de référendum, pour décider ainsi de ceux qui devront rester et de ceux qui devront s'en aller. Car il peut y avoir

de situations conflictuelles dans lesquelles le référendum donne raison au directeur et il incombe ensuite à la communauté de travail de décider de la révocation éventuelle de certains de ses membres. Ce système de responsabilités exige que l'on définisse nettement, lors de l'élaboration d'une action, la personne qui sera chargée de la responsabilité de son exécution, et que cette responsabilité soit évidente dès le début, c'est-à-dire que l'on devrait se convaincre dès le commencement des capacités de la personne responsable. Il est possible de définir, par les statuts de l'entreprise, diverses situations dans lesquelles on pourrait poser la question de la responsabilité. Selon certaines idées, avancées ces temps-ci, il s'agirait de situations quand les entreprises subissent des pertes pendant deux années consécutives, situations dans lesquelles il y aurait lieu de passer au vote de confiance du directeur. D'autres idées existent aussi, voire que la question de confiance du directeur soit posée même si les affaires de l'entreprise sont en stagnation. En ce sens il s'avère nécessaire qu'il y ait une collaboration entre le directeur et le conseil ouvrier. Si nous parlons des équipes de spécialistes, alors elles doivent posséder une cohésion intérieure, si l'on tient à réaliser une idée ou un projet.

J'ai évoqué la fonction dans laquelle les plus grands changements sont possibles, mais dont on parle, peut-être, le moins. On confère pour l'essentiel des organes exécutifs collectifs, alors que l'on dit peu sur le directeur, en tant qu'organe unique, et sur sa position.

Des changements sont possibles aussi dans les autres fonctions, par exemple dans la fonction de représentation. Le législateur laisse la possibilité que le directeur continue à représenter l'entreprise. Cependant, il est possible aussi que cette fonction soit assumée par quelqu'un d'autre, à côté du directeur. Selon certaines idées, il pourrait s'agir de quelqu'un faisant partie de la structure du conseil ouvrier ou des autres organes de l'entreprise. Estimant que certains d'entre vous sont des experts en la matière, je voudrais souligner qu'il est possible de mettre à profit une autre institution existante — la procuration, qui, bien qu'instrument du droit, ne déroge en rien les pouvoirs de celui qui est le représentant fondamental de l'entreprise, le directeur, mais qui offre aussi la possibilité d'efficacité dans l'exercicè des affaires, et notamment dans la fonction de représentation. J'étais souvent très favorablement disposé vis-à-vis de l'idée de procuration collective, pouvant être utile notamment en ce qui concerne notre représentation à l'étranger, nos affaires que nous transmettons aux filiales et représentations déterminées. La procuration est une institution que l'étranger connaît. Notre loi a emprunté la procuration germanique, qui a une action absolue, qui agit sur les tiers sans considération s'ils savaient ou non les limites. D'autres systèmes existent aussi: suisse et italien, qui respectent le principe de conscience.

Quant à la troisième fonction du directeur, demeurée intacte, et dans laquelle les changements sont moins possibles — contrôle et légalité, le législateur dit „légalité" pensant au respect des prescriptions et des lois par l'entreprise. Cependant, dans cette fonction aussi, à côté, du directeur un autre organe de l'entreprise pourrait l'assumer, tel que par exemple les organes de contrôle au sein de l'entreprise,

qui pourraient déployer leurs activités dans deux sens. Désormais l'entreprise aura une législation interne très développée, laquelle, si on l'organise comme on le fait maintenant, ne pourra pas s'en charger. Ceci vaut surtout dans le cas de jeunes juristes. La question de l'activité statutaire deviendra, dèjà dans sa phase de préparation, assez complexe et exigera l'engagement d'autres forces de l'entreprise, voire un service permanent dans l'organisation.

Quant au contrôle, on cherche un organisme qui veillera à l'aspect statutaire. Selon la loi, le directeur est déjà la personne qui est tenue de veiller à l'aspect statutaire. Les statuts deviennent la source de droit, et devant le tribunal ils deviendront de plus en plus la source qui devra être présentée pour prouver le cercle des pouvoirs et une suite d'autres questions relatives aux rapports d'affaires. Dans ce système, il devient clair que cette fonction du directeur devra être complétée, c'est-à-dire que le directeur ne suffira plus. Tout porte à croire qu'un autre organe, voire tout un service, devra se charger de veiller à l'aspect statutaire.

En ce qui concerne l'élection du directeur, l'innovation réside dans le fait que l'Amandement XV laisse la possibilité au conseil ouvrier de nommer le directeur, par voie de concours public, cependant que la commission de concours ne doit pas se constituer essentiellement des représentants de l'organisation de travail. On a aboli la partie de la prescription indiquant que dans la commission de concours la commune est représentée par un certain nombre de ses représentants. Le reste doit être fixé par les statuts. Sont encore en vigueur les dispositions concernant la disqualification de personnes déterminées, celles qui, avant le concours, étaient condamnées par voie de procédure juridique régulière pour un délit commis. Cependant, la question de la période mandataire, des conditions, des modalités de réélection, de révocation, de remplacement du directeur, tout ceci fait désormais l'objet des statuts de l'entreprise. Différentes tendences se manifestent, à partir de celles qui voudraient faire proroger le mandat du directeur à cinq, six ans, jusqu'à celles qui préconisent que ce délai ne devrait pas être fixé. D'où la proposition que la loi fixe le délai minimum, après lequel on doit passer à la réélection du directeur. Selon certaines tendances, on voudrait que la question de la responsabilité et du remplacement du directeur soit posée de la façon précitée: dès qu'une perte aparaît, ou que l'entreprise est en stagnation, ou en cas de désaccord, donc quand des choses importantes se passent dans l'entreprise, on peut poser la question de confiance, de révocation et de remplacement du directeur. Cependant, il semble que la tendance la plus forte soit celle qui exige la fixation du délai. Aussi serait-il possible de faire des combinaisons: on pourrait prévoir, avec la période mandataire, le système de responsabilité (que j'ai essayé de développer dans ma conférence), au sein duquel les deux parties peuvent poser la question de confiance, en déterminant la procédure et le temps (par exemple, en cas de perte). Le danger existe que cela ne devienne prétexte à des règlements de comptes, qui existent d'ailleurs dans la pratique actuelle. Par conséquent, faire quelque chose dans ce sens, ne fut-ce que par des débuts modestes, serait certainement quelque chose de nouveau et serait davantage que la création d'un comité d'affaires où se concentrerait tout le pouvoir.

Je ne voudrais pas m'attarder sur la question des rapports entre le directeur et les directeurs de secteur d'une entreprise. Je dirais simplement que la fonction du directeur dépendra du statut des parties de l'entreprise. Il est clair que le statut même de l'entreprise en tant que personne juridique entraîne des pouvoirs déterminés, qui élargissent le volume des pouvoirs du directeur. Dans les parties de l'entreprise qui ne sont pas devenues autonomes, ce que nous appelons des organisations autonomes du travail associé, ayant des formes différentes de droits autogestionnaires, les pouvoirs du directeur seront très faibles. Cependant, partout où il s'agira de personnes juirdiques, on devra mettre au point un système de responsabilités entre le directeur général et les directeurs des parties de l'entreprise. Il faudra délimiter nettement les domaines dans lesquels les directeurs de secteurs sont responsables devant le directeur général, et les questions au sujet desquelles ils exercent les droits incombant aux parties respectives de l'entreprise. En ce qui concerne le plan, les investissements communs et une suite d'autres questions incombant au sommet de l'entreprise, il convient d'assurer la suprématie du directeur général et de son appareil executif vis-à-vis des directeurs des parties de l'entreprise.

S'il est question des organes exécutifs collectifs, j'évoquerai ici seulement la question de la création de ces organes. Nous procédons de la forme. Cependant, il semble plus important de procéder du contenu, de la question des compétences, de ce qui relève du domaine des compétences. Nos polémiques se bornent d'habitude aux appellations: comité d'affaires, comité exécutif, ou secrétariat. L'essentel c'est d'envisager le contenu, les fonctions qui peuvent être confiées aux organes exécutifs et de quelle façon. Il ne fait pas de doute que la décision exécutive du conseil ouvrier est justement la mission qui incombe à ces organes. Le contrôle de l'activité est une fonction qui doit être concentrée dans un organe unique. Allons-nous passer des organes collectifs à un organe unique, ou allons-nous, justement en raison de la crainte de créer un centre nouveau du pouvoir susceptible de surpasser le conseil ouvrier en tant qu'organe de base de la gestion, diviser les fonctions de sorte que nous aurions un organe chargé de la direction collective du processus de production, et un autre organe chargé d'exécuter les fonctions relevant du domaine de la repésentation et d'autres activités de l'entreprise — c'est là une des questions. Il serait possible, peut-être, de réaliser l'idée qui prévoit plusieurs organes qui se répartiraient l'exercice de diverses fonctions et qui élimineraient ainsi le danger que ces comités ou ces organes exécutifs se transforment en un corps qui serait au-dessus du conseil ouvrier.

La direction, la question des affaires d'adaptation, de coordination, de la politique des cadres, des affaires en rapport avec les investissements et les contrats — ce sont là des questions qui peuvent ne pas relever de la compétence d'un seul organe. Il est évident que l'on créerait ainsi un organe qui serait trop puissant. C'est donc du contenu que dépendra la décision que nous adopterons. Ou, peut-être, estimons-nous que le conseil ouvrier est suffisamment puissant pour pouvoir

créer ses propres organes. Si nous formons un organe exécutif omnipotent, alors nous nous dirigeons, soit vers la négation de la conception selon laquelle le conseil ouvrier crée plusieurs organes collectifs qui lui sont directement responsables, soit vers la création d'un organe exécutif qui sera tenu de répondre au conseil ouvrier, et cet organe (organe exécutif) crée ensuite ses commissions, ses comités, etc. Il est certain que, si nous faisons cette concentration, ce comité exécutif sera plus fort que l'actuel comité de gestion. Qu'y a-t-il de négatif dans ceci? Il doit devenir clair que certaines fonctions déterminées ne peuvent pas être confiées à ces organes, car ce ne sont plus des fonctions exécutives. Il doit être clair que la question des rapports de travail n'est pas une fonction exécutive. La question du rapport travailleur--entreprise n'est pas l'affaire du comité d'affaires. Si nous essayons de faire le contraire, alors nous donnons raison à ceux qui critiquent ces tendances. La répartition, sous quelle forme que ce soit, ne peut être une fonction du comité exécutif. La conception du développement, et même de l'organisation de l'entreprise dans son ensemble, n'est pas du domaine de la technologie. Technologie, c'est quand je trace une ligne suivant laquelle la production se développera. Cependant, quand je suis en train de créer les rapports d'une entreprise, c'est quelque chose qui ne peut être fait par l'organe exécutif, mais doit être fait par le conseil ouvrier, étant donné qu'il s'agit de rapports sociaux dans la production, de rapports des gens vis-à-vis des moyens de production.

Il s'agit là de trois grands domaines. Si l'on parvient à les saisir justement, il n'y a plus lieu de craindre le passage de la fonction de de direction vers des organes collectifs ou des organes individuels.

Quels genre d'organes collectifs peut-on encore avoir dans les entreprises? J'ai déjà dit que la question fondamentale consiste à savoir: allons-nous les créer de l'ensemble ou seulement de la structure professionnelle, ce qui veut dire: est-ce que les organes exécutifs se composeront de toutes les personnes spécialisées pour certaines questions, ou peuvent-ils admettre des représentants de certaines parties de l'entreprise, de certaines de ses structures, des producteurs, des représentants de l'administration, des autres services, etc? C'est la question à laquelle il nous faut répondre.

Deuxième question: vont-ils se composer des travailleurs de l'entreprise, ou aussi des travailleurs en dehors de l'entreprise? A ce propos, je ne donnerais pas de formule ou une réponse finale. Dire que seulement une partie est juste serait une mauvaise réponse. En effet, certains ont tendance à affirmer qu'il ne faut absolument pas admettre des travailleurs en dehors de l'entreprise. Il faut aussi voir de quel organe il s'agit. S'il s'agit d'un projet de dimensions plus larges, ou d'une affaire à l'étranger, je n'hésiterais pas à dire que l'organe exécutif d'une entreprise devrait se composer aussi de personnes qui ne travaillent pas dans l'entreprise en question. Si l'on forme un organe exécutif plus ample, il doit se composer des représentants de toutes les structures de l'entreprise. Or, si nous formons un système d'organes collectifs, qui sont directement responsables au conseil ouvrier, alors nous pouvons avoir des organes purement professionnels,

composés, par exemple, essentiellement d'ingénieurs pour l'accomplissement de certains travaux d'investissement. Dans ce cas, le danger des tendances technocratiques est écarté.

Donc, il est impossible de donner une réponse finale d'avance.

Je voudrais énumerer brièvement les organes qui pourraient exister.

Primo, je suis d'avis que l'on pourrait maintenir l'actuel comité de gestion, exemple typique d'un organe représentant une suite de structures. Selon certains, on en ferait une organe représentatif. Le Professeur Gorupić a indiqué qu'il devrait se composer de personnes qui exercent des fonctions électorales, de spécialistes et de personnes rémunérées pour leurs fonctions, de sorte que, parallèlement, cet organe représentatif représente certaines parties de l'entreprise et et certaines structures de celle-ci. C'est l'idée d'un gouvernement exécutif en miniature.

Quant au comité d'affaires, dont on parle le plus, une suite de combinaisons s'avèrent possibles. Mais, dans toutes ces combinaisons, le comité d'affaires n'a pas reçu une physionomie unique. Deux tendences existent à son sujet. Selon la première, le comité d'affaires devrait se composer de professionnels de l'entreprise et d'experts en dehors de l'entreprise, en raison de sept membres permanents de la direction, de cinq en dehors de la direction, et de personnes pouvant étre en dehors de l'entreprise. Un certain nombre de personnes dirigeant certains secteurs seraient, d'après leurs fonctions, membres du comité d'affaires. Une partie serait élue par le conseil ouvrier, mais là aussi de nombreuses variantes se présentent (sur proposition du directeur ou non). Quel est le rapport? Cinq changent et sept non. Une réponse nette n'a pas été donnée. Selon la deuxième, le comité d'affaires serait nommé par le conseil ouvrier, donc l'on ne tiendra pas compte de ceux qui par fonction seraient membres du comité d'affaires, mais, tout simplement, on procède à l'élection des meilleures personnes pour l'exercice de fonctions déterminées. S'il s'agit de juristes, l'élu doit être débrouillard, compétent pour certaines questions, ce qui ne veut pas dire obligatoirement qu'il s'agisse du meilleur juriste de l'entreprise, mais, par exemple, d'un expert en matière de contrats.

Quant aux compétences, j'ai déjà dit que les tendances diffèrent, depuis la concentration dans le comité d'affaires de toutes les fonctions exécutives jusqu'à la tendence que celles-ci soient réparties également entre tous les organes qui existent parallèlement.

D'autres organes que l'on mentionne? Les corps d'experts. Il semble que l'idée à leur sujet ait été plus forte avant l'Amandement XV.

Je signale comme intéressante l'idée de créer des comités ou des commissions du conseil ouvrier. Ceci dit, je dois ajouter que cette idée n'est pas des plus claires. En effet, on parle de commissions et de comités — ad hoc et permanents. Selon une parmi les tendances, qui est inacceptable, les statuts devraient prévoir toutes ces commissions et comités. Cependant, le conseil ouvrier peut, à tout moment, créer des commissions. Quant aux autres commissions, si l'on doit prévoir leurs pouvoirs, on peut le faire aussi. Par exemple, le directeur pourrait

être autorisé à créer des commissions ou quelques autres organes exécutifs collectifs. Mais, le conseil ouvrier demeure autorisé à créer des commissions à tout moment. Une fois formées, ces commissions permanentes doivent être institutionnalisées par des statuts, on doit en prévoir la composition, les compétences, etc. Toutefois, ces tentatives restent à mi-chemin.

Ce sont, grosso modo, les formes de ces organes. Dans le cas des entreprises associées leurs formes pourraient être différentes. Dans le cas de celles-ci, on doit tenir compte du fait qu'elles ont deux genres d'organes. La création des organes au niveau de l'entreprise associée est l'affaire de toute l'entreprise, alors que la création des organes au niveau des entreprises faisant partie de l'entreprise associée, est partiellement leur droit autonome. Dans quelle mesure cette création peut-elle être limitée, c'est là matière à discussion. Vu qu'il s'agit d'une question spécifique, je ne voudrais pas la soulever maintenant. On pourrait, toutefois, l'évoquer au cours de la discussion.

Voulant conclure et revenant au thème de départ, les polémiques et les discussions soulevées par l'application de l'Amandement constitutionnel No XV à la création des nouveaux organes exécutifs collectifs et individuels des entreprises, c'est-à-dire des organisations de travail, témoignent que le processus de désaliénation de la fonction de direction à l'égard des travailleurs est encore en cours dans la pratique yougoslave. Cela est indiqué notamment par la nécessité d'organes exécutifs et les tendances que ces organes dépassent leurs cadres et se transforment des organes exécutifs en organes de prises de décisions. Ce qui est nouveau cependant, c'est que cette tendance de professionnalisation de ces organes s'est heurtée à une vive résistance, celle-ci étant devenue sa propre contradiction en proclamant toute tendance vers la professionalisation d'étouffement de l'autogestion et d'activité de managers. Ces phénomènes existeront encore longtemps. Ils sont présents de fait, même dans les anciennes formes des organes, partout où la structure des travailleurs n'aussurait pas un niveau de connaissances suffisant pour maîtriser au moins les technologies fondamentales de la gestion. Par conséquent, la conception de la fonction unique de la gestion, qui, selon l'auteur, est la seule correcte, se fraiera la voie dans la mesure dans laquelle les conditions matérielles et éducatives des travailleurs le permettront. Evidemment, ce processus ne se développe pas sans résistance, qui est due, soit à un manque de compréhension, soit en raison des promoteurs de ces tendances technocratiques qui, par une telle évolution de l'autogestion en Yougoslavie, perdent les positions qu'ils se sont assurées.

Dr Vladimir JOVANOVIĆ, professeur titulaire à la Faculté de Droit de Beograd.

Président du Tribunal arbitral de la Chambre de commerce de la République de Serbie.

Arbitre de l'Arbitrage du commerce extérieur près la Chambre fédérale de commerce.

Directeur de l'Institut de droit civil près la Faculté de Droit de Beograd.

Spécialité: le droit commercial et le droit des assurances, et tout particulièrement statut des organisations économiques.

Il obtint sa licence à la Faculté de Droit de Beograd en 1950 et fut promu au grade de docteur à la même Faculté en 1955. Il fut élu assistant à cette Faculté en 1952.

Travaux importants:

a) Ouvrages et monographies:
   1) Les droits de l'assureur vis-à-vis des tierces personnes responsables, Beograd 1957 (thèse de doctorat)
   2) Le droit des lettres de change et des chèques en Yougoslavie (en collaboration avec les professeurs Bartoš et Antonijević), Beograd 1953 (manuel d'enseignement)
   3) Le droit économique: organisations économiques, Beograd 1961 (manuel)
   4) Assurances dans l'économie (monographie), Zagreb 1962
   5) Manuel pour les assurances (ouvrage collectif), Zagreb 1965
   6) Le statut juridique des entreprises économiques yougoslaves, avec un aperçu comparatif (textes polycopiés des conférences faites à un cours de doctorat à Alexandrie en 1964)
   7) L'activité commerciale de l'Etat (conférences faites à un cours de doctorat au Caire en 1963)
   8) Les coopératives agricoles yougoslaves (conférences au cours de doctorat à la Faculté de Droit au Caire en 1964)

b) Articles publiés dans des revues étrangères:
   1) Moderni orietamenti sul cocetto guiridico di Assicuracione Atti del Primo Congresso Internazionale di diritto delle Assicurazioni, Roma 1962
   2) Die Anderung im System des Versicherungswesens in Jugoslawien, Versicherungswirschaft, 1967, sv. 10
   3) Beteiligung der Versicherungsnehmer an der Vervaltung der Versicherungsantakten in Jugoslawien, Zeitschrift für Versicherungswesen, 1966, No 14
   4) Der Begriff der Versicherung und die Schadenverhütung unter besonderer Berücksichtigung der Schadenverhütung in Jugoslawien, Zeitschrift für die Gesamte Versicherungswissenschaft, 1968, No 1—2
   5) Eingriffmöglichkeiten der Aufsichtsbehörden in Falle von Schwirigkeiten bei Sachversicherungsuntrnehmen, Materijal für Zweiten Weltkongress für Versicherungsrecht, Karlsruhe 1967, B. I, s. 111
   6) L'Autogestion dans l'organisation de travail, la Constitution yougoslave de 1963 (série d'articles) Paris 1966, p. 44
   7) The Legal Status of Yugoslav Economic Enterprises and its Legal Consequences for Their Full Economic and Legal Autonomy, Legal Problems of Yugoslavia's International Economic Relations, Beograd 1968
   8) Pravni statut jugoslavskych podniku, Pravnik 1965, Praha

c) Près de 50 articles et courtes études en serbocroate, parmi lesquels il y a lieu de mentionner:
   1) Le commettant et la tierce personne, étude comparative des droits yougoslave et américain, Annales de la Faculté de Droit, Beograd 1961
   2) Le rapport entre le droit des cartels et la concurrence déloyale, Rapport présenté à l'occasion des Journées juridiques yougoslaves-allemandes en 1965, à Beograd, publié dans la revue de l'Intstitut pour la propriété industrielle à Munich
   3) Tendances qui se manifestent dans le développement du secteur économique d'Etat dans la République Arabe Unie, Gledišta 1953
   4) Statut juridique des entreprises économiques dans l'URSS, Annales de la Faculté de Droit, Beograd 1967
   5) L'assurance des crédits d'exportation et des travaux exécutés à l'étranger, „Investicije", Zagreb 1969, Informator
   6) Les oligopoles et la concurrence, Archives pour les sciences juridiques, Beograd 1969

Dr. Najdan PAŠIĆ,
Professor of the Faculty of Political Sciences in Beograd

FEDERALISM AND RELATIONS BETWEEN NATIONALITIES AND NATIONAL GROUPS IN YUGOSLAVIA'S CONTEMPORARY DEVELOPMENT PERIOD

I

Comparative Review of the Development of Federalism in the World of Today

Studying modern literature on problems of federalism, one gains the impression that an old dilemma, extensively discussed during the XIX century in political philosophy and state and legal theory, has now again become topical. It is the dilemma is it possible, within the organisation of a complex state, successfully to combine the principle of sovereignty in the classical sense of complete, undivided and direct authority on a given territory, and the principle of federal combination which implies the preservation of the legal-state and political individuality of the constituents of the federal unit (of the state units making up the federal community and of the community itself which is neither the sum alone nor the bare instrument of associated parts).

The history of the development of federalism in the XX century is distinguished by the strengthening of state authority, having the role of a power which reinforces, on increasingly large regions, its monopoly of governing social affairs, and restricting the scope for a federal type of political relations and state structure. As a historically very important and distinctive form of democratic unification without the forcible aboliton of the constituent parts' independence, federalism became the target of etatism, of tendencies aimed at strengthening the state as a territorially organised public authority expanded and deepened by direct penetration into processes of expanded reproduction and power over the surplus of social labour. The administrative regulation of social relations, particularly of relations in the sphere of production and distribution, usually means the multiplication and strengthening of state functions and competencies, the branching out of activities of the state civil servant apparatus and concentration of the attributes of real authority in central state organs. Today the state and local communities in the United States of America do not have

nearly the importance and independence they used to have in the XIX century, while the functions of the federal organs have increased enormously and branched out, in keping with the share of these organs in budget and other instruments and forms of public consumption. Professor Carl Friedrich, otherwise more inclined to understimate than to overestimate the tendencies of centralised authority at federal level, was nonetheless forced to state that States are now more and more acquiring the apperance of administrative divisions of a nation, the remnants of a state of the past, which must be supported by subventions, controlled and coordinated by growing federal bureaucracy. (See C. J. Friedrich, Trends of Federalism in Theory and Practice, F. A Praeger, New York 1968, p. 24). The changes effected along these lines, especially when etatism made its great break-through after the 1929 crisis, are eloquently illustrated by official data. In 1932 the revenue of the federal government amounted to 2,634 million dollars, while that of all the states was 2,274 million and of the local authorities 5,381 million. Only thirty years later the ratio was as follows: the revenue of the federal government was 106,441 million, of all the states 30,115 million and of the local authorities 31,506 million! (see Leslic Lipson, „The Great Issues of Politics", p. 304). It is therefore not surprising that there should be writers who consider that, in view of realistic proportions, it is today hard to speak of the United States of America as a federation in the full and true sense of this word.

Equally there are many grounds for claiming that federalism in the Soviet Union has on the whole lost its true socio-economic and political meaning and that it has been largely reduced to a legal facade for a state with a centralistic system. The administrative policy-making in the overall production process and in distribution has completely ignored the limits and independent competencies of federal and autonomous republics. Even the attempt to introduce territorial decentralisation in the management of economy, initiated in 1956, and the setting up of „sovnarhoses" on a regional basis, did not take into account the existence of the republics.

However, there are in the world of today powerful tendencies towards internal diversification in social and state units, tendencies towards a more complete expression and more comprehensive protection of national, linguistic, cultural and other features marking the individuality and specifficity of the constituent parst of already formed broader communities and of those about to be formed. Contemporary material, technical, economic and cultural progress encourages the broader association of social components and formerly rather isolated communities, and is enhancing the awarenes of belonging to these communities and sharing in iterests connected with them. One of the main expressions of such tendencies is growing national awareness and a new historic wave of forming nations, going hand in hand with the dissolution of the world colonial system. New political demands, initiatives and actions are emerging in this context, all of them aimed at substituting for rigid centralism of unitarian state entities, more flexible forms of association which would include the elements of autonomy and self-determination. The movement towards federalisation

is coming to expression in the internal development of individual countries (Czechoslovakia, Belgium, Canada and even in Great Britain), in the setting up of new federal states, particularly in Asia and Africa, and in attempts to constitute broader regional and international communities with more or less marked elements of a federal structure.

According to valid constitutions there are, in the world of today, 22 federations and slightly over 40% of the world's total population is living in states with federal systems. However, inasmuch as these tendencies towards decentralisation, autonomy and the setting up of a federal system of states remain within the limits of etatistic relationships, they contain elements of instability and self-destruction. The development of federalism along etatistic lines always endangers the survival of the federal system, either because the centralising of federal level virtually abolishes the necessary degree of independence of constituent parts (the united states), or because decentralisation which goes no further than the level of individual states, and which boils down to the redistribution of the attributes of state authority in favour of state units making up the federation, results in the undermining of federal communities and their degeneration into a loose confederation.

What, under the circumstances, makes Yugoslav federalism especially interesting, is that in Yugoslavia the development of the federal system is linked with the development of self-management, with the self-managing transformation of bacis social relations and the step-by-step withering away of the state monopoly in managing general state affairs. One should however not lose sight of the fact that the development of self-management is not and cannot be a straightforward process and that parallel with decentralisation which leaves room for the development of self-managing relations, there also emerge various evolved forms of etatism. Evolved decentralised etatism likewise has its effect on the development of federal relations and institutions and makes for what one might call the reverse side of the democratic process of the further development of the federal system in Yugoslavia on a self-managing and socialist basis.

II

Social and Historical Determinants and the National Structure of the Yugoslav Federation

The Yugoslav federation developed during the last war as the result of the united revolutionary national-liberation struggle of all the peoples of Yugoslavia against the fascist invaders. The main character of the federation and the motives for creating it already came to clear expression during the national liberation war. Late in 1943 the Second Session of the Antifascist Council of the National Liberation of Yugoslavia was convened in the small town of Jajce, on liberated territory in western Bosnia. During this session representatives of all the peoples of Yugoslavia engaged in the national liberation struggle passed the historic decision to set up a new Yugoslavia as a federal state com-

munity of equal peoples — the Slovenes, Croats, Serbs, Montenegrans and Macedonians. The federal formula of the state system, adopted during the war — quite the opposite of the invaders policy of splitting up Yugoslavia and casting its peoples into a fratricidal war — was the basic prerequisite for beating the enemy, the genuine political and ideological platform on which the vast mobilisation of the masses was carried out, on a scale unprecedented in the history of the Balkan peoples. It is no accident that from the very beginning of the national liberation struggle, which was to develop into a socialist revolution a general slogan was proclaimed, the slogan the war against the invaders and quizlings, the slogan for which men died, namely „brotherhood and unity".

The new federal state community of Yugoslav peoples developed on the ruins of the old Versaille Yugoslavia, whose basic and fatal fault was that it was a unitaristic and police state in which national oppression prevailed under the political hegemony of the Greater Serbia burgeoisie and its allies among the Croatian and Slovenian burgeoisie. (The existence of the Macedonian and Montenegran nation was not recognised at all, and many national minorities — Albanians, Hungarians, Germans etc — were deprived of their elementary national rights, while the Serbs and Croats were treated in the official ideology „of integral Yugoslavia as three tribes of a single people or as a trinominal people").

In spite of the unfortunate experience of the Old Yugoslavia the Yugoslav Communist Party as the leading force of the national-liberation war took up the programme of fighting for a common state — a community, set up along federal lines, of equal peoples, founded on the right to self-determination including the right to secession. This programme was unequivocally accepted during the war itself by all the peoples of Yugoslavia. This can rightly be considered as a decisive act of political wisdom and maturity, an act expressing the deep realisation of the Yugoslav peoples' historical destiny and position, and of their vital longterm interests. The setting up of the federation was not inspired solely by the needs of the struggle against the fascist invaders, it was the only realistic prospect for a lasting political solution of the extremely complex and acute national relations in the Balkans, especially in Yugoslavia itself.

One should bear in mind that for centuries the Balkans had been the scene of fierce and bloody battles and conflicts between different ethnical, national and religious groups, an area where the invaders from East and West, more successfully than anywhere else may be, applied the old imperialist maxim — *divide et impera.* (It is sufficiently distinctive that in English the word „balkanise" derived from Balkans means — according to the Concise Oxford Dictionary of current English „to divide (a region) into small antagonistic states").

Within the federation based on sovereignty and complete equality of associated peoples, the nationalities and national groups of Yugoslavia acquired a unique instrument for jointly preserving their independence, conditions for the free expression of their national individuality

and for rapid and all-round economic, political and cultural development on the basis of the achievements of the socialist revolution. It is therefore natural that the idea of setting up a common state of the South Slavs is not new, and that the idea was in various ways taken up by progressive political and social movements and outstanding political and cultural workers and writers of all the Yugoslav peoples. As an example let us note only the Illyrian movement among the Croats during the thirties and fourties of the last century, the conception of Svetozar Marković father of the socialist movement in Serbia of creating a Balkan Federation, the south slavism of the great Slovenian writer socialist and national ideologist — Ivan Cankar and others.

Yugoslavia has an extremely complex national structure, possibly the most complex in Europe. According to the latest census in 1961 the population which was then 18.549.291 (now already over twenty million) was composed of Serbs 42,3%; Croats 23,1%; Slovenes 8,6%; Montenegrans 2,8%, Macedonians 5,6%; Muslims (ethnically) 5,2%; Yugoslavs (so declared) 1,7%; Albanians 4,9%; Hungarians 2,7% Turks 1% Slovaks 0,5 etc. Extensive areas show a definitely mixed national structure while the borders of republics and autonomous provinces differ considerably from any purely ethnical frontiers, which do not even exist. The only ethnically homogenous republic is Slovenia where the Slovenes make up 95% of the total population. Conversely the population of the republic of Bosnia-Herzegovina includes Serbs, Muslims and Croats and, none of the three national groups has an absolute majority. Twenty seven per cent Serbs live outside the republic of Serbia — mainly in Bosnia and Croatia — while in the autonomous Province Kosovo, which is incorporated into the republic of Serbia, nearly 70% of the population are Albanians. In the autonomous Province of Vojvodina — also part of the republic of Serbia — slightly over half the population are Serbs 54,9%), the remaining being made up of Hungarians (23,9%), Croats (7,8%), Slovaks (4,0%), Roumanians (3,1%), Montenegrans, Ruthenians, Czecks etc. In the republic of Macedonia only 71,2% of the population are Macedonians, the others belonging to national groups — Albanians, Turks and others. In view of this structure of the population, national equality in Yugoslavia cannot be restricted only to relations between republics and provinces, but must exist also within each of these socio-political communities which make up the Yugoslav federation.

In studying national relations in Yugoslavia and within Yugoslav federalism, one must not lose sight of a number of elements linking up the peoples of Yugoslavia and lending internal cohesion to the state community: a comparatively high degree of ethnical, cultural and linguistic similarity and kinship, similar histories, a similar international position and certain long-lasting and essential common interests emanating therefrom, economic interdependence and of course the joint revolution and a united socio-economic and political system. The Serbs, Croats, Muslims and Montenegrans (near on 75% of the total population) speak the same language (the Serbo-Croat or Croat-Serbian

version). Slovenian and Macedonian belong to the group of affiliated Slav languages. In the past and in the present the peoples of Yugoslavia have had a number of common cultural and socio-political achievements which consolidate and expand the foundations of their unity.

These historic, cultural, ethnical, geo-political and other factors show convincingly enough that the federal formula of the state system is an essential and indispensable basis and prerequisite for the independence, national security and equality, freedom and socialist development of all the nationalities and national groups living within the confines of present day Yugoslavia. For this reason the federal formula must be also institutionally an adequate instrument in meeting the vital interests of the Yugoslav peoples linked to the federation, including here the speedier economic and cultural development of each of them, based on the rational utilisation of all the advantages offered by a unified economic region and free, democratic cooperation and integration in all spheres of public life. In order to meet all these hopes and historic requirements the „federal formula" must not denote any rigid determination of relations within the federal community, on the contrary it must develop on its own, following supporting and reflecting formally and in essence, the dynamic socialist development of Yugoslavia.

The whole of social life in Yugoslavia, all relationships and forms of organisation have become imbued by deeprooted changes the essence of which is the process of the social liberation of labour, creating conditions under which men, associated in labour, will be in direct control of the conditions and results of their work, and the development of self-management in all walks of life. The essential component of this process is the further democratic development of internationality relations. The equality and soverignty of nationalities and their right freely to decide on all questions concerning their national life and development, the principles cemented into very foundations of new Yugoslavia as a federal state and a federal community — are acquiring in step with self-management, a much richer content and scope for their attainment.

This applies above all to new possibilities, unattainable earlier in history, now created by self-management and concerning the achievement of every nationality's basic right to and whish for independent use of its surplus of labour, thus being able directly to influence its own national and cultural development and all forms of national life. In this way the liberation of man's associated labour from all forms of social subjugation, is acquiring an essential national dimension, as he does not attain the fundamental national rights discussed here in the name of any ruling exploiting class, but in the name of the working people themselves through the democratic mechanism of republics and autonomous provinces as self-managing socio-political communities. The self-determination of nationalities declared and consistently implemented already during the first stage of the socialist revolution is thus developing into a new and higher quality — namely the socialist self-management of nationalities and national groups. In the political,

constitutional and legal sphere this means the inevitable transcending of class forms of federalism and confederalism as a form of organisation of a complex bourgeois political state.

It is therefore natural that the accelerated development trends in self-managing relations, since the enacting of the new Yugoslav Constitution in 1963, particularly the economic reform (1965) with its definite stress on strengthening self-management in the sphere of overall social reproduction and a more consistent implementation of the principle of distribution according to work output, should have caused far-reaching changes also in the sphere of internationality relations and the structure of the federation. The main constitutional and legal expression of these changes were the constitutional amendments in 1967, and 1968, but also many other no less important changes in institutional organisation and distribution of competencies and legally defined relations between the republics and the federation, and also in socio-political practice itself. The common meaning of all these changes, their common denominator, is the significant strenghtening of the position and role of the socialist republics and autonomous provinces as regards the expansion of the scope of functions they are entitled to engage in independently and as regards the taking over of affairs and responsibilities earlier encumbent upon the federation, and finally as regards their direct participation in shaping and implementing the Federation's policy in all questions, including those defined in the 1963 constitution as exclusively within federal competence (national defense, foreign affairs, state security). This undoubtedly means a great and realistic step forward in abolishing the outdated forms of etatistic centralism, in democratising the entire political life and in a closer linking up of political decision-making with the self-managing social basis.

However, these basically progressive development tendencies are not being effected in „unadulterated form" and on a terrain of already completely developed and predominant self-managing relations, but under conditions of still insufficient material development and acute relations in the sphere of distribution, under conditions where there are still powerful strongholds of etatism and political representative relations both in work organisations and socio-political communities (communes, provinces, republics and in the federation), and in these units assemblies, political executive organs and administrative apparatus. Hence farreaching decentralisation and restriction of the functions of the federal political centre did not only have positive effects in the sense of strengthening self-managing relations, but also gave room for showing up more clearly certain negative side-effects such as localism, republican autarchism and even the revival of some forms of narrowmindedness and politically shortsighted nationalism, seeking support in republican and provincial etatism. The further democratic development of federalism on self-managing foundations can be achieved only through an ideological and political struggle against these negative happenings and through strengthening the influence of the worker-manager at all levels of political decision-making.

III

NORMATIVE AND INSTITUTIONAL STRUCTURE OF THE FEDERATION AND ITS LATEST EVOLUTION

The Yugoslav federation is composed of six republics and two autonomous provinces within the republic of Serbia. This structure of the Federation was formed during the war, and confirmed by the first Constitution in 1946, and later by the Constitutional Law of 1953. The only change made applies to the autonomous province Kosovo which until the 1963 Constitution had the name and status of autonomous region of Kosovo and Metohija (Kosmet).

It is distinctive for the Yugoslav federation that the federation's functions, rights and duties are restricted only to what has been laid down in the constitution as federal competency, while all that has not been thus defined, is within the competency of the republics, autonomous provinces and communes. This ensures, among other things, the independence of the republics and their sovereign and original rights. It is stated in the Constitution that the working people and nationalities of Yugoslavia realise their sovereign rights within the federation when this is determined by the constitution in the common interest, and in all other relations — within the socialist republics. This tenet is confirmed and specified in article 108 of the Constitution.

However, the functions which the federation is invested with by the Constitution, are both important and extensive, particularly if broadly interpreted (as used to be the rule). The vital interests ensured by the nationalities and national groups of Yugoslavia through the federation include above all protection of the sovereignty, territorial integrity and security of the country, foreign policy and international relations, an unified socio-economic and political system, an unified economy for the whole country, the chanelling and dovetailing of general economic development, basic human rights and freedoms, equality of nationalities and national groups and the socialist-social and political system of the republic. In keeping with such conceptions of the duties of the federation, its rights and obligations have been determined along with its relationship towards other sociopolitical communities (republics, provinces and communes), and the distribution of legislative competencies. Certain affairs and functions (protection of independence and organisation of the armed forces, protection of the constitutional system, economic, political and other relations with other states, determination of the foreign trade and currency regime etc) were laid down in the 1963 Constitution as coming exclusively within the competency of the federation.

As regards legislative competency the federation is authorised to pass three kinds of laws: *complete* (i. e. those which regulate in full definite matters, and in which case the republics can pass their own rules and only if specifically authorised to do so by federal law), *basic* (i.e which uniformly regulate the most important relationships in a given province, but leaving room for supplementary legislature on the part of the republics in keeping the latters specific needs) and finally *general* (i. e. determining only general principles as a framework for

the independent legislative activity of the republic). It is laid down in the constitution what spheres of relations have to be regulated, by complete, by basic or by general federal laws, so that this issue is not left to the arbitrary decision of the federal organs.

The Constitution has defined numerous tasks and laid the foundations for a broadbased activity on the part of the federation in the sphere of economics. This applies also to the disribution of major resources of social reproduction for such purposes as intervention in the economy in order to dovetail relations between various activities and of conditions of work, for financing speedier economic development in the insufficiently developed regions and republics, participation in investments of essential importance for the economic development of Yugoslavia etc.

It is generally considered today, in the period of the new Constitution, that certain functions of the federation are exaggerated and that this is contrary to the need for accelerated development of self-managing relations and reducting the centralistic function of the state in favour of associated labour and narrower socio political communities. It has been pointed out that the federal legislature has hypertrophied and goes into too much detail thus causing the legislature of the republics to lag behind, and the normative activities of the communes and work organisations to deteriorate. This view has found its place in a special resolution passed by the Federal Assembly, and referring to the legislative activities of federal organs, and also in some amendments to the constitution. A broadly conceived revison of federal legislature, already in progress, is radically to change the present situation.

It is furthermore considered that the time has come radically to cut down the scope of some federal organs' control in the direct distribution of resources for expanded reproduction and material intervention in the economy. Until recently the federation had in the form of the budget and other funds, the same amount of resources as all the communes and republics taken together. The measures taken during the past few years aimed at reducing the role of the federal state as the subject within the process of expanded reproduction include a special constitutional amendment passed in 1967, laying down that the federation may with its resources participate *only* in financing investments for special purposes provided for by federal law. Another amendment passed one year later, invests the republics with the right to set limits, in certain cases, within which the sociopolitical communities can determine their income and other resources for covering public needs. This was a right formerly held by the federation.

The intention of the constitutional amendments of 1967 and 1968 as well as other legal and political measures and stand was to strengthen the direct and more or less compulsory share of the republics in determing and implementing federal policy and in passing concrete decisions at federal level. Political discussions and dovetailing of stands with the republics and among the republics acquired standing and also institutionalised forms. The Federal Assembly and the Federal Executive Council as its executive and political organ are bound to consult previously with the respective republican organs, on all major legal and

other measures and decisions, being drafted, in order that they may gain their previous agreement. Relationships of cooperation and agreement between the federation and the republics is to an increasing extent taking the place of subjection and subordination or relations in which there is a rigid division of competencies. In this sense Yugoslav federalism based on self-management is increasingly acquiring the marks and distinctions of a „cooperative federalism".

The evolution of Yugoslav federalism can also be followed through the changes in the organisation and structure of federal organs and institutions, especially through the changes in structure, position and role of the Chamber of Nationalities as the federal assembly chamber in wich the equality of the republics is most directly and institutionally expressed within the constituting of the federation and the functioning of its political mechanism.

According to the 1946 Constitution the Chamber of Nationalities was composed of an equal number of deputies from all the republics, and was one of two equal chambers within the federal assembly. However, as at that time Federal Assembly was more an organ of formal political representation, than a body in which genuine political decisions were made, the actual role of the chamber of nationalities was reduced to a very modest measure.

When the Chamber of Producers was set up by the 1953 constitutions, as one of two assembly chambers, the chamber of nationalities became part of the Federal chamber. This virtually meant that the Federal Chamber included, apart from deputies elected directly by an approximately equal number of voters, ten deputies delegated by the republican assemblies and five delegated by the autnomous provinces. This „latent" chamber of nationalities could convene and go into sesion and pass special decisions whenever any measure impinged upon the equality of the republics and upon their sovereign rights. However, this right of the Chamber of Nationalities to convene and decide independently has never been used in practice, not because there was no occasion to do so, but because disputes concering the individual interests of the republics and their equality were resolved behind closed doors, by political — executive organs and supreme party forums.

The structure and position of the chamber of nationalities as laid down in the constitutional law were not substantially changed by the 1963 constitution. However it soon emerged that such a solution was no longer in keeping with the new situation which was distinguished by the general democratisation of mechanisms and genuine trends in political decision making, greater actual importance of the assemblies as bodies where meritorious decisions are passed in public, and the greater independence and real political influence of the republics. Therefore constitutional amendments were passed in 1967 and 1968 radically changing the position of the Chamber of Nationalities. This chamber composed of twenty delegates each from the republican assemblies and ten each from the provincial assemblies virtually took upon itself the role of the Federal Chamber which no longer exists. Within the five chamber structure of the Federal Assembly, the Chamber of Nationalities emerges as political chamber with general

competencies. The Chamber of Nationalities decides on all legal documents passed by the assembly, on an equal footing with one of the chambers of the work communities (for economy, culture and education, or social politics and public health or with the Socio-Political chamber as a chamber of delegates elected by citizens in the communes).

The Chamber of Nationalities is asserting itself to an increasing degree as a forum where the interests and stands of the republics and autonomous provinces meet in democratic confrontation, then to be dovetailed before a joint policy is shaped. Although there is no „veto", the decisions in the Chamber of Nationalities being passed by a simple majority of votes, efforts are made, in view of the function of the chamber — to avoid any out-voting, particularly in cases when the division among deputies is determined by the differing stands of republics. Amendment IX of the Constitution and the Rules of Procedure of the Chamber of Nationalities provide for a special procedure in which stands are previously dovetailed, whenever this is requested by ten deputies, claiming that the proposed document or other issue being debated is of interest for the equality of the republics, nationalities or national groups or for their rights guaranteed by the Constitution.

One should include among these tendencies which distinguish the latest phase of development in Yugoslav federalism, all major efforts to ensure, in regard to the nationality structure of all federal organs, the most consistent possible republican parity, which means the numerically equal representation of officials from all the republics. This rule is applied not only to the government (Federal Executive Council), and to the heads of the federal administration, but to all officials appointed by the Federal Assembly.

IV

SELF-MANAGING TRANSFORMATION OF SOCIO-POLITICAL COMMUNITIES AND DEVELOPMENT OF FEDERALISM

The 1963 Constitution did not contain any explicit general definition of socio-political communities, but it did contain some very significant elements for the closer definition of a more general conception of the socio-political community as the basic „finally established" form of the self-mangaing constitution of a global social community. One should first of all point up two elements most completely and most directly expressing the constitutional conception of the socio-political community within the system of the political organisation of a society based on self-management.

First — the same state and social organs — i. e. the assemblies — combine the function and role of exercising authority and ensuring territorial integration and coordination of self-managing activities. Article 88 of the Constitution says that the assemblies (previously defined as the representative bodies of socio-political communities) are the supreme organ of authority and organ of social self-management within the framework of the rights and duties of socio-political com-

munities. In this context the realisation of this constitutional conception of assemblies of socio-political communities is the concrete historical road of socialising policy, i. e. the prevaling of state-cum-society dualism, otherwise characterising every political system based on class division. The organs representing the essence of the system of state authority emerge at all levels of the vertical organisation of the social community united both in organisation and function, and identical with the organs of self-managing territorial organisations.

Another noteworthy element is the way in which the Constitution determines the place and position of individual socio-political communities. The exclusive basis from which the Constitution starts out is in determining the character of individual socio-political communities and their functions in the question of what interests and needs the working people and citizens can satisfy through corresponding socio--political communities, communes, the province, the republic and the federation. In this way the interests and needs of associated labour emerge as the most important criteria for distributing rights and duties, for the „division of competencies" among socio-political organisations, and in determining the principles of their internal organisation and mutual connection. Each socio-political community assumes all and only those functions which it can best and most efficiently exercise in the interest of the working people and citizens, enjoying their maximum participation.

This conception of socio-political communities, only implied in the Constitution, has far reaching constitutional, legal and political consequences. It must determined in the first place what emerges from these conceptions as regards the mutual relationship between socio-political communities, and others, what they mean in relationship to associated labour, to the connection between individual socio-political communities and self-managing associations of working people and citizens. Only when this is taken into account can one analyse the degree to which the Constitution is applied in real socio-political relations and estimate more correctly some concrete solutions which have been incorported in the constitutional system or which are emerging in political practice.

It emerges from the constitution's conception of sociopolitical communities that there are no hierarchical relationships of subordination or superiority between them or that these are disapearing, which also aplies to the formal division of authority and sovereignty. The place of a socio-political community within the overall system of political organisation in the society is not determined, from the centre, neither is delegation of authority nor the setting up of closed spheres of sovereign authority and exclusive competency of individual organs. This place is determined a) on the basis of division of rights and duties as laid down by law, and b) on the basis of the direct connection between each socio-political community with the needs of associated labour. It emerges from this, first that socio-political communities are independent in mutual relations, that this independence is ensured in the first place by their independent material basis (right to certain resources for covering social needs on their respective territories

which, in keeping with the law, they themselves determine and use (art, 27 of the Constitution).

On the other hand this is the source of the principle of cooperation between socio-political communities which is expressed in the socio--political communities proper sharing in a certain way in decision making and policy-making of broader socio-political communities, and in the socio-political communities cooperating in implementing and applying the law i. e the unified system of legal norms. The greatest burden of this function falls on the communes as the basic socio-political communities.

As to the relationship of individual socio-political communities towards self-managing associations of associated labour and towards the citizens, one basic principle is valid in this context: no socio--political community has a monopoly of expressing and representing the interests of the citizens and working people on a broader social plane and may not restrict them to their own territorial confines. In one word socio-political communities have a mutual relationship and a relatonship towards associated labour and the citizens which opens up roads and ensures support to self-managing integration in the society. This development of socio-political communities rids social life of administrative uniformity, imposed from outside and long since outdated, and gives more scope for the most varied forms of self managing initiatives on the part of the associated producers. The process of de-etatisation of socio political communities rids social life of administrative, outdated uniformity imposed from outside, leaving more room for the most varied forms of self managing initiatives by associated producers. The process of de-etatisation of socio political communities, as it develops, penetrates more and more deeply into the very foundations of the constitution of the entire society. When state--cum-territory connections and the structure of the whole ceases to be primary and dominating, developing into something subordinated to functional association resulting directly from the need of socialised labour, historical prospects open up for transcending the contrasts of integration and decentralisation, unification and development of the particular individuality of the united constituents. It is on this basis that one can break up a uniformity, without at the same time creating danger of disintegrating the broader social whole, and it is possible to strengthen the republics as the basic constituent units within the framework of a federal system without danger of this resulting in the federations transformation into a confederation. In this way the self--managing organisation of the society emerges as the only genuine basis for the further progressive development of the federal system.

However, decentralisation, otherwise necessary and indispensible within the process of transcending bureaucratic centralistic management of production and distribution, and of liberating social relations from etatistic fetters, has a progressive meaning only if part of the process of de-etatisation is at the same time strengthening the influence of associated labour in all spheres of social life. If decentralisation is reduced to a re-distribution of the attributes of state authority between various administrative territorial subjects, it inevitably acquires an

etatistic meaning and brings in its wake a whole series of negative repercussions on the unity of the socio political system and the effectiveness of the mechanism of social management.

These negative phenomena which represent the etatistic reverse side of de-etatisation and the development of federalism must be the constant subject of scientific analysis and political criticism, as the sources of these phoenomena are very powerful and their presence is evident. It the development of self-management and the decisive participation of associated labour in the processes of expanded reproduction does not liquidate or at least radically reduce the state's monopoly on ownership, decentralisation results in decentralised etatism which closes the doors to the self-managing integration of the society and results in partialisation of social life.

When various forms of state monopoly on ownership are still very pronounced, when the state organs have a marked direct or indirect influence on the distribution of social means i. e. the greater part of social labour surplus, decentralisation in itself does not and cannot mean the strengthening of the social position of the working man and associated labour but primarily strengthening the tendency towards isolation and autarchy, both at the level of narrow socio-political communities, and at the level of republics and the federation. On the terrain of such relations particularism and nationalism inevitably gain in strength and create a combination of bureaucracy upholding its positions linked to the etatistic functions of corresponding socio-political communities, and nationalistic elements which find, within the unprincipled struggle around the etatistic distribution of the „national cake", food for national egotism and national intolerance. In relations between socio-political communities, instead of cooperation in meeting the interests and needs of associated labour, there develops a struggle over which socio-political community will seize the greater portion of power over the associated working man.

In the light of these studies on the roads of development of the federal system under conditions of self management, it becomes increasingly clear that theoretic conceptions reducing the broader socio political communities to a mere instrument (joint service) of narrower socio-political communities, are unacceptable, just as conversely it is inconceivable that the later should be considered as subordinate organs to the former. Tendencies of this kind can only be overcome if the working people, as active subjects, are at the same time directly included in narrower and broader socio-political communities, and only if none of these communities absorb them without remnants which means if it is not permitted to impose itself as the independent representative of the total of their social interests. Any other attitude would lead back to Altousius and Proudhomme, who considered a federal community to be exclusively a community of narrow communities, and not also of those social forces and institutions of which the minor social communities are composed. Such conceptions are completely at variance with article 1 of the Constitution which defines the Socialist Federal Republic of Yugoslavia as a federal state of voluntarily associated and equal peoples and as a socialist community

founded on the authority of the working people and self-management. The fact that the republics are the basic constituent elements of the federation and that they directly participate in exercising the latters functions does not abolish the autonomy of any socio-political community by their mutual relations, nor does it break the direct link of each of them self-managing work associations. In view of this one might subject to critical study concrete constitutional and legal solutions and establish in every given case to what extent the solution is in keping with the basic constitutional conception of the federation, the federal system and nature and character of socio-political communities as the basic constituent elements of the federal structure. It is for instance highly debatable to what measure the present form of the principle of delegates in elections, or the structure and relations within the chambers of the Federal Assembly towards the recommendations and amendments of the constitution, are in keeping with the self-managing conception of socio-political communities.

However, the autonomy of socio-political communities in the exercising of the self-managing functions, their cooperation in accomplishing various duties, their free horizontal and vertical connection, does not mean they are equal in the sense that the functions which they perform are of equal importance and of the same kind. In considering the relationships between sociopolitical communities one should not forget issues connected with the fact that the later are not only organs of territorial self-managing organisations, but also organs of state authority (as this likewise affects their mutual relations, as for instance through the necessary hierarchy of legal regulations). It is therefore unscientific and unadvisable to list socio-political communities by the importance of the functions they exercise or by any other criterion, for these functions are always essential for the existence of the community and meeting the vital needs of the working people. This does not obviate the need to bear in mind the specific features of the functions exercised by various broader or narrower socio-political communities, in order, in this context, adequately to determine their organisation and the scope of their activities. For instance, in the case of communes it is essential that they, as narrower socio-political communities, should have the form of territorial integration in self-management most accessible to the citizens. Therefore in the Constitution they are treated as basic socio-political communities, implying their competency in dealing with the broadest range of social affairs. The Federation has extremely important functions connected not only with defense and international relations but also with ensuring unity of the socio-political and socio-economic system and a unified economic area, with protecting the rights of the citizens and unified socialist principles in worker-management and distribution according to work output. Therefore the Federation inevitably is invested with certain rights and duties putting the corresponding federal organs in a position, at least to a certain extent, to determine the framework and regulate some aspects of activities incumbent upon narrower socio political communities. The republics, however, have both general and specific sociohistorical functions in realising the freedom and equality

of nationalities and national groups. Hence they must have all atributes enabling them to engage in these specific functions, which means that they must also have the attributes of special statehood. It is equally obvious that the statehood of republics cannot be restricted only to the sphere of cultural life, ensuring the use of the national language, of art and scientific research, but must be expressed also in other spheres of social activities. Here we have one of the elementary objective contradictions in the development of Yugoslav federalism today. De-etatisation on which the socialist evolution of federalism is based, not only does not preclude, but on the contrary is expected to ensure fuller content of the attribute of statehood belonging to republics as states of equitable nationalities, this being the condition for the expression and complete attainment of national independence and equality. These are questions which have certainly not been sufficiently elucidated either practically or theoretically. Obviously it is hard to dovetail the demand for fuller expression of the republics, independent statehood with the demand for the process of de-etatisation in socio--political communities to flow more evenly and simultaneosly encompass the organs of the federation, of the republics and provinces, and of the communes as the basic socio political community.

In any case it is claer that the republics are not and cannot be closed national states. The national question i. e. the full expression of national individuality and the attainment of genuine and complete equality of nationalities and national groups is inseparably linked to the general process of the social liberation of labour. It is only one aspect of this prospect, albeit a vital one. The broader political interests of the citizens are not encompassed and contained, without remnants, in the light of their interests as members of given nationalities or national groups, and so, within the constitution of statehood at federal level, the republics alone do not emerge as constituent elements, but here too are the citizens and their various different associations. Just as one must not forget the adequate participation of narrower socio--political communities in shaping the policy of the federation, particularly the share of the republics, one must not forget the need for citizens and associated working people to take part, as directly as possible, and with the fewest possible mediators, in shaping policy at all levels of social organisations.

Dr Najdan PAŠIĆ, professor of the Faculty of Political Sciences in Beograd, Editor-in-Chief of the review „Socijalizam", and a Member of the Council of Peoples of the Federal Assembly. Born in 1922, in Skoplje. Graduate of the Faculty of Law in Beograd, diploma 1949; post-graduate studies from 1949—1951 at the Institute of Social Sciences in Beograd.

Professor Pašić began lecturing at the Faculty of Law in Beograd, in 1951 and in 1956 obtained his Doctoral Degree in the field of public corporations in the United Kingdom. From 1960 on at the School of Political Sciences in Beograd, as one of its first lecturers; full-time Professor at the Faculty of Political Sciences as well as, from 1965, Editor-in-Chief of the „Socijalizam".

Professor Pašić is actively engaged in the publishing activity and in journalism; as early as 1951 he started the magazine NIN and was its first Editor-in-Chief.

As one of the most active Yugoslav contemporary theoreticians in the field of political science he particularly concentrated his attention to the following problems: the theory of a modern state and the etatization of social life; comparative political systems; problems of self-managing society.

His publishing activity includes: several essays on national question and on federalism; more than a hundred articles, as well as five books (Public corporations in the United Kingdom, 1957; Contemporary state, 1960; Comparative political systems, 1962; The social classes and the politics, 1968; and Political education of the self-managing society, 1970). For his book The social classes and the politics he was awarded the 1969 October Prize.

Some of Professor Pašić 's articles and essays are translated into foreign languages.

Dr Mirko MIRKOVIĆ,
Professor of the Faculty of Law in Beograd

THE UNIVERSITY REFORM IN YUGOSLAVIA

1. *The new university — one of the obsessions and imperatives of the contemporary world.* — There is hardly a country in the world in which the university and its future is not the subject of fervent social debate. In some places the social aspect of the university is mainly criticized and in others the university staff severely attack the existing conditions and structures which they say, hamper thought and restrict their field of action. The complexity of the problem is enhanced by the fact that diverse development problems of higher education are manifested in various social and political systems of the contemporary world. What is more, these problems arise equally in technologically advanced and semi-advanced communities and even in countries which are only just plugging into up to date technological development.

In these circumstances and at first glance there is much to speak in favour of a vicious circle. Various explanations are given in an attempt to interrupt it. Generalized doctrines are put forth on a a conflict between the university and society. Depending upon the relations of political forces the crisis of the university or the crisis of the social system is emphasized and overemphasized. The view that the university is incapable of keeping abreast with the intellectual forces it has produced and which play a leading role in science and technology outside its walls is also gaining ground. The main types of universities are under fire, that is the continental type and its sub-types as well as the Anglo-Saxon. A simplified and direct confrontation of the university and society as well as isolated criticism of the university are mainly the result of a scolastic way of thought and classification. The university is part of a social entity and as such it reflects many material and spiritual controversies of that entity. Irrespective of all possible differences and peculiarities, the university rallies heterogeneous intellectual and ideological forces: those who wish to perpetuate a certain system of social values and those who wish to reject anachronisms and ensure the continuous penetration of progressive views. This general division includes various shades of scientific, pedagogical and political currents and concepts, sometimes with a rough and sometimes with an extremely fine finish. In relation to the university, the society personifies the macro-clash of various tendencies.

Of course it is extremely important to know which social and political order sets the framework of a university system, is it a socialist or bourgeois order. But socialism, whose historical mission is to liberate the individual and society, must not be viewed as a stereotype, static formula or an ideological means of achieving all novelties including a corresponding university in all socialist states, in a unified and automatic fashion without any social disturbances. Contemporary developments confirm that the establishment and development of socialism differs from one country to another and that it is not in all cases an equal source of inspiration for the quest for novelties in university structure. In capitalism, the progressive forces the university gives birth to, are successful in unveiling the conservativism of the bourgeois university but are still unable to form a clear image of a new university structure.

In view of these general circumstances there is ample evidence showing that the traditional university structure has been shaken and threatened. There is hardly any doubt that the university is a hierarchical and rather bureaucratized establishment. But the university is in most cases no longer believed to be the sole culprit for such a situation. Where criticism is objective it is clear that the traditional, continental type of university modelled and reinforced by capitalism and reorganized and rid of the view that it belongs to a social elite by socialism, has not got into this situation because it so desired. In the course of historical development it has fitted into the statist-bureaucratic system of authority familiar to capitalism and socialism, and started to reflect its essential qualities. Such a position makes it incumbent upon the university to praise, in its own way, the so-called „official values" which up to a certain degree of development may be real values. This can become objectively detrimental if and when these values which are prone to axiomatic expression, diverge from new discoveries which really can and should change the conditions of social existence. By definition, a statist university is incompatible with the nature and function of science and higher education.

In our days the need for a reform of the university is particularly imposed by the real eruption of scientific and technical knowledge which we quite rightly refer to as the scientific and technological revolution. There is no social political system that is prepared to ignore its advent. The application of vanguard discoveries in the natural and technical sciences already has extraordinary social implications. Centres for research and the „production" of discoveries are cropping up outside the university thus empoverishing its material and research basis. Such centres have become customary in large industrial and other groupings. Before our very eyes a nonacademic, unconventional and unprecedented symbiosis of science and economy is taking place. The traditional university is rather slow and unprepared for joining that dramatic correlation through which science and higher education are clearly emerging as elements of the society's production forces. In view of these circumstances, many university people have become aware of the fact that the university should not continue to be an institution mainly engaged in the transfer of knowledge.

The struggle for a new university is encouraged also by the great social ferment in the world and by new humanist-political discoveries. We usually qualify part of these occurences as the revolt of youth and particularly student youth, of individual countries. The bitterness of the youth has two main and complementary components: dissatisfaction with management, the composition of university and faculty bodies and curricula on the one hand and resistance against technocratized and bureaucratized governments and their organs. The students of some countries see a transformed university as an establishment in whose managament they will be entitled directly to participate. The students' struggle for participation is one of the important components of current aspirations for a university reform.

All this however, has still not led to the formation of a new university. It has only broadened the range of ideas about it, some of which are similar and others contradictory. Thus we have ideas about a mildly reorganized university, about an antiuniversity, about the university of student participation and about a self-managing university.

2. *The Quest for a New University in the Yugoslav Society.* — In socialist Yugoslavia, a reform of the university has in recent years been the subject of widespread thought, particularly so since the initiation of a thorough economic reform. In outline its essential purpose is to enable the development of an intensive socialist market economy on the basis of the self-management. Such an orientation has multifold effects. A maximum political and normative encouragement of the development of the self-managing attributes of the individual and work communities supresses and restricts statist-bureaucratic elements of the political and economic system. Through integration in the economy, for Yugoslav conditions, large production systems and economic and business associations are being formed. They are not the result of any administrative pressure but of the business interest of producers. The actual needs of the market point to what is economical and promising in production. The production and turn-over of goods are adjusted also to the needs of the world market and the international division of labour. Such a process is inconceivable without the use of up-to-date technology and the latest scientific discoveries.

Under these conditions of economic changes which are not free of dilemmas and tensions of an economic and social nature, the problem of science and higher education becomes one of firstrate importance. The starting point for these considerations is that modern science and higher education have definite production functions to perform and that therefore they should be rid of the classical, but until recently historically unavoidable forms of budgetary and administrative conditions of existence. Slowly and painfully the view that those conditions and forms are inefficient and therefore obviously outdated has become generally accepted. Science and higher education can no longer live in some kind of enclave and be treated as belonging exclusively to social supra-structure and living, as such on social consumption.

In prevailing conditions the struggle for a new university is not an autonomous action. It cannot and must not rely solely on internal aspirations and the needs of science and the university. An immediate

and sinchronized transformation of all leading units of economic and non-economic activities is called for and their effective cooperation with reasearch centres and establishments of higher learning. In self-management socialism this turning point must not be affected by the state. This is not just a matter of doctrine, though even a doctrine of this kind reflects historical awareness of the fact that the state, even when it consistently respects progressive principles, lacks the sensitivity, the ability and the responsiveness needed to discover in time what has to be changed and what preserved if accelerated development is to be ensured. This can be followed without the mediation, interpretation or judgement of the bureaucracy, by self-managing economic organisations and other units of social services whose progress and success depend more on the application of scientific discoveries and on the professional improvement of their staff. Nowadays more and more people believe that such an approach leads to the acceleration of the social and economic reform and to the stabilisation of the foundations of self-management socialism. But this approach also has its critics. They believe that to encourage science and the university on the one hand and economic and non-economic activities on the other to establish business ties and programmes would be an introduction to pure business relations which are allegedly close to dehumanisation and which offer a one-sided incentive to science and higher education. They therefore fear that scientific establishments and universities or their departments could become services of extra-mural investors which would restrict their scientific curiosity and educational range.

Before discussion on the system of higher education which would be suited to a self-managing socialist community could begin, Yugoslavia's post-war development in that sphere had to be analized. These analyses shown that in 1968, the number of faculties has increased 5.5. times in relation to 1939. In the 1938/1939 school year there were 18 faculties and in 1968/69 exactly one hundred. The total number of students enrolled at all faculties in 1938/1939 was 15,505 and already in the first post-war year this number increased to 21,195. In the year 1968/1969 there were altogether 140,647 students which is nine times more than in 1938/1939. This increase in the number of students was accompanied by an increase in the teaching staff. In 1938 there were only 500 university teachers and in 1968 5,447.

In the school year 1938/1939 there were only two so-called High Schools or training colleges with a total of 259 students. Immediately after the war, in the school year 1945/1946 six such schools started work with 552 students enrolled. In 1965/1966 the number of these schools increased to 140 but dropped again in 1968 to 135 due to several mergers. In the year 1968/1969 there were 83,947 students enrolled at these schools which is about 323 times more than in 1938/1939.

In 1938 there were only four art academies, after the war, in 1945 there were 7 and in 1968, 13 establishments of this kind. In 1939/1939 there were 228 students enrolled in these schools and in 1968/1969 their number had increased to 2,105.

These are just some figures speaking of the powerful expansion of the network of scientific and educational establishments which

opened up vast possibilities for acquiring higher education. Establishments of higher learning have sprung up in all the republics of the Yugoslav federation and in newly developed centres of production whose young people before the war were forced to seek education in only a few administrative and educational centres in the country under, as a rule, extremely difficult conditions. When speaking about post-war achievements in higher education one should not forget to mention the expansion of scientific research work, the development of postgraduate studies and the considerable broadening of the spectrum of professions and profiles trained at establishments of higher learning. However this process was not always accompanied by corresponding internal development and stabilisation of the establishments of higher learning. This was mainly a process of mechanical expansion while parts of the system grew under highly heterogenous social circumstance.

There is extraordinary interest in Yugoslavia among all the nationalities and particularly the working people in education. Hence the impressive increase of the number of enrolled and graduate students of all nationalities and particularly those which were denied their proper rights in pre-war unitarian Yugoslavia. The language used at individual faculties depends upon its location in respect to region and prevailing nationality. In recent years courses are being held in the language of the nationality which predominates in a certain region.

An analysis of the structure of students according to social origin reveals the following:

Schoolyear Students' parents	1938/1939 %	1958/1959 %
Farmers	19.6	21.5
Workers	3.4	15.3
White-collar workers	38.2	45.0
Craftsmen	5.5	5.9
Free-lance workers	26.4	1.1
Miscellaneous	6.9	12.2

This table shows that in spite of a thorough change of social and economic relations as regards the social structure of students, much still remains to be done. Within the framework of the reform we must find new and intensify existing material and financial sources and instruments for ensuring a greater influx of worker and peasant children to establishments of higher learning.

The champions of the reform maintain that higher education still contains elements of statism. Due to the existing system of financing the work of establishments of higher learning is still to a great extent determined and guided by the state budget. Traces of hierarchy and bureaucratism combined with traditional academism can still be discerned in these establishments. Some inherited shortcomings are still evident in spite of the development of self-management and important changes in the distribution of university staff. It is also emphasized that scientific and teaching activities have not been integrated to a sufficient

degree. Partly as a result of external conditions and partly due to the inadequate organisation of higher education, its productivity and effectiveness is below social needs and interests. The content, method and organisation of instruction have also been seriously criticized. There is widespread belief that the classical type of slow, academic verbalism is a thing of the past and that the times we live in call for a rational and more adaptable professional and pedagogical programme and training of students. To sum up it is considered that higher education must in programme, financially, institutionally and pedagogically meet the demands of the scientific and technological revolution which it stimulates and that it must adjust itself to the specific needs of the Yugoslav self-management socialist society.

3. *The Main Ideas in the Struggle for a Reform of Higher Education.* — It must be pointed out at the outset that there is no uniform, Yugoslav, obligatory doctrine on the reform of higher education, though some sporadic but futile attempts have been made in that direction. At the very beginning of the talks about a university reform, the view prevailed that a centralisation of thought and action in that sphere would be contrary to the nature of the Yugoslav self-managing society and the specific needs of individual establishments. All uniformity and particularly a normative one would stifle many important sources of inventiveness would make the reform stereotype and turn it into exactly the opposite.

Nonetheless, in spite of differences in views a certain unanimity has been reached in respect to the main reasons because of which the reform is an urgent social task. These include: (1) The powerful development of science and its inclusion in the society's production forces; (2) the discrepancy between the socio-economic status of higher education and the basic premises of a self-managing society and the lack of sufficient links between higher education and other spheres of social activities; (3) the inefficiency and irrationality of the prevailing system of higher education; (4) hierarchical and monopolistic tendencies and the inadequate assertion of the principles of self-management in establishments of higher learning and (5) the society's need for complementing the self-managing attributes of students so that they may become equal factors of the development of faculties as work communities.

These considerations determined the basic elements of the reform. Of particular significance, is the aspiration to ensure a new socio-economic status for establishments of higher learning. This primarily implies a more direct relationship between the faculty on the one hand and the economy, other social activities and socio-political communities on the other. Direct contacts between these factors would eliminate statist interventions in this sphere. With the withdrawal of the state, relations between these partners could be based on economic principles and a system of consultations. Through contractual relations the immediate and long-term needs and obligations of the interested parties as well as the means of achieving the planned arrangements would be envisaged. This would rid scientific and educational institutions of budgetary financing and the atmosphere that goes with it.

The main categories of economic relations established between the faculty and the users of its educational and scientific services should be the price of the training of an expert and the price of scientific work. These should include the cost of used capital assets, the personal incomes of the staff, the scolarships of student and resources for expanded production. In this way the prices of education and scientific work are elements determining the total income. If relations of this kind are to be established, faculties will have to show a far greater degree of flexibility and inventiveness both in organisation and programme. As the pillars of scientific work and higher education they should expand their activities, produce a greater variety of experts and scientists, organize polyvalent forms of tuition and become centres of continuous education as soon as possible.

This method of work is convenient for faculties of engineering, natural sciences, economics and other similar institutions. However it should not discourage or jeopardize the development of the humanities and the establishments in which they are taught. The reform therefore envisages that local socio-political communities and educational associations should continue financing these and similar establishments with resources mainly obtained through taxation.

The establishment of these new relations is conceived of as a long-term process. Certain transitional forms are envisaged which would ensure a steady influx of sufficient resources. With the maturing of new relations an end would be put to statist-bureaucratic methods of distribution and to bureaucratic and approximate priorities in science and education. At the same time the freedom to earn and distribute income would finally give self-management in establishments of higher learning the indispensable financial side.

On the basis of experience gained so far, the further development of socio-economic relations should lead to the advancement of existing educational associations through which the activities of establishments of higher learning are financed. Apart from these other narrower associations should be formed institutionalizing the joint programme and finances of faculties and work organisations interested in the implementation of scientific research and the education of personnel. Initial steps in this direction show that there is interest in establishing organic ties between the university and extramural activities. The forms of association are considered to be the best way of achieving income stability and social incentives for the development of science and higher education. These external contractual relations are expected to lead to the greater efficiency of the system of higher education and to an equilibrium between social needs and the „production" of institutions of higher learning.

Self-management in higher education depends upon the nature of socio-economic relations. If the latter depended mainly on budgetary financing, self-management would gradually become sterile. The complete introduction of self-management in higher learning is considered to be one of the essential preconditions for faculties and similar institutions to be transformed into work communities in which, instead of hierarchical, really democratic relations would be established.

It is generally believed that studying is in many cases a specific kind of productive activity. In view of this the student should have his working post at the faculty like there are working posts elsewhere in society. This brings us to the idea of self-management of students as there is selfmanagement of working people. This is not the participation that is causing strife at many west European universities. The struggle for participation waged by many progressive student groupings and associations outside this country, is in fact a partial measure, an attempt to penetrate the sovereign, often conservative management boards of faculties and universities. Self-management however does not mean participation or joint decision-making but complete decision--making by all the working people at the faculty or university, including the students.

It is further believed that students should be entitled to certain grants during studies, to active participation in the educational process as membres of educational and pedagogical teams, to self-management in faculty organs of all levels and to be exempt from returning the resources they obtained as credits depending upon the results they achieve in study. This set of rights is counter-balanced by a set of obligations, the most important being to study and complete courses on time.

The necessary resources for teaching and the personal consumption of students would be supplied, as emphasized above, by working organisations, their asociations and local sociopolitical communities since they are directly interested in the training of experts.

It is no secret that university studies are still a certain privilege. Through a policy of financing, the social and economic conditions of study should be improved and made equal for all. In order to achieve this a highly developed system of student crediting will have to be introduced. Depending upon the success achieved in studies and on their financial position, students would repay these loans partially, completely or be relieved from repayment altogether.

The transformation of the students position described above, merits particular attention, the more so since there are no beaten tracks to follow. It is significant to note that progressive social forces in Yugoslavia have not sprung to the idea of student self-management on the basis of political pragmatism. Those forces are aware of the fact that political pragmatism (like all other emanations of practical political manipulations) would sooner or later prove to be provisional, shallow and shortsighted compromise with day-to-day difficulties. A whole set or problems connected to the development of self-management at the university is seriously being studied, with special emphasis on what is believed to be the basic cell of self-management in higher education. All this is all the more important since higher education is obviously facing a large crossroads and because indirect decision-making prevails in establishments of higher learning at present. Under these circumstances, the majority of the students is deprived of the opportunity of changing and improving the conditions, courses and effects of education directly and together with the other workers at the university.

The need for a more radical reform of educational processes is also in the focus of attention. It is believed that the necessary preconditions for this exist. Certain novelties in tuition have already been introduced such as the study of certain new scientific disciplines and the application of the latest results in programmes and the technology of instruction. The movement to improve teaching has been prompted by awareness of the need for scientific discoveries to be conveyed in a more effective way. It is also partly the result of a change in attitude towards the role of the student in the teaching process. Certain improvements have to be introduced in developing more direct contacts between the teachers and students, in continuous group study and where possible in sicentific research teams composed of teachers and students.

The protagonists of the reform believe that one of the preconditions for perfecting the educational and scientific process is a change in the status of teaching staff. They demand the abolishion of monopolies over certain posts, for it has become quite obvious that immobility of teachers or the kind of mobility that as a rule implies promotion after a certain period of time, results in stagnation and even decline. The system of re-election of teachers proved inadequate and incapable of ensuring a real competition of values. That is why criteria are being studied which would reflect the real scientific contributions and success in teaching of each member of the faculty staff. In principle all working posts should be open and accessible to people of better quality. However, this is not easy to achieve. It will be easier to compare values because scientific workers and experts from outside the university will participate in courses, which they rarely did hitherto.

Though the possibility of extra mural studies exists, it has been difficult for employed people to study. This is particularly unfortunate at the present moment when continuous education is considered to be essential if the economy and noneconomic activities are to keep abreast of the revolutionary achievements of science and technology. That is why we are possesed by two obsessions — the student as a working man and the working man as a student. The idea is to enable employed people to study and refresh their knowledge systematically. University bodies and other organs linked by their interest in and problems of education of personnel are analizing how to introduce various forms of permanent education, summer schools, refresher courses and courses for acquiring new qualifications. These and other basic problems of higher education will have to be included in normative regulations. Of course the faculties and universities as self managing units of society are expected to do most in this respect. Their self-management regulations, of statutes, which have already been subject to revision several times, will set new trends and propose institutional solutions.

The success of the reform however, depends least of all on the quality of normative efforts. What is far more important is that the reform should win considerable support in society. Judging by intimations the change will really be a major one. It enjoys the support of social forces which identify themselves with social and scientific

progress at the university and outside it. They realize that self-management socialism must tend towards more progressive and rational organisation of science and higher education. However in certain technocratic and conservative circles at the university and outside it, this entire undertaking is viewed differently. Thus the technocrats, even those with the best intentions, believe that the reform requires enormous financial resources and view it only in its technological dimension. According to them only financial resources can have the effect of a magic wand putting everything in its place, starting and succesfully completing the reform and ensuring a flourishing of self-management. There are also some great and small absolutists and monopolizers who only pay lip service to self-management. Self-management in the social base and the progress of so-called regional scientific forces does not suit their interests. They may be prepared to accept the oligarchy en bloc while the reform and all its social implications are for them a millstone round their necks.

These and other similar forms of resistance, including those outside the sphere of higher education, should be borne in mind so that a scientific understanding of the conditions and goals of the reform should gain ground and produce the desired effects as quickly as possible.

Dr Mirko MIRKOVIĆ, Professor of the Faculty of Law in Beograd. Field: The history of the state and law of the peoples of Yugoslavia. Graduate of the same Faculty, diploma in 1951. In 1956 studied on the graduate level at the Institute for Advanced European Studies of the University of Torino. Doctoral Degree at the same Faculty, in 1960. Academic year 1967/68 spent on historiographic research at the Harvard University in Cambridge, USA.

Published, among other works: Legal status and character of the Serbian Church during the Turkish rule — 1459 — 1766, Beograd, 1956; Yugoslav lands under the Turkish rule; General military-political conditions and the status of the national liberation movement in 1943; Basic characteristics of the new legal system (coauthor), Beograd, 1970; De l'idée yougoslave à la formation de la collectivité yougoslave des peuples, Beograd, 1965; The influence of the national question on the scheming of the self-administering system of the Kingdom of Serbs, Croats, and Slovenes; Les rapports entre les communautés religieuses et l'État dans la RSF de Yougoslavie (Rapports nationaux yougoslaves au VIII[e] Congrès international de Droit comparé, 1970).

Le Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université Belgrade a édité en 1969 le premier recueil des conférences tenues aux seminaires du Centre au cours des dix premières sessions. Cependant, dans ce recueil, qui par mégarde n'est pas marqué comme premier, ne figurent pas toutes les conférences des dix premières sessions: on a fait une sélection, en donnant la préférence aux conférences de la X-ème session.

Ce volume renferme d'abord, en guise d'introduction, les trois articles suivants:

Prof. Borislav T. Blagojević: *Au nom de l'éditeur*

Prof. Vladimir Jovanović: *Dix ans d'activité du Centre universitaire international des sciences sociales de l'Université de Belgrade*

Prof. Savka Gligorić: *In memoriam — professeur Dragoslav Todorović*, un des fondateurs et premier directeur du Centre.

Les conférences de ce recueil sont réparties selon les thémes traités et sont imprimées dans la même langue dans laquelle elles avaient été prononcées lors des sessions, en français ou en anglais:

THEMES GENERAUX

Dr Jovan Đorđević: *Le système politique et constitutionnel de la Yougoslavie*

Dr Branko Pribićević: *Yugoslavia and the Contemporary Workers and Socialist Movements*

Dr Radovan Samardžić: *L'évolution des cultures nationales des peuples yougoslaves.*

Dr Vladimir Šolaja: *Science and progress*

THEMES ECONOMICO-JURIDIQUES

Dr Ljubiša Adamović: *Yugoslavia and International Division of Labour*

Dr Borislav T. Blagojević: *Some Characteristic Private Law Institutions in the Socialist Countries*

Dr Živomir Đorđević: *Les formes de propriété en Yougoslavie*

Dr Andrija Gams: *Aspects juridiques de la propriété sociale*

Dr Vladimir Jovanović: *Le statut juridique des entreprises économiques yougoslaves et leus rapports avec l'Etat*

Dr Miladin Korać: *Differences in the Amount of Personal Incomes between Economic Branches*

Dr Ivan Maksimović: *Yugoslav Economic Reform and Certain Problems in the Policy of Reform*

Dr Branislav Šoškić: *A Yugoslav View on the Main Trands and Schools of Economic Thinking*

THEMES PHILOSOPHICO-SOCIOLOGIQUES

Dr Veljko Korać: *Personality and Community under Socialism*

Dr Radomir Lukić: *La stratification sociale dans le socialisme d'autogestion*

Dr Dušan Nedeljković: *La conception moderne du monde et l'humanisme de la liberté d'autogestion*

Dr Vuko Pavićević: *Sur quelques problèmes de la morale socialiste*

Dr Branko Pavlović: *Les fondements philosophiques de l'autogestion*

Dr Miroslav Pečujlić: *Socialism and Class changes*

Dr Mihailo V. Popović: *Influence, Power and Authority in Socialism*

Dr Svetozar Stojanović: *From Primitive towards Developed Communism*

Dans l'annexe du présent volume est donnée la liste des membres du Conseil du Centre du temps de la publication du premier recueil.

A la différence du présent recueil, le premier ne contenait pas une liste complète des auditeurs, car il ne s'agissait pas d'une seule session, mais d'une sélection des conférences tenues au cours des dix sessions précédentes du Centre.

Le premier recueil a été envoyé aux rectorats des universités en Yougoslavie et à l'étranger, ainsi qu'aux instituts des sciences sociales et à d'autres institutions. Les intéressés peuvent commander ce livre en s'adressant directement au Secrétariat du Centre.

Le Secrétaire du Centre,
Dragiša Stijović

CONSEIL DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES

Predrag ALEKSIĆ, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Toma BUNUŠEVAC, vice-recteur de l'Université de Beograd, professeur à la Faculté de Sylviculture; Vida ČOK, collaborateur scientifique à l'Institut de droit comparé; Radomir ĐUROVIĆ, professeur à la Faculté de Droit; Dragiša IVANOVIĆ, recteur de l'Université de Beograd, professeur à la Faculté d'Electrotechnique; Dejan MEDAKOVIĆ, professeur à la Faculté de de Philosophie; Pavle NIKOLIĆ, professeur à la Faculté de Droit; Aleksandar PERIĆ, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Mihailo POPOVIĆ, professeur à la Faculté de Philosophie; Branko PRIBIĆEVIĆ, professeur à la Faculté des Sciences politiques; Dimitrije PRODANOVIĆ, collaborateur scientifique à l'Institut des Sciences sociales, doyen de la Faculté de Philosophie; Dragiša STIJOVIĆ, directeur du Département de la coopération internationale de l'Université de Beograd; Milan ŠAHOVIĆ, chef du Département du droit international à l'Institut de politique et d'économie internationales; Branislav ŠOŠKIĆ, ancien doyen de la Faculté des Sciences économiques; Novica VOJINOVIĆ, collaborateur scientifique à l'Institut du mouvement ouvrier international.

Président du Conseil: Branislav ŠOŠKIĆ, ancien doyen de la Faculté des Sciences économiques, professeur à la Faculté des Sciences économiques; Directeur du Centre: Pavle NIKOLIĆ, professeur à la Faculté de Droit; Secrétaire du Centre: Dragiša STIJOVIĆ, directeur du Département de la coopération internationale de l'Université de Beograd.

LISTE DES PARTICIPANTS

A L G E R I E

Benbadji Mohrat
Licencié de Sciences Economiques

A L L E M A G N E (REP. FED.)

Obermeier Johann
Licencié en droit

Schmittlein-Mehr Ilse
Etudiante à la Faculté de Psychologie

Schmittlein Christian
Etudiant à la Faculté de Droit.

Gunar Hans Axel Igney
Etudiant de Droit

A N G L E T E R R E

Douglas W. Harrison
Student of Political Economy,

John Talbot Stanely Madeley
Ph. D. candidate (Politics)

B E L G I Q U E

Simone de Landtsheer
Assistant in Handelshogeschool Antwerp

C A N A D A

Denny Michael
Assistant Professor at the University of Toronto

E S P A G N E

Barroso Campos Maria Del Carmen
Graduate of the Faculty of Economics

Serrano Jose
Graduate of the Faculty of Economics

María Asunción Guardia Canela
Prof. assist. à la Faculté de Droit

Nuria Beltran Rahola
Prof. assist. à la Faculté du Droit

Dr. Juan Cadrado
Instructor in charge of Economic Policy

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Pedro Francisco Silva-Ruiz
Doctor of Law Candidate

Jean Berman
Student of Political Science

E T H I O P I E

Kebede Bruck
Scientific collaborator, Economic Research

F I N L A N D E

Lars David Eriksson
Master of Comparative Law

F R A N C E

David Dominique Jean François,
Assistant à la Faculté de Droit

Dormard Serge
Collaborateur scientifique (Droit)

Delaunay-Maculan Anne — Marie,
Coll. scientifique, Centre Français,
Droit comparé

Rosio Jean
Assistant de Sciences Economiques

Genet Christiane
Ass. des Sciences Economiques,

H O N G R I E

Sárosi Eve
Coll. scient. de l'Institut pour la Recherche de la Conjoncture et des Marchés

Soós Károly Attila
Coll. scient. de l'Institut des Sc. Econ. de l'Academié des Sciences de Hongrie

Dr. Lévai János
Coll. scient. de l'Institut de Sc. Econ. de l'Académie des Sciences de Hongrie

Koltay Jenó Farkas
Coll. scient. de l'Institut des Sc. Econ. de l'Académie des Sciences de Hongrie

László Milutinovits
Coll. scient. de la Chaire d'Economie Mondiale

I N D E

L. V. Naidoo
Lecturer, Sociology

I R A N

Dr. Yahya Shams
Sociologist

I T A L I E

Volpi Giuliana
Etudiante de la Faculté de Droit

Lazzerini Avia
Etudiante de la Faculté des Sciences Politiques

Bruno Veneziani
Assistant à l'Institut de Droit de Travail et Rélations Industrielles

P A Y S — B A S

Doting Peter
Student of Economics

Adrianus Ferf
Student of Econimics

P O L O G N E

Mgr Ewa Zurowska
Assistant de l'Institut des Sciences Politiques,

Mgr Gertruda Makus
Coll. scient. de l'Institut des Sciences Politiques, Mgr. historis

Dr. Jerzy Sommer
Coll. Scient. de l'Institut des Sciences Politiques

R O U M A N I E

Valentina Gilescu
Assistante à la Faculté de Droit

Emil Molcut
Assistant à la Faculté de Droit

Felicia Stefanesco
Doctorande à l'Institut de Recherche Juridique;

Dr. Nistor Prisca
Maître de conference à la Faculté de Droit

Dr. Luca Ilie
Chef de la Chaire de Socialisme Scientifique

Sirian Eftimif Petru
Adjoint du chef de la Chaire de Socialisme Scientifique

S U I S S E

Kappeler Beatus
Licencié de la Faculté des Sciences Politiques

U R S S

Ševerda Lidija Andreevna
Docent, kandidat nauk,

Y O U G O S L A V I E

Ačanski Todor
Assistant à la Faculté de Droit

SOMMAIRE — CONTENTS

Dr Branislav Šoškić et Dr *Pavle Nikolić:* INTRODUCTION . . . III

CONFERENCES

Dr *Jovan Djordjević:* LA THEORIE ET LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION EN YOUGOSLAVIE 3

Dr *Miroslav Pečujlić:* BETWEEN THE PRESENT AND THE FUTURE 25

Leo Mates: THE POLICY OF NONALIGNMENT AND THE INTERNATIONAL POSITION OF YUGOSLAVIA 61

Dr *Andrija Stojković:* L'HUMANISME ET L'AUTOGESTION . . 75

Dr *Branislav Šoškić:* THE YUGOSLAV ECONOMIC REFORM AND PROBLEMS OF ECONOMIC POLICY 109

Dr *Radomir Lukić:* LA PROPRIETE EN YOUGOSLAVIE . . . 123

Dr *Živko Kostić:* LA FORMATION ET LA REPARTITION DU REVENUE DANS L'ORGANISATION DE TRAVAIL 135

Dr *Vladimir Jovanović:* LE RAPPORT ENTRE LA GESTION ET LA DIRECTION DANS LES ENTERPRISES YOUGOSLAVES, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR LES ORGANES EXECUTIFS DE L'ENTREPRISE 159

Dr Najdan Pašić: FEDERALISM AND RELATIONS BETWEEN NATIONALITIES AND NATIONAL GROUPS IN YUGOSLAVIA'S CONTEMPORARY DEVELOPMENT PERIOD . . 173

Dr *Mirko Mirković:* THE UNIVERSITY REFORM IN YUGOSLAVIA 191

Dragiša Stijović: REPLIQUE 201

CONSEIL DU CENTRE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES 203

LISTE DES PARTICIPANTS 205

Naslov na srpskohrvatskom jeziku

SOCIJALIZAM U JUGOSLOVENSKOJ TEORIJI I PRAKSI

EMAR - EASDALE
EMEK ARASTIRMALARI
VAKFI KITAPLIGI
2015

IZDANJE UNIVERZITETA U BEOGRADU
MEĐUNARODNI UNIVERZITETSKI CENTAR ZA DRUŠTVENE NAUKE

Beograd Studentski trg 1